

*Date de dépôt: 29 octobre 2007*

*Messagerie*

## **Rapport**

**de la commission des visiteurs officiels du Grand Conseil sur  
l'avis d'experts mandatés par le Bureau du Grand Conseil  
concernant la pétition des détenus de Champ-Dollon de mars  
2006**

# **Première partie**



*Date de dépôt: 29 octobre 2007*

*Messagerie*

## **Rapport**

**de la commission des visiteurs officiels du Grand Conseil sur l'avis d'experts mandatés par le Bureau du Grand Conseil concernant la pétition des détenus de Champ-Dollon de mars 2006**

### **Rapport de M. Renaud Gautier**

Mesdames et  
Messieurs les députés,

*« Notre démocratie est-elle capable d'affronter la complexité des parcours qui conduisent à l'emprisonnement et la diversité des significations que les détenus donnent à cette mise à l'écart ? »<sup>1</sup>*

---

<sup>1</sup> Pierre Lascoumes, in préface de l'ouvrage de Gilles Chantraine « Par-delà les murs Experiences et trajectoires en maison d'arrêt » PUF, 2004

## Table des matières

1.	Quelques remarques introductives .....	3
2.	Déroulement des événements .....	4
2.1	Montée en puissance .....	4
2.2	La pétition et les émeutes .....	7
2.3	L'avis d'experts : un moyen de contrôle parlementaire ?.....	11
2.4	« Collaboration » difficile .....	13
2.5	Actions = réactions.....	18
2.6	Rendu de l'avis d'experts : c'est pas moi c'est l'autre... ..	19
3.	Constats et recommandations des experts – recommandations de la Commission des visiteurs officiels .....	24
4.	Conclusions .....	52
5.	Vote de la Commission des visiteurs officiels.....	54
6.	Remerciement.....	54
7.	Annexes .....	54
7.1.	Lettre du 30 mars 2006 de M. Laurent Moutinot, conseiller d'Etat en charge du département des institutions.	
7.2.	Pétition des détenus de la prison de Champ-Dollon.	
7.3.	Lettre du 4 juillet 2006 de M. Michel Halpérin, président du Grand Conseil.	
7.4.	Avis d'experts, du 18 avril 2007, mandatés par le Bureau du Grand Conseil concernant la pétition des détenus de Champ-Dollon de mars 2006.	
7.5.	Article du <i>Temps</i> du 24 avril 2007.	
7.6.	Position du Pouvoir judiciaire du 9 mai 2007.	
7.7.	Lettre du 5 août 2007 de M. Jean-Pierre Restellini et annexe (courrier de M <sup>e</sup> Louis Gaillard).	
7.8.	Tableau récapitulatif des recommandations de la Commission des visiteurs officiels.	



## 1. Quelques remarques introductives

« *Il ne s'agit pas d'être sublime, il suffit d'être fidèle et sérieux* »<sup>2</sup>

Il apparaît particulièrement important au rapporteur de préciser d'entrée de jeu un certain nombre de points permettant tout en même temps de mieux comprendre le sens de la démarche de la Commission des visiteurs officiels – démarche tout à fait originale comme nous aurons l'occasion de le voir – et les difficultés pour ne pas dire les entraves auxquelles celle-ci a dû faire face. Il s'agit également d'aborder les conséquences que cette démarche pourrait ou devrait avoir.

Voilà plusieurs années que la Commission des visiteurs officiels (ci-après la commission) s'inquiète de l'augmentation relativement constante de la population carcérale à Champ-Dollon. Sans pour autant que cette inquiétude ne soit réellement partagée par le Pouvoir exécutif, le Pouvoir judiciaire ou par le Parlement. Cela ne fait somme toute « que » cinquante ans que le canton de Genève s'est engagé à construire un établissement approprié au sens de l'article 43 aCPS (projet Curabilis) et « qu'une » dizaine d'années que Genève réfléchit à une prison préventive pour femmes (projet Femina)...

Au début du mois d'avril 2006, un point de non-retour a été atteint. Des émeutes ont secoué la prison de Champ-Dollon pendant quelques jours. Relevons dès maintenant la manière remarquable avec laquelle la direction de Champ-Dollon ainsi que l'ensemble du personnel de l'établissement ont su gérer, avec beaucoup de maîtrise et de doigté, une situation extrêmement délicate, qui aurait facilement pu tourner au désastre sans la compétence et la rigueur dont ont su faire preuve toutes les personnes concernées.

Juste avant ces émeutes, un certain nombre de détenus de Champ-Dollon avaient remis une pétition (annexe 1) à la direction de l'établissement, pétition destinée aux organismes suivants : « *une commission du Grand Conseil genevois, une délégation de la Ligue Suisse des Droits de l'Homme, une équipe de journalistes et de télé* ».

Constatant qu'elle était l'une des récipiendaires de cette pétition, la Commission des visiteurs officiels s'en est alors saisie afin de réfléchir aux suites qu'elle entendait y donner (précisons, pour la bonne bouche, que la présidente de la commission s'est à cette époque enquis de l'intérêt que la Commission judiciaire pourrait avoir à traiter cette pétition conjointement

---

<sup>2</sup> Vladimir Jankélévitch, in « *L'imprescriptible* », Seuil, 1986

avec la Commission des visiteurs. La réponse fut sans appel, la Commission judiciaire ne se sentit pas concernée...).

S'est alors très vite posée la question de la manière avec laquelle la Commission des visiteurs officiels pouvait et devait traiter cette pétition. On rappellera pour mémoire que la commission, caractéristique qui lui est propre, peut faire appel à un groupe d'experts, proposés par la commission et nommés par le Conseil d'Etat.

La commission a donc demandé au Bureau du Grand Conseil de mandater un « avis d'experts » auprès de trois d'entre eux, à savoir M<sup>me</sup> Barbara Bernath, le professeur Christian-Nils Robert, et le docteur Jean-Pierre Restellini, ce qui fut fait en date du 4 juillet 2006 par M. Michel Halpérin, président du Grand Conseil (annexe 2). Cette démarche, qui en soi peut paraître banale, provoquera un grand nombre de réactions et engendra plusieurs problèmes. La décision, prise par des membres du Pouvoir législatif, de traiter d'une manière indépendante des autres Pouvoirs un problème qui le concerne, par le biais d'un avis d'experts, va, de fait, susciter une opposition sourde, mais tenace, tant du côté de l'administration et du Pouvoir exécutif que du côté du Pouvoir judiciaire. Les représentants du Pouvoir judiciaire comme ceux du Pouvoir exécutif useront d'un grand nombre de manœuvres dilatoires pour, au pire, empêcher, au mieux, freiner le travail des experts. Indépendamment même des nombreuses démarches de médiation qui seront entreprises par les membres de la Commission des visiteurs officiels auprès de chacun de ces deux Pouvoirs, les réactions de ces derniers lors de la publication de l'avis d'experts démontrent très clairement qu'il est encore et toujours difficile, voire peu admis, que le Pouvoir législatif accomplisse son travail de contrôle.

Indépendamment du fond de l'affaire, le rapporteur ne peut, une fois de plus, qu'attirer l'attention des uns et des autres sur un élément essentiel : empêcher ou compliquer le travail de contrôle du Parlement va à l'encontre des principes démocratiques qui nous gouvernent et favorise la perte de sens de l'organisation politique.

## **2. Déroulement des événements**

### **2.1 Montée en puissance**

*« La détention provisoire englutit les conclusions futures de l'instruction dans un formidable préjugé, niant le travail d'investigation des juges d'instruction, fait reposer celui-ci sur un rapport de forces, et favorise*

*le sentiment de victime du prévenu incarcéré : il exécute de fait une peine qui n'a pas été prononcée... »<sup>3</sup>*

### **Le 8 décembre 2005**

La Commission des visiteurs officiels se rend à la prison de Champ-Dollon. Le directeur de l'établissement rappelle que la prison fait face, depuis plusieurs années, à un important problème de surpopulation. Il signale par ailleurs qu'un conflit ethnique a récemment éclaté dans la prison (procès-verbal n° 5 de la commission).

### **Le 12 janvier 2006**

La commission retourne à la prison de Champ-Dollon. Son directeur fait état de trois agressions sur le personnel en deux semaines. L'ambiance est tendue. Une discussion s'engage avec les commissaires à propos de la surpopulation carcérale à Champ-Dollon et les conséquences de celle-ci. La commission est consciente de la situation de l'établissement et de l'urgence des solutions à trouver. Un commissaire propose d'auditionner M. Laurent Moutinot, conseiller d'Etat en charge du Département des institutions, M. Stéphane Esposito, président du collège des juges d'instruction, ainsi que M. Daniel Zappelli, procureur général, afin de tenter de régler la question de la surpopulation (procès-verbal n° 9 de la commission).

### **Le 9 mars 2006**

#### *Article de la Tribune de Genève*

#### *« Des détenus de Champ-Dollon dans des blocs préfabriqués ? »*

*L'article nous indique qu'un nouveau record a été atteint : Champ-Dollon a franchi la barre des 483 détenus. Ce taux de sur-occupation pourrait conduire à la construction de pavillons modulables. La construction de blocs en préfabriqués sur une parcelle attenante à Champ-Dollon permettrait de mettre à disposition une soixantaine de places de détention dans un délai de 8 mois.*

---

<sup>3</sup> Nicolas Frize in « Le sens de la peine », *Le Monde diplomatique*, juin 2003.

**Le 14 mars 2006****Article de la Tribune de Genève****« Champ-Dollon ? Une poudrière ! »**

*Un nouveau cap est franchi : 494 détenus. Un taux de sur-occupation jamais atteint dans cette prison conçue pour 270 détenus. Plusieurs députés membres de la commission des visiteurs officiels sont interrogés sur cette situation préoccupante. L'un d'eux rappelle que la commission des visiteurs officiels tire la sonnette d'alarme depuis de nombreuses années et que rien ne semble bouger. Le directeur de la prison donne également son avis sur la situation et sur le projet de construction de nouveaux bâtiments. Il espère qu'une réflexion en profondeur s'engagera sur la problématique de la détention.*

**Le 16 mars 2006**

La commission reçoit M. Laurent Moutinot, conseiller d'Etat en charge du Département des institutions, et M. Laurent Beausoleil, directeur de la prison de Champ-Dollon. Plusieurs thèmes sont abordés : la surpopulation carcérale actuelle – M. Beausoleil fait part de la fatigue psychologique et physique de son personnel – le projet de construction d'unités modulaires, les bracelets électroniques, les projets en cours (Curabilis et Femina), l'entrée en vigueur du nouveau Code pénal et la situation des mineurs à Champ-Dollon.

A l'issue de l'audition, la commission décide de déposer deux projets de motion, la motion 1674 (Surpopulation dans les prisons genevoises) et la motion 1675 (Interrogation sur l'interface médecine - privation de liberté dans le cadre de la planification pénitentiaire, sur les outils de planification sanitaire correspondants) (procès-verbal n° 21 de la commission).

**Le 22 mars 2006****Article de L'Illustré****« Dans la poudrière de Champ-Dollon »**

*Cet article fait référence à la surpopulation à Champ-Dollon, qui entraîne des conflits de générations et de cultures, ainsi qu'au manque de moyens du Pouvoir judiciaire. Il est aussi fait mention d'un projet de rehaussement de la prison et de la possibilité de construire une maison d'arrêt préfabriquée, construction qui permettrait de décharger un tout petit peu la prison de Champ-Dollon.*

**Le 23 mars 2006**

**Article du GHI**

**« Champ-Dollon : record de surpopulation »**

*L'article explique qu'un nouveau projet d'extension de la prison de Champ-Dollon, sous forme de petits bâtiments préfabriqués, est à l'étude. Le projet devra toutefois encore recevoir la « bénédiction » du Conseil d'Etat, puis faire l'objet des demandes de crédits usuelles.*

**Le 30 mars 2006**

**Lettre de M. Laurent Moutinot à la Commission des visiteurs officiels**

M. Moutinot informe la commission du dépôt d'une pétition signée par des détenus de la prison de Champ-Dollon. Les pétitionnaires demandent à rencontrer une commission du Grand Conseil, une délégation de la Ligue suisse des Droits de l'Homme et une équipe de journalistes et de télévision. Les détenus menacent d'entamer une grève de la faim si ces demandes ne sont pas prises en compte.

## 2.2 La pétition et les émeutes

« A l'âge impérial, le conflit devient une anomalie sociale. Dans une société bien « connectée », aux règles transparentes, le conflit suppose une incompréhensible incompatibilité des perceptions s'il y a des puissants et des faibles, comment le faible peut-il oser livrer bataille, alors que sa défaite est inscrite dans l'ordre social ? »<sup>4</sup>

**Le 28 mars 2006**

**Lettre de détenus de Champ-Dollon à la Ligue suisse des Droits de l'Homme**

Dans cette lettre, les détenus (en particulier les détenus originaires des pays de l'Europe de l'Est et d'Afrique du Sud) se plaignent de problèmes de communication et de compréhension avec le système judiciaire genevois et avec la police. Ils dénoncent aussi la longueur des procédures, la partialité de certains juges et la lourdeur des condamnations infligées. Des exemples concrets sont cités.

---

<sup>4</sup> Jean-Marie Guéhenno in « *La fin de la démocratie* », Flammarion 1993

## **Le 1<sup>er</sup> avril 2006**

### **Article de la Tribune de Genève**

#### **« Les détenus de Champ-Dollon se rebiffent »**

*L'article informe qu'une pétition de détenus, critiquant la police et la justice, a été signée par deux cents personnes. Les autorités font part de leur réaction.*

## **Le 6 avril 2006**

La Commission des visiteurs officiels se rend à Champ-Dollon afin d'auditionner des détenus se plaignant notamment du rationnement des colis, du mélange entre détenus primaires et récidivistes, ainsi que de la nourriture. Le directeur de l'établissement explique que la plupart des solutions à ces problèmes sont d'ordre budgétaire ou politique.

La commission auditionne ensuite les représentants des détenus pétitionnaires (voir la lettre de M. Moutinot du 30 mars 2006). Les détenus souhaitent qu'une commission d'enquête soit créée. Les membres de la Commission des visiteurs officiels expliquent aux détenus la procédure qui sera engagée afin d'essayer de « calmer le jeu » (procès-verbal n° 24 de la commission) (procès-verbal n° 24 de la commission).

## **Le 7 avril 2006**

### **Courrier électronique de M. Renaud Gautier à la Commission des visiteurs officiels**

M. Gautier partage plusieurs réflexions échangées avec d'autres membres de la commission à propos de la situation à Champ-Dollon, qui s'avère très préoccupante, et de la pétition des détenus de Champ-Dollon. Les pétitionnaires évoquent deux problèmes, soit les conditions de détention dans une prison surpeuplée et la longueur des procédures conduites par le Pouvoir judiciaire. Plusieurs commissaires estiment qu'il serait judicieux de mandater une expertise sur la situation actuelle et sur les problèmes soulevés par les pétitionnaires, en évitant de susciter de l'agitation ou de créer de la tension au sein de la prison.

## **Le 26 avril 2006**

La commission reçoit Me Doris Leuenberger, vice-présidente de la Ligue suisse des droits de l'Homme. Cette dernière explique que les détenus ne se plaignent pas tant des conditions de détention, mais dénoncent d'une part des violences policières commises lors des arrestations et d'autre part les problèmes liés à la longueur de la détention préventive. Pour remédier à cette situation, la Ligue suisse des droits de l'Homme a écrit à toutes les instances concernées : juges d'instruction, Chambre d'accusation, procureur général et police.

Au terme de cette audition, la commission discute de la proposition de solliciter un « avis d'experts » et de mandater trois experts. Tous les commissaires semblent favorables à cette demande. Mise aux voix, cette proposition est adoptée à l'unanimité (procès-verbal n° 25 de la commission).

## **Le 2 mai 2006**

### **Courrier électronique de M. Constantin Franziskakis, directeur de l'Office pénitentiaire, à la Commission des visiteurs officiels**

M. Franziskakis annonce à la commission que la prison de Champ-Dollon a été perturbée par des manifestations et des revendications de détenus les 30 avril et 1<sup>er</sup> mai 2006.

Le dimanche 30 avril 2006, 130 personnes ont refusé de réintégrer leurs cellules à l'issue de la promenade du matin. Les revendications avaient trait à l'accès au téléphone, au catalogue des produits vendus par l'épicerie, au nombre de paquets autorisés et à l'accès aux places de travail dans les ateliers de la prison. Après plusieurs heures de discussions et de négociations, les détenus ont finalement réintégré leurs cellules.

Le lundi 1<sup>er</sup> mai 2006, une centaine de détenus a à nouveau refusé de réintégrer leurs cellules. Les revendications des détenus sont cette fois-ci articulées autour des thèmes mentionnés dans la pétition remise fin mars 2006 aux autorités. Une majorité de détenus a accepté de réintégrer les cellules après la possibilité d'exprimer leurs doléances par écrit à l'intention des médias. Une trentaine de détenus n'a cependant pas accepté de retourner dans leurs cellules, a causé des déprédations et a manifesté un comportement agressif envers le personnel de surveillance. Les forces de police ont été alertées. Finalement, la situation s'est progressivement apaisée. Trois détenus ont été blessés et ont reçu des soins. Des sanctions disciplinaires seront prises contre un nombre défini de détenus coupables d'actes répréhensibles.

## **Le 3 mai 2006**

### **Courrier électronique de M. Renaud Gautier à la Commission des visiteurs officiels**

M. Gautier fait un compte-rendu de la visite ad hoc qu'une délégation de la commission a effectuée la veille à la prison de Champ-Dollon. Il prévient que la situation à l'intérieur de la prison se dégrade de plus en plus et dresse un bref résumé des incidents survenus ces derniers jours. La délégation a auditionné les représentants des détenus. Leur discours étant très agressif, la délégation a décidé de leur remettre copie d'une lettre adressée par la commission à l'un des experts. Cette action fait légèrement baisser la tension.

## **Les 2 et 3 mai 2006**

### *Article de la Tribune de Genève en ligne*

« *Genève : deux jours de troubles à la prison de Champ-Dollon* »

### *Article de la Tribune de Genève en ligne*

« *Troubles à Champ-Dollon* »

### *Article du Matin*

« *Baston à la prison* »

### *Article du Temps*

« *Vives tensions au sein de la prison surpeuplée de Champ-Dollon* »

### *Article du Courrier*

« *Poussées de fièvre à Champ-Dollon* »

*Comptes-rendus des troubles qui se sont déroulés à la prison de Champ-Dollon durant les deux derniers jours. Les détenus protestent contre les conditions de détention et les lenteurs de la justice. Le climat est de plus en plus tendu à la prison de Champ-Dollon.*

## **Article du 3 mai du Matin**

« *Champ-Dollon est une poudrière* »

*Interview de M<sup>e</sup> Doris Leuenberger, vice-présidente de la Ligue suisse des Droits de l'Homme, qui a rencontré une délégation de détenus à Champ-Dollon avant les émeutes des jours précédents. Cette délégation dénonçait les violences policières et les lenteurs de l'instruction. La situation est tendue, Champ-Dollon est une poudrière, dénonce M<sup>e</sup> Leuenberger.*



## **Le 5 mai 2006**

### **Article du Matin**

#### **« Je dois bricoler »**

*La situation demeure toujours tendue à la suite des débordements des jours précédents. Interview du directeur de Champ-Dollon. Plusieurs sujets sont abordés : les changements pris ou à prendre à la suite des débordements, les problèmes dus à la surpopulation.*

### **2.3 L'avis d'experts : un moyen de contrôle parlementaire ?**

*« Mesdames et Messieurs les députés,*

*Prenons la résolution de remplir consciencieusement notre mandat et de faire servir nos travaux au bien de la patrie qui nous a confié ses destinées. »<sup>5</sup>*

## **Le 5 mai 2006**

La Commission des visiteurs officiels auditionne M. Laurent Moutinot, M. Constantin Franziskakis et M. Laurent Beausoleil.

Différents problèmes sont abordés : la situation de tension actuelle à Champ-Dollon, les solutions envisagées (mesures prises pour qu'aucun mineur ne soit plus placé à Champ-Dollon, utilisation maximale des bracelets électroniques et du travail d'intérêt général), l'entrée en vigueur du nouveau Code pénal, la sécurité à Champ-Dollon et la fatigue du personnel de cet établissement.

La Commission des visiteurs officiels ayant décidé de solliciter un avis d'experts, M. Moutinot s'enquiert de la mission confiée à ces derniers.

A l'issue de l'audition, la présidente de la commission indique que le procureur général l'a informée de la mise sur pied d'un groupe de travail interne au Pouvoir judiciaire, suite à la pétition des détenus (procès-verbal n° 28 de la commission).

## **Le 12 mai 2006**

La commission accueille M<sup>me</sup> Barbara Bernath et M. Christian-Nils Robert, experts auprès de la Commission des visiteurs officiels.

---

<sup>5</sup> Loi portant règlement du Grand Conseil, Art. 13, Exhortation

La présidente de la commission explique que cette dernière a été saisie par M. Moutinot, conseiller d'Etat en charge du Département des institutions, d'une pétition signée par quelque deux cents détenus de Champ-Dollon et faisant état de différentes problématiques (arrestations policières, durée de la détention préventive).

Afin de répondre aux observations et demandes des détenus, la commission a décidé de solliciter un « avis d'experts » et de mandater trois d'entre eux. La rencontre de ce jour a pour but de définir le mandat ainsi que la procédure à suivre.

Le professeur Robert estime que le problème à régler est un problème judiciaire et que la surpopulation carcérale constitue une conséquence de la surcarcéralisation de la population (procès-verbal n° 30 de la commission).

### **Le 2 juin 2006**

La commission auditionne M<sup>me</sup> Barbara Bernath, M. Jean-Pierre Restellini et M. Christian-Nils Robert, experts auprès de la commission des visiteurs officiels.

Les trois experts sont mandatés pour donner leur avis sur la problématique de la surpopulation carcérale à Champ-Dollon. Ils évoquent trois axes de leur mandat, à savoir la vie quotidienne à Champ-Dollon, le fonctionnement de la justice et le fonctionnement de la police. Cet avis d'experts devra être rendu à la commission au mois de septembre 2006 au plus tard (procès-verbal n° 34 de la commission).

### **Le 6 septembre 2006**

Demande des experts de prolongation au 15 novembre 2006 pour la restitution de leur rapport à la commission des visiteurs officiels.

### **Le 14 septembre 2006**

La commission est informée par les experts d'un blocage engendré par la non-entrée en matière du Conseil supérieur de la magistrature à leur demande de consultation de dossiers judiciaires. Les experts font le point de la situation avec la commission. Le problème en question relève à la fois du secret de l'instruction et du secret de fonction. Le Pouvoir judiciaire fait obstruction au travail des experts. La commission décide d'auditionner le Conseil supérieur de la magistrature (procès-verbal n° 44 de la commission).

## **2.4 « Collaboration » difficile**

*« La justice, c'est comme la Sainte Vierge, si on ne la voit pas de temps en temps, le doute s'installe. »<sup>6</sup>*

### **Le 20 septembre 2006**

La commission accueille la présidente et des membres du Conseil supérieur de la magistrature (ci-après le CSM). Après un bref rappel des événements, la présidente de la commission fait part de la déception de la commission par rapport à l'opposition du CSM concernant les travaux des experts. Le refus du CSM remet en cause l'avis d'experts.

La présidente du Conseil supérieur de la magistrature explique que la position du CSM est une position juridique, fondée sur différentes dispositions légales.

Un commissaire craint, si aucune solution ne devait être trouvée à la présente problématique, que l'avis d'experts n'en soit déséquilibré. Cet avis d'experts pourrait alors s'avérer contre-productif pour le travail du législateur et laisser une zone d'ombre particulière, dont tout le monde aura à souffrir.

Il est précisé que le travail des experts a pour but de comprendre le déroulement de la procédure conduisant à la détention préventive, de confirmer ou d'infirmer un certain nombre de faits avancés dans la pétition des détenus, notamment les affirmations de mauvais traitements par certains corps représentatifs de l'Etat. Les détenus de Champ-Dollon ayant formulé un certain nombre d'observations et posé des questions, la commission des visiteurs officiels s'est engagée à y répondre.

Un commissaire constate que la décision du Conseil supérieur de la magistrature engendre des effets collatéraux. Preuve en est la position prise par la police judiciaire, laquelle a décidé de ne pas participer à la recherche des experts.

La présidente du CSM indique que le procureur général et les présidents des juridictions pénales vont prochainement faire le point de la situation afin de déterminer comment ils peuvent répondre à la demande des experts (procès-verbal n° 45 de la commission).

---

<sup>6</sup> Michel Audiard

## **Le 9 novembre 2006**

Lettre des experts pour informer la Commission des visiteurs officiels des difficultés qu'ils rencontrent pour obtenir certaines informations utiles à la mise en œuvre de leur rapport.

## **Le 22 novembre 2006**

### **Article de la Tribune de Genève**

#### **« Expertise à Champ-Dollon : les juges et les policiers freinent »**

*Rappel des faits qui a mené au rapport des experts. Un des experts explique que la police se réfugie derrière le secret de l'instruction et la justice (via le Conseil supérieur de la magistrature) oppose son veto. Résultat : les experts sont à ce jour bloqués dans leur mandat. Une réunion est agendée au début du mois de décembre 2006 afin de regrouper toutes les parties, c'est-à-dire la Commission des visiteurs officiels, les experts ainsi que les pouvoirs exécutif et judiciaire.*

## **Le 4 décembre 2006**

Rencontre entre la Commission des visiteurs officiels, les experts mandatés par le Grand Conseil, les représentants du Pouvoir judiciaire, le Conseil supérieur de la magistrature et le conseiller d'Etat en charge du Département des institutions. Le président de la commission rappelle les raisons de cette rencontre et souligne l'importance de conduire à son terme la mission d'expertise.

Chaque pouvoir rappelle ses fonctions et ses compétences.

Une entente entre tous les pouvoirs est trouvée sur tous les points qui posaient problème, notamment s'agissant de l'anonymat à adopter dans le rapport des experts (procès-verbal n° 57 de la commission).

### ***Le 5 décembre 2006***

#### ***Article de la Tribune de Genève***

***« Enquête à Champ-Dollon : les experts peuvent reprendre leur travail »***

#### ***Article du Temps***

***« La justice genevoise va ouvrir ses dossiers sur Champ-Dollon »***

#### ***Article du Courrier***

***« La justice genevoise n'échappera pas au regard des experts »***

*Ces différents articles expliquent que la commission des visiteurs officiels a trouvé un accord avec le Pouvoir judiciaire et le Conseil d'Etat. Les trois experts mandatés peuvent reprendre leur travail.*

### **Le 7 décembre 2006**

La commission des visiteurs officiels revient sur la rencontre du 4 décembre 2006, qui lui semble avoir eu un impact très positif, et se demande si une telle rencontre, entre la commission, le Pouvoir exécutif et le Pouvoir judiciaire, ne devrait pas être agendée chaque année avant le dépôt du rapport annuel de la commission (procès-verbal n° 58 de la commission).

### **Le 11 décembre 2006**

Les experts écrivent une lettre au président de la Commission des visiteurs officiels pour remercier cette dernière de la réunion du 4 décembre 2006, qui a permis de débloquer la situation concernant la réalisation de leur mandat d'expert. Les experts demandent aussi une prolongation de leur mandat au 15 avril 2007.

### **Le 8 février 2007**

Séance de planification de la restitution de l'avis d'experts (procès-verbal n° 64).

### **Le 22 février 2007**

Le président de la commission des visiteurs officiels craint l'existence de fuites dans la presse concernant l'avis d'experts. La commission discute de cette éventualité (procès-verbal n° 65 de la commission).

## **Le 22 mars 2007**

Séance de planification de la restitution de l'avis d'experts. Le président de la commission décide de procéder à la présentation de l'avis d'experts et de convoquer une conférence de presse dans la même journée (procès-verbal n° 69 de la commission).

## **Le 1<sup>er</sup> avril 2007**

### **Article du *Matin Dimanche***

**« Près d'un détenu sur trois se dit victime de violences policières ».**

### **Article du *Matin Dimanche***

**« L'expert Christian-Nils Robert est-il vraiment impartial ? »**

*Un portrait du professeur Robert est dressé dans cet article, où il est décrit comme l'un des chantres de l'abolitionnisme.*

## **Le 2 avril 2007**

### **Article de la *Tribune de Genève***

**« Nouvelles révélations sur des violences policières ? »**

*L'article indique qu'il ressort, selon certaines sources, du rapport d'experts qu'une quarantaine de détenus, sur les 130 détenus interrogés, se sont plaints d'avoir été victimes de violences policières. Ces dérapages présumés se seraient déroulés tout aussi bien lors d'arrestations que lors d'interrogatoires. Pour connaître les détails, il faudra attendre deux semaines la parution de l'avis d'experts.*

## **Le 5 avril 2007**

La commission des visiteurs officiels revient sur les articles de presse parus dans le *Matin Dimanche* (01.04.07) et la *Tribune de Genève* (02.04.07).

Le président de la commission voit dans ces articles une tentative de décrédibiliser l'avis d'experts avant sa présentation et sa publication. Les commissaires discutent de la situation et excluent la possibilité que les fuites proviennent des experts. Ils décident de réitérer à l'unanimité leur confiance à l'égard des trois experts (procès-verbal n° 71 de la commission).

**Le 5 avril 2007****Lettre de M<sup>me</sup> Laura Jacquemoud-Rossari, présidente du Conseil supérieur de la magistrature, à la commission des visiteurs officiels**

Lettre écrite par M<sup>me</sup> Jacquemoud-Rossari pour s'excuser auprès de la Commission des visiteurs officiels de son absence à la séance du 18 avril 2007, consacrée à la présentation de l'avis d'experts.

**Le 10 avril 2007****Lettre de M. Laurent Moutinot à la Commission des visiteurs officiels**

Lettre écrite par M. Laurent Moutinot pour s'excuser auprès de la commission des visiteurs officiels de son absence à la séance du 18 avril 2007, consacrée à la présentation de l'avis des experts. M. Moutinot sera remplacé par M. Bernard Dupont, secrétaire adjoint au Département des institutions.

**Le 12 avril 2007****Lettre de M. Daniel Zappelli, procureur général, à la Commission des visiteurs officiels**

Lettre écrite par M. Daniel Zappelli informant la commission de sa présence à la présentation du rapport des experts, prévue le 18 avril. M. Zappelli se demande néanmoins s'il ne serait pas préférable de déplacer cette présentation à une date ultérieure sachant que M. Moutinot d'une part et M<sup>me</sup> Jacquemoud-Rossari d'autre part ne pourront être présents. Il estime par ailleurs qu'il serait judicieux que les trois pouvoirs prennent connaissance du rapport avant qu'une conférence de presse ne soit organisée.

**Le 17 avril 2007****Article du Temps**

**« Champ-Dollon : un avis d'experts fait monter la tension à Genève ».**

*Rappel des faits de ces derniers jours avant la présentation et la publication de l'avis d'experts mandaté par la Commission des visiteurs officiels.*

### **Article du Courrier**

#### **« Polémique autour des nominations d'experts »**

*A la veille de la publication du rapport, des critiques sont émises quant au choix des experts nommés par la Commission des visiteurs officiels. Pour l'un des membres de la commission cela n'a qu'un but, celui de discréditer le rapport avant sa parution.*

### **2.5 Actions = réactions...**

*« Dire que le bouc émissaire passe pour cause unique du fléau, c'est dire que ce fléau devient littéralement sa chose et qu'il en dispose à son gré pour punir ou pour récompenser suivant qu'on lui déplaît ou qu'on lui plaît. »<sup>7</sup>*

### **Le 18 avril 2007**

Séance réunissant les trois Pouvoirs, ainsi que les experts et les membres de la Commission des visiteurs officiels pour la présentation de l'avis d'experts (procès-verbal n° 72 de la commission).

### **Le 19 avril 2007**

Séance de la Commission des visiteurs officiels. Son président remercie les experts pour leur travail. Plusieurs points du rapport sont abordés. Il est également fait état des dispositions et mesures que le rapport va susciter, ainsi que du calendrier de travail de la commission afin de traiter ce rapport au mieux. La commission devra avaliser les différents constats et propositions des experts et dresser le cas échéant une liste de recommandations.

Une date est fixée (le 7 juin 2007) pour une rencontre entre les trois Pouvoirs (procès-verbal n° 73 de la commission).

### **Le 19 avril 2007**

#### **Article de la Tribune de Genève**

#### **« Trois experts dénoncent des violences policières »**

#### **Article du Temps**

**« Sévère regard d'experts sur les pratiques de la police et de la justice genevoises »**

---

<sup>7</sup> René Girard in « *Le Bouc émissaire* » Grasset 1982



**Article du Courrier**

« *Le rapport sur Champ-Dollon épingle la police et la justice* »

**Article du Matin**

« *Baston et racket à la police* »

**Article du Matin Bleu**

« *La police genevoise accusée de violence et de torture* »

**Article de 20 Minutes**

« *On incarcère beaucoup trop facilement les gens* »

*Le rapport des experts dénonce les violences policières subies par les prévenus lors d'interpellations ou dans les salles d'auditions. Sur 125 détenus, 30% se sont plaints de mauvais traitements physiques. Quelques exemples sont donnés. Le rapport examine aussi la surpopulation à Champ-Dollon. L'instruction et la Chambre d'accusation sont également mises en cause par les experts, qui dénoncent la durée excessive de la détention avant jugement.*

*Le constat est sévère pour Genève, où tout le monde (police, justice et service médical de la prison) en prend pour son grade.*

**2.6 Rendu de l'avis d'experts : c'est pas moi c'est l'autre...**

« *Mais l'effet le plus important peut-être du système carcéral et de son extension bien au-delà de l'emprisonnement légal, c'est qu'il parvient à rendre naturel et légitime le pouvoir de punir, à abaisser du moins le seuil de tolérance à la pénalité. Il tend à effacer ce qu'il peut y avoir d'exorbitant dans l'exercice du châtement.* »<sup>8</sup>

**Le 26 avril 2007**

Les commissaires décident de procéder à un traitement chronologique du rapport des experts et de définir les priorités. Un commissaire s'enquiert de savoir si le rapport a été envoyé aux détenus. Le président de la commission répond par l'affirmative.

La commission commence l'analyse de la première partie du rapport. Les points suivants sont abordés : Traduction des documents « police », désignation des fonctionnaires de police participant à une opération,

---

<sup>8</sup> Michel Foucault in « *Surveiller et punir* », Gallimard 1975

désignation des fonctionnaires dans les rapports d'intervention, manque de précision des rapports d'interrogatoire des officiers de police, audition des policiers mis en cause en cas d'allégations de mauvais traitements et formation/formation continue du personnel de police (procès-verbal n° 74 de la commission).

### **Le 3 mai 2007**

Suite de la lecture et discussion des constats et recommandations des experts. Plusieurs recommandations sont prises en compte par la commission. Celle-ci adressera aux experts une liste de questions complémentaires à l'issue de la première lecture du rapport et dressera une liste des éventuelles auditions (procès-verbal n° 75 de la commission).

### **Le 9 mai 2007**

Le Pouvoir judiciaire vient de faire parvenir à la commission des visiteurs officiels une note datée du 9 mai 2007 relative à l'avis d'experts mandatés par le Bureau du Grand Conseil. Le président de la commission relève que le Pouvoir judiciaire s'avère extrêmement sévère à l'égard des experts et propose d'engager une discussion sur cette note lors de la prochaine séance.

Les commissaires reviennent ensuite sur la conférence de presse du 3 mai 2007 tenue par M. Moutinot, conseiller d'Etat en charge du Département des institutions. Celui-ci a mis en doute les allégations de violences policières rapportées dans le rapport des experts. La commission estime que cette manière d'agir vise à affaiblir le rapport des experts, car celui-ci dérange.

La commission reprend ensuite la lecture et les discussions des constats et recommandations des experts (procès-verbal n° 76 de la commission).

### *Article du 12 mai 2007 La Tribune de Genève*

*« Les avocats s'en prennent au procureur Daniel Zappelli »*

### *Article du 12 mai 2007 Le Courrier*

*« Champ Dollon : La magistrature est incapable d'autocritique! »*

### *Article du 12 mai 2007 Le Temps*

*« Champ Dollon : les avocats haussent le ton »*

*Les avocats genevois réagissent à la publication du rapport des experts. Les représentants de l'Ordre des avocats et de la commission de droit pénal se disent stupéfaits par l'accueil que le procureur général et la présidente de*

*la Chambre d'accusation ont réservé au rapport. Selon eux, le Pouvoir judiciaire prouve par là son « incapacité à se remettre en cause ». La durée de la détention préventive est remise en question.*

### **Le 16 mai 2007**

Le président poursuit la lecture des constats et recommandations des experts et achève cette première lecture au terme de cette séance (procès-verbal n° 78 de la commission).

### **Le 21 mai 2007**

La commission auditionne M<sup>me</sup> Bernath et le professeur Robert afin d'éclaircir quelques points des différentes recommandations formulées par les experts (procès-verbal n° 79 de la commission).

### **Le 23 mai 2007**

La commission reçoit le docteur Restellini et le professeur Robert afin d'approfondir quatre thèmes abordés par le docteur Restellini dans la partie du rapport consacrée à la phase « police et arrestation ». Il s'agit du service de médecine pénitentiaire, de l'inspection générale des services de police, des limites du secret médical par rapport aux allégations de violences policières, ainsi que de l'allégation d'un cas de « submarino ». Les commissaires relèvent que le milieu médical est le seul à se remettre en question suite à la publication du rapport des experts et à reconnaître l'existence de problèmes.

Il convient de préciser, pour la bonne compréhension du rapport d'experts, que le submarino, « quasi-asphyxie par suffocation, est une méthode de torture de plus en plus courante. Elle ne laisse normalement pas de traces et le rétablissement est rapide. Cette méthode a été si largement employée en Amérique latine que son nom espagnol – *submarino* – est devenu partie intégrante de la terminologie des droits de l'homme. La variante « liquide » consiste à immerger de force la tête de la victime dans de l'eau, souvent souillée d'urine, de fèces, de vomi et autres impuretés. Elle peut entraîner la quasi-noyade ou la noyade. L'aspiration d'eau dans les poumons peut provoquer une pneumonie. » Il s'agit d'une définition internationale, émanant du Protocole d'Istanbul (Manuel pour enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels inhumains ou dégradants ; Série sur la formation professionnelle n° 8 ; Bureau du Haut Commissariat pour les droits de l'homme, Nations Unies, Genève, 2001).

Lors de la séance du 23 mai 2007, la commission ainsi que les experts discutent également du rôle que devrait avoir la police des polices et le commissariat à la déontologie, ainsi que de la nécessité de ceux-ci. Les commissaires s'interrogent en outre sur les limites du secret médical et sur la nouvelle structure de l'unité de médecine pénitentiaire. Un commissaire demande au docteur Restellini une note complémentaire écrite à propos du cas de « submarino » afin d'exclure tout doute pouvant s'installer à ce sujet (procès-verbal n° 80 de la commission).

### **Le 24 mai 2007**

Le but de cette séance de la commission est de récapituler les constats et recommandations des experts et de procéder à une lecture plus précise et spécifique de chacun de ceux-ci. Lorsque l'un des constats ou recommandations sort du champ de compétences de la commission, il est décidé de l'adresser à l'autorité ou à la commission parlementaire compétente (procès-verbal n° 81 de la commission).

### **Le 7 juin 2007**

La commission reçoit une correspondance de la Cour des comptes demandant à recevoir l'avis d'experts mandatés par le Bureau du Grand Conseil. Les commissaires reprennent par ailleurs l'examen des constats et recommandation des experts. Il est discuté des points suivants : nomination des avocats d'office et demande d'assistance judiciaire, motivation des mandats d'arrêt, modération dans l'utilisation du critère du « risque de fuite » par l'instruction et réforme de la Chambre d'accusation (procès-verbal n° 83 de la commission).

### **Le 25 juin 2007**

La commission reçoit M. Daniel Zappelli, Procureur général, et M. Laurent Moutinot, conseiller d'Etat en charge du département des institutions. Le but de cette rencontre est de faire un point de la situation deux mois après la publication de l'avis d'experts et de permettre à chacun des pouvoirs d'apporter un commentaire sur cet avis. M. Moutinot explique que plusieurs « chantiers » ont été engagés sur la base de ce rapport et qu'il n'y a pas d'opposition frontale sur tel ou tel élément, mais plutôt des variables quant à leur mise en œuvre.

Le Pouvoir judiciaire considère pour sa part, malgré certaines prémisses inexactes ou complètes, que le rapport des experts émet un certain nombre de conclusions qui méritent d'être soutenues et suivies. M. Zappelli rappelle que la nouvelle procédure pénale fédérale devrait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et qu'un certain nombre de modifications seront « forcées » car imposées par le droit fédéral.

Un commissaire constate que chaque pouvoir campe finalement sur ses positions et que les démarches proactives menées par le Pouvoir législatif ne semblent recueillir ni l'approbation, la coopération ou le succès qu'il était en droit d'attendre.

M. Moutinot estime qu'il est inexact de prétendre que le Pouvoir exécutif n'a pas pris au sérieux le travail des experts, mais il précise que les trois pouvoirs ne sont pas là pour collaborer, ce qui ne les empêche cependant pas de déterminer si certains points du rapport des experts ne pourraient pas faire l'objet d'une concertation. De son côté, M. Zappelli est prêt à engager la discussion et à examiner une à une les propositions concrètes des experts.

Un commissaire pense qu'il n'y a pas lieu de polémiquer sur tel ou tel texte, mais qu'il convient de discuter des améliorations envisageables.

M. Moutinot demande à la commission de formuler une proposition de méthode de travail lorsqu'elle aura achevé la lecture détaillée du rapport des experts. M. Zappelli abonde dans le même sens (procès-verbal n° 86 de la commission).

## **Le 28 juin 2007**

La commission poursuit l'examen des constats et recommandation des experts. Il est discuté des points suivants : réforme de la Chambre d'accusation, délais de remises des expertises en responsabilité et de crédibilité, réduction des délais d'attente entre la Chambre d'accusation, les ordonnances de renvoi et les juridictions de jugement, prélèvements ADN, mise en vigueur anticipée du système d'indemnisation du projet de CPPS, amélioration de la situation des NEM.

La commission achève ainsi la deuxième lecture de la partie II du rapport des experts et passe à sa troisième partie. Il est discuté des points suivants : manque de places à l'unité femmes, accès aux douches, saturation de la cuisine, aménagement des parloirs, manque d'activités, manque de combinés téléphoniques, fonctionnement du service social, formation et enseignement aux détenus, colis, repas, promenades, dégradation des relations personnel/

détenus, conditions de travail du personnel, construction d'établissements spécialisés, restructuration de Champ-Dollon.

Le président entend procéder à la troisième lecture de l'avis d'experts au début du mois de septembre 2007 (procès-verbal n° 87 de la commission).

### **3. Constats et recommandations des experts – recommandations de la commission des visiteurs officiels**

#### *Partie I du rapport d'experts – police et arrestations*

##### Constat ou proposition n° 1 des experts : Traduction des documents « police »

*"Plusieurs personnes entendues par les experts, et qui ne parlaient pas (ou très mal) français, se sont plaintes de la qualité de l'interprétation des documents qu'on leur avait demandé de signer à la fin des premiers interrogatoires.*

*Comme chacun sait, ces premières dépositions peuvent souvent influencer largement le reste de la procédure. Par conséquent, les experts ont profité de la consultation des « documents police » pour tenter d'éclaircir un peu cette question.*

*Il ressort de cette brève étude les quelques points suivants :*

*- Le rapport d'interrogatoire faisait parfois figurer en majuscule et au début du rapport dactylographié la mention « Ne parle pas français ». En revanche, aucune mention des services d'un interprète ne figurait en fin de document.*

*- A de nombreuses reprises, lorsque la langue de la personne interrogée était l'albanais, la traduction était assurée par une personne, travaillant pour la police et semble-t-il bien connue des détenus. Toutefois, après enquête il est apparu que cette même personne n'a pas le titre d'interprète, encore moins d'interprète assermenté. Cette situation est d'autant plus surprenante qu'il était dans d'autres cas fait appel à des interprètes dûment assermentés pour cette même langue.*

*- Parfois il était au contraire précisé en tête de rapport que le prévenu « Parle français ». Néanmoins, l'inspecteur qui signait le même rapport précisait que « la déclaration et la traduction » avaient été assumées par ses soins.*

- Enfin, dans un cas, les experts ont noté qu'il était stipulé en gros caractères au début du rapport la mention « Ne sait pas lire », mais qu'en fin de document, la formule « Lecture faite, je persiste et signe » figurait en bonne et due place...

Les experts n'ont en aucun cas la prétention d'épuiser la question complexe de la déposition auprès de la police de personnes ne parlant pas français. Il n'en demeure pas moins que ces imprécisions relevées donnaient l'impression d'un manque de rigueur difficilement acceptable (partie I, chapitre 9, partie 2, pages 13 et 14, point 2).

Décision et recommandation(s) de la commission des visiteurs officiels

La commission recommande au Conseil d'Etat la prise en compte du constat des experts.

Constat ou proposition n° 2 des experts : Composition des équipes d'intervention (=Désignation des fonctionnaires de police participant à une opération)

« Les experts ont également relevé qu'il était quasiment impossible à des observateurs externes de savoir quels avaient été les fonctionnaires de police ayant participé à telle ou telle opération. [...] »

Cette situation rend particulièrement difficile le travail des instances chargées de contrôler les interventions policières » (partie I, chapitre 9, page 14, partie 3, première partie du paragraphe).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission recommande au Conseil d'Etat la prise en compte du constat des experts, sous réserve de la confidentialité nécessaire à l'action de la police.

Constat ou proposition n°3 des experts : Désignation des fonctionnaires dans les rapports d'intervention (procès-verbaux d'interrogatoire)

« Les experts ont également relevé qu'il était quasiment impossible à des observateurs externes de savoir quels avaient été les fonctionnaires de police ayant participé à telle ou telle opération. Il en allait de même en ce qui

concernait les PV d'interrogatoires. Les signatures figurant au bas des rapports d'intervention ne correspondaient que rarement aux identités des policiers ayant véritablement participé à l'opération en question. A relever également que les membres de la Brigade d'observation ne sont jamais mentionnés pour des « raisons de sécurité », même s'il leur arrive de participer parfois à l'intervention.

Cette situation rend particulièrement difficile le travail des instances chargées de contrôler les interventions policières » (partie I, chapitre 9, page 14, point 3).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission recommande au Conseil d'Etat la prise en compte du constat des experts.

Constat ou proposition n° 4 des experts : Mention du lieu et de l'heure des dépositions

« A l'exception des rapports d'interrogatoire rédigés par l'officier de police, le lieu précis et l'heure à laquelle la déposition avait été recueillie par les services de police n'étaient pour ainsi dire jamais mentionnés » (partie I, chapitre 9, page 14, point 4).

Décision et recommandation(s) de la commission des visiteurs officiels

La commission recommande au Conseil d'Etat la prise en compte du constat des experts.

Constat ou proposition n° 5 des experts : Audition des policiers incriminés et des victimes présumées lors d'allégations de mauvais traitements

« En cas d'allégations de mauvais traitements, il est inacceptable que seul le policier impliqué donne sa version des faits. Les victimes présumées de violences policières doivent elles aussi être entendues dans le cadre d'une procédure claire et rigoureuse. En d'autres termes, il faut se débarrasser du préjugé qui veut que toute personne incarcérée ne puisse être qu'un personnage indigne de confiance, pour ne pas dire un menteur. A cet égard, il faut mentionner les méthodes de travail de la commission nationale de



déontologie de la sécurité française qui à chaque fois se déplace pour entendre les plaignants, quelques puissent être leurs antécédents judiciaires.

*De plus, on peut également se demander si des enquêtes aléatoires et à une plus large échelle, du type de celle conduite par les experts ne seraient pas à répéter à des intervalles choisis » (partie I, chapitre 12, page 25).*

Décision et recommandation(s) de la commission des visiteurs officiels

La commission prend en compte le constat des experts et recommande au Conseil d'Etat de veiller à ce que les victimes présumées de mauvais traitements policiers soient entendues, à l'instar des policiers incriminés.

Constat ou proposition n° 6 des experts : Formation/formation continue du personnel de police

« La formation continue au sein de la police<sup>32</sup> est un outil indispensable pour lutter contre le risque de dérapage professionnel. En réalité, plus que d'offrir la possibilité de rafraîchir des acquis techniques, la formation continue permet d'offrir de très précieux moments d'échanges entre celles et ceux qui exercent des professions à risque de dérapage permanent. Ainsi est-il possible de « rectifier le tir » entre collègues grâce à une revue des différentes situations vécues dans lesquelles le risque était majeur, a fortiori s'il s'est même réalisé ».

Note 32 CPT 14<sup>e</sup> rapport général [par. 26] :

« La lutte contre l'impunité doit commencer chez soi, c'est-à-dire au sein de l'instance concernée (service de police ou pénitentiaire, unité militaire, etc.). Trop souvent, l'esprit de corps conduit à une propension à se solidariser et à s'entraider lorsque des allégations de mauvais traitements sont formulées, voire même à couvrir les actes illégaux des collègues. Des actions concrètes sont requises, par l'intermédiaire de la formation et par l'exemple, afin de promouvoir une culture dans laquelle il est considéré non professionnel – et risqué sur le plan de la carrière – de travailler et de s'associer avec des collègues qui recourent aux mauvais traitements, alors que l'on considère honorable et professionnellement gratifiant d'être membre d'une équipe qui s'abstient de tels actes ».

« Une atmosphère doit être créée dans laquelle l'attitude correcte consiste à signaler les cas de mauvais traitements par des collègues; il doit être clairement compris que la culpabilité s'agissant des mauvais traitements s'étend non seulement à ceux qui les ont infligés, mais aussi à toute personne

*qui sait ou qui devrait savoir qu'il y a mauvais traitements et qui n'a pris aucune mesure pour les empêcher ou les dénoncer. Cela signifie qu'il faut mettre en place une procédure claire de signalement et adopter des mesures de protection de ceux ou celles qui donnent l'alarme » (partie I, chapitre 12, page 25).*

*Décision et recommandation(s) de la commission des visiteurs officiels*

La commission prend en compte le constat des experts à la lumière de la motion 1588 et de l'article 26A de la loi sur la police (F 1 05).

*Constat ou proposition n°7 des experts : Création d'une véritable inspection générale des services*

« "La création d'une véritable inspection générale des services de police apparaît aujourd'hui comme incontournable"<sup>34</sup> :

*De l'avis des experts, cette dernière devrait de préférence répondre aux critères :*

- *d'unicité. En d'autres termes, il ne devrait y avoir qu'une seule et unique porte d'entrée pour toutes plaintes / doléances, dirigées contre les services de police (et/ou au PG).*

- *d'indépendance : elle devrait être au plan administratif complètement détachée de la police<sup>35</sup>. En revanche, rien ne s'opposerait à ce que toute saisine de cette future IGS soit immédiatement communiquée à la cheffe/au chef de la police.*

- *de mixité. Il serait également hautement préférable que cet organe puisse être de composition mixte, pratiquement qu'il ne soit pas uniquement composé de policiers (qu'on pourrait choisir parmi les anciens policiers par exemple), mais également de « laïcs ». Ce « regard citoyen » aurait également le mérite de rapprocher la police de sa population. Dans cette perspective, il serait peut-être envisageable de « fondre » le Commissariat à la déontologie dans ce nouvel organe.*

- *d'accessibilité. Toute personne, y compris détenue, avec ou sans autorisation de séjour, devrait pouvoir y accéder facilement et sans crainte.*

*Et enfin, bien sûr, d'efficacité : cette IGS devrait bénéficier de compétences d'investigation étendues, avec la possibilité de conduire des enquêtes complètes. »*

*Note 34*

« Pour se faire, il serait possible de s'inspirer de plusieurs modèles étrangers. Ainsi par exemple la Commission nationale de déontologie de la sécurité en France, du Comité Permanent P en Belgique, de la Police Complaints en Irlande du Nord, du Commissaire à la déontologie et le Comité de déontologie policière au Québec.

*Note 35*

« Selon le CPT, « l'existence d'un mécanisme indépendant d'examen des plaintes formulées à l'encontre du traitement subi pendant la période de détention par la police, constitue une garantie essentielle » (partie I, chapitre 12, page 26).

*Décision et recommandation(s) de la commission des visiteurs officiels*

La commission prend en compte le constat des experts et recommande au Conseil d'Etat la création d'une commission cantonale de surveillance des fonctionnaires d'autorité (fonctionnaires assermentés), qui réponde aux critères d'unicité, d'indépendance, de mixité, d'accessibilité et d'efficacité, avec publicité des recommandations émises par cette nouvelle structure.

*Constat ou proposition n° 8 des experts : Relations générales entre la population genevoise et la communauté balkanique*

« Parmi les détenus qui formulent des allégations de mauvais traitements, on constate une surreprésentation des personnes originaires des Balkans. Cette observation devrait également conduire à une réflexion sociologique portant sur les relations générales de la population genevoise, voire helvétique, avec cette communauté » (partie I, chapitre 12, page 26).

*Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels*

La commission prend en compte le constat des experts et recommande au Conseil d'Etat de saisir le Bureau de l'intégration de la question des relations générales de la population genevoise avec la communauté balkanique.

Constat ou proposition n° 9 des experts : Absence de confidentialité du bilan infirmier d'entrée

« Le premier entretien pratiqué par l'infirmière à l'arrivée du détenu en détention ne bénéficie d'aucune confidentialité<sup>23</sup>. En effet actuellement, soit un agent pénitentiaire est présent lors de cet entretien, soit encore d'autres détenus. A la décharge des agents pénitentiaires, il faut préciser que certaines infirmières craignent parfois d'être laissées seules avec un nouvel arrivant.

Il est néanmoins clair que dans ces conditions certaines infirmières ne préfèrent pas aborder cette question notamment parce que le surveillant présent estime parfois, à leurs dires, que ces questions ne doivent pas être posées.

Il va sans dire également que la personne qui a été victime de violences policières et qui craint d'éventuelles mesures de rétorsion garde le silence.

Ceci d'autant plus que dans certains cas les détenus se sont vu recommander par leur propre avocat de ne pas faire état de ces plaintes afin d'éviter de rallonger la détention provisoire [pages 19 et 20].

« Faire en sorte que le premier contact avec le service médical (qui se fait par l'intermédiaire de la consultation infirmière) ait lieu sans témoin.

Cas échéant en munissant le local choisi d'un système d'alerte permettant à l'agent pénitentiaire qui reste devant la porte à l'extérieur d'intervenir immédiatement en cas de problème » [page 21].

Note 23, page 19

« Le CPT a pourtant répété à maintes occasions que tout examen médical doit être effectué hors de l'écoute et – sauf demande contraire expresse du médecin (ou de l'infirmier/l'infirmière) concerné dans un cas particulier – hors de la vue des fonctionnaires de police (ou des agents pénitentiaires » (partie I, chapitre 10, page 19 à 21).

Décision et recommandation(s) de la commission des visiteurs officiels

La commission prend en compte le constat des experts et recommande au Conseil d'Etat, soit au Département de la santé, au Département des institutions et au Département des constructions et des technologies de l'information, d'assurer la confidentialité du bilan infirmier d'entrée au sein de la prison de Champ-Dollon.

Constat ou proposition n° 10 des experts : Examen du médecin incluant les constatations infirmières et cas échéant les observations de la police

« S'assurer que l'examen pratiqué cette fois par le médecin tienne compte des premières constatations infirmières, ainsi que, cas échéant, des observations effectuées par la police elle-même, juste après l'appréhension » (partie I, chapitre 10, page 21).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission recommande au Conseil d'Etat, soit au Département de la santé et au Département des institutions, la prise en compte de la proposition des experts.

Constat ou proposition n° 11 des experts : Autocensure du service médical dans la version dactylographiée

« Mettre fin à l'autocensure pratiquée par le service médical dans la version dactylographiée des allégations » (partie I, chapitre 10, page 22).

Décision et recommandation(s) de la commission des visiteurs officiels

La commission recommande au Conseil d'Etat, soit au département de la santé et au Département des institutions, la prise en compte de la proposition des experts.

Constat ou proposition n° 12 des experts : Communication des allégations de violences policières par le service médical de la prison au/à la cheff(e) de la police

« La question de l'obtention préalable obligatoire du feu vert de la personne détenue à la communication aux autorités compétentes du CLT est loin d'être résolue. Il en va de même quant à l'identité de l'autorité compétente qui doit recevoir ces informations : cheffe de la police ? Parquet ? Commissaire à la déontologie ? Organe spécifique à créer ? »

[...]

*Choisir l'option « dénonciation active » en gardant bien à l'esprit que le refus de la dénonciation doit rester l'exception (partie I, chapitre 10, pages 21 et 22).*

*Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels*

La commission recommande au Conseil d'Etat, soit au Département de la santé et au Département des institutions, la prise en compte de la proposition des experts.

*Constat ou proposition n° 13 des experts : Encadrement et formation du personnel médical*

*« Mieux encadrer et former l'ensemble du personnel à cette problématique » (partie I, chapitre 10, page 22).*

*Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels*

La commission recommande au Conseil d'Etat, soit au Département de la santé et au département des institutions, la prise en compte de la proposition des experts.

***Partie II du rapport d'experts – détention avant jugement***

*Constat ou proposition n° 1 des experts : Anticipation des modifications du CPPS - assistance d'un défenseur dès l'arrestation par la police*

*« Anticiper les modifications qu'introduira le CPPS, notamment aux articles 125, alinéa 1, et 156, alinéa 1, qui postulent l'assistance d'un défenseur dès les premiers instants de la procédure. Autrement dit, envisager des permanences d'avocats à disposition des personnes prévenues arrêtées provisoirement par la police. Les obstacles pratiques ne paraissent pas insurmontables, au vu des méthodes actuelles de communication (fax, mobile, pc, courriel). Le rapport de B. Ziegler du 28 février 2007 insiste particulièrement sur ce point, au § 8.1.3, p.46) » (partie II, page 45, chapitre V, proposition 1).*

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission prend en compte le constat des experts et recommande au Conseil d'Etat, soit au Département des institutions, d'anticiper l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions du Code de procédure pénale.

Constat ou proposition n° 2 des experts : Permanence d'avocats à l'Instruction

« Une permanence d'avocats devrait être à disposition des prévenus, à l'instruction, leur permettant d'être assistés dès la première audience, ce qui ne fait que consacrer ce qui devra être établi dans le cadre du futur CPPS » (partie II, page 45, chapitre V, proposition 2).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission recommande au Conseil d'Etat, soit au Département des institutions, la prise en compte de la proposition des experts.

Constat ou proposition n° 3 des experts : Election de domicile chez les avocats

« Cette permanence d'avocats pourrait faciliter l'élection de domicile de certains prévenus, garantissant la notification d'une ordonnance de jugement, ou tout autre acte de procédure, surtout pour de potentiels sursitaires dont la détention n'est pas souhaitable et vraisemblablement inutile, ainsi que pour ceux qui ne seront certainement pas condamnés à une peine privative de liberté (jours-amende et travail d'intérêt général).

Des locaux à vrai dire peu avenants, sont déjà à disposition des avocats à l'Instruction et aux VPJ » (partie II, page 45, chapitre V, proposition 3).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission recommande au Conseil d'Etat, soit au Département des institutions, la prise en compte de la proposition des experts.

Constat ou proposition n° 4 des experts : Suivi du dossier par l'avocat de permanence

« Le système de permanence d'avocats devrait être à l'initiative d'une continuité dans la défense des personnes ainsi assistées, et soumises aux étapes successives de l'arrestation, du mandat d'arrêt et de ses ultérieures prolongations » (partie II, page 45, chapitre V, proposition 4).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission recommande au Conseil d'Etat, soit au Département des institutions, la prise en compte de la proposition des experts.

Constat ou proposition n° 5 des experts : Permanence à deux juges d'instruction

« Le système de permanence à un seul juge d'instruction pendant une semaine est insatisfaisant. Le juge d'instruction est dans l'impossibilité de remplir ses missions même préliminaires, mais portant sur les faits de l'inculpation et sur les nécessités de l'instruction (détenion, remise en liberté, autres garanties, sûretés, etc.) dans le délai de huit jours. Deux juges de permanence sont indispensables pour accomplir les tâches qui leur incombent dans le cadre du délai de huit jours, où doit être déterminée la nécessité ou non d'une privation de liberté prolongée » (partie II, page 45, chapitre V, proposition 5).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission prend acte du dépôt du projet de loi 10038 et recommande au Pouvoir judiciaire la prise en compte de la proposition des experts.

Constat ou proposition n°6 des experts : Accès des greffiers de l'Instruction au Casier judiciaire informatisé

« L'accès de tous les greffiers de l'Instruction au Casier judiciaire informatisé (article 365 CPS) doit être garanti, au moins six jours sur sept » (partie II, page 45, chapitre V, proposition 6).



Décision et recommandation(s) de la commission des visiteurs officiels

La commission recommande au Pouvoir judiciaire la prise en compte de la proposition des experts.

Constat ou proposition n° 7 des experts : Prolongation des mandats d'arrêts à la limite du délai de 8 jours

« Les prolongations du mandat d'arrêt devraient intervenir le plus tard possible dans la limite légale, après l'arrestation. De fréquentes « prolongations de confort » sont l'indice d'une incapacité matérielle de la part des juges d'instruction de permanence de réaliser en huit jours l'essentiel des investigations nécessaires à la décision de détention. Mais le délai de huit jours doit être impérativement respecté » (partie II, page 46, chapitre V, proposition 7).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission recommande au Pouvoir judiciaire la prise en compte de la proposition des experts.

Constat ou proposition n° 8 des experts : Augmentation du nombre d'ordonnances de condamnation prononcées par les juges d'instruction

« Les juges d'instruction doivent user de leurs compétences pour délivrer des ordonnances de condamnation, ceci par souci d'économie et de célérité, au lieu de stocker des dossiers qui sont ensuite transférés au Parquet pour décision ultérieure, qui peut être également une ordonnance de condamnation ou une ordonnance de renvoi » (partie II, page 46, chapitre V, proposition 8).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission ne prend pas en compte la proposition des experts.

Constat ou proposition n° 9 des experts : Traduction des ordonnances de condamnation frappant des prévenus non assistés d'un avocat

« Les ordonnances de condamnation frappant des prévenus non encore assistés d'un avocat devraient être traduites, en cas de nécessité, et les voies de recours à disposition, ainsi que les délais de recours mentionnés dans la langue du condamné » (partie II, page 46, chapitre V, proposition 9).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission recommande au Pouvoir judiciaire la prise en compte de la proposition des experts.

Constat ou proposition n° 10 des experts : Procédure de nomination des avocats d'office – assistance judiciaire

« La procédure de nomination des avocats d'office ne doit pas être retardée par la demande de l'assistance judiciaire. Pour une personne détenue, le délai d'une semaine devrait être impérativement respecté. On pourrait prendre modèle sur la pratique instaurée en faveur de la défense d'étrangers en détention administrative » (partie II, page 46, chapitre V, proposition 10).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission recommande au Pouvoir judiciaire la prise en compte de la proposition des experts.

Constat ou proposition n° 11 des experts : Motivation du mandat d'arrêt de l'Instruction

« Le mandat d'arrêt décerné par le juge d'instruction doit être motivé de façon précise. Son argumentation devrait ainsi permettre une défense opportune, et éviter des impressions d'arbitraires qui se dégagent de certaines décisions évoquant, sans distinction, toutes les raisons légales de la privation de liberté. Les faiblesses de telles décisions se répercutent ensuite sur les décisions de la Chambre d'accusation, qui fait sienne, très souvent,

*les argumentations du juge d'instruction » (partie II, page 46, chapitre V, proposition 11).*

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission ne prend pas en compte le constat des experts.

Constat ou proposition n° 12 des experts : Modération dans l'utilisation du « risque de fuite » par l'Instruction

« Le risque de fuite, très souvent évoqué, ne se justifie que pour une partie minoritaire des cas traités à l'Instruction. On rappellera opportunément la Recommandation du Conseil de l'Europe citée en préambule de ce rapport. Le fait que la personne visée n'est pas ressortissante du pays où l'infraction est censée avoir été commise ou n'a aucun autre lien avec celui-ci, n'est pas, en soi, suffisant pour conclure qu'il y a risque de fuite » (partie II, page 46, chapitre V, proposition 12).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission recommande au Pouvoir judiciaire, à l'instar de la proposition n°19 (partie II), la prise en compte de la proposition des experts.

Constat ou proposition n° 13 des experts : Réforme de la Chambre d'accusation – magistrats de carrière

« La réforme de la Chambre d'accusation, ébauchée en 1993, devrait être menée à terme. Elle devrait, compte tenu de son rôle capital dans le contrôle de la privation de liberté, être exclusivement composée de magistrats issus de la Cour de justice. On rappellera que ces décisions vont, en appel, devant la première Cour de droit public du Tribunal fédéral » (partie II, page 46, chapitre V, proposition 13).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission ne prend pas en compte le constat des experts. Elle s'oppose à la suppression des juges assesseurs laïcs.

Constat ou proposition n° 14 des experts : Réforme de la Chambre d'accusation – augmentation du nombre d'audiences

« La fréquence des audiences de la Chambre d'accusation relatives aux prolongations du mandat d'arrêt devrait être portée à trois audiences par semaine » (partie II, page 46, chapitre V, proposition 14).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission recommande au Pouvoir judiciaire la prise en compte de la proposition des experts.

Constat ou proposition n° 15 des experts : Réforme de la Chambre d'accusation – audiences publiques

« La Chambre d'accusation devrait systématiquement siéger en audience publique. Il y va de la transparence de ses décisions, restant pourtant compatibles avec la protection de la personnalité et la présomption d'innocence » (partie II, page 47, chapitre V, proposition 15).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission prend acte du constat des experts et soutient le libellé des dispositions légales actuelles en la matière.

Constat ou proposition n° 16 des experts : Réforme de la Chambre d'accusation – présence de la partie civile lors des prolongations de mandats d'arrêt

« Les exceptions prévues par la LAVI ne devraient plus être prises en considération (huis clos en faveur de la victime) pour la prolongation du mandat d'arrêt, car la partie civile ne devrait plus être autorisée à se présenter à de telles audiences » (partie II, page 47, chapitre V, proposition 16).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission prend acte du constat des experts et des futures dispositions du nouveau code de procédure pénale fédérale.

Constat ou proposition n° 17 des experts : Réforme de la Chambre d'accusation – présence d'avocats aux audiences

« L'organisation officielle des audiences de la Chambre d'accusation devrait faciliter la présence systématique des avocats de choix ou commis d'office aux audiences appointées pour leurs clients détenus. La permanence organisée par l'ODA n'apparaît que de faible portée pour la défense des prévenus » (partie II, page 47, chapitre V, proposition 17).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission prend en compte le constat des experts et fait part de son souhait de voir les avocats assister aux audiences de la Chambre d'accusation.

Constat ou proposition n° 18 des experts : Réforme de la Chambre d'accusation – report de certaines décisions

« La Chambre d'accusation n'a pas l'obligation de décider sur le siège. Certains dossiers pourraient requérir un délai de réflexion et une connaissance plus approfondie des éléments relatifs à l'opportunité d'une prolongation de la privation de liberté » (partie II, page 47, chapitre V, proposition 18).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission recommande au Pouvoir judiciaire la prise en compte de la proposition des experts.

Constat ou proposition n° 19 des experts : Réforme de la Chambre d'accusation – alternatives à la détention préventive

« La grande majorité des infractions reportées devant la Chambre d'accusation est de faible, voire de moyenne gravité. Le CPPGE met à la disposition de la Chambre d'accusation d'autres contrôles possibles que la privation de liberté. Ces sûretés ne sont pratiquement jamais utilisées. Il ne semble y avoir que la détention ou la liberté provisoire, ce qui ne s'accorde pas avec toutes les nuances de contrôle qu'a envisagé le législateur et qui pourraient répondre à une grande variété de situations légales diverses (nationaux domiciliés en Suisse, étrangers avec permis C domiciliés en

*Suisse, étrangers avec un domicile connu à l'étranger, etc.)* » (partie II, page 47, chapitre V, proposition 19).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission recommande au Pouvoir judiciaire, à l'instar de la proposition n° 12 (partie II), la prise en compte de la proposition des experts.

Constat ou proposition n° 20 des experts : Réforme de la Chambre d'accusation – augmentation des ressources humaines

« Il faut accroître les ressources humaines pour contribuer à la résolution des problèmes posés par des nouveaux moyens de preuve (assez systématiquement utilisés dans certaines formes de délinquance). La traduction et la dactylographie des écoutes téléphoniques retardent fréquemment les procédures d'instruction » (partie II, page 47, chapitre V, proposition 20).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission recommande au Pouvoir judiciaire la prise en compte de la proposition des experts.

Constat ou proposition n° 21 des experts : Délai des expertises en responsabilité et de crédibilité

« Les expertises en responsabilité et de crédibilité décernées par les juges d'instruction, dans des affaires concernant des personnes détenues, devraient être conduites avec une diligence accrue » (partie II, page 47, chapitre V, proposition 21).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission recommande au Pouvoir judiciaire la prise en compte de la proposition des experts.

Constat ou proposition n° 22 des experts : Réduction des délais d'attente entre la Chambre d'accusation, les ordonnances de renvoi et les juridictions de jugement

« Réduire autant que faire se peut les délais d'attente entre Chambre d'accusation, ordonnances de renvoi et juridictions de jugement. A ce sujet, les compétences récemment limitées du TP (deux ans de peine privative de liberté) peuvent avoir des incidences graves en augmentant considérablement les stocks de dossiers en attente au greffe de la Cour correctionnelle. Pour y parer, il devrait être envisagé de multiplier les audiences du TP et de transformer la Cour correctionnelle en juridiction permanente » (partie II, page 47, chapitre V, proposition 22).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission prend en compte le constat des experts. Elle se réfère à ce sujet au point de presse du Conseil d'Etat du 27 juin 2007 annonçant le dépôt d'un projet de loi étendant les compétences du Tribunal de police en matière d'infractions à la loi fédérale sur les stupéfiants. La commission se rallie à la position du Conseil d'Etat.

Constat ou proposition n° 23 des experts : Prélèvement ADN

« Le prélèvement ADN quasi systématique, même s'il est fait selon les prescriptions légales (loi fédérale sur l'utilisation de profils d'ADN dans les procédures pénales et sur l'identification de personnes inconnues ou disparues datant du 20 juin 2003) apparaît disproportionné à teneur des infractions auxquelles il est associé » (partie II, page 48, chapitre V, proposition 23).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission renonce à se prononcer sur la proposition des experts en raison de la complexité de cette dernière.

Constat ou proposition n° 24 des experts : Mise en vigueur anticipée du système d'indemnisation du projet de CPPS

« La mise en vigueur anticipée du système d'indemnisation pour détention excessive (prévu aux articles 437 et 438 CPPS) notamment dans

*l'hypothèse d'une privation de liberté suivie d'un classement, d'une condamnation à des jours amendes (article 34 CP) ou d'une durée de détention excédant la peine prononcée, devrait être envisagée, ceci malgré l'effet pervers que ce système pourrait entraîner, à savoir la multiplication de condamnations couvrant systématiquement la durée de détention avant jugement » (partie II, page 48, chapitre V, proposition 24).*

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission ne prend pas en compte le constat des experts.

Constat ou proposition n° 25 des experts : Amélioration de la situation des NEM

*« La situation des personnes dites « NEM » doit être améliorée afin qu'elles ne tombent pas dans une délinquance de nécessité. Lors de l'entrée en vigueur des dispositions de la nouvelle Loi sur l'asile relative à l'assistance sociale au profit des personnes déboutées (en 2008), les autorités ne devront pas placer ces personnes dans une situation analogue à celle des NEM actuels, au risque de voir s'amplifier cette délinquance de nécessité, chez ces personnes aujourd'hui en très petit nombre dans les cas analysés » (partie II, page 48, chapitre V, proposition 25).*

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission prend en compte le constat des experts à la lumière des réponses qui seront apportées par le Conseil d'Etat à la Question n° 3614 déposée par le député Renaud Gautier et à la Motion 1737 « Dignité ! pour donner la possibilité aux personnes frappées de NEM d'exercer une activité d'intérêt général ».

**Partie III du rapport d'experts – surpopulation carcérale à Champ-Dollon**

Constat ou proposition n° 1 des experts : Manque de places à l'unité des femmes

*« L'un des aménagements les plus importants en termes d'infrastructure a été la restructuration de l'unité femmes afin de décharger les unités hommes. Au départ, les femmes occupaient toute l'unité nord du 3<sup>e</sup> étage, qui était*



*divisée entre le secteur cellulaire d'un côté et le secteur atelier de l'autre. L'unité disposait ainsi de 14 cellules à 1 place et de 4 cellules à 3 places et pouvait accueillir 26 détenues. En novembre 2005, les femmes ont été regroupées dans une sous-unité, communément appelée « unité de vie » comprenant à la fois les ateliers et les cellules. Elles ne disposent désormais plus que de 9 cellules avec un lit superposé, soit 18 places. En revanche, 42 places supplémentaires ont ainsi pu être dégagées pour les hommes.*

*Cette solution, censée être provisoire, n'a toutefois guère eu l'effet escompté car les places ainsi libérées pour décharger les unités hommes ont rapidement été considérées comme des places supplémentaires et occupées de façon permanente. Ce sont finalement les femmes qui font les frais de ce réaménagement car il n'y a plus assez de places pour les femmes, l'effectif moyen de détenues s'élevant à 27 femmes en 2006. Si des accords ont été établis avec la prison de la Tuilière afin qu'elle accueille une dizaine de détenues de Champ-Dollon, cela n'est pas toujours suffisant pour faire face aux arrivées. Ainsi, le jour de notre visite, deux matelas avaient dû être installés à même le sol pour accueillir les détenues arrivées la veille » (partie III, page 8).*

#### Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission prend en compte le constat des experts, prend acte de l'avancement des divers projets pénitentiaires et souhaite que l'achèvement prochain de l'établissement La Brenaz permette la réouverture de l'unité de femmes dans toute l'unité Nord du troisième étage de Champ-Dollon.

#### Constat ou proposition n° 2 des experts : Accès aux douches

*« Bien que la gestion de l'accès aux douches soit problématique, chaque détenu peut encore bénéficier d'une douche quotidienne. Toutefois, chaque unité ne dispose que de 9 douches, soit une douche pour 9 détenus environ. Le nombre de douches par jour est donc très élevé, ce qui pose de sérieux problèmes d'humidité, voire parfois d'accès à l'eau chaude » (partie III, pages 8 et 9).*

#### Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission prend en compte le constat des experts, prend acte de la situation de la prison de Champ-Dollon et de l'impossibilité d'entreprendre des travaux en l'état actuel de l'établissement.

Constat ou proposition n° 3 des experts : Cuisine

« La cuisine a été conçue pour préparer des repas pour 270 détenus et si de nombreux aménagements et investissements ont été réalisés pour permettre la préparation du nombre de repas nécessaires, la cuisine est actuellement saturée. Des rénovations importantes seraient nécessaires » (partie III, page 9).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission prend en compte le constat des experts. Informée de ce que le service d'hygiène ordonnerait la fermeture d'une cuisine présentant de telles carences, la commission ne peut qu'exiger des autorités compétentes qu'une solution rapide soit apportée au bon fonctionnement et à l'hygiène de la cuisine de Champ-Dollon.

Constat ou proposition n° 4 des experts : Aménagement des parloirs

« Le maintien de contacts réguliers avec l'extérieur, et notamment avec la famille, est essentiel, dans une perspective de réinsertion. Les modalités des visites doivent permettre de maintenir et de développer des relations familiales aussi normales que possible. L'unique parloir pour les visites est une salle commune comprenant des tables, permettant à neuf détenus simultanément de rencontrer un ou deux visiteurs au maximum. La taille et l'aménagement de la salle ne sont pas adéquats pour recevoir des visites, notamment des enfants » (partie III, page 9).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission prend en compte le constat des experts et relève une déficience au niveau des parloirs de la prison.

Constat ou proposition n° 5 des experts : Manque d'activités des détenus

« Selon les Règles pénitentiaires européennes, le « régime prévu pour tous les détenus doit offrir un programme d'activités variés » (Règle 25.1). Le commentaire accompagnant le texte précise qu'il « est inacceptable, par exemple, que les détenus passent 23 h sur 24 dans leur cellule ». Le CPT s'est également prononcé sur la question et « considère que l'objectif devrait

*être d'assurer que les détenus dans les établissements de détention provisoire soient en mesure de passer une partie raisonnable de la journée (8 heures ou plus) hors de leur cellule, occupés à des activités motivantes de nature variée ».*

*La situation de Champ-Dollon est bien loin de répondre à ces recommandations internationales. Ainsi, les détenus des unités nord de Champ-Dollon passent 23 h par jour à l'intérieur de leur cellule. Ils ne sortent que pour leur promenade quotidienne en plein air, pour les douches et pour toute conduite interne (parloir, service médical, social ou autre). Ils ont également accès à la salle de gym 1 h par semaine.*

*Après deux mois, les nouveaux arrivants primaires peuvent demander à être transférés dans les unités sud. Dans ces unités, en sus de la promenade quotidienne, les repas peuvent être pris en commun sur l'étage de 11 h à 12 h 15 et de 17 h à 18 h 30. Aussi, les détenus, même s'ils n'ont ni travail ni formation, peuvent passer au minimum 3 h 45 par jour à l'extérieur de la cellule » (partie III, pages 9 et 10).*

#### Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission prend en compte le constat des experts. Elle espère que l'ouverture prochaine de l'établissement La Brenaz permettra d'améliorer la palette d'activités proposées aux détenus de la prison de Champ-Dollon. La commission se soucie toutefois que les places libérées à Champ-Dollon par le transfert de détenus en exécution de peine à La Brenaz ne soient pas immédiatement réoccupées.

#### Constat ou proposition n° 6 des experts : Manque de combinés téléphoniques

*« Chaque détenu a le droit d'effectuer un coup de téléphone d'une durée de 15 minutes, toutes les deux semaines, à condition d'avoir obtenu l'autorisation préalable du juge d'instruction ou du Parquet et de disposer du solde d'argent nécessaire sur son compte.*

*Or, la prison de Champ-Dollon ne compte qu'un seul combiné de téléphone pour les détenus. Tous les appels doivent en effet être écoutés et enregistrés pour répondre aux éventuelles demandes des autorités judiciaires. Cette situation est de plus en plus problématique dans un contexte de surpopulation car le nombre de demandes d'appels téléphoniques explose et la liste d'attente s'allonge. Ainsi, aux trois jours d'attente nécessaires en*

*moyenne pour obtenir l'autorisation préalable, il faut désormais ajouter le temps de trouver une place disponible. Ainsi, le délai d'attente entre le moment de la demande et le moment de l'appel téléphonique s'élève actuellement entre 15 et 20 jours en moyenne. La priorité est donnée aux détenus, notamment étrangers, qui ne peuvent recevoir de visites » (partie III, page 11).*

#### *Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels*

La commission prend en compte le constat des experts, étant cependant consciente que Champ-Dollon est une prison préventive et que les téléphones des détenus doivent faire l'objet d'une autorisation préalable des juges d'instruction.

#### *Constat ou proposition n° 7 des experts : Service social*

*« Le service social ne dépend pas de la prison de Champ-Dollon, mais est directement rattaché au Service de probation et d'insertion. Il a pour mission de parer au choc de l'incarcération, de favoriser le maintien du lien avec l'extérieur et de préparer la sortie. Dirigé par la responsable du secteur socio-éducatif, le service compte 5 assistants sociaux (dont trois à temps partiel). Le manque de locaux est patent ici également, le secteur socio-éducatif ne disposant que de quatre bureaux. L'un des assistants doit donc changer de bureau en fonction du temps de présence de ses collègues.*

*Etant donné ces conditions de travail, l'aggravation de la surpopulation a posé un véritable dilemme aux membres du service social. Pour pouvoir continuer à faire un travail de qualité alors que la liste d'attente s'allonge, le service social a dû procéder à une révision drastique et douloureuse de son mode de fonctionnement et a décidé d'établir des priorités. Les détenus ont été divisés entre « primaires » et « récidivistes » et le service social a décidé de s'adresser en priorité aux délinquants primaires. Ceux-ci peuvent bénéficier du soutien global du service social qui, par le biais d'entretiens individuels dans les locaux du service, permet d'aborder l'ensemble des problèmes, aussi bien liés à l'entrée en prison qu'à la sortie. Pour le reste de la population, à savoir les récidivistes, le service social a dû se résoudre à adopter une approche minimaliste. La responsable du service social se rend désormais directement dans les étages, accompagnée d'un gardien, une matinée par mois, et rencontre une trentaine de détenus afin de tenter de répondre aux demandes les plus basiques et de proposer les solutions les*

*plus réalistes. La situation actuelle est loin d'être satisfaisante et permet simplement de parer au plus pressé.*

*En 2006, le service social a assuré 3711 entretiens d'une durée de 30 à 45 minutes, auprès de 1 046 personnes » (partie III, pages 11 et 12).*

*Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels*

La commission prend en compte le constat des experts et souhaite une meilleure dotation en personnel du Service de probation et d'insertion afin qu'il soit en mesure d'assurer dignement sa mission.

*Constat ou proposition n° 8 des experts : Formation et enseignement aux détenus*

*« La formation est l'une des missions du service social, qui délivre des cours de base et assure un soutien pour les formations à distance. Toutefois, ce service ne compte que deux enseignants à 60 % chacun. Un groupe de trois bénévoles vient également en appui, tous les mardis matin, assurer des leçons de français et de mathématiques. Au manque flagrant de ressources humaines, s'ajout le manque de locaux. La prison de Champ-Dollon ne dispose que d'une seule salle d'enseignement – de dimension très réduite – qui peut au maximum accueillir un groupe de quatre détenus pour des cours d'informatique. Tous les autres cours doivent donc être dispensés individuellement. Les bénévoles assurent ainsi leurs cours dans les bureaux des éducateurs du service social.*

*Les détenus qui souhaitent suivre des cours doivent s'inscrire auprès du service social. Afin de répondre aux demandes, le service social a décidé de donner priorité aux détenus qui ont un réel besoin de travail et d'orientation, notamment les plus jeunes. Il faut actuellement compter six mois d'attente pour pouvoir suivre des cours de formation ou d'enseignement.*

*Le service social a également renforcé les liens avec l'Office de formation et d'orientation professionnelle, dont une personne vient régulièrement à la prison pour effectuer différents tests d'intérêt et de capacité.*

*En 2006, 1104 heures de cours ont été dispensées à 152 personnes » (partie III, page 12).*

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission prend en compte le constat des experts et souhaite une meilleure dotation en personnel du service social de la prison de Champ-Dollon afin qu'il puisse assurer dignement sa mission.

Constat ou proposition n° 9 des experts : Colis

« Les colis, pour des raisons de sécurité, ne peuvent être délivrés qu'après contrôle. Avec l'augmentation considérable de la population carcérale à Champ-Dollon, le personnel n'était plus en mesure d'effectuer des contrôles de façon satisfaisante. Aussi, en 2005, il a été décidé de limiter la réception des colis à 4 périodes par année : deux semaines début mars, début juin, début septembre et début décembre.

Les détenus peuvent recevoir un colis de 5 kg par semaine ou deux colis totalisant 5 kg. La réduction du nombre de colis a eu un impact direct sur l'augmentation des achats à l'épicerie.

L'envoi de colis contenant des cigarettes continue à être autorisé toute l'année » (partie III, page 12).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission ne prend pas en compte le constat des experts.

Constat ou proposition n° 10 des experts : Repas

« Dans un contexte de surpopulation aigüe, la gestion des repas représente un défi particulier, non seulement en termes de préparation, mais aussi en termes de distribution. Il convient de noter que Champ-Dollon consacre 9,26 F par détenu pour les trois repas quotidiens.

Ainsi, des mesures ont été prises pour simplifier la gestion des menus. Si les détenus disposent toujours de trois menus à choix (normal/végétarien/sans porc), le choix s'effectue désormais de façon définitive dès l'arrivée et non plus de façon hebdomadaire.

La distribution des repas a aussi été simplifiée. Ainsi, le petit-déjeuner est distribué avec le repas du soir, seule l'eau chaude pour le café ou le thé est distribuée le matin. Depuis fin 2006, les détenus disposent d'un frigo dans les

cellules qui leur permet de stocker les produits frais, notamment les produits laitiers.

A noter que les horaires des repas (7 h-11 h 30-17 h) restent très décalés par rapport à la vie à l'extérieur, mais ceci n'est pas lié à la question de la surpopulation » (partie III, page 13).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission ne prend pas en compte le constat des experts.

Constat ou proposition n° 11 des experts : Promenades

« L'heure quotidienne de promenade était organisée par étage, ce qui signifiait que quelques 80 détenus se retrouvaient ensemble sur le terrain de foot, situé au nord. Cette situation n'était pas sans créer des problèmes de sécurité et de tensions entre détenus. Aussi, au 1<sup>er</sup> février 2007, la direction de Champ-Dollon a décidé de diviser les promenades de chaque étage entre unités Nord et unités sud. Les promenades ont désormais lieu de façon séparées sur deux terrains distincts : le terrain de foot au sud et le terrain de basket au nord » (partie III, page 13).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission ne prend pas en compte le constat des experts.

Constat ou proposition n° 12 des experts : Effectifs du personnel – Dégradation du ratio personnel/détenu

« Alors que la surpopulation de Champ-Dollon s'aggrave depuis plusieurs années, les effectifs du personnel ne suivent pas une augmentation proportionnée. [...]

Il en résulte une dégradation considérable du ratio personnel/détenu au cours des dix dernières années : en 1996, on comptait un gardien/surveillant pour 1,48 détenu tandis qu'en 2006, on compte un gardien/surveillant pour 2,3 détenus.

Non seulement les effectifs n'ont pas suivi l'augmentation de la population carcérale, mais en outre Champ-Dollon doit faire face actuellement à une situation particulière. En effet, de nombreux gardiens ayant débuté leur carrière lors de l'ouverture de la prison en 1977 vont partir à la retraite au cours des deux prochaines années. Ainsi, 22 départs à la retraite sont prévus pour 2007 et 20 pour 2008.

*Ces départs ont été relativement bien anticipés par les autorités qui ont engagé un processus de remplacement dès l'année 2000. Toutefois, cette anticipation ne permet pas de résoudre pleinement le problème en raison des difficultés de recrutement du personnel. 102 nouveaux agents pénitentiaires ont été engagés depuis 2000 (81 hommes et 21 femmes) et il était prévu d'en engager 120. Le problème se posera surtout de manière aigüe début 2008, avec 20 départs prévus dans les six premiers mois à une période où les stagiaires seront encore en formation.*

*Le sous-effectif actuel allié au manque d'expérience du personnel plus jeune entrant en fonction est problématique. Le processus de recrutement devrait se poursuivre après la fin des séries de départ à la retraite » (partie III, pages 14 et 15).*

*Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels*

La commission prend en compte le constat des experts et demande au Conseil d'Etat de lui adresser une projection des années à venir en matière de recrutement du personnel pénitentiaire.

*Constat ou proposition n° 13 des experts : Conditions de travail du personnel*

*« La dégradation des conditions de détention due à l'aggravation de la surpopulation entraîne une dégradation correspondante des conditions de travail du personnel. Les gardiens et surveillantes se plaignent de ne « plus avoir de temps pour rien » et de « courir tout le temps ». Le personnel est en effet appelé à effectuer un grand nombre de conduites internes, ce qui se fait bien souvent au détriment du contact personnel avec les détenus. Ainsi, en 2006, le total des conduites internes s'élève à 37 995 soit 151 détenus par jour.*

*Cette situation se traduit par un certain épuisement professionnel du personnel. Ainsi, il ressort d'une étude réalisée par la psychologue de Champ-Dollon, que le personnel, bien qu'aimant son métier et se sentant à l'aise dans ses contacts avec les détenus, a le sentiment d'une dégradation de la profession. Cette dégradation est perçue comme étant le résultat d'une part d'un manque de soutien de la hiérarchie et d'autre part d'un manque de respect de la part des détenus » (partie III, page 15).*



Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission prend en compte le constat des experts et demande au Conseil d'Etat de formuler des propositions visant à améliorer les conditions de travail du personnel de la prison de Champ-Dollon.

Constat ou proposition n° 14 des experts : Construction d'établissements spécialisés

« Si le simple agrandissement du parc pénitentiaire ne constitue pas en soi une solution au problème de surpopulation, la construction d'établissements spécialisés permettrait toutefois d'agir sur l'une des contraintes actuelles de Champ-Dollon, à savoir l'hétérogénéité de la population carcérale.

Ainsi, la construction d'un nouvel établissement d'exécution de peines, La Brenaz, dont l'ouverture est prévue en 2008, devrait permettre de mettre fin à la mixité entre prévenus et condamnés. Dans le même sens, le projet Curabilis – de création d'un établissement concordataire destiné aux personnes en mesure d'internement – doit rester un objectif prioritaire de la planification pénitentiaire » (partie III, pages 19 et 20).

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission prend en compte le constat des experts.

Constat ou proposition n° 15 des experts : Restructuration de Champ-Dollon

« Le groupe de travail qui planche sur la restructuration de Champ-Dollon a abandonné le projet de construction d'un étage supplémentaire au profit d'un projet plus intéressant, à savoir la rénovation du bâtiment administratif de la prison. Ce projet permettrait de répondre à de nombreux besoins et manques identifiés dans ce rapport : création de nouvelles salles d'enseignement, nouvelle cuisine qui permettrait de libérer de l'espace dans le bâtiment « détention » pour un atelier, des parloirs plus nombreux pour les visites et notamment un parloir pour les enfants, davantage de parloirs avocats, création d'une salle polyvalente pouvant servir de lieu de culte.

*L'approbation et la réalisation de ce projet permettrait non seulement d'améliorer considérablement les conditions de détention, mais contribuerait aussi à replacer l'accent sur l'une des missions de la prison, à savoir agir en faveur de la réinsertion des personnes détenues » (artie III, page 20).*

Décision et recommandation(s) de la Commission des visiteurs officiels

La commission prend en compte le constat des experts et insiste pour que les projets et travaux entrepris dans le domaine pénitentiaire soient conduits avec diligence.

#### **4. Conclusions**

Pour la première fois, le Pouvoir législatif dispose d'un avis d'experts, initié par les questions posées par les détenus de Champ-Dollon et proposant en un seul regard l'analyse critique (beaucoup trop d'après certains...) d'une suite de moments successifs dans la vie d'une personne qui se voit privée de liberté : l'arrestation par la police, la détention avant jugement, la vie quotidienne à Champ-Dollon et les problèmes liés à la surpopulation carcérale.

Il a déjà été dit précédemment les difficultés rencontrées par les experts pour accomplir leur mandat, tel que demandé par le Pouvoir législatif. L'inquiétude suscitée auprès de certains par la publication de ce rapport s'est très largement répercutée dans les mass médias avant même sa présentation, inquiétudes qui se sont traduites par des attaques fort déplaisantes vis-à-vis de l'un ou l'autre des experts, voire de certains députés membres de la commission des visiteurs officiels. La présentation du rapport fut très rapidement l'occasion pour chacun des pouvoirs, notamment le Pouvoir judiciaire, de prendre ses distances par rapport à ses conclusions, soit par le biais de critiques sur la forme, ce qui permettait d'éviter de parler du fond, soit par le biais de la négation pure et simple des éléments rapportés par les experts au prétexte d'une « impossibilité matérielle ».

A ce propos, et suite aux déclarations du conseiller d'Etat en charge du Département des institutions, la commission a demandé à l'un des experts, en l'occurrence le docteur Restellini, de bien vouloir développer et étayer le cas de « submarino » évoqué dans le rapport. On lira donc avec le plus grand intérêt d'une part la réponse de celui-ci et d'autre part la lettre envoyée par M<sup>e</sup> Louis Gaillard, commissaire à la déontologie, auxdits experts (annexe 5). Si le magistrat affirme publiquement « l'impossibilité matérielle », les

experts démontrent largement la réalité de ces faits, ce qui rend la position du chef du Département parfaitement inacceptable...

Cet avis d'experts est intéressant à plus d'un titre. Non seulement par le fait qu'il a été initié par le Pouvoir législatif, dans sa fonction de contrôle, mais encore par le fait qu'il donne un avis sur différents « moments » rythmant le temps de celui qui a perdu sa liberté. L'intérêt est donc non seulement de voir ce qui peut et ce qui doit être amélioré lors de ces différents moments, mais aussi de comprendre le « passage » qu'il y a entre ceux-ci. La responsabilité de ces différents moments incombant à des autorités différentes (police, corps médical, gardiens de prison, autorités judiciaires...), il y a probablement là l'une des causes expliquant les raisons pour lesquelles l'avis d'experts arrive à des constats et à des conclusions fortes différentes en fonction de ces différents moments. Il n'est donc pas très étonnant d'avoir eu à constater que là où les experts concluent que les choses vont, toutes proportions gardées, relativement bien ; cet avis fut bien accueilli, ayant même facilité la mise en place de mesures correctives rapides (par exemple par le service médical de Champ-Dollon). Toute autre est la situation (et donc les réactions) au sein de la police. (Notons néanmoins que les reproches formulés par les experts ne s'adressent pas, pour l'essentiel, à la gendarmerie mais bien à la police judiciaire.). De même s'agissant du Pouvoir judiciaire.

La commission des visiteurs officiels a donc décidé d'étudier l'ensemble des constats et des recommandations des experts, de qualifier ceux-ci et de décider enfin des suites à donner à celles des recommandations qu'elle a faites. Un certain nombre de ces recommandations devrait faire l'objet de modifications législatives ou réglementaires. Celles-ci devraient donc passer devant notre Conseil.

Malgré les incontournables débats politiques qu'il y aura autour de ces questions, force est de constater que la situation des personnes privées de liberté avant jugement n'est, en l'état, pas totalement satisfaisante à Genève. Ce non seulement au regard du droit national ou supranational, mais aussi en termes de respect des Droits de l'Homme.

C'est donc dire l'importance de cet avis d'experts et des nécessaires mesures que devra prendre le Pouvoir législatif afin de corriger un certain nombre de dysfonctionnements.

## **5. Vote de la Commission des visiteurs officiels**

Le présent rapport a été étudié, discuté et commenté par les membres de la commission. Il a été soumis à son approbation lors de sa séance du 4 octobre 2007.

## **6. Remerciement**

Le rapporteur tient à remercier M. Jean-Luc Constant, secrétaire scientifique, pour sa précieuse collaboration.

La Commission des visiteurs officiels, à l'unanimité, vous invite, Mesdames et Messieurs les députés, à réserver un bon accueil à ce rapport et à le renvoyer au Conseil d'Etat afin qu'il prenne position.

## **7. Annexes**

## ANNEXE 7.1



REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE  
Département des Institutions  
Le Conseiller d'Etat



Annexe 7.1

DI  
Rue de l'Hôtel-de-Ville 14  
Case postale 3962  
1211 Genève 3

Madame Esther Alder  
Présidente de la  
Commission des visiteurs officiels  
Service du Grand Conseil  
Rue de l'Hôtel-de-Ville 2  
1204 Genève

Nréf. : LM/SG  
Vréf. :

GRAND CONSEIL	
Expedié le: 30.03.06	Vies: llc
Président: <input checked="" type="checkbox"/>	Députés (100): <input type="checkbox"/>
Commissaires: <input checked="" type="checkbox"/>	Bureau: <input type="checkbox"/>
Secrétaires: <input checked="" type="checkbox"/>	Archives: <input checked="" type="checkbox"/>
Commission: <i>Vitaines</i>	
Procès-verbaliste: <i>M. Constant</i>	
Copie à:	
Divers:	

Genève, le 30 mars 2006

**Concerne :** dépôt d'une pétition par des détenus de la Prison de Champ-Dollon

Madame la Présidente,

Mes services m'ont informé, hier, du dépôt d'une pétition signée par plusieurs détenus de la Prison de Champ-Dollon. Vous trouverez copie du document en annexe.

Remise à la direction de l'établissement, cette pétition demande une rencontre des détenus, à la Prison de Champ-Dollon, avec une commission du Grand Conseil genevois, une délégation de la Ligue suisse des Droits de l'Homme et une équipe de journalistes et de télévision.

Dans ce contexte, je souhaiterais vivement que votre Commission puisse se rendre à la Prison de Champ-Dollon, à la meilleure convenance de ses membres, pour rencontrer une délégation des signataires de la pétition.

Pour sa part, mon département transmettra copie de la pétition à la Ligue suisse des Droits de l'Homme et l'invitera à intensifier ses visites dans l'établissement.

Par ailleurs, je n'ai pas l'intention de donner suite à la requête d'un contact direct et spécifique entre détenus et représentants des médias. J'observe que de telles rencontres ne sont pas prévues statutairement et que les détenus ont toujours la possibilité d'avoir recours au courrier des lecteurs des journaux locaux et nationaux pour exprimer leur point de vue, ce que je leur ferai savoir.

Demeurant à votre disposition pour évoquer le dépôt de cette pétition avec votre Commission, je vous prie de croire, Madame la Présidente, à l'assurance de ma considération distinguée.

Laurent Moutinot

Annexe ment.

Copie : M. Constantin Franziskakis, directeur OFPEN

## ANNEXE 7.2

29/03 2006 07:51 FAX 022 9295241

DIRECT OFF PENITENTIAIRE - DJPS

Annexe 7.2

re: 27.03.06

**PREAVIS AU DIRECTEUR DE CHAMP-DOLLON**

Nous, prisonniers de Champ-Dollon, nous adressons à vous afin de vous exprimer notre intention.

Nous avons décidé vous demander en tant que Directeur de cet établissement de contacter et d'amener à la prison de Champ-Dollon les organismes suivants:

- Une commission du Grand Conseil Genevois
- Une délégation de la Ligue Suisse des Droits de l'Homme
- Une équipe de journalistes et de télé

Si ces demandes ne sont pas prises en compte par vous jusqu'au 10 avril 2006 nous prisonniers de Champ-Dollon entrerons en grève de la faim à durée indéterminée à partir de cette date.

En espérant que cette demande attirera une attention particulière de votre part nous attendons au plus vite de vos nouvelles.

C

20/00 2000 01:02 FAA 022 8295241

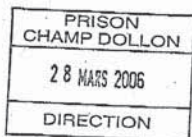
DIRECT OFF PENITENTIAIRE - DJPS

011

COPIE

Détenus de Champ-Dollon  
Prison de Champ-Dollon  
Ch de Champ-Dollon 22  
1226 Thônex

Thônex, le 30 janvier 2006



Ligue Suisse des Droits de L'homme  
A qui de droit  
Section de Genève  
Rue des Savoises 15  
1205 Genève

Les droits des prisonniers à la prison de Champ-Dollon, Genève

Mesdames, Messieurs,

Nous nous permettons de vous écrire, suite au mécontentement de la grande majorité des personnes détenues à Champ-Dollon, en particulier les détenus originaires des pays de l'Europe de l'Est et d'Afrique du Sud.

En règle générale, depuis plusieurs années, nous avons beaucoup de problèmes de communications et de compréhension avec le système judiciaire Genevois, et en particulier avec la Police qui n'effectue pas correctement leurs enquêtes, et bafoue souvent volontairement ces dernières.

Nous ne comptons plus le nombre de personnes maltraitées physiquement et psychologiquement, lors d'arrestations musclées ainsi que des interrogatoires agressifs fait par la Police genevoise. Ceci n'est que **la partie visible de l'iceberg**.

**La partie cachée de l'iceberg**, connue surtout par les protagonistes de ces problèmes, à savoir, les Juges d'Instruction, les représentants du Parquet et nous même, sont tous les arrangements tacites passés entre la Police, les Juges d'Instruction, lesquels mènent l'enquête comme bon leurs semblent, avec complicité, en étant partial et pas objectif dans leurs déductions.

Il va s'en dire, que nous, les détenus, et une partie des avocats de la place de Genève protestons sans relâche contre ces manières de procéder, mais sans succès, nous nous heurtons chaque fois contre un mur, et restons sans explication et aucune réponse à nos diverses demandes et craintes.

Revenons sur ces divers points, pour que vous compreniez mieux la situation actuelle, et les divers problèmes que nous rencontrons quotidiennement:

## 1. Police

Lors d'arrestations, la Police n'hésite pas à employer la force et à maltraiter physiquement les personnes soupçonnées de s'adonner à un trafic de stupéfiants ou de cambriolage, et ceci sans preuve mais simplement avec la conviction que les personnes visées sont de toutes manières coupables.

Pour beaucoup de ces cas, des plaintes ont été déposées, et des non-lieux ont été prononcés par les tribunaux adéquats. Quant aux interventions musclées de la Police, il a été simplement stipulé que ces derniers n'avaient pas eu le choix, et obligé d'utiliser la force, car les présumés coupables (innocents) ont sol-disant opposés une grande résistance à la Police. Nous ne pouvons plus accepter cette manière musclée de procéder.

## 2. Instruction.

Commence alors la partie instruction de l'affaire, un Juge prend l'affaire en mains et c'est là que le bas blesse. En effet, en règle générale, les personnes originaires des Pays cités dans le 1<sup>er</sup> paragraphe, dure beaucoup plus longtemps que les citoyens Suisses ou les personnes faisant partie de l'Union Européenne.

Il est reproché régulièrement aux autorités d'instruction de refuser systématiquement une demande de liberté provisoire, toujours au personnes citées dans le 1<sup>er</sup> paragraphe, sous prétexte de "risque de fuite, ou risque de réitération, alors que la plupart de ces prévenus sont au bénéfice d'un permis d'établissement Suisse valable, mais au contraire accepter pour les prévenus venant d'autres pays.

Nous reprochons également au Juge de mener son instruction d'une façon partielle, alors qu'il devrait être impartial, et qu'avant même d'avoir tous les éléments en mains, il nous a déjà condamnés. Durant l'instruction, tous nos arguments sont systématiquement contestés par le Juge. Par contre, le juge ne prend en compte que les dires de la Police, sans que ces derniers ne fournissent de preuves de leurs arguments, la parole de ces derniers lui suffit pour tirer des conclusions et il ne tient jamais compte de nos arguments.

Dans beaucoup de cas, les enquêtes de la Police ne sont pas complètes et vite liquidées, se traduisant par des dossiers incomplets, et de lourdes condamnations, aucunement fondées, sans preuve, mais simplement élaborées sur des éléments incomplets et des déductions complètement fausses.

Un autre point très important reproché au Juge, est la durée de ces enquêtes bafouées, ceci certainement dû à la montagne de travail et le surmenage de ce dernier, mais qui en aucun cas ne doit être assumée par les détenus.

Ces enquêtes durent en moyenne huit mois, et parfois plus, ce qui donne des surprises étonnantes lors des procès.

Nous vous citons quelques cas concrets qui se sont passés à Champ-Dollon:

1. Un prévenu est resté en détention préventive plus d'une année, et a été condamné à une peine de moins d'une année.
2. Un autre est resté 16 mois en détention préventive a été condamné à 6 mois de prison, puis a été renvoyé très vite dans son pays d'origine de peur qu'il demande des dommages et intérêts pour les 10 mois de surplus qu'il a subit.



### EXEMPLES CONCRETS

3. La justice reconnaît Antonin Patriku coupable d'infraction à la Lstup, le condamne à la peine de deux mois d'emprisonnement, sous déduction d'un an, trois mois et vingt huit jours de détention préventive. Le met au bénéfice du sursis et fixe la durée du délai d'épreuve à cinq ans. Prononce l'expulsion judiciaire du territoire de la Suisse pour une durée de 5 ans.
4. La justice reconnaît Nuri Sinami coupable de délit contre la Lstup, le condamne à la peine de quatre mois d'emprisonnement sous déduction d'un an et huit jours de détention préventive. Prononce le sursis et fixe la durée du délai d'épreuve à cinq ans. Prononce son expulsion judiciaire du territoire de la Suisse pour une durée de 5 ans.
5. La justice reconnaît Ersab Jashari coupable de délit contre la Lstup, le condamne à la peine de six mois d'emprisonnement, sous déduction d'un an et huit jour de détention préventive. Prononce le sursis et fixe la durée du délai d'épreuve à cinq ans. Prononce son expulsion du territoire de la Suisse pour une durée de cinq ans.

**Que fait la justice, pour les mois passer en trop, en préventive, par ces personnes, en aucun cas cette dernière ne parle de quelconque dédommagement ?**

La liste est très longue, mais nous pourrions vous en donner encore beaucoup d'autre si vous avez la possibilité de venir vous rendre compte de la réalité sur place à Champ-Dollon.

Dans l'espoir que cette missive attirera votre attention, que vous preniez bonnes notes de ce qui précède, et dans l'attente de vos prochaines nouvelles, nous vous prions de bien vouloir accepter, Mesdames, Messieurs, l'assurance de nos respectueuses salutations.

**PS: Document lu et approuvé par les personnes signataires**  
**Annexe: liste des personnes signataires, détenus à Champ-Dollon.**



RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE

Genève, le 4 juillet 2006

**Direction du  
Service du Grand Conseil**N<sup>o</sup>éf. MH/MAH/JLC**CONTRAT**

Conclu entre, d'une part, le Grand Conseil de la République et canton de Genève, représenté par Monsieur Michel Halpérin, Président du Grand Conseil, en qualité de **Mandant**

et, d'autre part, Mme Barbara Bernath, directrice du programme "Visites" de l'Association pour la prévention de la torture, M. Jean-Pierre Restellini, docteur en médecine et licencié en droit, membre suisse du Comité pour la prévention de la torture, et M. Christian-Nils Robert, professeur de droit pénal à l'Université de Genève, en qualité de **Mandataires**

**1. Mandat**

- 1.1 Les mandataires établissent et remettent au mandant un avis d'experts portant, dans le contexte actuel de surpopulation carcérale à la prison de Champ-Dollon, sur les conditions des arrestations policières, le cadre judiciaire de l'instruction et des procédures pénales accompagnées de détention provisoire (mandats, prolongation), ainsi que les conséquences de ces pratiques sur les conditions de détention à la prison de Champ-Dollon.
- 1.2 Les mandataires prennent le cas échéant part aux séances de la Commission des visiteurs officiels, selon les modalités arrêtées par cette dernière.

**2. Qualité du travail fourni**

Les mandataires s'engagent à accomplir leur mandat avec toute l'objectivité et dans le respect de l'intérêt public.

**3. Délais, durée estimée du travail et rémunération**

- 3.1 Les travaux débutent au mois de juillet 2006.
- 3.2 L'avis d'experts est remis à la Commission des Visiteurs officiels le 30 septembre 2006 au plus tard.
- 3.3 Le temps nécessaire à l'accomplissement du mandat (y compris l'établissement du rapport final) est estimé à 120 jours experts, selon devis du 14 juin 2006 ci-annexé.
- 3.4 Les modalités de rémunération sont établies dans un document distinct.

#### 4. Confidentialité

- 4.1 Les mandataires sont des experts de la Commission des visiteurs officiels, selon l'arrêté du Conseil d'Etat du 24 mai 2006 (article 228B, alinéa 3 de la loi portant règlement du Grand Conseil; B 1 01).

Conformément à l'article 228B, alinéa 2 LRGC (B 1 01), ils sont tenus au secret de fonction.

- 4.2 Les mandataires conservent le secret sur les données qu'ils ont pu consulter ou recueillir dans le cadre de l'accomplissement de leur mandat. Ils ne feront état ou utiliseront à des fins professionnelles ou privées des renseignements dont ils ont eu connaissance au cours du mandat. Les données comportant des informations de nature personnelle seront détruites dès qu'elles ne sont plus nécessaires pour la réalisation du mandat.
- 4.3 Les résultats des travaux effectués par les mandataires sont la propriété exclusive du mandant. Tant qu'ils ne sont pas rendus publics en vertu de la loi portant règlement du Grand Conseil, ils ne peuvent être utilisés qu'avec l'autorisation écrite du Président du Grand Conseil.

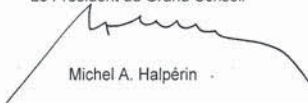
#### 5. Disposition finale

Le présent contrat, établi en cinq exemplaires originaux, entre en vigueur dès signature par toutes les parties.

##### Pour le mandant :

Le Président du Grand Conseil

Le Sautier



Michel A. Halpérin



Maria Anna Hutter

##### Pour les mandataires :

Barbara Bernath



Jean-Pierre Restellini

SIGA - FRATA. 6.7.06



Christian-Nils Robert



Lieu et date : Genève, 10.9.2006

Annexe : Devis du 14 juin 2006  
Modalités de rémunération

**Avis d'experts mandatés par le Bureau  
du Grand Conseil**

**concernant la pétition des détenus de  
Champ-Dollon de mars 2006**

par

Barbara Bernath  
Jean-Pierre Restellini  
Christian-Nils Robert

18 avril 2007

# SOMMAIRE GENERAL

LISTE DES ABREVIATIONS

LISTE DES PERSONNES CONSULTEES ET DES LIEUX VISITES

INTRODUCTION

PARTIE I : POLICE ET ARRESTATION

PARTIE II : DETENTION AVANT JUGEMENT

PARTIE III : SURPOPULATION A CHAMP- DOLLON

ANNEXE GENERALE : PETITION DES DETENUS DE CHAMP-DOLLON

## LISTE DES ABREVIATIONS

CP	Code pénal suisse (aCP en vigueur jusqu'au 31.12.2006)
CPT	Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants – Conseil de l'Europe
CPPGE	Code de procédure pénale du canton de Genève
CPPS	Code de procédure pénale suisse (projet)
DCS	Détachement de convoiage et de sécurité
IUML	Institut universitaire de médecine légale (Genève)
LAVI	Loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions
LCR	Loi fédérale sur la circulation routière
LFSEE	Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers
LFStup	Loi fédérale sur les stupéfiants et les substances psychotropes
NEM	Non-entrée en matière
OCP	Office cantonal de la population
ODA	Ordre des Avocats
ODM	Office fédéral des migrations
OFPOL	Officier de police
OFS	Office fédéral des statistiques
RPS	Revue pénale suisse
SAPEM	Service de l'application des peines et mesures
SDC	Sans domicile connu
UCH	Unité carcérale hospitalière (HUG)
UCP	Unité carcérale psychiatrique (HUG)
VPJ	Violons du Palais de justice

# LISTE DES PERSONNES CONSULTÉES ET DES LIEUX VISITES

## Personnes consultées :

Assael Robert, Avocat  
Bayenet Pierre, Avocat, Observatoire des pratiques policières  
Beausoleil Laurent, Direction de la prison de Champ-Dollon  
Bertani Lorella, Avocate  
Bertossa Yves, Avocat  
Bertrand Dominique, Médecin responsable d'unité, IUML  
Bervini Fabrizio, Office pénitentiaire  
Blanchoz Anne, Responsable du service socio-éducatif à la prison de Champ-Dollon  
Boillat Olivier, Avocat  
Bonfanti Monica, Cheffe de la police genevoise  
Brandt Joël, Délégué UCPC pénitentiaire  
Canonica François, Avocat  
Delachaux Yves Patrick, Sous-brigadier et formateur  
Demierre Michel, Sous-chef détention, prison de Champ-Dollon  
Ducrest Bernard, Directeur, Direction séjour, Office cantonal de la population  
Esposito Stéphane, Président de la Juridiction d'instruction  
Fink Daniel, Chef de la section Criminalité et droit pénal à l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel  
Franziskakis Constantin, Directeur de l'Office pénitentiaire  
Froidevaux Didier, Directeur des Etudes stratégiques, Police cantonale  
Gaillard Louis, Avocat, Commissaire à la déontologie  
Garbade Jean-Pierre, Avocat  
Gobat Serge, Commissaire en chef  
Graber Michel-Alexandre, Vice-président de la Juridiction d'instruction  
Hayat Yaël, Avocate  
Jacquemoud-Rossari Laura, Présidente du Conseil supérieur de la magistrature  
Jeandin Nicolas, Avocat et professeur de droit  
Laemmel-Juillard Valérie, Présidente de la Chambre d'accusation (dès le 01.01.2007)  
Lapraz Georges, Directeur du SAPEM

Lehner Dominik, Leiterabteilung Freiheitsentzug und soziale Dienste,  
Justizdepartement des Kantons Basel-Stadt

Leuenberger Doris, Avocat

Lovis André, Responsable du détachement de convoyage et de sécurité (DCS)

Mansour Fati, Journaliste au Journal le Temps

Matille Marc, Commissaire de police, Police genevoise

Moutinot Laurent, Président du Département des Institutions

Murbach Christian, Président de la Chambre d'accusation (jusqu'au 31.12.2006)

Niveau Gérard; Médecin-chef de division a.i., IUML

Nuoffer Henri, Secrétaire général de la Conférence latine des Départements de  
Justice et Police, Fribourg

Pinault Françoise, Infirmière cheffe d'unité, service médical à Champ-Dollon

Sanchez Jean, Directeur adjoint de la police genevoise

Scheiwiller Daniel, Direction de la prison de Champ-Dollon

Scheller Laurent, Administrateur, prison de Champ-Dollon

Spira Vincent, Avocat

Vallotton André, Délégué aux affaires pénitentiaires du Canton de Vaud, Lausanne

Vaucher Steve, Section Criminalité et droit pénal à l'Office fédéral de la statistique,  
Neuchâtel

Viollier Laurence, Cheffe du Service juridique de la police

Weiss Alain, Section Criminalité et droit pénal à l'Office fédéral de la statistique,  
Neuchâtel

Wirthner Karin, Service juridique de la police

Zappelli Daniel, Procureur général

Zumbino Ana, SAPEM

## **Lieux visités :**

- un poste de police
- les Violons du Palais de justice (VPJ)
- les cellules d'attente des juges d'instruction
- la prison de Champ-Dollon, avec entretiens de détenus
- un véhicule du DCS
- les bureaux d'architecture de KMS et SARRA, chargés du projet « Curabilis »



## INTRODUCTION GENERALE

Le 30 mars 2006, une pétition signée par près de 200 détenus de Champ Dollon était remise à la Direction de la prison. Cette pétition (annexe 1) intitulée « Les droits des prisonniers à la prison de Champ Dollon, Genève » soulevait un certain nombre de questions ayant trait d'une part à la police et d'autre part à la justice, notamment à la phase d'instruction et de détention avant jugement.

La pétition était accompagnée d'un préavis demandant de faire venir à la prison de Champ-Dollon une Commission du Grand Conseil genevois, une délégation de la Ligue suisse des droits de l'homme et une équipe de journalistes et de télévision. En cas de non satisfaction à ces demandes au 10 avril 2006, les détenus menaçaient d'entamer une grève de la faim illimitée.

Exceptée la dernière demande ayant trait aux contacts avec les médias, les demandes ont été satisfaites et le préavis de grève de la faim a été levé. La Ligue suisse des droits de l'homme a rencontré une délégation de détenus fin avril puis début juin 2006. La Commission des visiteurs officiels s'est rendue à Champ Dollon à deux reprises, la première fois immédiatement après réception de la pétition. Elle a également auditionné la Ligue suisse des droits de l'homme.

La Commission des visiteurs officiels, soucieuse de prendre la pétition au sérieux, a décidé en mai 2006, de solliciter un avis d'experts afin d'en examiner le bien-fondé. En date du 4 juillet 2006, le Président du Grand Conseil, M. Michel Halpérin a officiellement confié ce mandat à Mme Barbara Bernath Thévenoz, directrice du programme Visites à l'Association pour la prévention de la torture, M. Jean-Pierre Restellini, docteur en médecine, juriste, ancien médecin cantonal et membre suisse du Comité européen pour la prévention de la torture (CPT) et M. Christian-Nils Robert, professeur de droit pénal à l'Université de Genève et expert auprès du CPT.<sup>1</sup>

Par lettre du 4 juillet 2006, le Président du Grand Conseil a officiellement informé le Procureur général et le Président du Département des Institutions de ce mandat.

Aux termes du mandat « les mandataires établissent et remettent un avis d'experts portant, dans le contexte actuel de surpopulation carcérale à la prison de Champ-Dollon, sur les conditions des arrestations policières, le cadre judiciaire de l'instruction et des procédures pénales accompagnées de détention provisoire (mandat, prolongation) ainsi que sur les conséquences de ces pratiques sur les conditions de détention à Champ-Dollon ».

Les experts sont soumis au secret de fonction, conformément à l'article 228B, alinéa 2 LRGC (B1 01).

---

<sup>1</sup> Tous trois sont experts auprès de la Commission des visiteurs officiels nommés par arrêté du Conseil d'Etat du 24 mai 2006. Mme Bernath et M. Restellini sont experts de la Commission depuis 2002 (arrêté du Conseil d'Etat du 6 mars 2002).

Au départ, le rapport devait être rendu au 30 septembre 2006. Malheureusement, le déroulement des travaux initialement prévu n'a pu être respecté en raison de résistances institutionnelles, en partie levées le 4 décembre 2006 grâce à une médiation de la Commission des visiteurs officiels. La nouvelle date de remise du rapport a été fixée au 15 avril 2006.

Le présent rapport est divisé en trois parties indépendantes correspondant respectivement aux trois aspects du mandat susmentionné: police, détention avant jugement et surpopulation carcérale à Champ-Dollon.

# PARTIE I

# POLICE ET ARRESTATION

## Table des matières

1) Préambule	2
2) Méthodologie générale	2
3) Auditions des personnes détenues	3
4) Consultations des dossiers	5
a. <i>Dossiers médicaux</i>	5
b. <i>Dossiers police</i>	5
5) Transports sur place	5
6) Précisions « terminologiques »	6
7) Résultats de l'enquête	7
a) <i>Description des cas de mauvais traitements lors de l'appréhension</i>	8
b) <i>Description des cas de mauvais traitements lors des interrogatoires de police</i>	9
c) <i>Description du cas de mauvais traitements à la suite d'un refoulement avorté</i>	10
d) <i>Description des cas de racket</i>	10
8) Consultation des documents médicaux concernés	11
9) Consultations des rapports de police concernés	11
10) Rôle joué par le service médical à la prison de Champ-Dollon	15
a) <i>Appréciation générale des soins</i>	16
b) <i>Mise en évidence d'éventuels mauvais traitements précédant l'arrivée à la prison de Champ-Dollon</i>	17
c) <i>CLT et obtention préalable obligatoire du feu vert de la personne détenue</i>	20
11) Survol du travail fourni par les instances chargées actuellement de contrôler les services de police	22
12) Quelques propositions finales	24
ANNEXES	28

## 1) Préambule

Le mandat du Grand Conseil genevois du 4 juillet 2006 comprenait un « volet police ». Il était demandé aux experts d'établir un « avis d'experts » portant sur « les conditions des arrestations policières ».

La pétition des détenus de Champ-Dollon du 30 mars 2006, à l'origine du mandat susmentionné faisait état d' « un nombre (important) de personnes maltraitées physiquement et psychologiquement, lors d'arrestations musclées, ainsi que des interrogatoires agressifs fait par la Police genevoise. »

Dès lors **les experts ont estimé qu'il leur incombait de se pencher sur l'ensemble de l'intervention policière précédant le mandat d'arrêt, de l'appréhension jusqu'aux différents interrogatoires conduits par les services de police** (cf annexe I : bref rappel de l'organisation des services de police).

Pratiquement il s'agissait d'effectuer une sorte de photographie la plus objective possible de la situation actuelle concernant les conditions d'arrestation et les conditions des interrogatoires effectués par la police.

Pour ce faire, les experts se sont inspirés du mode de fonctionnement du CPT qui conduit habituellement sa collecte d'informations selon les différents axes suivants :

- audition en privé d'un certain nombre de personnes détenues,
- cas échéant, étude des différents documents médicaux concernant ces mêmes personnes,
- examen des différents dossiers de police concernant les personnes entendues en fonction des allégations recueillies,
- entretiens avec différents membres des services de police,
- entretiens avec différentes personnes chargées directement ou indirectement du contrôle de ces mêmes forces de police.

En plus de ce travail à visée purement descriptive les experts se sont autorisés in fine à émettre quelques remarques critiques et d'autre part, à formuler quelques propositions.

## 2) Méthodologie générale

**En l'absence de témoignage direct, enquêter sur des allégations de violences policières n'est jamais aisé. Par définition, une allégation reste subjective; c'est une simple affirmation personnelle qui ne permet jamais de se prononcer avec certitude sur la véracité des faits.**

Néanmoins, lorsque les allégations recueillies sont nombreuses, parfaitement concordantes et qu'elles émanent de personnes qui n'ont pas pu se rencontrer préalablement et par conséquent se concerter, on peut leur accorder un crédit certain.

Ces mêmes allégations doivent également satisfaire à des conditions de crédibilité. Pratiquement la technique d'interrogatoire permet par l'obtention d'une description très détaillée et méthodique des faits, de confondre la plupart du temps, les éventuels affabulateurs.

Il est très important dans le contexte d'une telle expertise de bien faire comprendre préalablement aux personnes interrogées que leur déclaration n'aura aucune influence sur l'évolution de leur affaire pénale. Cette précision préliminaire permet d'éviter les « attitudes de prétoire » de la part des personnes interrogées, que les experts pour les tribunaux cette fois, connaissent bien.

Dans un deuxième temps, la mise en parallèle des allégations recueillies avec les informations extraites des dossiers de police et/ou des dossiers médicaux va permettre à l'expert d'affiner encore plus son point de vue sur la véracité des faits allégués.

### En pratique

Dans le courant de l'été 2006, les experts se sont rendus à plusieurs reprises à la prison de Champ-Dollon dans le but de s'entretenir avec un nombre suffisant de personnes détenues sur la question de l'appréhension et des interrogatoires de la police. A cet effet ils s'étaient fixé l'objectif d'interroger environ un quart des détenus qui s'y trouvaient afin d'avoir une masse critique suffisante.

En parallèle ils ont également eu plusieurs entretiens aussi bien avec le personnel et la Direction de la prison comme avec un certain nombre de membres du service médical.

## 3) Auditions des personnes détenues

Afin d'éviter de n'entendre que les personnes qui se plaignaient et partant de biaiser l'« image photographique » qui leur était demandée, **les experts ont décidés de choisir eux-mêmes les personnes avec lesquelles ils s'entretiendraient et ceci de manière aléatoire.**

Pratiquement ils ont extrait de l'ensemble de la liste des personnes détenues, les quatre premiers noms pour chaque lettre de l'alphabet. Lorsque pour une lettre on comptait moins de 4 patronymes, ils ont puisé dans le répertoire d'une lettre voisine.

Le total des personnes interrogées dans le cadre de ce volet police s'élève à 125. Toutes ont été choisies sur ce mode, à l'exception de 3 d'entre-elles qui portaient à l'entrée des stigmates de violences sur le visage et dont le nom a été suggéré aux experts soit par la Direction de Champ-Dollon elle-même, soit par un autre détenu.

Les précautions suivantes ont été prises pour chaque interview :

1. L'entretien a été présenté comme obligatoire. Pratiquement lorsque l'agent pénitentiaire chargé d'aller chercher les personnes choisies revenait bredouille auprès des experts (une demi-douzaine de fois en tout), ces derniers se sont rendus personnellement dans les cellules. Grâce à ce mode de faire, seule une personne souffrant d'une rage de dent a finalement refusé l'entretien.
2. Afin d'éviter au maximum (comme vu plus haut) que la personne ne transforme les faits dans l'espoir que sa situation personnelle s'en trouverait ainsi améliorée, chaque entretien a été précédé d'une introduction assez formelle au cours de laquelle il a été précisé que ces auditions ne pourraient en aucun cas avoir une quelconque influence sur l'évolution des procédures en cours. Plusieurs personnes apprenant les buts poursuivis par les experts, ont été déçues ; elles ont alors demandé à ne pas être interrogées, dans un premier temps. C'est à nouveau en insistant que l'entretien a pu avoir lieu.
3. A chaque fois **la stricte confidentialité des dépositions a été formellement garantie aux personnes interrogées. Une telle précaution est apparue immédiatement indispensable en raison de la crainte manifestée par plusieurs personnes de subir des mesures de rétorsion de la part de la police.**
4. A chaque fois, un consentement à la consultation du dossier médical et du dossier de police a été demandé aux personnes interrogées. Aucune d'entre elle ne s'est opposée à cette deuxième partie du travail.
5. Lorsque la personne portait encore des lésions traumatiques visibles, l'expert médecin a procédé lui-même à un examen médical.
6. Les interviews suivaient un schéma préétabli comprenant différentes questions types. A nouveau, il s'agissait d'être le plus systématique possible afin d'éviter des critiques portant sur un mode éventuellement subjectif de choisir et / ou de formuler les questions<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Questions systématiquement posées :

- Etat civil (âge, origine, profession, conditions de séjour en Suisse)
- Infraction reprochée
- Informations concernant les conditions d'appréhension
  - lieu et date
  - conditions générales (calme, résistance, insultes, échange de coups)
- Transfert dans un poste de police après appréhension (durée de la garde à vue, lieu, conditions de séjour)
- Déroulement des interrogatoires de police
- Conditions de séjour à Champ-Dollon
  - Accueil
    - par le personnel pénitentiaire
    - par le personnel médical
  - Souhait principal concernant les conditions de détentions actuelles
- Eventuelles expériences antérieures d'appréhension par la police à Genève ou ailleurs (dans le but d'avoir des éléments comparatifs)

#### 4) Consultations des dossiers

##### a. *Dossiers médicaux*

Par la suite, les experts ont consulté les dossiers infirmiers et médicaux de l'ensemble des personnes ayant allégués avoir été victimes de violence policières (cf. infra « Service médical à la prison de Champ-Dollon »). Cet examen des dossiers du service médical s'est fait en présence soit de l'infirmière responsable d'unité soit du médecin responsable d'unité. Il s'en est suivi à chaque fois une discussion.

##### b. *Dossiers police*

La liste de l'ensemble des personnes ayant formulées de allégations a été remise au service juridique de la police. Ce dernier a été prié de mettre à disposition des experts tous les documents en leur possession concernant ces mêmes personnes (notamment les rapports d'interventions, les rapports d'audition, les déclarations, cas échéant les CLT figurant au dossier).

#### 5) Transports sur place

A propos de 3 cas, les experts se sont déplacés en ville (cafés, restaurants, voie publique) dans le but d'obtenir d'éventuels témoignages de tiers. A plusieurs reprises en effet, des détenus interrogés ont fait état de la présence de témoins lors de leur appréhension, lesquels se seraient même parfois opposés à l'action de la police, qu'ils estimaient trop brutale.

Les experts n'ont pu que relever une grande réticence à s'exprimer de la part des propriétaires de cafés/restaurants où se sont déroulés les appréhensions en question. L'un d'entre eux s'est finalement laissé aller à la confidence suivante : « La police m'a chaudement recommandé de ne pas accepter dans mon établissement des personnes de telle ou telle origine ».

---

▪ Le nombre total de contrôle d'identité subis à ce jour (« délit de sale gueule »)



## 6) PRECISIONS « TERMINOLOGIQUES »

### Notion de mauvais traitements physiques survenant lors de l'appréhension

Il est évident que dans un certain nombre de cas, l'usage de la force lorsqu'il s'agit en particulier d'appréhender une personne qui résiste, est nécessaire. Parfois même, cet usage de la contrainte peut passer par l'infliction de coups (matraque, coups de poings, coups de pieds)<sup>2</sup>. A ce propos, certaines personnes interrogées qui avaient reçu des coups lors de l'appréhension ont estimé que compte tenu de la résistance qu'ils avaient opposée à leur appréhension, les policiers « avaient fait leur boulot »(sic).

Ces cas n'ont pas été retenus.

Par conséquent, les experts n'ont comptabilisé comme « mauvais traitements physiques » que les coups infligés alors que la personne

- était déjà menottée,
- était à terre, entourée de plusieurs policiers (et que par conséquent se posait la question de la subsidiarité).

Ont été également écartées les allégations de mauvais traitements concernant les quelques cas d'appréhension survenus dans d'autres cantons ou encore en France voisine.

De même, seules ont été comptabilisées les allégations en relation avec la dernière détention préventive, à savoir celle qui était à l'origine de l'incarcération actuelle de la personne à Champ-Dollon<sup>3</sup>.

### Notion de mauvais traitements physiques survenant lors des interrogatoires de police

Sans pour autant que des limites claires aient été à ce jour établies, il est en principe admis que l'interrogatoire puisse faire appel à une certaine pression psychologique (ainsi par exemple, l'alternance lors des interrogatoires, du « gentil » inspecteur avec le « méchant »).

<sup>2</sup> A ce propos, le CPT reconnaît tout à fait « *que l'arrestation d'un suspect est souvent une tâche qui comporte des risques, en particulier si l'intéressé résiste et/ou s'il s'agit d'une personne dont les fonctionnaires concernés ont de bonnes raisons de croire qu'elle peut être armée et dangereuse. Les circonstances d'une arrestation peuvent être telles que l'intéressé (et aussi, parfois, les fonctionnaires eux-mêmes) subit des blessures sans que cela résulte de l'intention délibérée d'infliger des mauvais traitements. Néanmoins, au moment de procéder à une arrestation, il ne faut pas employer plus de force que ce qui est strictement nécessaire. En outre, dès lors qu'une personne est maîtrisée, rien ne saurait jamais justifier que des membres des forces de l'ordre la brutalisent.* »

*Italie : Visite 1995 [par. 27]*

<sup>3</sup> A l'exception d'une allégation de mauvais traitement pendant un refoulement ayant immédiatement précédé la dernière appréhension.

En revanche, la « technique » d'interrogatoire consistant à infliger des coups est aujourd'hui totalement prohibée.

Seule donc l'infliction de coups pendant les interrogatoires, ainsi qu'un cas de « submarino » (asphyxie) dans le but d'obtenir des aveux, a été comptabilisée.

## 7) Résultats de l'enquête

De juin à début septembre, les experts ont auditionnés 125 personnes<sup>4</sup>, choisies selon le mode susmentionné.

38 d'entre elles (30 %) ont formulé des allégations de mauvais traitement physique de la part de la police<sup>5</sup>. Aux dires des personnes entendues, ces mauvais traitements physiques, étaient souvent accompagnés d'insultes à caractère racistes<sup>6</sup>.

- dans 10 cas, les allégations de mauvais traitements physiques concernaient les conditions d'appréhension uniquement,
- dans 10 autres cas, elles concernaient les conditions d'interrogatoire uniquement,
- dans 17 cas, elles concernaient les conditions d'appréhension et d'interrogatoires,

<sup>4</sup> Les personnes auditionnées étaient originaires des régions suivantes :

- Balkans 43 (34%)
- Afrique centrale 29 (23%)
- UE 18 (14%)
- Afrique du Nord 14 (11%)
- Moyen Orient 8 (6%)
- Amérique du Sud /Caraïbes 5 (4%)
- Suisse 3 (2%)
- Extrême Orient 2 (2%)
- Autres 3 (2%)

<sup>5</sup> Parmi les personnes auditionnées, celles qui ont formulé des allégations de mauvais traitements étaient originaires des régions suivantes :

- Balkans 23 ; 61% de l'ensemble des personnes ayant formulé des allégations de mauvais traitement.
- Afrique centrale 7 ; 18%, "
- UE 4 ; 11% "
- Afrique du Nord 3 ; 8% "
- Moyen Orient 1 ; 3% "

Parmi les détenus qui formulent des allégations de mauvais traitements, on constate donc une surreprésentation des personnes originaires des Balkans.

<sup>6</sup> « Babouins », « Macaques », « Vous les Albanais, vous êtes tous des morceaux de merde », « Je vais pourrir ta race », etc.

- un cas concernait les conditions de refoulement (après une peine récemment purgée).

De plus, **dans 3 cas supplémentaires** non comptabilisés en tant qu'allégations de mauvais traitements physiques tels que définis plus haut, **des personnes ont allégué avoir été rançonnées par les policiers qui avaient procédé à leur contrôle d'identité.**

#### a) *Description des cas de mauvais traitements lors de l'appréhension*

Sur les 27 (10 + 17) allégations de mauvais traitement lors de l'appréhension, les experts ont relevé les circonstances suivantes:

- Dans 7 cas, les personnes ont déclaré que lorsqu'elles ont reçu les coups de pied (ou de genoux), elles étaient couchées par terre, menottées en arrière,
- Dans 3 cas, les personnes ont affirmées qu'elles étaient menottées et en position assise ou debout : parmi celles-ci une personne a affirmé qu'en plus des coups, elle aurait subi les morsures du chien policier qui accompagnait l'un des intervenants,
- Dans 4 cas, les coups auraient été infligés alors que les personnes se trouvaient déjà dans le véhicule de la police ; à leurs dires, elles étaient également menottées.
- Dans 6 cas, les personnes ont déclaré que les policiers leur auraient frappé la tête contre le sol ou contre un mur alors qu'elles étaient menottées,
- Enfin dans les 7 derniers cas, les personnes ont déclaré qu'elles étaient à terre, entourées de plusieurs policiers lorsque les coups leur auraient été infligés.

A noter que parfois des personnes qui se plaignaient des conditions d'appréhension étaient en revanche élogieuses à propos des conditions d'interrogatoire. La réciproque étant également vraie : des personnes se plaignant d'avoir reçu des coups lors des interrogatoires, considéraient que les policiers s'étaient très bien comportés à leur égard lors de l'appréhension. **Ces dépositions « croisées » donnaient d'autant plus de crédibilité à leurs propos.**

Parfois encore, les personnes interrogées faisaient référence à d'autres appréhensions survenues préalablement et qui ne suscitaient aucune remarque critique de leur part. Là aussi, **par rapport à des accusations globales incluant sans distinction des arrestations antérieures, les allégations ainsi formulées acquéraient plus de crédibilité<sup>7</sup>.**

<sup>7</sup> L'inverse était également vrai : certaines personnes qui n'alléguaient aucun mauvais traitement lors de l'arrestation actuelle (appréhension et interrogatoires) mentionnaient des mauvais traitements lors d'une précédente arrestation par la police genevoise. Ces cas n'ont pas été comptabilisés.

Dans bon nombre de cas, les personnes entendues ont précisé d'elles-mêmes qu'elles avaient tenté de s'enfuir ou plus simplement de résister à leur appréhension. Toutefois comme précisé plus haut, les coups leur auraient été infligés alors qu'elles étaient menottées ou au moins maîtrisées. Dès lors, elles interprétaient les **coups reçus comme une sorte de punition, pour ne pas dire de vengeance**. Ce qui du reste ressortait souvent, à leurs dires, des propos qui accompagnaient l'infliction des coups.

Il faut enfin noter que **plusieurs personnes ont dit avoir essayé de s'enfuir ou de résister, uniquement parce qu'elles avaient été brusquement et par surprise plaquées au sol par des individus en civil qui ne les avaient pas informés préalablement de leur identité de policiers**<sup>8</sup>.

### *b) Description des cas de mauvais traitements lors des interrogatoires de police*

La plupart du temps il s'agissait selon les personnes entendues, de gifles répétées<sup>9</sup>, de coups de poings ou encore coups de genoux (au visage, au thorax, dans le dos).

Ces mauvais traitements physiques étaient infligés

- lorsque la réponse apportée à la question posée par l'investigateur ne semblait pas convenir. Ainsi, semble-t-il, lorsque le policier avait la certitude que la personne interrogée mentait (cf. infra « Documents de police consultés »),
- lorsque la personne interrogée refusait de dénoncer des proches ou des connaissances soupçonnées de complicité,
- ou encore lorsqu'elle refusait de signer la déclaration établie en fin d'interrogatoire.

Les mauvais traitements avaient lieu la plupart du temps dans le bureau du policier, lorsque ce dernier se trouvait seul avec la personne appréhendée<sup>10</sup>.

**Un certain nombre de ces allégations de mauvais traitements physiques survenus lors de interrogatoires ont dû être recherchées, pour ne pas dire extirpées par les experts. En effet, lorsque la question posée par l'expert se limitait à demander comment s'étaient passés les interrogatoires, la réponse apportée dans un haussement d'épaule, était la suivante : « Normalement ! ».**

<sup>8</sup> Cf. sur la question de l'obligation de s'identifier, la Loi sur la police du 26 octobre 1957 ; Chapitre IV Mode d'intervention ; Art. 16 Légitimation

L'uniforme sert de légitimation, les fonctionnaires en civil se légitimant au moyen de leur carte de police, lors de leurs interventions officielles, sauf si des circonstances exceptionnelles les en empêchent.

<sup>9</sup> La « petite claque » (pour autant qu'on puisse la décrire et la qualifier !) n'a pas été retenue comme « mauvais traitement » lorsqu'elle était unique, même si elle est en principe également prohibée.

<sup>10</sup> A l'exclusion toutefois de la présence d'un traducteur pour la langue albanaise, qui semblerait-il, assistait la plupart du temps à ces mauvais traitements infligés aux personnes albanophones.

**Ce n'est qu'en exigeant une description détaillée et chronologique des faits que les mauvais traitements physiques apparaissent.**

**Cette contradiction apparente s'explique par le fait que dans plusieurs pays d'où sont originaires les personnes interviewées, l'interrogatoire « normal » comprend des violences physiques<sup>11</sup>.**

Enfin, un cas de « **submarino** » (technique d'asphyxie) a été recueilli. La personne entendue (mineure au moment des faits) a allégué avoir eu la tête complètement immergée à plusieurs reprises dans l'eau. Le policier aurait utilisé à cet usage la corbeille à papiers de son bureau.

### *c) Description du cas de mauvais traitements à la suite d'un refoulement avorté*

Ce cas concerne une personne ayant fait l'objet d'une tentative de refoulement par avion qui a échoué en raison de l'opposition physique du refoulé<sup>12</sup>. Aux dires de ce dernier, à la suite de son refus de monter dans l'avion il aurait été emmené avec une cagoule sur la tête dans une région frontrière, proche de l'aéroport et passé à tabac. Les policiers, en civil, l'auraient alors abandonné à demi inconscient en rase campagne.

Après avoir repris ses esprits et assisté par des passants, il aurait franchi à nouveau la frontière en direction de la Suisse et se serait représenté à l'établissement LMC où il séjournait auparavant, et dont il avait gardé un bon souvenir. Là bas, il aurait raconté ses mésaventures.

Le personnel lui aurait recommandé d'une part de se rendre à l'hôpital pour se faire soigner et d'autre part de porter plainte<sup>13</sup>.

### *d) Description des cas de racket*

Dans 3 cas, des personnes interviewées ont raconté avoir fait l'objet sur la voie publique d'un contrôle d'identité, suivi d'une fouille de leurs effets personnels. Elles ont déclarés que **les policiers se seraient purement et simplement approprié le contenu de leur porte-monnaie (ou de leur poche) lorsqu'il s'agissait d'argent**

<sup>11</sup> « C'est pas grave les coups », « Ils cognent, mais chez moi, c'est pire », « Malgré ce que m'ont fait les flics ici, ce que j'ai vécu ailleurs était pire »

<sup>12</sup> Faits confirmés par le rapport de police.

<sup>13</sup> Les allégations de cette personne ainsi que les recommandations qui lui ont été faites au moment de son retour dans l'établissement LMC figuraient dans son dossier informatisé sous la forme suivante :

- o « Est revenu en taxi le 28 en se plaignant d'avoir été torturé et relâché près de la frontière ».
- o « Conseils donnés : se rendre à l'hôpital pour y recevoir des soins, et porter plainte ».

**liquide (parfois plusieurs centaines de francs).** Dans un de ces cas, la personne a déclaré que son téléphone portable avait également été rançonné.

Dans les 3 cas, il s'agissait de personnes démunies de papiers d'identité et/ou qui n'avaient pas l'autorisation de séjourner en Suisse.

A la fin de l' « opération », les personnes interpellées qui protestaient contre cette manière de procéder, se seraient fait rabrouées à coups d'insultes et de propos racistes.

## 8) Consultation des documents médicaux concernés

Sur les 38 personnes alléguant avoir été victimes de violences policières, il a été possible de faire apparaître 13 descriptions médicales de lésions externes compatibles avec les allégations. Ces constatations ont été (ou avaient été) effectuées par :

- le service médical à la prison de Champ-Dollon, pour 5 d'entre-elles<sup>14</sup>,
- SOS-Médecins, pour 4 d'entre-elles<sup>15</sup>,
- l'HUG pour l'une d'entre-elle,
- le médecin membre du trio d'experts, pour 3 d'entre-elles.

Rappel : certaines personnes se sont présentées pour l'entretien avec des lésions visibles, notamment sur la face. A chaque fois que la description de l'interpellation faite par la personne interviewée semblait être compatible avec un usage légitime de la force, le cas n'a pas été retenu.

## 9) Consultations des rapports de police concernés

**Il a semblé indispensable aux experts d'accéder à l'ensemble des pièces figurant au dossier de police des 38 personnes qui avaient formulé des allégations de mauvais traitements. Cette exigence refusée dans un premier temps, a été en grande partie à l'origine du retard du dépôt du présent rapport.**

<sup>14</sup> L'un des constats de lésions traumatiques a été rédigé à la fin de l'enquête conduite par les experts.

<sup>15</sup> Il faut relever en passant que les directives de juin 1998 concernant la rédaction de CLT par des médecins intervenants au niveau des postes de police n'ont été que rarement suivies (cf. annexe « Interventions de SOS-Médecins dans des situations de contrainte pour le patient »). En effet, le médecin urgentiste utilise trop souvent le formulaire « Rapport d'intervention médicale », directement remis aux policiers pour rédiger son CLT. En principe et ceci pour des raisons de confidentialité, il devrait le rédiger sur un document séparé.

A ce propos, le CPT recommande en effet « d'adopter des instructions stipulant qu'en aucun cas il ne faut remettre une copie du rapport médical aux membres des forces de l'ordre accompagnant la personne détenue; le rapport doit être transmis aux autorités judiciaires par des voies indépendantes.

*Turquie : Visite 2002 ; [par. 42]*

**Le but de cette « recherche horizontale » visait à la collecte d'éventuelles d'informations susceptibles de nuancer, voire d'infirmer les allégations formulées, ou au contraire de mettre en évidence des éléments corroborants les accusations formulées à l'encontre de la police.**

Ainsi par exemple ont été recherchées des informations concernant :

- une éventuelle résistance à l'appréhension, avec ou sans tentative de fuite,
- le nombre de policiers intervenants lors de l'appréhension,
- une éventuelle opposition physique lors des interrogatoires de police,
- des éléments permettant de penser que la pression lors de l'interrogatoire a été maximale, etc.

## **Documents consultés**

Les documents qui ont pu être consultés sont les suivants :

- Rapports d'interventions
- Rapport ou PV d'interrogatoires
- Déclarations (*sous entendu : de la personne appréhendée*)
- Mandats d'amener
- Interrogatoires par l'Officier de police (Ofpol)
- Rapports d'extraction des violons
- CLT figurant aux « dossier police ».

## **Quelques exemples d'éléments corroborant plutôt les allégations**

En ce qui concerne les allégations de coups portés pendant les interrogatoires, il appert quasiment à chaque fois que la personne refuse de reconnaître les faits. A titre d'exemple, on peut parfois trouver dans le rapport les observations suivantes : « fait preuve d'une mauvaise foi flagrante », « attitude particulièrement grotesque », etc.

**A ce stade, il faut relever que sur les 27 allégations de mauvais traitements pendant les interrogatoires la police judiciaire est mentionnée à 18 reprises par les personnes entendues par les experts. De même les noms de plusieurs inspecteurs reviennent souvent.**<sup>16</sup>

## **Quelques exemples d'éléments atténuant voire infirmant plutôt les allégations**

Dans trois cas, les informations figurant dans les rapports de police concernant les conditions d'usage de la contrainte au moment de l'appréhension, on fait apparaître que la force, voire même l'infliction de coups était peut-être difficilement évitable.

Ainsi par exemple dans un cas, il appert que la personne qui résistait à l'appréhension était armée d'un couteau avec lequel elle menaçait les policiers. Dans

<sup>16</sup> L'identité d'une même personne, inspecteur à la brigade des stupéfiants, est citée directement ou indirectement à 11 reprises.

un autre cas, la personne, vraisemblablement alcoolisée, infligeait lui-même des coups aux policiers qui tentaient de procéder à sa fouille à corps.

A noter qu'à chaque fois, il s'agissait d'interventions de la gendarmerie puisque seule cette dernière décrit en détail l'usage qu'il a été fait de la contrainte (cf. infra).

## **Remarques générales annexes concernant les « documents police »**

### 1. Notion de « l'usage de la contrainte »

La notion d'usage de la contrainte a été aujourd'hui étendue à toute situation au cours de laquelle le fonctionnaire de police a un simple contact physique avec une personne qu'il s'agit d'appréhender.

Pratiquement, à chaque fois qu'un menottage dans le dos est pratiqué sur une personne ne parlant pas français, les policiers sont obligés de lui prendre les main afin de les guider dans le dos. Même lorsque la personne n'oppose aucune résistance, le cas sera donc comptabilisé comme « usage de la contrainte ».

Il est aisé de comprendre quelles ont été les raisons de prudence qui ont poussé à l'élargissement de cette notion. Toutefois **en pratiquant de la sorte, on « inonde » les instances de contrôle, notamment le commissaire à la déontologie (cf. infra) de cas qui ne nécessiteraient certainement pas un tel suivi.** Dans ces conditions, les situations où il est fait vraiment fait usage de la contrainte auprès d'une personne qui résiste vont être noyées dans une multitude de dossiers.

A ce propos, il faut encore souligner que si les services de gendarmerie décrivent dans les détails les conditions de l'usage de la contrainte (gestes utilisés pour maîtriser la personne, éventuels échanges de coups, etc.), il n'en va pas de même avec les services de police judiciaire. En effet ces derniers se limitent dans la grande majorité des cas à une brève description binaire : usage de la contrainte oui/non.

### 2. Traduction vers et depuis la langue française des rapports de police, notamment des « Dépositions »

**Plusieurs personnes entendues par les experts, et qui ne parlaient pas (ou très mal) français, se sont plaints de la qualité de l'interprétation des documents qu'on leur avait demandé de signer à la fin des premiers interrogatoires.**

Comme chacun sait, ces premières dépositions peuvent souvent influencer largement le reste de la procédure. Par conséquent, les experts ont profité de la consultation des « documents police » pour tenter d'éclaircir un peu cette question.

Il ressort de cette brève étude les quelques points suivants :



- Le rapport d'interrogatoire faisait parfois figurer en majuscule et au début du rapport dactylographié la mention : « Ne parle pas français ». En revanche, aucune mention des services d'un interprète ne figurait en fin de document.
- A de nombreuses reprises, lorsque la langue de la personne interrogée était l'albanais, la traduction était assurée par une personne, travaillant pour la police et semble-t-il bien connue des détenus. Toutefois, après enquête il est apparu que cette même personne n'a pas le titre d'interprète, encore moins d'interprète assermenté<sup>17</sup>. Cette situation est d'autant plus surprenante qu'il était dans d'autres cas, fait appel à des interprètes dûment assermentés pour cette même langue.
- Parfois il était au contraire précisé en tête de rapport que le prévenu « Parle français ». Néanmoins, l'inspecteur qui signait le même rapport précisait que la « déclaration et la traduction » avait été assumées par ses soins.
- Enfin dans un cas, les experts ont noté qu'il était stipulé en gros caractères au début du rapport la mention : « Ne sait pas lire », mais qu'en fin de document, la formule « Lecture faite, je persiste et signe » figurait en bonne et due place...

**Les experts n'ont en aucun cas la prétention d'épuiser la question complexe de la déposition auprès de la police de personnes ne parlant pas français. Il n'en demeure pas moins que ces imprécisions relevées donnaient l'impression d'un manque de rigueur difficilement acceptable.**

### 3. Composition des équipes d'intervention

Les experts ont également relevé qu'il était quasiment impossible à des observateurs externes de savoir quelles avaient été les fonctionnaires de police ayant participé à telle ou telle opération. Il en allait de même en ce qui concernait les PV d'interrogatoires. Les signatures figurant au bas des rapports d'intervention ne correspondaient que rarement aux identités des policiers ayant véritablement participé à l'opération en question. A relever également que les membres de la Brigade d'Observation ne sont jamais mentionnés pour des « raisons de sécurité », même s'il leur arrive de participer parfois à l'intervention.<sup>18</sup>

**Cette situation rend particulièrement difficile le travail des instances chargées de contrôler les interventions policières.**

### 4. Lieu et heure de la déposition

A l'exception des rapports d'interrogatoire rédigés par l'Officier de police, **le lieu précis et l'heure à laquelle la déposition avait été recueillie par les services de police n'étaient pour ainsi dire jamais mentionnés.**

---

<sup>17</sup> Plusieurs personnes entendues par les experts, se sont plaintes des traductions de leur déposition effectuées par cette personne. D'après ces dernières, elles ne correspondaient pas du tout à ce qu'elles avaient déclaré. Elles le découvraient devant le juge d'instruction.

<sup>18</sup> A ce propos, il faut rappeler que l'inspecteur récemment suspendu pour avoir infligé des coups à une personne maîtrisée faisait justement partie de la brigade d'observation.

## 5. Éléments médicaux figurant dans le rapport de police

Les experts ont constaté qu'à plusieurs reprises il était fait état dans les rapports d'intervention de la police, d'« éraflures », de « blessures légères » ou encore d'« ecchymoses » (*dont la personne appréhendée était porteuse*) et « qui n'ont toutefois pas nécessité l'intervention d'un médecin », pour reprendre l'expression utilisée par le/les rédacteurs du rapport.

**Les experts sont d'avis qu'à chaque fois qu'il y a présence de lésions, même minimales en relation avec l'interpellation, ces dernières devraient faire l'objet d'un constat externe médico-légal, en bonne et due forme. Rien ne s'oppose à ce que ce CLT soit effectué au moment de l'arrivée à la prison.**

## 6. Début de la privation de liberté

La formule consacrée « J'accepte de demeurer dans vos locaux et explique librement ce qui suit » est très souvent utilisée dans différentes dépositions. Lorsque le rapport d'intervention fait clairement état de la contrainte dont il a fallu faire usage pour appréhender une personne qui avait par exemple tenté de fuir, on est en droit de douter du libre consentement de ladite personne à rester dans les locaux de police et a fortiori à s'expliquer librement.

**Une telle situation montre clairement que la privation de liberté commence bien avant la rédaction du mandat d'amener, qui en théorie devrait justement l'autoriser.**

## 10) **Rôle joué par le service médical à la prison de Champ-Dollon**

Les experts n'avaient pas pour mission de procéder un audit détaillé du service médical à la prison de CD. En d'autres termes, il ne leur incombait pas d'évaluer de manière objective et scientifique la qualité et la quantité des soins offerts aux personnes détenues. Ceci d'autant plus que ce service est actuellement directement rattaché à la structure hospitalière universitaire genevoise et qu'on est en droit, en théorie en tout cas, d'en déduire que ses prestations sont d'un haut niveau.

Toutefois, afin de s'assurer que les « mouvements » du printemps dernier des personnes détenues à la prison de Champ-Dollon, ne trouvaient pas également leur origine dans des revendications concernant les soins prodigués, les experts ont estimé nécessaire de demander également aux personnes qu'ils ont interviewées, leur sentiment personnel concernant les prestations de ce service.

Par ailleurs, et cette fois **dans la perspective d'approfondir la question générale des éventuels mauvais traitements policiers, les experts ont estimé indispensable de se pencher sur le recueil des allégations de brutalités policières effectués par l'équipe médico-infirmière, et partant sur l'examen**

**externe à la recherche de lésions encore présentes à l'entrée et compatibles avec ces mêmes allégations.**

En effet, dans plusieurs pays, l'examen médical soigneux au moment de l'incarcération à la prison préventive a permis d'améliorer sensiblement le problème des brutalités policières<sup>19</sup>. A Genève, sur la base d'accords passés il y a plus d'une quinzaine d'années avec M. Laurent Walpen, chef de la police à l'époque, il avait été convenu que toute mise en évidence de lésions traumatiques devait lui être signalée, charge à ce dernier d'en informer cas échéant le pouvoir judiciaire. Cet accord est aujourd'hui toujours en vigueur.

*a) Appréciation générale des soins*

Au cours de l'entretien qui s'est déroulé avec 125 détenus dans les conditions décrites ci-dessous, l'appréciation subjective de la qualité des soins a été testée à chaque fois. Pratiquement, il en est ressorti le « taux de satisfaction » suivant :

- 15 personnes étaient d'avis que la qualité générale des soins était très bonne,
- 62 pensaient qu'elle était plutôt bonne,
- 20 personnes jugeaient la qualité moyenne et formulaient différentes critiques (portant avant tout sur les longs délais d'attente<sup>20</sup> et le manque de soins psychiatriques),
- 3 personnes estimaient que la qualité des soins était globalement mauvaise,
- le reste des personnes interrogées n'avaient pas d'avis sur le sujet.

**On peut raisonnablement en déduire, au vu de ce bref sondage, que la question des soins offerts à la prison de Champ-Dollon ne rentrait pas, ou alors très peu, dans les « émeutes » à l'origine de ce mandat.**

---

<sup>19</sup> A ce propos, il faut rappeler que le CPT accorde une grande importance à l'examen médical des personnes immédiatement après la sortie de la garde à vue policière. Ainsi le comité dans son 3e rapport général du 4 juin 1993 [par. 30] stipule que "... le service de santé dans un établissement donné peut jouer potentiellement un rôle important dans la lutte contre les mauvais traitements au sein de l'établissement même et aussi ailleurs (en particulier dans les établissements de police). »

<sup>20</sup> Selon une information datant du 14.2.2007 et affichée sur les murs de la prison de Champ-Dollon, il semblerait qu'actuellement le délai d'attente pour une consultation médicale soit de 2 à 3 semaines. Une telle situation si elle s'avérait exacte serait exceptionnelle au sein des Etats membres du Conseil de L'Europe ; elle devrait par conséquent entraîner une réorganisation rapide de l'ensemble des consultations.

## *b) Mise en évidence d'éventuels mauvais traitements précédant l'arrivée à la prison de Champ-Dollon*

### Procédure

Lors de son arrivée à la prison de Champ-Dollon, la personne arrêtée bénéficie d'un tout premier contact avec un/une infirmière le jour même de son arrivée, ou au plus tard le lendemain. Ce premier entretien vise à faire apparaître un éventuel problème médical urgent et/ou un traitement en cours qui ne peut être interrompu. Il permet également le recueil d'allégations évoquant des mauvais traitements policiers, cas échéant corroborés par la mise en évidence de lésions de violences compatibles avec ces mêmes allégations.

Pour ce faire, le service infirmier dispose d'un questionnaire nommé « Bilan infirmier d'entrée » (cf. annexe 2) qui comprend notamment une question intitulée « Violences ». Ce formulaire doit permettre de fixer déjà par écrit, au cours de ce tout premier contact avec un/une infirmière, d'éventuelles allégations de violences, cas échéant policières, ayant immédiatement précédé l'arrestation.

Dans un second temps, lors de l'examen d'entrée pratiqué cette fois par le médecin, ce dernier a également à sa disposition un formulaire spécialement consacré à la question des violences ayant précédé l'arrestation (cf. annexe 3 et 4) : le constat de lésions traumatique (CLT). Ce document de format A4, bien conçu, comprend au recto différentes rubriques telles que jour / lieu de l'agression / violences infligées par (policiers, douaniers (ou par leurs chiens) / traitement éventuel, etc. Au verso se trouve un schéma corporel (et dentaire) qui permet au médecin de préciser aisément la localisation des lésions constatées. A noter que ce document comprend également une question intitulée « Autorisation d'envoyer le constat » sous entendu au chef / cheffe de la police. En pratique, la personne examinée peut donc s'opposer à ce que ces informations lui soit communiquées.

Ce rapport est ensuite dicté par le médecin, puis dactylographié par le secrétariat médical. Ce n'est qu'une fois ce feu vert obtenu de la part de la victime, que le secrétariat le fait suivre au chef/ cheffe de la police.

A ce propos, on constate que **les allégations manuscrites recueillies par le médecin et consignées sur le formulaire susmentionné, sont parfois beaucoup plus complètes que celles qui figurent sous la forme dactylographiée finale. En effet, le CLT dans sa forme définitive se limite dans la majorité des cas aux termes suivants : « M. X s'est présenté à notre consultation en déclarant avoir été victime de violences. Il aurait reçu des coups. ».**

**Les allégations plus détaillées figurant dans la forme manuscrite, et décrivant souvent des comportements plus alarmants sont donc perdues.**

Le commissaire à la déontologie, qui se trouve en bout de chaîne de la procédure de l'examen des doléances (cf. infra), a lui-même relevé récemment avec pertinence cette perte d'informations précieuses. Il faut noter en passant que cette

« édulcoration » des allégations ne correspond pas non plus aux directives européennes actuelles<sup>21</sup>.

Au plan purement théorique en tout cas, ce « garde fou »<sup>22</sup> que constitue l'examen médical pratiqué juste après la garde-à-vue policière devrait fonctionner. Ainsi, selon les chiffres qui ont été remis aux experts pour l'année 2005 par exemple, 140 cas de violences ont été mis en évidence par le service médical dont 113 pouvaient être attribués à des violences policières.

## **En pratique**

**Sur les 125 personnes interrogées de juillet à fin août 2006, 38 ont donc formulé auprès des experts des allégations de violences policières précédant l'arrivée à la prison de Champ-Dollon. Sur l'ensemble de ces 38 cas, un seul CLT avait été transmis à la cheffe de la police lors du passage des experts.**

En étudiant les 38 dossiers médicaux susmentionnés, les experts ont dégagés les points suivants :

- au niveau infirmier, sur ces 38 cas d'allégations de mauvais traitements recueillis par les experts, 14 ont été relevés au moment de la toute première consultation infirmière.

<sup>21</sup> Cf. à ce propos l'annexe 5 : Extrait des directives (datant de 1998) s'appliquant aux CLT rédigés par les médecins de SOS et qui recommandent « de reprendre les mots mêmes du détenu sans vouloir déjà les "traduire" en langage médical, encore moins en langage juridique.... » ;

<sup>22</sup> Sur le même sujet, le CPT rappelle que « les services médicaux pénitentiaires peuvent contribuer dans une large mesure à la prévention des mauvais traitements de personnes détenues [...], en consignait systématiquement les lésions constatées et, s'il y a lieu, en fournissant des informations aux autorités compétentes. Dans ses conclusions, le médecin devrait indiquer le degré de compatibilité entre les allégations faites et les constatations médicales objectives ; ceci permettra aux autorités compétentes et, en particulier aux procureurs, de faire une évaluation idoine des informations contenues dans le dossier ». Portugal : Visite 2002 [par. 10]

Le CPT va plus loin en considérant notamment que: « *L'appréciation d'allégations de mauvais traitements sera souvent une tâche peu facile. Certains types de mauvais traitements (...) ne laissent pas de marques tangibles, ou n'en laisseront pas, s'ils ont été infligés avec habileté. .... Même des coups sur le corps peuvent laisser seulement des marques physiques légères, à peine perceptibles et éphémères. Il s'ensuit que, lorsque des allégations de telles formes de mauvais traitement sont portées à la connaissance des autorités de poursuite ou de jugement, celles-ci devraient être particulièrement attentives à ne pas attacher trop d'importance à l'absence de marques physiques. ... Apprécier de manière correcte la véracité d'allégations de mauvais traitement pourrait bien nécessiter de recueillir les dépositions de toutes les personnes concernées et de prendre des dispositions pour effectuer au bon moment une inspection des lieux et/ou des examens médicaux spécialisés.*

*Chaque fois que des personnes soupçonnées d'une infraction pénale, présentées à une autorité de poursuite ou judiciaire, allèguent avoir été maltraitées, ces allégations doivent être consignées par écrit, un examen médico-légal (incluant, si nécessaire, un examen par un psychiatre légiste) doit être immédiatement ordonné, et les mesures nécessaires prises pour que les allégations fassent l'objet d'une enquête en bonne et due forme. Une telle approche devrait être suivie que la personne concernée porte ou non des blessures externes visibles. Même en l'absence d'une allégation expresse de mauvais traitements, un examen médico-légal devrait être requis dès lors qu'il y a d'autres raisons de croire qu'une personne a pu être victime de mauvais traitements.*

14<sup>ème</sup> rapport général du 21 septembre 2004 [par. 29]

- sur ces 14 cas « infirmiers », seuls 4 d'entre eux, ont abouti (au moment de l'enquête) à la rédaction d'un constat de lésions traumatiques.
- sur ces 4 CLT, seul 1 CLT a été transmis au chef de la police, en raison du refus opposé par les trois autres personnes concernées.

## Conclusions

De toute évidence, **la collecte d'information réalisée par les experts avec les mêmes personnes détenues s'est avérée beaucoup plus productive.**

Ces 38 cas d'allégations de violences policières auraient dû théoriquement déjà apparaître lors du tout premier contact infirmier, puis également lors de l'examen médical d'entrée. Par la suite, ces cas auraient dû être rapportés au chef /cheffe de la police, dans leur grande majorité.

Il est notamment surprenant de constater que le cas récent de cette personne victime de coups de pieds au visage (à l'origine d'un traumatisme oculaire important ayant nécessité une hospitalisation de plusieurs jours), a complètement échappé à la vigilance du service médical.

A noter que cette personne a, par hasard, fait partie des détenus qui ont été entendus par les experts selon les modalités décrites plus bas.

Dans le même ordre d'idée, on constate en étudiant les rapports de police des personnes interrogées (cf. supra) que dans 4 cas (sur les 38 allégations de violences policières), les policiers eux-mêmes font état dans leur rapport soit d'« ecchymoses » soit d'« éraflures » ou encore des « blessures légères ». Toutefois, dans le dossier médical de Champ-Dollon de ces mêmes quatre personnes, on constate que rien n'est relevé concernant la présence d'éventuelles lésions traumatiques à l'arrivée.

## Quelles sont les explications qui peuvent éventuellement être avancées concernant ce fonctionnement modeste du « garde-fou » constitué par le service médical à la prison de Champ-Dollon

Au niveau tout d'abord de la première consultation infirmière :

- Le premier entretien pratiqué par l'infirmière à l'arrivée du détenu en détention ne bénéficie d'aucune confidentialité<sup>23</sup>. En effet actuellement, soit un agent pénitentiaire est présent lors de cet entretien, soit encore d'autres détenus. A la décharge des agents pénitentiaires il faut préciser que certaines infirmières craignent parfois d'être laissées seules avec un nouvel arrivant.

Il est néanmoins clair que dans ces conditions certaines infirmières ne préfèrent pas aborder cette question notamment parce que le surveillant

<sup>23</sup> Le CPT pourtant a répété à maintes occasions que « *tout examen médical doit être effectué hors de l'écoute et – sauf demande contraire expresse du médecin (ou de l'infirmier/infirmière) concerné dans un cas particulier – hors de la vue des fonctionnaires de police (ou des agents pénitentiaires).* »

présent estime parfois, à leurs dires, que ces questions ne doivent pas être posées.

**Il va sans dire également que la personne qui a été victime de violences policières et qui craint d'éventuelles mesures de rétorsion garde le silence.**

Ceci d'autant plus que **dans certains cas les détenus se sont vu recommander par leur propre avocat de ne pas faire état de ces plaintes afin d'éviter de rallonger la détention provisoire**

- Le peu de temps dont dispose l'infirmière

Au niveau de la première consultation médicale :

- Les 14 allégations de mauvais traitements policiers dûment relevées par les infirmières n'ont à première vue attiré l'attention des médecins que dans 4 cas. On peut en déduire que la communication entre infirmières et médecin n'est pas optimale.
- Il semble que la question d'éventuels violences policières ayant immédiatement précédé l'arrivée à la prison de Champ-Dollon ne soit même pas posée par les médecins lors du premier examen médical. Non intérêt pour le sujet ? Surcharge de travail ? Absence de médecin responsable nommé pour ce service depuis plus de 2 ans ? La question reste ouverte.

### *c) CLT et obtention préalable obligatoire du feu vert de la personne détenue*

La question de l'obtention préalable obligatoire du feu vert de la personne détenue à la communication aux autorités compétentes du CLT est loin d'être résolue. Il en va de même quand à l'identité de l'autorité compétente qui doit recevoir ces informations<sup>24</sup> : Cheffe de la police ? Parquet ? Commissaire à la Déontologie ? Organe spécifique à créer ? (cf. infra)

**Sur la question générale du rapport à l'autorité compétente des CLT, les attitudes des médecins pénitentiaires varient de pays à pays. On peut brièvement les résumer comme suit :**

- 1. Soumission sans condition à l'autorité hiérarchique supérieure, tout particulièrement lorsque cette dernière est pénitentiaire ou policière. Les "constats de lésions traumatiques" sont dès lors souvent incomplets, voire mensongers. A leur décharge, il faut garder à l'esprit que ces médecins placés dans une telle situation peuvent parfois risquer**

<sup>24</sup> Ainsi le CPT recommande que « dès lors que des lésions compatibles avec des allégations de mauvais traitements formulées par un détenu ont été enregistrées par un médecin, ce constat soit systématiquement porté à l'attention du procureur compétent. »

**leur emploi, et parfois même leur vie s'ils refusent les injonctions visant à "corriger" leurs rapports.**

**2. Passivité totale voire déni en face d'une personne qui manifestement porte des stigmates de violence infligées par les forces de l'ordre. Réactions des médecins concernés souvent entendues: "C'est pas mon problème !", "Ça c'est la Justice qui s'en occupe !", "Moi, je ne suis pas juge !"**

**3. Dénonciation uniquement à la demande expresse de la victime: le médecin n'interpelle l'autorité de surveillance compétente que si le patient prend lui-même l'initiative de le lui demander.**

**4. Dénonciation active. Exceptionnellement, le patient après avoir été dûment informé des intentions du médecin garde néanmoins la possibilité de s'opposer à la dénonciation lorsqu'il estime courir un risque grave.**

**5. Dénonciation "automatique": à chaque fois qu'il est confronté à un tel patient, le médecin interpelle automatiquement les autorités de surveillance pénitentiaires ou policières compétentes, sans même demander l'avis du patient.**

### **Quelques propositions générales concernant la mise en évidence d'éventuels mauvais traitements par le service médical à la prison de Champ-Dollon.**

- Faire en sorte que le premier contact avec le service médical (qui se fait par l'intermédiaire de la consultation infirmière) ait lieu sans témoin.  
Cas échéant, en munissant le local choisi d'un système d'alerte permettant à l'agent pénitentiaire qui reste devant la porte à l'extérieur, d'intervenir immédiatement en cas de problème.<sup>25</sup>
- S'assurer que l'examen pratiqué cette fois par le médecin tienne compte des premières constatations infirmières, ainsi que, cas échéant des observations effectuées par la police elle-même, juste après l'appréhension.

<sup>25</sup> Ainsi dans un rapport récent non encore publié, le CPT après avoir constaté « avec inquiétude que les examens médicaux et les entretiens avec les détenus avaient lieu en principe en présence de membres du personnel pénitentiaire », a rappelé que quand bien même il « reconnaît que des mesures de sécurité spéciales peuvent s'avérer nécessaires dans certains cas, lors des examens médicaux, lorsque le personnel médical perçoit une menace pour sa sécurité. Cependant, rien ne justifie la présence systématique de surveillants lors de ces examens. Cette présence empêche d'établir une relation médecin-patient (ou infirmière patient) correcte et est généralement inutile du point de vue de la sécurité. Des solutions de remplacement permettant de concilier les exigences légitimes de sécurité et le principe de respect du secret médical peuvent et doivent être trouvées. Une solution pourrait consister à installer un système d'appel, qui permettrait à un médecin(ou l'infirmière) d'alerter rapidement les surveillants dans le cas exceptionnel où un détenu deviendrait agité ou menaçant au cours d'un examen médical.



- Mettre fin à l'autocensure pratiquée par le service médical dans la version dactylographiée des allégations.
- Choisir l'option « Dénonciation active », en gardant bien à l'esprit que le refus de la dénonciation doit rester l'exception.
- Mieux encadrer et former l'ensemble du personnel à cette problématique.

---

## 11) **Survol du travail fourni par les instances chargées actuellement de contrôler les services de police**<sup>26</sup>

Il est difficile de se faire une idée précise et définitive de la situation actuelle. En effet,

- le travail des différentes « instances » est enchevêtré,
- les fonctions « I.G.S » (Inspection Générale des Services ou « police interne ») attribuées il y a quelques années au Commissariat<sup>27</sup> n'ont aucune base légale ni même réglementaire. Elles représentent une charge de travail supplémentaire très importante pour les Commissaires ; de plus elles placent ces derniers dans une position de « double casquette » à l'égard de leurs collègues, pas toujours facile à assumer.
- le rôle, encore moins les moyens de ces différentes instances n'est pas clairement défini,
- la notion de doléance en opposition à celle de la plainte est également confuse,
- les services ou organes qui recueillent plaintes, doléances, remarques sont en pratique multiples ; ils ne se transmettent pas nécessairement les dossiers,
- bien souvent la plainte/doléance est réglée, pour ne pas dire écartée à un niveau subalterne, en particulier lorsque c'est le service incriminé qui s'en charge.

### **Résumé de la procédure générale interne concernant les plaintes/doléances**

Seule la forme écrite est prise en considération. Toutes les doléances devraient en principe transiter dans un premier temps par la cheffe de la police qui les remet au service juridique (charge à ce dernier de constituer un dossier, selon des modalités et des compétences qui restent également assez floues). En pratique, tel n'est pas le cas.

---

<sup>26</sup> Compte tenu des différentes expertises et réflexions portant sur cette question soit déjà réalisée soit encore en cours les experts se sont limités à quelques brèves remarques. Voir en particulier à ce propos, le « Rapport sur le fonctionnement de la Direction de la Police judiciaire » de Me Bernard ZIEGLER, du 28.2.2007.

<sup>27</sup> Composé de 5 hauts fonctionnaires de police (Ofpol) chargés, dans la quasi-totalité des cas, de décerner les mandats d'amener.

Puis le dossier est envoyé au Commissariat, qui dans l'immense majorité des cas, charge le Commandant du service concerné (Gendarmerie/Police judiciaire/Police de sécurité internationale) de s'en occuper.

Pour la police judiciaire, c'est en principe l'un des chefs de section (à condition que la plainte ne vise pas l'une des brigades de sa propre section) qui va s'occuper du dossier. Toutefois, il semblerait que ce dernier se contente habituellement d'un simple rapport du policier impliqué. Puis le dossier « remonte » au niveau du Commandant du service concerné (Gendarmerie/Police judiciaire/ Police de sécurité internationale). Ce dernier remet alors ses conclusions au Commissariat.

Enfin ce dernier complète le rapport lorsqu'il l'estime nécessaire, avant d'envoyer le document finalisé à la cheffe de la police, avec copie au Commissaire à la déontologie après un nouveau passage par le service juridique de la police.

**A noter que dans tous les cas, même lorsque la plainte est directement déposée auprès du Procureur Général, l'instruction préliminaire du dossier est confiée à la police, y compris dans les cas d'accusations graves la concernant.**<sup>28</sup>

<sup>28</sup> Chiffres pour 2005 et 2006 (fournis par le service juridiques de la police)

1. Nombre des doléances avec usage de la contrainte:

année 2005: 20

année 2006: 7

L' « IGS » n'a pas procédé aux enquêtes relatives à ces doléances. Les services des corps concernés ont fait les enquêtes.

2. Nombre des doléances sans usage de la contrainte:

année 2005: 63

année 2006: 69

L' « IGS » n'a pas procédé aux enquêtes relatives à ces doléances. Les services des corps concernés ont fait les enquêtes.

3. Nombre des plaintes pénales avec usage de la contrainte

année 2005: 28

4 enquêtes ont été faites par l' « IGS » pour plaintes déposées en 05.

année 2006: 21

5 enquêtes pour plaintes 06 ont été faites par l' « IGS ». 1 enquête effectuée en 06 relativement à une plainte déposée en 05

4. Nombre des plaintes pénales sans usage de la contrainte

année 2005 : 24

3 enquêtes ont été faites par l' « IGS »

année 2006: 13

3 enquêtes ont été faites par l'IGS

5. Plaintes pénales adressées directement au PG et ouverture enquête préliminaire

en 2005 34 dont 18 plaintes avec usage de la contrainte et 16 plaintes sans usage de la contrainte avec enquête préliminaire de police

en 2006 21 dont 13 plaintes avec usage de la contrainte et 8 plaintes sans usage de la contrainte avec enquête préliminaire de police

Plaintes pour lesquelles une instruction préparatoire a été ouverte :

en 2005 2 plaintes avec usage de la contrainte

en 2006 2 plaintes avec usage de la contrainte

### Travail du commissaire à la déontologie<sup>29</sup>

A chaque fois, qu'il y a eu usage de la contrainte (et uniquement dans ces cas), un dossier est préparé par le service juridique de la police, et lui est envoyé, après avoir transité par les différents échelons hiérarchiques policiers susmentionnés. On a vu néanmoins plus haut que cette notion d'usage de la contrainte n'avait plus vraiment de sens. Par ailleurs seuls les dossiers concernant l'appréhension lui sont communiqués.

Parfois, le libellé non seulement assez technique, mais souvent encore édulcoré des CLT ne lui permet pas de se faire une idée précise du problème.

Enfin, jusqu'à l'entrée en vigueur d'une récente modification de ses compétences<sup>30</sup>, non encore du reste précisées, il devait se contenter des dossiers qui avaient été préalablement « digérés » par les services de police eux-mêmes.

**Les trois derniers commissaires à la déontologie qui se sont succédés ont exprimés en privé leur doute quant à l'efficacité de leur action, précisant même qu'à leur avis des informations sensibles rentrant pourtant dans leur sphère de compétence leur étaient souvent dissimulées.**

---

## 12) Quelques propositions finales

Malgré le caractère succinct et certainement incomplet de cette enquête, on peut néanmoins en conclure qu'**une réflexion approfondie portant non seulement sur certains comportements personnels, mais également sur des questions structurelles, est aujourd'hui indispensable au sein de l'ensemble de la police genevoise.**

Les experts ont estimé que ces perspectives dépassaient d'une part leur mandat actuel, et ne pouvaient par ailleurs être décentement formulées qu'après une consultation incluant tous les services de police et ceci à tous les étages hiérarchiques.

Ils se limiteront donc à l'esquisse des quelques pistes de réflexion suivantes :

- En ce qui concerne tout d'abord la question des éventuelles violences policières au moment de l'appréhension, il est essentiel de marteler que dans

---

<sup>29</sup> Le commissaire à la déontologie a entrepris une réflexion approfondie sur le fonctionnement de son propre office. Par conséquent, les experts là aussi ont estimé plus judicieux de se limiter à quelques brèves observations.

<sup>30</sup> Cf. la Loi modifiant la loi sur la police du 16 septembre 2005; Art. 38 ;

<sup>4</sup> Il peut procéder à des investigations. Le secret de fonction ne lui est pas opposable.

tous les cas, l'infliction de coups doit absolument constituer l'ultima ratio. Le fait de donner des coups à l'abdomen lorsqu'une personne résiste à un menottage est peut-être enseigné dans les cours TTI (tactiques et techniques d'intervention) (cf. notamment les annexes 6 et 7 : utilisation du PR-24 ; Tableau résistance-réponse). Toutefois, à chaque fois, **une telle pratique doit respecter les règles de la proportionnalité et de la subsidiarité. Et ceci même si les policiers intervenant ont préalablement reçus eux-mêmes des coups. Cette absence de sentiment de vengeance, ce sang froid doit continuer de constituer l'un des piliers de la dignité de la fonction des agents des forces de l'ordre.**

- **En cas d'allégations de mauvais traitements, il est inacceptable que seul le policier impliqué donne sa version des faits.** Les victimes présumées de violences policières doivent elles aussi être entendues dans ce cadre d'une procédure claire et rigoureuse<sup>31</sup>. En d'autres termes, il faut se débarrasser du préjugé qui veut que toute personne incarcérée ne puisse être qu'un personnage indigne de confiance, pour ne pas dire un menteur. À cet égard, il faut mentionner les méthodes de travail de la commission nationale de déontologie de la sécurité française qui à chaque fois se déplace pour entendre les plaignants, quelque puissent être leurs antécédents judiciaires.

De plus, on peut également se demander si des enquêtes aléatoires et à une plus large échelle, du type de celle conduite par les experts ne seraient pas à répéter à des intervalles choisis.

- **La formation continue au sein de la police<sup>32</sup> est un outil indispensable pour lutter contre le risque de dérapage professionnel.** En réalité, plus que d'offrir la possibilité de rafraîchir des acquis techniques, la formation continue permet d'offrir de très précieux moments d'échanges entre celles et ceux qui exercent des professions à risque de dérapage permanent. Ainsi est-il possible de « rectifier le tir » entre collègues grâce à une revue des

<sup>31</sup> Selon CPT, dans un rapport non encore publié, « la procédure qui conduit aujourd'hui à ne pas interroger les plaignants est tout simplement pas admissible. En effet, les services généraux, cas échéant l'état-major concerné se limitent dans la grande majorité des cas à uniquement entendre la version du policier incriminé. Une telle manière de procéder fin à l'encontre des principes mêmes de la justice ».

<sup>32</sup> CPT ; 14ème rapport général [par. 26]

« La lutte contre l'impunité doit commencer chez soi, c'est-à-dire au sein de l'instance concernée (service de police ou pénitentiaire, unité militaire etc.). Trop souvent, l'esprit de corps conduit à une propension à se solidariser et à s'entraider lorsque des allégations de mauvais traitements sont formulées, voire même à couvrir les actes illégaux des collègues. Des actions concrètes sont requises, par l'intermédiaire de la formation et par l'exemple, afin de promouvoir une culture dans laquelle il est considéré non professionnel - et risqué sur le plan de la carrière - de travailler et de s'associer avec des collègues qui recourent aux mauvais traitements, alors que l'on considère honorable et professionnellement gratifiant d'être membre d'une équipe qui s'abstient de tels actes ».

« Une atmosphère doit être créée dans laquelle l'attitude correcte consiste à signaler les cas de mauvais traitements par des collègues ; il doit être clairement compris que la culpabilité s'agissant des mauvais traitements s'étend non seulement à ceux qui les ont infligés, mais aussi à toute personne qui sait ou qui devrait savoir qu'il y a mauvais traitements et qui n'a pris aucune mesure pour les empêcher ou les dénoncer. Cela signifie qu'il faut mettre en place une procédure claire de signalement et adopter des mesures de protection de ceux ou celles qui donnent l'alarme ».

différentes situations vécues dans lesquels le risque était majeur, a fortiori s'il s'est même réalisé<sup>33</sup>.

- Parmi les détenus qui formulent des allégations de mauvais traitements, on constate une surreprésentation des personnes originaires des Balkans. Cette observation devrait également conduire à une **réflexion sociologique portant sur les relations générales de la population genevoise, voire helvétique, avec cette communauté.**
  
- **La création d'une véritable inspection générale des services de police apparaît aujourd'hui comme incontournable**<sup>34</sup>.

De l'avis des experts, cette dernière devrait de préférence répondre aux critères :

- d'unicité. En d'autres termes, il ne devrait y avoir qu'une seule et unique porte d'entrée pour toutes plaintes / doléances, dirigées contre les services de police.
- d'indépendance : elle devrait être au plan administratif complètement détachée de la police<sup>35</sup>. En revanche, rien ne s'opposerait à ce que toute saisine de cette future IGS, soit immédiatement communiquée à la cheffe / au chef de la police (et/ou au PG).
- de mixité. Il serait également hautement préférable que cet organe puisse être de composition mixte, pratiquement qu'il ne soit pas uniquement composé de policiers (qu'on pourrait choisir parmi les anciens policiers par exemple), mais également de « laïcs ». Ce « regard citoyen » aurait également le mérite de rapprocher la police de sa population. Dans cette perspective, il serait peut-être envisageable de « fondre » le Commissariat à la déontologie dans ce nouvel organe.
- d'accessibilité. Toute personne y compris détenue, avec ou sans autorisation de séjour, devrait pouvoir y accéder facilement et sans crainte.
- et enfin, bien sûr, d'efficacité: cette IGS devrait bénéficier de compétences d'investigation étendues, avec la possibilité de conduire des enquêtes complètes.

---

<sup>33</sup> Voir notamment à ce propos, l'ouvrage du sous-brigadier Yves Patrick Delachaux : "Présumé non coupable, des flics contre le racisme".

<sup>34</sup> Pour se faire, il serait possible de s'inspirer de plusieurs modèles étrangers. Ainsi par exemple la Commission nationale de déontologie de la sécurité en France, du Comité Permanent P en Belgique, de la Police Complaints Authority au Royaume-Uni, de l'Independent Commission for Police Complaints en Irlande du Nord, du Commissaire à la déontologie et le Comité de déontologie policière au Québec.

<sup>35</sup> Selon le CPT, « l'existence d'un mécanisme indépendant d'examen des plaintes formulées à l'encontre du traitement subi pendant la période de détention par la police, constitue une garantie essentielle. »

## 1) **POST SCRIPTUM**

*Le simple fait d'avoir mandaté des experts pour enquêter sur la question générale du comportement de la police a provoqué une réaction en chaîne. En effet quatre enquêtes ont été diligentées, globalement sur le même sujet entre le moment du début du mandat et le dépôt du rapport des experts<sup>36</sup>. La commission des visiteurs du Grand Conseil, à l'origine de ce mandat, ne peut certainement que se féliciter de ces effets indirects provoqués par sa décision !*

---

---

<sup>36</sup> Cf. « Rapport sur le fonctionnement de la Direction de la Police judiciaire » par Me Bernard ZIEGLER ; une proposition de remise à jour du « Concept IGS » par le Commissariat; l'« Etat des lieux en matière disciplinaire » de Mme Margareth d'Avila Bendayan, un rapport portant sur la question du « Contentieux police » de Mme Karin Wirthner Zinggeler (toutes deux juristes au sein du service juridique de la police). Sans compter la réflexion interne également conduite par le Commissaire à la déontologie, Me Louis Gaillard.

## ANNEXE 1 : BREF RAPPEL DE L'ORGANISATION ACTUELLE DES SERVICES DE POLICE (extrait du site Internet de la police genevoise)

### 1. ETAT-MAJOR

- a. Service juridique
- b. Service de presse
- c. Service informatique
- d. Service des études stratégiques
- e. Centre de situation
- f. Service psychologique
- g. Service social

### 2. POLICE JUDICIAIRE

- a. Brigade des mineurs
- b. Brigade des moeurs
- c. Brigade criminelle
- d. Brigade des stupéfiants
- e. Brigade des cambriolages
- f. Brigade de criminalité générale I et II
- g. Brigade financière
- h. Brigade de criminalité informatique
- i. Brigade des enquêtes administratives
- j. Brigade du commissariat
- k. Brigade de police technique et scientifique
- l. Brigade de l'aéroport
- m. Task force drogue

### 3. GENDARMERIE

- a. Postes de police
  - b. Police de la navigation
  - c. Brigade de Sécurité Routière
  - d. Groupe Transports et Environnement
  - e. Groupe de Policiers Rollers Inline
  - f. Brigade d'Intervention
  - g. Brigade de Sécurité Publique
  - h. Brigade d'Education et de Prévention
  - i. Centrale d'Engagement, de Coordination et d'Alarmes
  - j. Détachement de Convoyages et de Surveillance
  - k. Police de Sécurité Internationale
  - l. Missions diplomatiques
  - m. Aéroport
  - n. PORTO
- o. COPSI
-

## ANNEXES 2 : Bilan infirmier d'entrée

SORTI(E) LE :

## BILAN INFIRMIER D'ENTREE

Entré(e) le : .....

NOM :  
Prénom :  
Né(e) le :

Vu(e) le :  
Heure :  
Par :

Langue d'entretien : ..... Lieu d'habitation habituel : .....

Incarcération(s) :  1<sup>ère</sup> fois  1<sup>ère</sup> fois à CD  autres incarcérations

Seul en cellule ?  oui  non

Se dit en bonne santé :  oui  non  pas vraiment  pas de réponse

Dépistage TBC à compléter lors de la 1 <sup>ère</sup> consultation médico-infirmière	Non	Oui	Remarque
Est-ce que vous toussiez ?			Depuis quand ? <input type="checkbox"/> > à 3 sem. <input type="checkbox"/> < à 3 sem.
Est-ce que vous crachez ?			
Avez-vous perdu du poids au cours des 3 derniers mois ?			
Est-ce que vous transpirez pendant la nuit ?			
Avez vous été traité contre la tuberculose ?			
Une personne de votre entourage a-t-elle eu la tuberculose ?			

Autres problèmes de Santé	Non	Oui	Remarque
Douleurs au cœur			
Douleurs au ventre			
Tristesse ou nervosité			
Blessures			
Allergie(s)			
Grossesse			
Autres			
Drogues			
Signes manque, Dernière prise			
Alcool			
Fréq., quantité, Dernière prise			
Tabac			
Nombre de cigarettes/jour			
Violences			
Auteur, témoin, victime			

Traitement quotidien	Traitement reçu ce jour
	à l'ext :
	à CD :

Suivi extérieur : .....

Accord du patient pour contact :  oui  non

Suivi proposé :  Consultation médicale  Soins infirmiers  Ecrira si nécessaire

Remarque(s) : .....

Word/cdm.tous 1/formulaires/Bilan inf. d'entrée 06



## ANNEXE 3 : CLT recto

Nom : ..... Prénom : ..... Sexe : .....

Né(e) le : ..... Date du constat : .....

Médecin : .....

Jour de l'agression :	Lieu de l'agression :	Violences infligées par :									
Lundi(1) <input type="checkbox"/>	<i>Extérieur :</i> Domicile(1) <input type="checkbox"/> Autre lieu privé(2) <input type="checkbox"/> Lieu public(3) <input type="checkbox"/> Poste de police/commissariat(4) <input type="checkbox"/> Véhicule de police(5) <input type="checkbox"/> Véhicule de convoi(6) <input type="checkbox"/> Douane(7) <input type="checkbox"/> Autre(8) <input type="checkbox"/>	<i>à la prison :</i> Atelier (1) <input type="checkbox"/> Cellule(2) <input type="checkbox"/> Couloir(3) <input type="checkbox"/> Douche(4) <input type="checkbox"/> Greffe(5) <input type="checkbox"/> Local de famille(6) <input type="checkbox"/> Parloir(7) <input type="checkbox"/> Promenade(8) <input type="checkbox"/> Salle de gymnastique(9) <input type="checkbox"/> Service médical(10) <input type="checkbox"/> Pâquerette(11) <input type="checkbox"/> Pas connu/non précisé(19) <input type="checkbox"/>									
Mardi(2) <input type="checkbox"/>			Policiers (1) <input type="checkbox"/> Douaniers(2) <input type="checkbox"/> Chiens (police, douane)(3) <input type="checkbox"/> Surveillants (prison)(4) <input type="checkbox"/> Codétenus(5) <input type="checkbox"/> Entourage(6) <input type="checkbox"/> Inconnus(7) <input type="checkbox"/> Sans information(9) <input type="checkbox"/>								
Mercredi(3) <input type="checkbox"/>				Pas connu(9) <input type="checkbox"/>							
Jeudi(4) <input type="checkbox"/>					Heure approximative : entre 6h et 18h(1) <input type="checkbox"/> entre 18h et 6h(2) <input type="checkbox"/> Pas connu (9) <input type="checkbox"/>						
Vendredi(5) <input type="checkbox"/>						Constaté par : Infirmier-ère(1) <input type="checkbox"/> Médecin(2) <input type="checkbox"/> Dentiste(3) <input type="checkbox"/> DUMC(4) <input type="checkbox"/> Autre, (préciser)(5) <input type="checkbox"/> ..... ..... Sans information(9) <input type="checkbox"/>					
Samedi(6) <input type="checkbox"/>							Traitement / évolution : Constat seul(1) <input type="checkbox"/> Traitement à Ch-Dol.(2) <input type="checkbox"/> Traitement ambul./DUMC(3) <input type="checkbox"/> Hospitalisation(4) <input type="checkbox"/> Traitement avec complications et/ou séquelles (5) <input type="checkbox"/> Décès(6) <input type="checkbox"/>				
Dimanche(7) <input type="checkbox"/>								Localisation des lésions <u>traumatiques :</u> (plusieurs réponses possibles) Tête(1) <input type="checkbox"/> Oculaire(2) <input type="checkbox"/> Membres inférieurs(3) <input type="checkbox"/> Membres supérieurs(4) <input type="checkbox"/> Tronc(5) <input type="checkbox"/> Organes génitaux(6) <input type="checkbox"/> Autres(7) <input type="checkbox"/> Pas d'information(9) <input type="checkbox"/>			
Pas connu(9) <input type="checkbox"/>									Nombre total des lésions traumatiques..... <input type="text"/>		
Autorisation d'envoyer le constat :										Résultat : positif(1) <input type="checkbox"/> négatif(2) <input type="checkbox"/> douteux(3) <input type="checkbox"/>	
oui <input type="checkbox"/>											oui <input type="checkbox"/>
non <input type="checkbox"/>	non <input type="checkbox"/>										

Commentaire / diagnostic : (pas plus de trois lignes)

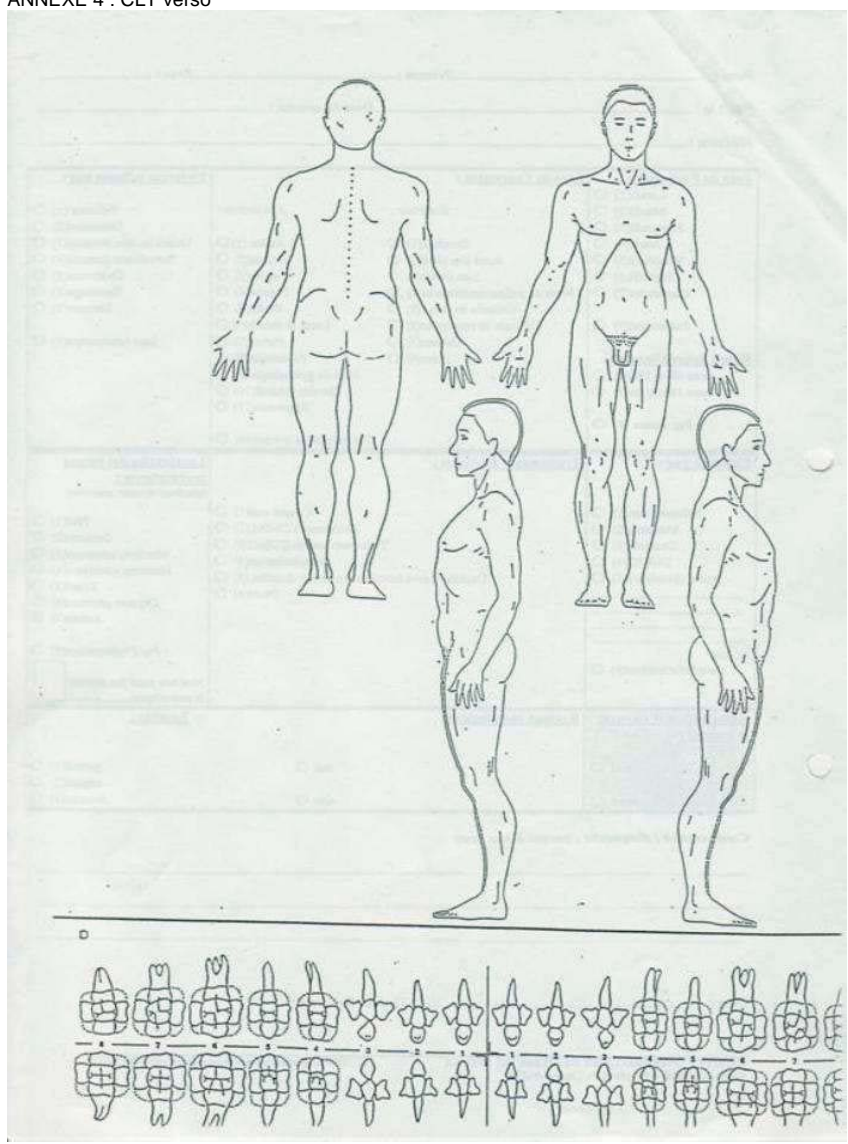
.....

.....

.....

Date : ..... Timbre / Signature : .....

ANNEXE 4 : CLT verso



## ANNEXE 5 : DIRECTIVES SOS-MEDECINS (EXTRAITS)

## INTERVENTION DE SOS-MEDECINS DANS DES SITUATIONS DE CONTRAINTE POUR LE PATIENT

(Postes de police, détention administrative à l'aéroport, etc...)

...

De plus, dans toutes les situations de lésions traumatiques assorties d'allégations de mauvais traitement (policier ou autre), dicter un :

"Constat de lésions traumatiques"

sur le modèle suivant:

Concerne: Monsieur (Madame) X, né(e) le.....

Le médecin soussigné certifie avoir examiné Monsieur(Madame)X en date du ...(à heure), au.... (lieu, NB sauf si tenu comme secret par la police !)

## 1. Allégations et plaintes

Le patient(e) déclare": J'ai été frappé(e) au visage/sur le dos à coup de poings/ de matraque par mon mari/ la police hier soir/ il y a une heure, 3 jours....(: allégations!)  
Je ressens une douleur thoracique/une faiblesse dans le bras, des nausées, des maux de tête...(: plaintes!)

CAVE: reprendre les mots mêmes du détenu sans vouloir déjà les "traduire" en langage médical, encore moins en langage juridique....

## 2. Examen clinique (se rappeler qu'il s'agit d'un document établi à l'attention de non-médecins et par conséquent éviter les termes médicaux trop techniques).

-Collaboration et EG (patient calme, agressif, collaborant, apathique, foetor OH, etc...)

-Paramètres usuels si nécessaires (TAH, exa neuro, etc...)

-Taille (longueur, largeur, diamètre), localisation précise (p.e tiers inférieur de la face antéro externe de la jambe droite), type ( dermabrasion, excoriations, plaie franche, etc.), couleur (bleuâtre, jaune, rouge, verdâtre; indispensable pour hématomes !!)  
des lésions observées.

## 3. Attitude clinique (peut être: "néant")

-Soins prodigués ( désinfection, pansement, suture, médicaments administrés).

-Conseils donnés à la police (éviter interrogatoires trop longs, transfert à la DUMC, etc...)

-Médicaments prescrits.

## 4. Conclusions (liste exhaustive !!)

soit -L'examen clinique est compatible avec les allégations du (de la ) patiente.

ou -L'examen clinique n'est pas incompatible avec les allégations du (de la ) patiente

NB: à chaque fois que les allégations du patient détenu concernent des mauvais traitements qui ne laissent pas (ou qui n'ont pas encore laissés!) de traces visibles, et que par conséquent l'examen clinique est dans la norme.

ou -L'examen clinique est incompatible avec les allégations (p.e. cicatrice chéloïde que le patient attribue à des violences subies la veille, hématomes de couleur verdâtre que le patient met en relation avec des coups reçus il y a quelques heures).

ou beaucoup plus rarement

-Les lésions constatées sont hautement évocatrices / pathognomoniques pour...

Fin du constat, en d'autres termes ne rien rajouter d'autre !!!

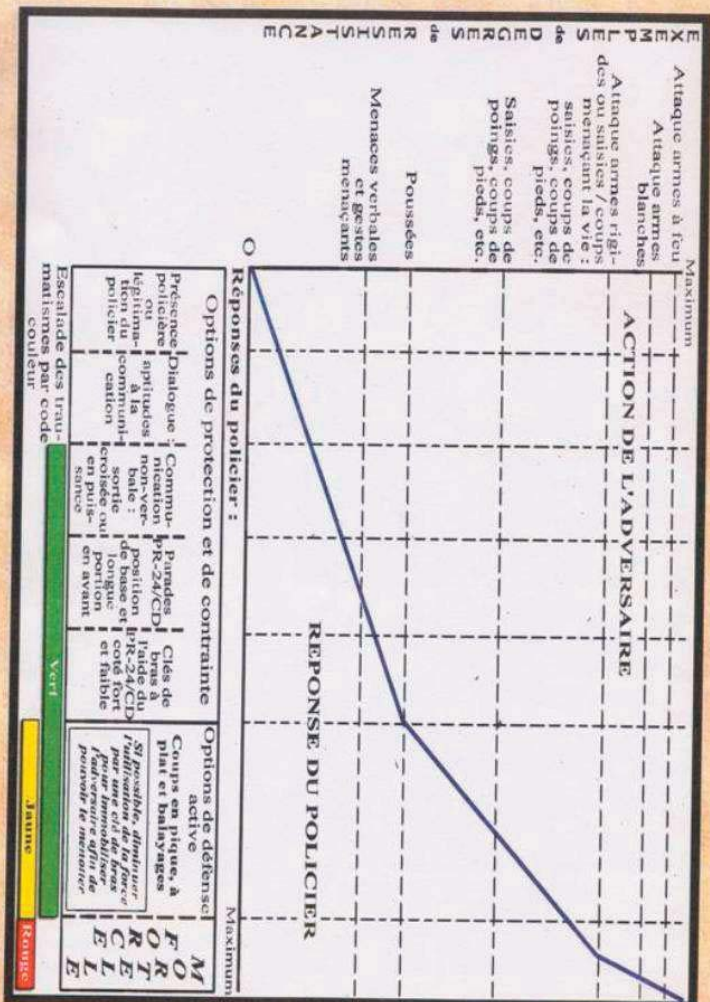
Se rappeler enfin :

que le détenu doit être informé de son droit d'obtenir un exemplaire du certificat de lésions traumatiques en s'adressant directement à SOS.

qu'il doit également être rendu attentif au fait qu'un autre exemplaire sera adressé directement à la police.

## ANNEXE 6: utilisation du PR-24 (matraque) I

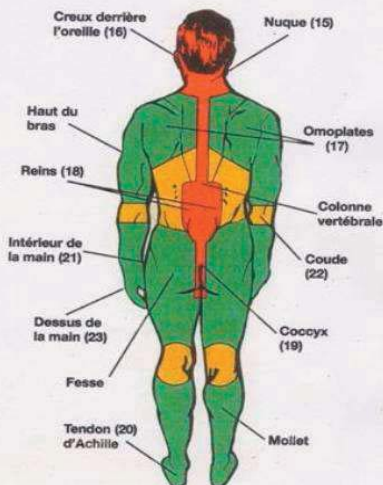
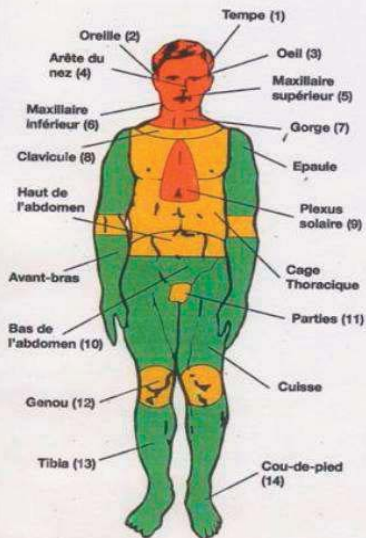
## Tableau "Résistance - Réponse"



## ANNEXE 7 : utilisation du PR-24 (matraque) II

**PLANCHE BATON**

Escalade des traumatismes sur  
des surfaces vitales et vulnérables

**ZONES CIBLES VERTES**

**DIALECTIQUE** : degré minimum de lésions. Les blessures tendent à être temporaires plutôt que durables, cependant des exceptions sont toujours possibles.

Exception faite de la tête, de la nuque et de la colonne vertébrale, tout le corps est une zone cible verte pour l'application des techniques de parades et de contrainte à l'aide du bâton.

**ZONES CIBLES JAUNES**

**DIALECTIQUE** : degré modéré à fort de lésions. Les blessures tendent à être plutôt durables, mais elle peuvent aussi être temporaires.

**ZONES CIBLES ROUGES**

**DIALECTIQUE** : degré maximal de lésions. Les blessures sont plutôt durables que temporaires et peuvent inclure la perte de conscience, des blessures graves, l'état de choc ou la mort.

# PARTIE II



# DETENTION AVANT JUGEMENT

## Table des matières

<b>Résumé des propositions concernant la détention avant jugement (la numérotation renvoie aux propositions complètes figurant sous chiffre V, p. 45)</b>	<b>3</b>
<b>Préambule</b>	<b>5</b>
<b>I. Introduction</b>	<b>7</b>
<b>II. Méthode</b>	<b>14</b>
1. Photographie de la population à Champ-Dollon, le 31 août 2006	16
2. Cohorte des arrestations du 1 <sup>er</sup> au 31 janvier 2007	21
3. La Chambre d'accusation	29
4. Détention avant jugement de plus de douze mois au 7 février 2007	32
5. Comparaisons Bâle-Ville / Genève	35
<b>III. Notes complémentaires</b>	<b>39</b>
1. L'avocat à la police et à l'instruction	39
2. Surpopulation et accroissement du parc pénitentiaire	39
3. Expertises psychiatriques en responsabilité pénale	40
<b>IV. Quelques exemples d'usage de la détention utilisée à des fins certainement détournées de ses fonctions</b>	<b>41</b>
<b>V. Propositions relatives aux procédures des mandats d'amener et d'arrêt</b>	<b>45</b>
<b>Annexes</b>	<b>49</b>



L'inflation carcérale actuelle, qui touche surtout les pauvres, les étrangers, les fous, ne sanctionne pas une inflation criminelle équivalente. Elle est l'aboutissement de politiques réfléchies et concertées, de choix économiques et culturels. De même que tout phénomène social, elle est aussi, comme l'écrivait Marcel Mauss, « Œuvre de volonté collective, et qui dit volonté humaine dit choix entre d'autres options possibles ».

C. Herszberg : Fresnes, histoire de fous, Seuil, Paris, 2006. p. 187.

## **Résumé des propositions concernant la détention avant jugement (la numérotation renvoie aux propositions complètes figurant sous chiffre V)**

- 1. Anticiper les modifications qu'introduira le CPPS, notamment aux art. 125 al. 1 et 156 al. 1 qui postulent l'assistance d'un défendeur dès les premiers instants de la procédure. Autrement dit, envisager des permanences d'avocats à disposition des personnes prévenues arrêtées provisoirement par la police.**
- 2. Une permanence d'avocats devrait être à disposition des prévenus, à l'instruction, leur permettant d'être assistés dès la première audience.**
- 4. Le système de permanence d'avocats devrait être à l'initiative d'une continuité dans la défense des personnes ainsi assistées, et soumises aux étapes successives de l'arrestation, du mandat d'arrêt et de ses ultérieures prolongations.**
- 5. Le système de permanence à un seul juge d'instruction pendant une semaine est insatisfaisant.**
- 7. Les prolongations du mandat d'arrêt devraient intervenir le plus tard possible dans la limite légale, après l'arrestation. De fréquentes « prolongations de confort » sont l'indice d'une incapacité matérielle de la part des juges d'instruction de permanence, de réaliser en huit jours, l'essentiel des investigations nécessaires à la décision de détention.**
- 9. Les ordonnances de condamnation frappant des prévenus non encore assistés d'un avocat devraient être traduites, en cas de nécessité, et les voies de recours à disposition ainsi que les délais de recours mentionnés dans la langue du condamné.**
- 11. Le mandat d'arrêt décerné par le juge d'instruction doit être motivé de façon précise. Son argumentation devrait ainsi permettre une défense opportune, et éviter des impressions d'arbitraire qui se dégagent de certaines décisions évoquant, sans distinction, toutes les raisons légales de la privation de liberté.**
- 13. La réforme de la Chambre d'accusation, ébauchée en 1993, devrait être menée à terme. Elle devrait, compte tenu de son rôle capital dans le contrôle de la privation de liberté, être exclusivement composée de magistrats issus de la Cour de justice.**
- 14. La fréquence des audiences de la Chambre d'accusation relatives aux prolongations du mandat d'arrêt devrait être portée à trois audiences par semaine.**

15. La Chambre d'accusation devrait systématiquement siéger en audience publique.
17. L'organisation officielle des audiences de la Chambre d'accusation devrait faciliter la présence systématique des avocats de choix ou commis d'office aux audiences appointées pour leurs clients détenus.
19. Le CPPGE met à la disposition de la Chambre d'accusation d'autres contrôles possibles que la privation de liberté. Ces sûretés ne sont pratiquement jamais utilisées.
21. Les expertises en responsabilité et de crédibilité décernés par les juges d'instruction, dans des affaires concernant des personnes détenues, devraient être conduites avec une diligence accrue.
22. Les compétences récemment limitées du TP (deux ans de peine privative de liberté) peuvent avoir des incidences graves en augmentant considérablement les stocks de dossiers en attente au Greffe de la Cour correctionnelle. Pour y parer, il devrait être envisagé de multiplier les audiences du TP, et de transformer la Cour correctionnelle en juridiction permanente.
24. La mise en vigueur anticipée du système d'indemnisation pour détention excessive (prévu aux art. 437 et 438 CPPS) devrait être envisagée.

## Préambule

**Recommandation « Rec(2006)13 du Comité des Ministres aux Etats membres du Conseil de l'Europe concernant la détention provisoire, les conditions dans lesquelles elle est exécutée et la mise en place de garanties contre les abus », du 27 septembre 2006.**

Cette Recommandation **effectue un lien direct entre la détention provisoire et le surpeuplement carcéral**<sup>1</sup>.

Les règles de fond sont contenues dans l'annexe de la recommandation. Comme son préambule le stipule, *les présentes règles visent :*

- a. à fixer de strictes limites à l'usage de la détention provisoire ;
- b. à encourager l'application de mesures alternatives dans toute la mesure du possible ;
- c. (...)
- d. à veiller à ce que les conditions de détention des personnes placées en détention provisoire et le régime auquel elles sont soumises soient appropriés à leur statut juridique de présumés innocents ;
- e. à exiger la mise à disposition d'installations et la mise en œuvre d'une gestion appropriées à la détention des personnes placées en détention provisoire ;
- f. (...)

Ladite recommandation définit la détention provisoire comme : *toute période de détention d'un suspect ordonnée par une autorité judiciaire et antérieure à la condamnation ; toute période de détention résultant des règles relatives à la coopération judiciaire internationale et à l'extradition, selon les modalités spécifiques qu'elles prévoient ; toute période de détention postérieure à la condamnation, dès lors que des personnes attendent soit le prononcé de leur peine, soit la confirmation de leur culpabilité ou de leur peine, et continuent d'être traitées comme des personnes non condamnées*<sup>2</sup>.

**Les rédacteurs rappellent par ailleurs, que la mise en détention provisoire doit être l'exception et non la règle<sup>3</sup> et que pour limiter au maximum le recours inopportun à la détention provisoire, il doit exister un éventail le plus large possible de mesures alternatives<sup>4</sup>.**

Ces dernières peuvent comprendre selon le texte : *l'engagement de comparaître devant une autorité judiciaire selon les modalités prescrites, de ne pas entraver la bonne marche de la justice et de ne pas adopter tel ou tel comportement, même si celui-ci est lié à une certaine profession ou à un certain poste ; l'obligation de se présenter quotidiennement ou régulièrement devant une autorité judiciaire, la police ou une autre autorité ; l'obligation d'accepter la surveillance d'une instance désignée par l'autorité judiciaire ; l'obligation de se soumettre à une surveillance électronique ; l'assignation à résidence, assortie ou non de conditions concernant les heures auxquelles il faut s'y trouver ; l'interdiction de quitter des lieux ou régions spécifiques ou d'y pénétrer sans autorisation ; l'interdiction de rencontrer certaines personnes sans autorisation ; l'obligation de rendre son passeport ou d'autres pièces d'identité ; et l'obligation de produire une caution financière ou autre pour garantir la bonne conduite de la personne durant le procès*

De surcroît, il est intéressant de noter que la détention provisoire ne doit, en principe, être appliquée qu'aux personnes soupçonnées d'avoir commis une infraction dont l'auteur est passible d'une peine d'emprisonnement<sup>5</sup> :

- a. lorsqu'il y a des raisons plausibles de la soupçonner d'avoir commis une infraction ; et
- b. lorsqu'il y a des raisons sérieuses de croire que, si elle était laissée en liberté, elle
  - i) se soustrairait à la justice, ou
  - ii) commettrait une infraction grave, ou

<sup>1</sup> Recommandation (2006)13, § 5.

<sup>2</sup> *Ibid.*, art. 1 de l'annexe à la Rec(2006)13.

<sup>3</sup> *Ibid.*, art. 3 de l'annexe à la Rec(2006)13.

<sup>4</sup> *Ibid.*, art. 4 de l'annexe à la Rec(2006)13.

<sup>5</sup> *Ibid.*, art. 6 de l'annexe à la Rec(2006)13.

- iii) entraverait la bonne marche de la justice ou
- iv) représenterait une grave menace pour l'ordre public ; et
- c. lorsqu'il n'est pas possible de recourir à des mesures alternatives pour répondre aux préoccupations visées à l'alinéa b.; et
- d. lorsqu'il s'agit d'une mesure prise dans le cadre d'une procédure pénale.

Dès lors, la possibilité de mesures alternatives (ou plutôt la non-possibilité de telles mesures) devient une des conditions de l'ordre de mise en détention provisoire ; alors qu'elle n'était posée dans la recommandation de 1980 que comme une possibilité laissée à l'autorité judiciaire. De surcroît, il est précisé que la charge d'établir l'existence de risques ou l'impossibilité d'éviter la détention provisoire, incombe aux autorités<sup>6</sup>.

La Recommandation estime de plus que la *détermination de tout risque doit être fondée sur les circonstances de l'espèce, mais une attention particulière doit être accordée* :

- a. à la nature et la gravité de l'infraction alléguée ;
- b. à la peine susceptible d'être infligée dans l'éventualité d'une condamnation ;
- c. à l'âge, l'état de santé, la personnalité, les antécédents et la situation personnelle et sociale de l'intéressé(e), en particulier ses attaches sociales ; et
- d. à sa conduite, notamment la manière dont il ou elle a rempli les obligations qui ont pu lui être imposées lors de procédures pénales antérieures<sup>7</sup>.

Il est enfin important de relever que **le fait que la personne visée n'est pas ressortissante du pays où l'infraction est censée avoir été commise ou n'a aucun autre lien avec celui-ci, n'est pas, en soi, suffisant pour conclure qu'il y a risque de fuite**<sup>8</sup>.

Elle ajoute aussi qu'*autant que possible la détention provisoire doit être évitée aux suspects qui ont la charge d'enfants en bas âge*<sup>9</sup>.

Ainsi, prenant en considération les nombreux problèmes liés à la détention provisoire (surpopulation carcérale, préjudice personnel et familial...), le Comité des Ministre du Conseil de l'Europe a actualisé les recommandations relatives à la détention provisoire, en restreignant son utilisation et en essayant de la cadrer plus qu'elle ne l'était auparavant<sup>10</sup>.

<sup>6</sup> *Ibid.*, art. 8 de l'annexe à la Rec(2006)13.

<sup>7</sup> *Ibid.*, art. 9 de l'annexe à la Rec(2006)13.

<sup>8</sup> *Idem.*

<sup>9</sup> *Ibid.*, art. 10 de l'annexe à la Rec(2006)13.

<sup>10</sup> *Ibid.*, art 13 à 21 de l'annexe à la Rec(2006)13.

## I. Introduction

Aborder la question d'un surpeuplement carcéral conduit à décrire l'inadéquation, à un instant, entre le nombre de détenus dans un établissement pénitentiaire et la capacité d'accueil dudit établissement<sup>11</sup>.

Cette question abordée à propos de la prison de Champ-Dollon comprend donc une approche de deux types distincts de détenus, soit ceux qui le sont avant jugement et ceux qui y restent après une condamnation définitive à une peine privative de liberté de trois mois au plus, ou qui doivent subir un solde de peine d'une durée inférieure à trois mois<sup>12</sup>.

S'agissant d'un ensemble immobilier unique, le surpeuplement carcéral prendra en compte la totalité des détenus présents en un jour donné, ce qui permettra de quantifier ce surpeuplement par rapport à la capacité officielle de l'établissement. Jusqu'en 1989 environ, Champ-Dollon accueille une population moyenne ne dépassant pas la capacité officielle de 270 places.

L'effectif moyen s'élève subitement dès 1990, puis régresse au milieu de la décennie 1990-2000. Il devient particulièrement inquiétant dès 2002, puisque le taux d'inflation carcéral pour Champ-Dollon atteint 30 %. Au 31 août 2006, il atteint 82 % si l'on prend en considération la totalité des détenus (provisoires et condamnés).

Dire d'une prison qu'elle est surpeuplée peut être considéré comme une appréciation subjective. Le CPT pourtant a eu l'occasion de s'exprimer à ce sujet en ces termes :

« Une prison surpeuplée signifie, pour le détenu, être à l'étroit dans des espaces resserrés et insalubres ; une absence constante d'intimité (cela même lorsqu'il s'agit de satisfaire aux besoins naturels) ; des activités hors cellule limitées à cause d'une demande qui dépasse le personnel et les infrastructures disponibles ; des services de santé surchargés ; une tension accrue et, partant, plus de violence entre détenus comme entre détenus et personnel. Cette énumération est loin d'être exhaustive »<sup>13</sup>.

Et pour faire référence à la situation précise de Champ-Dollon, on peut renvoyer au Rapport de A. Gil-Robles, Commissaire aux Droits de l'homme (Conseil de l'Europe) qui note, à la suite de sa visite dans cet établissement en décembre 2004, une surpopulation de 50 % qu'il qualifie de « surpopulation extrême »<sup>14</sup>.

Compte tenu de l'inventaire des cellules disponibles à Champ-Dollon, une population de 493 détenus signifie que toutes les cellules individuelles sont occupées par deux détenus et que les cellules à trois sont toutes occupées par cinq détenus.

<sup>11</sup> P. V. Tournier : Surpopulation des prisons et inflation carcérale, Centre d'histoire sociale, Université Paris I, dactyl, 28 janvier 2005.

<sup>12</sup> Règlement sur le régime intérieur de la prison et le statut des personnes incarcérées (Champ-Dollon), F 1 50.04, art.1.

<sup>13</sup> CPT : les normes du CPT, CPT/Inf/E (2002) 1-Rev 2004.

<sup>14</sup> A. Gil-Robles : Rapport suite à une visite en Suisse, du 19 novembre au 3 décembre 2004, Office du Commissaire aux droits de l'homme, dactyl., Strasbourg, 8 juin 2005, p. 43.

La situation de Champ-Dollon avait donc très sévèrement empiré au 31 août 2006, dans des proportions qui permettent de souligner ce qui avait été établi par le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, à savoir que de telles situations « paraissent difficilement conciliables avec le respect des droits fondamentaux des détenus (prévenus et condamnés) tels qu'ils résultent de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et des normes élaborées par le Conseil de l'Europe (Recommandations du Comité des Ministres et du CPT) »<sup>15</sup>.

Les normes fédérales en matière de constructions d'établissements pénitentiaires de 1999<sup>16</sup> prévoient 10 m<sup>2</sup> par cellule individuelle et 22 m<sup>2</sup> par cellule à trois lits. Or, en l'état, la prison de Champ-Dollon ne respecte pas ces conditions puisque les cellules prévues pour un détenu, de 12 m<sup>2</sup>, sanitaires compris, sont occupées par deux détenus, et que les cellules prévues pour trois détenus, de 25 m<sup>2</sup>, sont toutes occupées par cinq détenus. L'appréciation de la surpopulation carcérale doit également s'établir en tenant compte de l'effectif du personnel, toutes fonctions confondues, des espaces de circulation, des ateliers, des cuisines, des locaux administratifs et sanitaires.

Dès lors que la capacité officielle de la prison de Champ-Dollon est de 270 détenus, elle doit être considérée comme suroccupée, en l'état de son effectif de pensionnaires, de l'effectif de son personnel et des espaces bâtis à disposition.

C'est donc en amont de la prise en charge pénitentiaire qu'il convient d'analyser les flux de personnes qui sont privées de liberté avant jugement, maintenues en détention après leur jugement ou incarcérées à la suite d'une condamnation, voire d'une décision de conversion d'amende. Ces flux sont d'importance très variable.

Partant du constat que le 31 août 2006, la majorité des détenus sont en détention avant jugement, on doit considérer que la principale cause d'entrée à la prison de Champ-Dollon est le fait de décisions successives de la police (mandat d'amener, art. 32 et ss. CPPGE), d'un juge d'instruction (mandat d'arrêt, art. 33 et ss. CPPGE) ou d'une prolongation du mandat d'arrêt par la Chambre d'accusation (art. 35 CPPGE).

C'est donc principalement sur ce processus que nous allons nous pencher en relevant d'emblée que les statistiques fournies par le greffe de Champ-Dollon, et concernant la totalité de sa population, indique clairement que si les entrées sont stabilisées annuellement autour de 2'400 par an depuis 2000, cette même période enregistre une augmentation très élevée des nuitées de l'ordre de 43 %, celles-ci passant de 120'000 en 2000 à 172'000 en 2006. Ce qui atteste que ce sont les durées de séjour à la prison de Champ-Dollon qui s'allongent sérieusement, et sont ainsi l'une des premières causes de la surpopulation carcérale. A flux constant, un stock durable mobilise des places pour des durées toujours plus longues.

Toutes populations confondues (détenus avant jugement et condamnés), la durée moyenne de séjour à la prison de Champ-Dollon a donc passé progressivement de 39

---

<sup>15</sup> Op. cit. note 14, p. 44.

<sup>16</sup> Manuel des constructions dans le domaine de l'exécution des peines et mesures, établissements pour adultes, Office fédéral de la Justice, Berne, 1999, p. 409 et 41.

jours en 1997 à 65 jours en 2005, un saut qualitatif important se situant entre 1998 et 2003 (respectivement 40 jours, puis 49 jours)<sup>17</sup>.

1. La détention avant jugement à Genève n'est pas une préoccupation nouvelle, et certains indicateurs tendraient à démontrer que la fréquence élevée d'utilisation de la détention avant jugement, de même que les durées de cette détention se singularisent dans notre canton à tel point qu'il n'est pas téméraire d'affirmer que les pratiques judiciaires à Genève attestent qu'il s'agit d'un problème structurel, et non conjoncturel.

En 1969, l'étude portant sur le pourcentage de condamnés par les deux juridictions pénales supérieures de plusieurs cantons romands indique très clairement que Genève a, sur cette donnée, le pourcentage le plus élevé, soit 86 % de ceux-ci qui ont subi une détention avant jugement. Les cantons du Valais, de Fribourg et de Vaud donnent, pour la même donnée, des pourcentages oscillant entre 43 % et 52 %<sup>18</sup>. Dans cette même étude, Genève obtenait, sur l'ensemble des condamnés des deux Cours pénales susmentionnées, une moyenne de durée de détention avant jugement de 75 jours, précédé du Valais avec 86 jours, suivi par Vaud 65 jours et Fribourg 46 jours<sup>19</sup>.

2. En 1969, Genève avait 330'000 habitants et 83 détenus avant jugement à la prison de Saint Antoine, en un jour moyen. Cette proportion de 25 détenus pour 100'000 habitants plaçait déjà Genève en tête d'une série de relevés identiques, établis, il est vrai, pour des unités statistiques beaucoup plus grandes (i.e. par pays). Mais l'évidence était déjà relevée d'un taux élevé de détenus avant jugement à Genève<sup>20</sup>, par rapport à d'autres pays européens.

Aujourd'hui, Genève a 440'000 habitants et détenait avant jugement, au 31 août 2006, 298 détenus, soit un taux de 68 détenus avant jugement pour 100'000 habitants<sup>21</sup>.

A cette même date, Genève a donc un taux de détenus avant jugement de 6 pour 10'000 habitants, et Bâle-Ville obtient le score de 3 pour 10'000 habitants (cf. ch. 4. infra)<sup>22</sup>.

A titre purement indicatif, la même donnée, soit le taux de détention avant jugement, établi pour 20 pays européens au 1<sup>er</sup> septembre 2004, donne une moyenne de 22 détenus pour 100'000 habitants<sup>23</sup>.

<sup>17</sup> Effectif de la population carcérale, Documentation de la prison de Champ-Dollon, dactyl., (voir annexe 1).

<sup>18</sup> C.-N. Robert : La détention provisoire en Suisse romande et notamment à Genève, Georg, Genève, 1972, p. 113. Des constats identiques sont faits à propos de Genève par comparaison avec les pratiques de quelques cantons suisses in : B.-D. von Pollern, La détention provisoire en Suisse en 1988, Haupt Berne, 1997.

<sup>19</sup> Op. cit., note 18, in C.-N. Robert p. 116. Les données du canton de Neuchâtel ne peuvent pas être présentement valablement comparées, compte tenu d'une sélection de cas particulièrement graves.

<sup>20</sup> Op. cit. note 18, p. 66.

<sup>21</sup> Photographie de la population détenue à Champ-Dollon, le 31 août 2006 (voir annexe 2)

<sup>22</sup> Photographie, op. cit. n. 21 et Communication de l'OFS du 24 novembre 2006 concernant la prison du Waaghof (BS).



Nos voisins les plus proches obtiennent les moyennes suivantes :

France :	29	détenus	avant	jugement	pour	100'000	habitants
Italie :	20	"	"	"	"	"	"
Allemagne :	20	"	"	"	"	"	"

Selon l'enquête annuelle de l'OFS concernant la privation de liberté, établie au 6 septembre 2006, le taux moyen de détenus avant jugement s'établissait, en Suisse, à 25 pour 100'000 habitants. A la même date, Genève obtient un taux de 67 détenus pour 100'000 habitants.

Pour la même date, Genève a une population de prévenus avant jugement qui correspond à 16 % du total de ces prévenus en Suisse, alors que la population du canton représente 6 % de l'ensemble de la population suisse. Le pourcentage obtenu est donc presque trois fois plus élevé que le pourcentage attendu.

- Pour se limiter à la Suisse, et comparer les pratiques cantonales de la privation de liberté avant jugement, comprenant les arrestations, ces données placent le canton de Genève en tête pour le nombre de détenus avant jugement pour 100'000 habitants. Pour 2005, ce taux est de 74 pour notre canton alors que la moyenne suisse est de 18. Les taux les plus élevés, outre Genève sont ceux de Zürich (41), Bâle-Ville (36), Vaud et Valais (25).

En ce qui concerne le nombre d'entrées en détention avant jugement, Genève occupe, en 2005 la 4<sup>ème</sup> place, avec 531 entrées pour 100'000 habitants. Notre canton est précédé de Schaffhouse (878), Bâle-Ville (703) et Zürich (596). La moyenne suisse se situe autour de 304 pour l'ensemble des cantons<sup>24</sup>.

Pour la même année Genève bat tous les records d'entrées en prison (détentions avant jugement et exécutions des peines comprises) pour 100'000 habitants, soit 530 pour 100'000 habitants, suivi de Zürich (371), Argovie (367) et Saint-Gall (351) (voir annexes 5 et 6).

- Afin de comparer des ensembles présentant des caractéristiques géographiques, urbaines, économiques et culturelles assez similaires, nous avons sollicité l'OFS de nous donner quelques statistiques détaillées concernant Bâle-Ville et Genève en ce qui concerne l'utilisation de la détention avant jugement.

Sur le même ensemble, à savoir le total des condamnations pénales prononcées avec une imputation de la détention avant jugement dans ces deux cantons, on obtient, pour 2005, les données suivantes :

Bâle-Ville : durée moyenne de détention avant jugement : 27 jours  
Médiane<sup>25</sup> pour la même donnée : 2 jours

<sup>23</sup> P. V. Tournier : La détention provisoire dans l'Union européenne, situation démographique au 1<sup>er</sup> septembre 2004, dactyl., Commission européenne, Direction générale Justice, 9 juin 2006).

<sup>24</sup> Voir annexes 3 et 4, Communications de l'OFS du 19.2.07.

<sup>25</sup> Valeur qui divise la distribution cumulative en deux parties égales

Genève : durée moyenne de détention avant jugement : 33 jours  
Médiane pour la même donnée : 4 jours<sup>26</sup>

5. En prenant pour référence les données de l'OFS pour l'ensemble de la Suisse<sup>27</sup> en 2005, nous relevons que la durée moyenne de détention avant jugement est de 52 jours et la médiane à 6 jours. Ces mêmes valeurs cumulées pour Genève, à Champ-Dollon, le 31 août 2006, donnent une durée moyenne de 141 jours, et une médiane de 80 jours<sup>28</sup>.
6. Genève a, depuis de nombreuses années, le pourcentage de condamnés ayant fait de la détention avant jugement le plus élevé de Suisse. Les fluctuations sont faibles et ce pourcentage oscille entre 40 et 60 % dans les dix dernières années. Il est à 44 % en 2005<sup>29</sup>.

Cette même valeur, pour 2005, est de :

<sup>26</sup> Des précisions concernant le calcul de la durée de détention avant jugement en Europe et tout spécialement en Suisse sont nécessaires :

- a) La références à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme donne « le point de départ du calcul de la détention, qui coïncide avec le jour de l'arrestation de l'intéressé (voir Gombert et Goch Garian c. France, n°39779/98 et 39781/98, § 39, 13 février 2001) ». In G. Bernard c. France, n°27678/02, 26 septembre 2206, p. 10.
- b) La « détention préventive » est une notion de droit fédéral (art. 69 a CP). Elle est précisée par l'art, 51 CP ; il s'agit de la « détention avant jugement » (cf. également art 110.7 CP, dans sa nouvelle version), et qui se compte en jours.
- c) L'inscription des condamnations suisses au casier judiciaire comporte la mention uniformisée de la durée de détention avant jugement imputée sur la peine. Cette durée est, dans tous les cantons, calculée dès l'appréhension d'un suspect et sa retenue pour quelques heures (P. Ruedin : Die Anrechnung der Untersuchungshaft, thèse Zürich, 1979), donc dès l'arrestation policière.
- d) Il ne saurait y avoir de différence entre les cantons quant au calcul de la « détention avant jugement ». Tout au plus, certains cantons précisent-ils dans leurs statistiques les durées respectives de la détention policière et de la détention judiciaire. Les deux données cumulées sont toujours repérables dans ces statistiques cantonales.
- e) Au niveau des enregistrements statistiques de l'OFS, les données, par canton, sont parfaitement compatibles entre elles, car communiquées et enregistrées par le casier judiciaire fédéral et transmises à l'OFS.
- f) L'attestation de ce calcul pour le canton de Bâle-Ville est confirmée, via l'OFS, par une Communication du greffier du Tribunal pénal de Bâle-Ville du 1<sup>er</sup> février 2007.

<sup>27</sup> OFS, Tableau T.19.03.03.02

<sup>28</sup> Voir annexe 2.

<sup>29</sup> OFS, tableau T.19.3.3.3.1

- 4 % à Berne et Fribourg
- 8 % en Valais
- 9 % pour Vaud
- 28 % pour Zürich
- 32 % pour Bâle-Ville

La moyenne suisse se situe à 24 %<sup>30</sup>.

Durant cette même période, les condamnations pénales prononcées à Genève ont sensiblement augmenté, surtout depuis 2003. De 1996 à 2005, l'augmentation est de 40 %. Elle est de 10 % à Bâle-Ville sur la même période<sup>31</sup>.

7. A Genève, depuis une dizaine d'années environ, et avec une certaine stabilité dans le nombre des condamnations pour infractions à la Loi fédérale sur les stupéfiants, ces condamnés font de la détention avant jugement dans une proportion qui oscille entre 90 et 95 %. Ces mêmes valeurs, pour la même période pour Bâle-Ville, oscillent entre 40 et 60 %<sup>32</sup>.
8. Ces comparaisons entre Bâle-Ville et Genève sont validées par le contrôle du type de délinquance faisant l'objet d'une détention avant jugement. Les pourcentages obtenus ont, par type d'infraction reportée à la totalité des détenus avant jugement, donné des résultats similaires pour l'homicide, les lésions corporelles graves, le vol, le brigandage et l'escroquerie. Une différence marquée singularise toutefois la population des détenus à Champ-Dollon pour actes d'ordre sexuel avec des enfants et contraintes sexuelles, qui représente 8 % des prévenus détenus pour ce motif. Pour ces mêmes faits, le pourcentage est de 3 % à Bâle-Ville<sup>33</sup>.
9. Dans l'impossibilité absolue de tirer des conclusions sur l'évolution de la délinquance à Genève durant les dernières années, nous en sommes réduits à prendre comme indicateurs statistiques ceux que produisent les différentes agences du système de justice pénale.

A effectif du Corps de police genevois quasi constant de 2002 à 2006 (passant de 1'594 à 1651 fonctionnaires, soit une augmentation de 3,5 %), on ne peut guère s'étonner de constater une faible progression des arrestations durant la même période, passant de 4'976 en 2000 à 5'572 en 2005<sup>34</sup>.

Les chiffres les moins sujets à caution sont ceux que fournissent les juridictions de jugement, enregistrés au casier judiciaire fédéral et repris par l'OFS.

<sup>30</sup> OFS, tableau T.19.03.03.02

<sup>31</sup> OFS, tableau T.19.3.3.3.1

<sup>32</sup> OFS, tableau T 19.3.3.3.4

<sup>33</sup> OFS, Etude de la population du Waaghof, prison de détention avant jugement (le 6.9.2006) et « Photographie de la population détenue à Champ-Dollon, le 31.08.2006 » en annexe 2.

<sup>34</sup> Communication du Chef de la police adjoint, du 2 mars 2007. A pareille date, il n'est pas possible d'obtenir le chiffre exact des arrestations effectuées en 2006.

Pour Genève, et en prenant l'indice 100 % pour 1997, la valeur obtenue en 2005 est de 148 %. Les condamnations pénales, toutes lois confondues (CP, LCR, LFStup, LFSEE) passent en effet de 3406 à 5032. En soi, cette forte augmentation des condamnations pénales n'aurait guère de sens si elle n'était pas comparée à la progression observée dans d'autres cantons, où par ailleurs il n'est pas à priori exclu que la délinquance soit fort semblable, dans son évolution, qu'à Genève.

Ce même indice donne des valeurs suivantes dans trois autres cantons (qui ne sont pas choisis au hasard, mais à cause de leurs similitudes avec Genève).

Tessin	120 % (2'580, puis 3'333 condamnations)
Bâle-Ville	123 % (3'311, puis 4'082 condamnations)
Zürich	122 % (11'445, puis 14'000 condamnations) <sup>35</sup>

Demeurent évidemment réservées les politiques pénales qui peuvent évoluer, au gré des options prises par les magistrats chargés du contentieux pénal.

10. Il est à relever également que le poids des condamnations sans sursis doit avoir de lourdes conséquences sur la prolongation du séjour moyen à Champ-Dollon, car il s'agit de condamnations de moyenne durée (moins de dix-huit mois, art. 41 aCP), dont le nombre augmente considérablement à Genève entre 2000 (769 condamnations) et 2005 (1447 condamnations)<sup>36</sup>, et qui sont certainement en grande partie purgées à Champ-Dollon<sup>37</sup>.
11. Si les durées de détention avant jugement ont partout été prolongées, notamment par la généralisation d'un double degré de juridiction, on rappellera tout de même qu'en 1969, la durée moyenne de détention avant jugement pour les personnes condamnées par les Cours correctionnelle et d'Assises à Genève était de 118 jours<sup>38</sup>.  
Selon les données fournies par le Procureur général, la durée moyenne de détention avant jugement pour les condamnés définitifs par la Chambre pénale de la Cour de justice est de 220 jours pour 2005, comprenant les recours sur décision du Tribunal de police. A noter que la moyenne donnée dans ce même document pour 2006 (102 jours), commentée comme témoignant d'une réduction de cette durée, ne porte pas sur la totalité des condamnés durant l'année 2006, et ne peut, amputée des données de plusieurs mois, porter témoignage d'une réduction de la durée de détention avant jugement<sup>39</sup>.

<sup>35</sup> Tableaux T 19.3.2.2.2 de l'OFS, et graphiques intitulés « GE/BS Verurteilungen nach Gesetz, seit 1984 », annexes 7 et 8.

<sup>36</sup> Tableau OFS T 19 3.3.3.3.1.

<sup>37</sup> Graphique OFS « GE : Umbed. FHS nach Strafdauern, seit 1984 » (Condamnations prononcées sans sursis selon la durée de la peine, dès 1984, annexe 9).

<sup>38</sup> C.-N. Robert : op. cit. n. 18, p. 111.

<sup>39</sup> La « Position du Pouvoir judiciaire » est datée du 8 novembre 2006. Ces relevés statistiques sur 2006 ne peuvent être que partiels, car arrêtés au 9 octobre 2006 (cf. p. 6 et 11, et commentaire du tableau 7 dudit document).

12. C'est finalement l'évolution du nombre moyen de détenus à Champ-Dollon par année<sup>40</sup> comparée à l'évolution du nombre d'entrées qui détermine, de façon valable et préalablement, que c'est la durée de détention exécutée à Champ-Dollon qui croît de façon déterminante, dès 2002 (juillet 2002), car le nombre d'entrées à Champ-Dollon est relativement stationnaire pour la période 2000-2006, avec un pic en 2002 :

Entrées à Champ-Dollon		Nombre moyen de détenus à Champ-Dollon
2000	2467	326
2001	2467	322
2002	2843	350
2003	2551	343
2004	2492	416 (avec la Croisée)
2005	2453	437
2006	2391 <sup>41</sup>	472

## II. Méthode

Dans le cadre des accords qui ont été passés entre les différents partenaires de cette analyse, et compte tenu de l'importance décisive qu'a sur le surpeuplement carcéral à Champ-Dollon, la fréquence et la durée de détention avant jugement, nous avons opté pour cinq objectifs qui sont les suivants :

- **Photographie de la population à Champ-Dollon, le 31 août 2006**

**Photographie de la population de Champ-Dollon au 31 août 2006 (493 détenus), établie sur la base d'un questionnaire reproduisant certaines données enregistrées au greffe de la prison (annexe 2)<sup>42</sup>. Une base de données informatisée a été établie avec les informations ainsi recueillies.**

<sup>40</sup> Voir annexe 10, extraite du « Rapport d'activités de Champ-Dollon », 2005, p. 5, et annexe 11, Evolution du nombre moyen de détenus, extrait du « Rapport de gestion du Département de Justice et police », 2005, p. 219, complété par une communication de la Direction de la prison de Champ-Dollon, le 2 mars 2007.

<sup>41</sup> Documentation statistique communiquée par la Direction de Champ-Dollon, le 5 mars 2007 (voir annexe 1).

<sup>42</sup> Le questionnaire utilisé est en annexe 12. Il a été anonymisé. Cette description de la population de Champ-Dollon le 31.08.2006 a été établie par A. Sigrist que nous remercions pour sa précieuse collaboration.

- **Cohorte des arrestations du 1<sup>er</sup> au 31 janvier 2007**

**Une cohorte de personnes faisant l'objet d'un mandat d'arrêt, du 1<sup>er</sup> au 31 janvier 2007 a été suivie durant deux semaines. Les informations relevées sont extraites des procès-verbaux d'audition pris à la police, devant l'officier de police, puis devant le juge d'instruction (191 personnes). Les données à relever et répertoriées sur un questionnaire (par personne prévenue)<sup>43</sup> ont été choisies à la suite d'un test fait sur une quinzaine de personnes arrêtées en 2006.**

Il s'agit de personnes arrêtées. Certaines d'entre elles seront maintenues en détention avant jugement, suite à des décisions prises par quatre juges d'instruction différents, durant leur permanence d'une semaine.

- **La Chambre d'accusation**

**Une observation a été conduite durant trois audiences de la Chambre d'accusation, présidée successivement par deux juges différents, ce qui nous a permis d'assister à la comparution de quarante-huit prévenus (aux dates suivantes : 6, 9 et 13 janvier 2007).**

- **Détention avant jugement de plus de douze mois (au 7 février 2007)**

**Les détentions avant jugement de plus de douze mois ont été recensées les 7 et 8 février 2007 et ces prévenus ont fait l'objet d'un entretien, basé sur un questionnaire, axé sur l'instruction (fréquence des audiences) et sur le contrôle de la durée de la détention par la Chambre d'accusation (annexe 14).**

Seize hommes et deux femmes ont été interrogés ; les informations recueillies ont été traitées manuellement.

Les détentions de plus de douze mois, touchant des condamnés récents, ont également fait l'objet d'un entretien. Il s'agit de huit détenus, interrogés sur la base du questionnaire utilisé pour les détenus en détention avant jugement depuis plus de 12 mois.

- **Comparaisons Bâle-Ville / Genève**

**En étroite collaboration avec l'OFS, nous avons décidé, dès le début du présent mandat, de soumettre les chiffres genevois à une comparaison raisonnable. Le canton de Bâle-Ville a été choisi d'un commun accord et**

---

<sup>43</sup> Voir annexe 13. Nous remercions M. le Président de la Juridiction d'instruction Stéphane Esposito qui a bien voulu nous transmettre les documents judiciaires des personnes arrêtées pendant un mois et c'est sous sa direction que le Greffe de cette Juridiction a pris la peine d'anonymiser ces documents, suivant en cela les conditions de transmission posées par M. le Procureur général.

**c'est aux statistiques pénales de ce canton que nous avons rapporté les données de Genève, en tenant évidemment compte de la population résidente respective de ces deux entités. Forte urbanité, canton frontrière, concentration d'activités tertiaires nous ont paru justifier ce choix<sup>44</sup>.**

## **1. Photographie de la population à Champ-Dollon, le 31 août 2006**

Préalablement à quelques conclusions que permet la photographie des détenus présents dans le registre d'écrus de Champ-Dollon au 31 août 2006, il faut souligner le fait que ce descriptif est purement statique et qu'il ne peut que rendre compte des différentes populations présentes au moment de l'enquête, et non décrire des flux d'entrées et de sorties dans ledit établissement.

Nous rappellerons d'abord que ne peuvent être à Champ-Dollon, à pareille date, que des inculpés en détention avant jugement ou des condamnés sans sursis.

1.1 On note tout d'abord une forte proportion de condamnés (35 %) à propos desquels il est difficile de tirer des conclusions définitives puisque, à la date de l'enquête, le greffe de Champ-Dollon ne possédait pas de renseignements précis sur soixante-neuf condamnés pouvant se trouver dans des situations variables (rappelées dans l'annexe 2, chapitre 1, point 4, p. 2). Il demeure qu'avec 40 % de détenus ayant fait l'objet d'un jugement ou d'une ordonnance de condamnation, on peut s'interroger sur la légitimité de leur présence persistante à Champ-Dollon.

Pour la population de condamnés en exécution de peine (recours échu, ou pas de recours déposé), soit 88 personnes pour lesquelles nous avons toutes les indications nécessaires, il y a trente et un condamnés avec des soldes de peines, au moment de la condamnation, de plus de trois mois, et qui sont, théoriquement, en attente de placement pour exécution dans un établissement pénitentiaire concordataire, hors du canton de Genève.

Sans recherche complémentaire sur la population de détenus condamnés, il ne nous est pas possible d'en dire plus à ce sujet. Il serait toutefois intéressant d'affiner le statut de cette population importante de détenus, d'autant que le greffe de Champ-Dollon a, depuis notre enquête, perfectionné son système d'informations à ce sujet. D'ailleurs, à la date du 7 février 2007, le « carnet des détenus » mentionne 128 détenus dépendants juridiquement du Parquet et 95 détenus dépendants du Service de l'application des peines (SAPEM), ceci sur 438 détenus au total ; ainsi seul 49 % des détenus à Champ-Dollon sont encore dépendants d'une instruction en cours, donc strictement en détention avant jugement.

---

<sup>44</sup> Une étroite et fructueuse collaboration s'est établie avec M. Daniel Fink, Chef de la Section Criminalité et Droit pénal à l'OFS, et avec ses collaborateurs que nous remercions vivement.

## 1.2 Age

Sans surprise, nous constatons que la population de Champ-Dollon est relativement jeune, composée pour moitié, par des détenus ayant entre 18-29 ans. Cette observation corrobore les observations habituelles faites sur des populations délinquantes détenues.

Avec surprise nous notons encore la présence de deux mineurs, malgré la décision prise en mai 2006 par le Président du Département des Institutions de ne plus admettre de personnes de moins de 18 ans à Champ-Dollon.

## 1.3 Nationalité

Les étrangers constituent le 90 % de la population de Champ-Dollon, avec deux contingents importants : les Africains (20 %) et les personnes originaires des Balkans (30%).

## 1.4 Domicile

Sur l'ensemble des détenus étrangers, plus de 50 % sont sans domicile connu des services officiels du canton (Office cantonal de la population) à qui des vérifications ont été demandées, certaines informations à ce sujet ne figurant pas sur les dossiers au greffe de Champ-Dollon. A quoi il faut ajouter les étrangers sans autorisation de séjour, mais ayant indiqué une adresse en Suisse (25 %). Après contrôle, 92 détenus sont sans autorisation de séjour en Suisse, mais ont tout de même fourni une adresse à Genève (67) ou dans un autre canton (25).

Une faible proportion de détenus étrangers avait engagé une procédure d'asile (procédure en cours, ayant abouti ou ayant échoué).

## 1.5 Type de délinquance

L'analyse, à ce titre, n'a porté que sur les détenus non encore jugés (294), et il ne s'agit que du type de délinquance en général, les infractions pertinentes aux inculpations ne figurant pas en détail sur les dossiers du greffe de Champ-Dollon.

Une proportion importante de détenus est inculpée exclusivement sur la base de la commission d'infractions au CP (45 %), suivie par celle des auteurs d'infractions à la LFStup (34 %). Par comparaison avec la structure de la criminalité en Suisse, réprimée par des peines sans sursis, l'OFS nous permet de déterminer que 45 % de ces peines sont prononcées pour infractions au CP, mais seulement 15 % le sont pour les condamnations à la LFStup. Genève se singularise donc fortement quant à la proportion de détenus poursuivis pour infractions à LFStup<sup>45</sup>.

C'est évidemment les infractions contre le patrimoine qui viennent en tête parmi les infractions commises en violation des dispositions du CP (44 %) avec une prédominance net pour le vol (art. 139 CP). Les infractions patrimoniales, que l'on

<sup>45</sup> OFS, Condamnations selon la sanction principale en 2005, tableaux T 10.3.3.3.2, 3, 4 et 5.



pourrait considérer comme complexes, ne représentent que 9 % de la part des infractions poursuivies au titre d'une infraction au CP.

## 1.6 Types de condamnations

L'ordonnance de condamnation, dont les conditions sont précisées à l'art. 218 CPPGE, et qui ne peut pas prononcer une peine supérieure à six mois, est très utilisée (économie et célérité de procédure). C'est le titre de condamnation de 55 % des condamnés présents à Champ-Dollon au 31 août 2006.

La moyenne des peines prononcées et en cours d'exécution (partielle ou totale) à Champ-Dollon est de 534 jours, soit environ dix-huit mois. La médiane se place à 122 jours, ce qui signifie qu'après quatre mois environ, la moitié des condamnés a purgé sa peine ou est « élargi ». 20 condamnés à plus d'une année ayant un solde de peine supérieur à une année étaient en attente de transfert dans un établissement pénitentiaire. Pour ceux-ci, les informations sont suffisamment précises pour que l'on puisse attester, qu'en moyenne, ils ont déjà attendu quatre mois (118 jours, au 31 août 2006) pour leur transfert en établissement pénitentiaire (la médiane de cette valeur est à 63 jours).

Au 31 août 2006, un seul détenu purgeait une peine de 66 jours à Champ-Dollon, à la suite d'une conversion d'amende. 15 détenus, dont 13 d'entre eux condamnés par Genève, sont à Champ-Dollon au titre d'une mesure d'internement (art. 43 ch. 1 al. 2 aCP).

## 1.7 Durée de la détention avant jugement dans la population de détenus à Champ-Dollon au 31 août 2006

A pareille date, 280 détenus non encore jugés sont présents en moyenne depuis 141 jours, soit environs 4 mois et deux semaines. Cette population, qui représente un stock à un moment précis permet de déterminer la répartition de cette population selon la durée de détention passée.

On utilise pour ce faire la présentation en quartiles représentant les trois valeurs qui partagent une population en quatre sous-populations de même taille. Autrement dit, la valeur du premier quartile regroupe 25 % de la population concernée, le deuxième quartile (médiane, définie à la note 26 supra) le 50 % de cette population, le troisième quartile, le 75 % de cette population ( voir annexe 15).

Les valeurs de ces trois quartiles sont les suivantes :

1 <sup>er</sup>	28 jours	(25 % des détentions achevées)
2 <sup>ème</sup>	90 jours	(50 % des détentions achevées)
3 <sup>ème</sup>	189 jours	(75 % des détentions achevées).

Ces valeurs, élevées, ne doivent pas être confondues avec celles que présente le document intitulé « Position du Pouvoir judiciaire » (p. 6) qui présente des quartiles avec des valeurs comprises entre 2 et 22 jours. Cette présentation n'est

statistiquement pas comparable avec les valeurs obtenues au 31 août 2006, car les quartiles oscillant entre 2 et 22 jours sont établis sur la base d'une population déterminée par 12 mois seulement. La référence de ces quartiles est explicitement le « nombre d'entrées » à Champ-Dollon durant une année civile. C'est ce qui permet de présenter de façon réductrice les durées moyennes de détentions avant jugement, et cette présentation ne peut rendre compte que d'une évolution des durées moyennes de détention par année, sur cinq ans, pour un stock de détenus entrés à Champ-Dollon pendant une année, et non établir les durées moyennes de détention avant jugement.

Telle est d'ailleurs la seule conclusion à tirer d'une telle présentation : les quartiles restent approximativement stables durant les cinq dernières années et rendent compte d'une très légère augmentation des durées de détention avant jugement.

En revanche, il est inexact de prétendre que « pour 50 % de la population concernée (1200 à 1250 détenus à titre préventif) la durée n'excède pas 5 jours »<sup>46</sup>.

Il faut évidemment corriger cette interprétation qui ne prend en compte qu'une partie de la population concernée et affirmer en revanche que pour 50 % de la population concernée (détenus avant jugement), la durée n'excède pas 90 jours.

Ce qui change évidemment considérablement les conclusions que l'on doit tirer sur les durées de détention avant jugement à Genève (ce que démontrent clairement les annexes 15-17).

En prenant un ensemble également limité par le flux d'une année de condamnations pénales, l'OFS nous permet de chiffrer les moyennes de durée de détention avant jugement pour les condamnés genevois en 2004. Les condamnés sans sursis (973) font en moyenne 48 jours de détention avant jugement. Les condamnés avec sursis (1496) font en moyenne 18 jours de détention avant jugement. Pour cette même population, voici les résultats :

---

<sup>46</sup> Détention préventive à Genève. Position du Pouvoir judiciaire, à l'attention de la Commission des visiteurs du Grand Conseil, Genève, dactyl., le 8 novembre 2006, p. 6 in fine.

Durée de la détention avant jugement (en jours) à Genève (2004) pour les futurs condamnés à une peine ferme, ou avec sursis (pourcentages cumulés)<sup>47</sup>.

	Condamnés avec sursis (N=1496)	Condamnés sans sursis (N=973)
10 jours	10 %	76 %
30 jours	53 %	80 %
90 jours	74 %	86 %

Toujours sur la base des enregistrements des durées de détention avant jugement rapportées aux durées de peines prononcées par les tribunaux genevois, l'OFS obtient une moyenne de durée de détention avant jugement qui oscille, de 1984 à 2005, entre 25 et 51 jours ; les trois dernières années enregistrées, soit 2003, 2004 et 2005, indiquent une progression de 25 à 33 jours. Et pour cet ensemble limité aux jugements rendus en 12 mois, la médiane pour la même période oscille entre 11 et 3 jours, les dernières valeurs enregistrées pour 2005 étant de 2 jours pour les sursitaires, et de 5 jours pour les condamnés fermes. Ces valeurs ont une certaine congruence avec l'affirmation citée plus haut et mentionnant 4 jours pour le deuxième quartile (médiane) à Genève, s'agissant de deux ensembles bornés tous deux chronologiquement par une année civile<sup>48</sup>.

### 1.8 Condamnés détenus à Champ-Dollon

Cette population fait l'objet de descriptions détaillées dans le document « Photographie de Champ-Dollon, le 31 août 2006 ». Nous y renvoyons le lecteur.

Nous nous limitons à faire une observation qui tient au poids des journées de détention à Champ-Dollon, à mettre au compte de personnes déjà condamnées (jugements non exécutoires ou/et recours, ou en attente de transfert en pénitencier) et de personnes qui ne feront pas l'objet d'une condamnation (classement, non lieu) malgré des durées de détention subies.

Pour 2005, 2'364 condamnés ont cumulé environ 80'000 journées de détention, et Champ-Dollon comptabilise 160'000 journées pour cette même année. On peut donc estimer que la détention avant jugement n'occupe que le 50 % des journées de Champ-Dollon. Cette proportion s'explique, en partie, par les différents types de condamnés qui restent à Champ-Dollon, après leur jugement (cf. document cité ci-dessus, p. 2). Notre enquête démontre qu'à la date du 31 août 2006, 31 condamnés avec des soldes de peines de plus de trois mois étaient encore à Champ-Dollon, et 20 condamnés avec un solde de peines de plus de douze mois. Les délais d'attente aux fins de transfert en pénitencier dépendent des disponibilités de ces établissements pour lesquels existent des listes d'attente de six à douze mois. A cet égard, le projet de construction de la Brenaz jouxtant Champ-Dollon, devrait apporter une solution pour la mise en route plus rapide de

<sup>47</sup> Données fournies par l'OFS, puis traitées sur la base de fichiers excel.

<sup>48</sup> OFS, tableaux comparatifs GE/BS, état de la banque de données au 30/8/2005 (annexe 19).

plans d'exécution de peines pour 68 condamnés et libérer des places à Champ-Dollon.

Suite à nos entretiens avec la direction de Champ-Dollon, nous avons consulté, au 7 février 2007 le « carnet des détenus ». Le décompte total indique que 148 détenus sont sous l'autorité du Parquet, sans qu'il soit possible de savoir s'ils sont en attente de jugement (réquisitions en cours de rédaction, stock en attente au greffe de la Chambre d'accusation pour l'ordonnance de renvoi, attente en vue de l'appointement de l'audience de jugement) condamnés ayant recouru, ou condamnés dont l'avis définitif exécutoire n'a pas encore été transmis au SAPEM. Ce même document mentionne que 95 condamnés dépendent du SAPEM, pour lesquels ce service a reçu un avis définitif.

A la date 1<sup>er</sup> février 2007, l'Office pénitentiaire indique que 61 détenus condamnés sont à Champ-Dollon soumis à l'autorité du SAPEM.

Cette situation où sont détenus dans le même complexe cellulaire des prévenus et des condamnés n'est pas favorable aux conditions de vie de personnes soumises à de régimes juridiques différents. Nous soulignons deux conséquences préjudiciables principalement à la détention en de tels lieux des condamnés. Ceux-ci devraient bénéficier de conditions de détention d'une exécution de peine, que ne peut pas leur offrir un établissement de détention avant jugement.

D'autre part, les condamnés qui, en détention avant jugement dans ce même établissement, ont pu bénéficier d'avantages octroyés par un juge d'instruction pendant leur détention avant jugement, peuvent être subitement soumis, dès leur condamnation à un régime plus strict car dépendant alors du Parquet. Ces régressions de régime provoquent des mécontentements compréhensibles, auxquels la direction de Champ-Dollon n'est pas à même de parer.

## **2. Cohorte des arrestations du 1<sup>er</sup> au 31 janvier 2007**

2.1 L'étude de la cohorte a porté sur les quinze premiers jours d'une procédure pénale. Le nombre de dossiers étudiés est de 191. Chaque dossier (et donc dans les données qui suivent, chaque unité) correspond à une personne arrêtée. Il s'agit de toutes les personnes arrêtées entre le 1<sup>er</sup> et le 31 janvier 2007 qui ont été mises à disposition du juge d'instruction par un officier de police judiciaire. Le graphique (cf. annexe 21) représentant la détention avant jugement montre une forte baisse au 7<sup>ème</sup> ou 8<sup>ème</sup> jour : il était dès lors important d'analyser cette période entre l'arrestation et le 7<sup>ème</sup> ou 8<sup>ème</sup> jour de détention. Pour des raisons de compréhension et d'analyse, nous avons décidé d'étendre cette période aux quinze jours suivant l'arrestation, des actes judiciaires pouvant s'effectuer dans ce laps de temps.

Pour cette analyse, nous avons procédé par formulaires pré-remplis (cf. Annexe 13) qui nous ont permis de voir l'évolution de la procédure d'une personne durant les quinze premiers jours et d'en tirer des conclusions. Notons dès à présent que des informations nous manquent concernant certains dossiers ; nous le mentionnerons.

Nous allons en premier lieu présenter les données telles qu'elles ressortent à la première lecture des dossiers (dans l'ordre des rubriques desdits dossiers). Puis nous croiserons les données pour en tirer, en dernier lieu, quelques conclusions.

## Lecture des dossiers

### 2.2 Informations générales sur les personnes arrêtées :

Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et le 31 janvier 2007, 191 personnes sont passées devant un juge d'instruction dans le canton de Genève, dont 22 femmes et 4 mineurs.

Parmi ces personnes, 32 personnes sont de nationalité suisse (dont 31 habitent à Genève ou en Suisse et 1 en France). Sur les 159 étrangers, 35 sont issus de l'Union européenne, 122 ne le sont pas et dans 2 cas nous ne connaissons pas leur nationalité. Concernant les étrangers, les autorisations de séjourner en Suisse (permis) se décomposent comme suit :

#### *Domicile et statut juridique :*

	D=CH/Genève	D=étranger	D=SDC	D=Pas d'indication
17 permis N <sup>*</sup>	12		4	1
6 « en attente de renvoi »	2		4	
1 permis G <sup>*</sup>		1		
4 permis L <sup>*</sup>	4			
7 permis B <sup>*</sup>	6		1	
28 permis C <sup>*</sup>	23	1	4	
89 « sans permis » (dont 13 issus de l'Union Européenne)	12	22	53	2
7 « sans indication »	1	6		

Le lieu de domicile des différents cas présentés (nationaux et étrangers) se découpe comme suit : 77 sont domiciliés à Genève (canton), 14 en Suisse (autre canton que Genève), 31 à l'étranger (dont 16 en France), 66 sont sans domicile connu et 3 pour lesquels nous n'avons pas d'indication.

<sup>\*</sup> D = Domicile

**Permis B** : autorisation de séjour de longue durée, accordée sur présentation d'un formulaire individuel de demande attestant d'un engagement pour une durée supérieure à une année ou illimitée, ou sur justification d'un séjour sans activité lucrative et garantie de moyens d'existence (valable 5 ans).

**Permis C** : autorisation d'établissement sans limite de durée.

**Permis G** : autorisation pour frontalier.

**Permis L** : autorisation de séjour de courte durée (jusqu'à 364 jours), accordée sur présentation d'un formulaire individuel de demande attestant d'un engagement de moins d'une année, ou sur justification d'un séjour sans activité lucrative et garantie de moyens d'existence; cette autorisation peut être prolongée ou renouvelée sans obligation de quitter le pays.

**Permis N** : requérants d'asile en procédure.

**« en attente de renvoi »** : requérants d'asile déboutés en attente de renvoi.

Il est très intéressant de relever que parmi les 191 personnes arrêtées et passées devant le juge d'instruction en janvier 2007, seules 14 sont des requérants d'asile, soit 7 %. Dès lors le discours actuel stigmatisant cette catégorie de la population ne correspond pas aux observations faites.

Relevons aussi que parmi les personnes « sans-permis », environ 17 % sont des anciens requérants d'asile déboutés (attribués pour leur procédure ou leur renvoi dans un autre canton que celui de Genève) qui sont donc légalement « en attente de renvoi ». Cette catégorie doit dès lors s'ajouter aux 6 personnes « en attente de renvoi » attribuées à Genève. Au total il y a donc environ 10% de personnes (sur les 191 analysées) qui sont devenues illégales en Suisse parce que la politique d'asile les a refusés. Il s'agit pour la majeure partie d'entre elles de NEM (refus par une décision de non entrée en matière).

Enfin, 142 personnes sont sans emploi avoué et 118 personnes ont des antécédents pénaux (affaires jugées).

### 2.3 Informations générales sur les infractions :

Les infractions pour lesquelles les 191 personnes ont été arrêtées se décomposent comme suit (selon les articles du Code pénal suisse, la Loi sur les stupéfiants – LFStup –, la Loi sur la circulation routière – LCR - ou encore la Loi sur le séjour et l'établissement des étrangers - LFSEE) :

- Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle : Art. 111 (tentative), 1 cas ; Art. 123, 5 cas ; Art. 126, 4 cas et Art. 134, 2 cas ;
- Infractions contre le patrimoine : Art. 139, 68 cas ; Art. 138, 4 cas ; Art. 140, 6 cas ; Art. 144, 18 cas ; Art. 146, 10 cas ; Art. 147, 3 cas ; Art. 158, 1 cas ; 160, 6 cas et Art. 172ter, 2 cas ;
- Infractions contre l'honneur et contre le domaine secret et le domaine privé : Art. 177, 3 cas ;
- Crimes ou délits contre la liberté : Art. 180, 10 cas ; Art. 181, 2 cas et Art. 186, 21 cas ;
- Infractions contre l'intégrité sexuelle : Art. 187, 2 cas ; Art. 189, 2 cas et Art. 190, 1 cas ;
- Crimes ou délits contre la famille : Art. 219, 1 cas ; Art. 220, 1 cas ;
- Crimes ou délits créant un danger collectif : Art. 221, 2 cas ;
- Faux dans les titres : Art. 251, 6 cas ;
- Infractions contre l'autorité publique : Art. 285, 5 cas et Art. 286, 11 cas ;
- Infractions à la LFStup : Art 19 LFStup, 62 cas et Art. 19 A, 9 cas ;
- Infractions à la LCR : Art. 90, 7 cas ; Art. 91, 10 cas ; Art. 92, 4 cas ; Art. 95, 6 cas ; Art. 96, 1 cas et Art. 97, 1cas.

- Infractions à la LFSEE : Art. 23 : 36 cas (dont 8 seulement pour cette infraction).

(Les cas renvoient au nombre d'occurrences des infractions mentionnées. Les cas peuvent être cumulables pour un seul individu).

Enfin, il n'y a qu'une dizaine d'affaires qui peuvent être considérées comme objectivement complexes au vu du nombre de protagonistes.

#### 2.4 Stade de la procédure « OFPOL »

L'officier de police reçoit les personnes arrêtées le jour de leur arrestation ou le lendemain. Après interrogatoire, par mandat d'amener, elles sont conduites devant le juge d'instruction soit le jour même soit le lendemain. En attente, elles sont placées aux « violons » (VPJ).

Devant l'officier de police, une seule demande d'avocat a été faite, sur 191 cas. L'officier de police est pourtant dans l'obligation de demander à chaque personne arrêtée si elle désire un avocat. La réponse négative, quasi systématiquement cochée, laisse planer des doutes sérieux sur la façon dont est posée cette question, voire sur la façon dont est rempli le questionnaire d'interrogatoire.

#### 2.5 Stade de l'audition par le juge d'instruction

Dans la grande majorité des cas présentés, durant les 15 premiers jours qui suivent l'arrestation, le juge d'instruction ne fait qu'une audition de la personne. Dans seulement 27 cas, il y a eu une seconde audition. La durée moyenne des auditions par un juge d'instruction est de 15 minutes.

Il n'y a eu, au vu des informations que nous possédons, qu'un seul avocat présent lors de la première audition par le juge d'instruction. Dans 50 cas, le prévenu en demande cependant un, qui interviendra après inculpation.

Après la première audition du juge d'instruction, 70 personnes ont été relaxées. Parmi celles-ci, 19 ont reçu une ordonnance de condamnation dans les quinze jours. 11 personnes la recevront peu après ce délai. Pour les autres, la relaxe est prononcée sans ordonnance de condamnation, celles-ci pouvant ne pas faire ultérieurement l'objet d'une ordonnance de condamnation.

89 ordonnances de condamnation ont été prononcées par le juge d'instruction, soit à la suite d'une relaxe, soit à la suite d'une mise en détention avant jugement ; mais dans la grande majorité des cas, avant le 8<sup>ème</sup> jour et le passage obligé devant la Chambre d'Accusation.

Enfin, dans les 15 jours analysés, la « communication au Parquet » a été effectuée par le juge d'instruction dans 14 cas seulement.

La mise en détention avant jugement n'est que peu motivée par le juge d'instruction. Les mentions se réduisent en effet aux conditions légales : besoin de l'instruction, risque de réitération, risque de fuite, gravité de l'infraction, charges suffisantes ou risque de collusion. Il n'est donc pas possible de comprendre les raisons précises qui amènent les juges d'instruction à prononcer cette détention.

D'autant plus que, hormis la gravité de l'infraction (peu utilisée et seulement dans des cas graves objectivement) les autres conditions sont évoquées conjointement (généralement trois ou quatre conditions) de façon relativement constante et indistinctement.

## 2.6 Passage devant la Chambre d'Accusation

31 cas ont été présentés à la Chambre d'Accusation et ont vu leur détention prolongée par cette dernière. Pour ce faire, la Chambre d'Accusation ne motive que faiblement ses décisions en mentionnant simplement « la Chambre d'Accusation faisant sienne les motifs invoqués par le juge d'instruction ... ».

## 2.7 ADN :

Sur 191 cas, et en application de la Loi fédérale sur l'utilisation de profils d'ADN dans les procédures pénales et sur l'identification de personnes inconnues ou disparues datant du 20 juin 2003 (Loi sur les profils d'ADN), 182 personnes ont eu un prélèvement d'ADN. Il semble difficile d'admettre qu'un tel prélèvement soit nécessaire dans un si grand nombre de cas<sup>49</sup>. Les 9 cas qui n'ont pas eu un tel prélèvement sont des cas liés à la LCR et à la LFStup (respectivement 7 et 2).

## Analyses des différentes données et approfondissement

### 2.8 OFPOL

L'une des questions étant : « Souhaitez-vous obtenir la visite de votre avocat ou d'un avocat désigné et de conférer librement avec lui ? », nous avons constaté de façon étrange que la réponse cochée est systématiquement « non ». Nous ignorons les conditions dans lesquelles se déroulent cette partie de l'interrogatoire.

### 2.9 Juge d'instruction et auditions

Le nombre d'auditions faites en absence d'avocat est très important, ce qui nous semble anormal.

Par ailleurs, tout comme nous le verrons au sujet de la prolongation de la détention avant jugement par la Chambre d'Accusation, la motivation faite par le juge d'instruction pour la mise en détention n'est que très peu motivée. Nous lisons simplement : « charges suffisantes » ; « besoins de l'instruction qui ne fait que commencer » ; « risque de fuite étant sans attache avec la Suisse » ; « risque de collusion vu qu'['il] n'a pas agi seul » ; ou « gravité concrète de l'infraction » (les passages soulignés sont peu utilisés et de façon peu cohérente).

<sup>49</sup> S. Rohmer : Les enquêtes de grande envergure dans le cadre de la nouvelle Loi fédérale sur les profils d'ADN : une proportionnalité douteuse, RPS 2006, vol. 124, p. 96-130.



## 2.10 Juge d'instruction et ordonnance de condamnation

Sur 89 ordonnances de condamnation, 2 l'ont été après le passage devant la Chambre d'Accusation (cf. *supra*). Par ailleurs, 24 d'entre-elles l'ont été après une relaxe de la part du juge d'instruction. Pour la plupart (hormis 6 pour lesquelles nous ne savons pas ce qu'il en est), une peine de jours-amende, avec ou sans sursis, a été prononcée.

Ces différents chiffres montrent que le juge d'instruction a rendu envers 65 personnes un mandat d'arrêt alors même qu'ils ont délivré contre ces mêmes personnes une ordonnance de condamnation quelques jours plus tard.

Parmi ces 65 ordonnances de condamnation, 23 énoncent des peines de jours-amende. Sur ces 23 personnes, 14 ont un emploi, un permis suisse, ou une adresse connue dans l'Union Européenne.

Pour ce qui est des 42 autres ordonnances de condamnation prononçant une peine d'emprisonnement, celle-ci va de 10 jours à 6 mois.

Pour ce qui est du lien entre le juge d'instruction et la Chambre d'accusation nous renvoyons le lecteur aux développements qui suivent.

## 2.11 Chambre d'Accusation et prolongation de détention :

Concernant les 31 personnes passées devant la Chambre d'Accusation, toutes ont vu leur détention prolongée.

Selon le Code de procédure pénale, les personnes placées en détention par le juge d'instruction doivent, dans les 8 jours après leur arrestation, passer devant la Chambre d'Accusation pour prolonger cette détention.

Le passage devant la Chambre d'Accusation s'est fait comme suit (à partir du jour d'arrestation – qui peut être la veille du passage devant le juge d'instruction) : pour 15 personnes avant (ou le) 6<sup>ème</sup> jour ; pour 9 entre le 7<sup>ème</sup> et le 8<sup>ème</sup> jour et pour 6, le 9<sup>ème</sup> jour.

La première observation qui ressort de ces chiffres est que le juge d'instruction n'utilise pas les 8 jours mis à sa disposition par la procédure pénale.

La motivation de la Chambre d'Accusation dans la prolongation de la détention est, comme nous le mentionnions, quasi inexistante. Autrement dit, le juge d'instruction semble d'emblée convaincu qu'il lui faudra plus de temps que les huit jours du mandat d'arrêt initial pour mener l'instruction (cf. *infra* n° 3). Dès lors le juge d'instruction et la Chambre d'Accusation restent frileux dans le rôle qu'ils ont à jouer.

La seconde observation concerne les personnes qui passent devant la Chambre d'Accusation le 9<sup>ème</sup> jour. Il est étonnant de s'apercevoir, alors même que cette personne est *de jure* en détention illégale, que ni le juge d'instruction, ni la Chambre d'Accusation, ni les avocats (des dossiers que nous avons analysés) ne relèvent ce fait et que la procédure continue normalement.

Dans la plupart des cas menés jusqu'à la Chambre d'Accusation certains dossiers sont très incertains ou non complexes. Ces dossiers se décomposent comme suit :

- Art. 186, 139, 144, 160 CP (avec peu d'antécédents pénaux - inférieurs à 3) ;
- Art. 19 LFStup (quelques grammes d'héroïne) et 23 LFSEE (sans antécédents pénaux)
- Art. 146, 147, 251, 285 CP (avec peu d'antécédents pénaux - inférieurs à 3) ;
- Art. 19 LFStup (relative complexité apparente) ;
- Art. 140 CP (avec des antécédents pénaux - supérieurs ou égal à 3) ;
- Art. 19 LFStup, 139 CP (avec peu d'antécédents pénaux) ;
- Art. 220 CP ;
- Art. 19 LFStup (avec peu d'antécédents pénaux - inférieurs à 3) ;
- Art. 19 LFStup (1,5 kg de cocaïne) (sans antécédents pénaux) ;
- Art. 19 LFStup (1,5 kg de cocaïne) (sans antécédents pénaux) ;
- Art. 139 CP (sans antécédents pénaux) ;
- Art. 139 CP (sans antécédents pénaux) ;
- Art. 139 CP (sans antécédents pénaux) ;
- Art. 139 CP (sans antécédents pénaux) ;
- Art. 180, 181 CP (antécédents pénaux) ;
- Art. 190 CP ;
- Art. 187CP ;
- Art. 146 CP (sans antécédents pénaux) ;
- Art. 139, 144, 186 CP, 19a Lstup (avec peu d'antécédents pénaux) ;
- Art. 139 CP, 23 LFSEE (sans antécédents pénaux) ;
- Art. 139 CP (sans antécédents pénaux) ;
- Art. 139 CP, 23 LFSEE (antécédents pénaux) ;
- Art. 19 LFStup, 23 LFSEE (antécédents pénaux) ;
- Art. 19 LFStup, 23 LFSEE (antécédents pénaux) ;
- Art. 186, 144, 139 CP (avec peu d'antécédents pénaux - inférieurs à 3) ;
- Art. 186, 144, 139 CP (avec peu d'antécédents pénaux - inférieurs à 3) ;
- Art. 186, 144, 139 CP (avec peu d'antécédents pénaux - inférieurs à 3) ;
- Art. 286 CP, 19 LFStup (30 g. de haschich) (avec des antécédents pénaux – 3 et plus) ;
- Art. 19 LFStup (15 g. de cocaïne) (antécédents pénaux) ;
- Art. 111 CP (tentative) (avec peu d'antécédents pénaux - inférieurs à 3) ;
- Art. 186, 144, 139 CP (avec peu d'antécédents pénaux - inférieurs à 3) ;

Il serait intéressant de connaître la suite de la procédure pénale, après le passage devant la Chambre d'Accusation : ordonnance de condamnation par le juge d'instruction, communication au Parquet. Notons à ce propos que 2 personnes ont fait l'objet, après le passage devant la Chambre d'Accusation d'une ordonnance de condamnation, par le juge d'instruction: une dont la peine a été l'emprisonnement et une dont la peine a été des jours-amende.

Lors de l'audience de la Chambre d'Accusation, nous remarquons que les avocats ont tendance à « s'en rapporter à justice » (cf. *infra* 3. La Chambre d'accusation). Ce qui est quelque peu étonnant. Nous pensons que ceci est notamment dû au fait qu'ils ne prennent connaissance que tardivement et très superficiellement (« pièces essentielles », selon la jurisprudence constante de la Chambre d'Accusation) des dossiers. Or si les avocats étaient attribués dès la première heure d'interrogatoire par l'officier de police, ces premiers connaîtraient les cas des personnes dès avant leur passage devant la Chambre d'Accusation.

## 2.12 Art. 286 CP

Nous nous étonnons de la fréquence d'utilisation de cet article (16 cas) ainsi que des circonstances qui ont provoqué son évocation. Dans certains cas, cette qualification ne semble pas justifiée, ni les infractions constituées, à l'image de cette personne se cachant sous une voiture pour ne pas être repérée par la police mais ayant obtempéré une fois aperçue.

## 2.13 LFSEE

Nous nous étonnons que des personnes soient mises en détention pour le seul fait de contrevenir à l'article 23 LFSEE. Nous avons effectivement dénombré pas moins de 8 cas pour lesquels une détention avant jugement a été prononcée pour cette seule infraction. Or, si le but d'une telle détention est la notification de l'ordonnance de condamnation en mains propres, celle-ci peut se faire par l'intermédiaire d'un avocat constitué.

## 2.14 Lien emploi / Infraction

Au vu du pourcentage élevé de personnes « sans emploi » parmi les personnes arrêtées, il est certain qu'une corrélation peut être postulée entre délinquance et « sans emploi ». Il est impossible d'analyser, ici, en profondeur ce rapport, mais favoriser les autorisations d'emploi permettrait certainement une baisse de la délinquance, quel que soit le statut de ces personnes en Suisse.

Comme nous l'avons mentionné (cf. point 2.2), environ 10 % des personnes sont des requérants d'asile en attente de renvoi vers leur pays, dont la majorité le sont suite à une décision de non-entrée en matière relative à leur demande d'asile. Il est évident que la situation dans laquelle sont placées ces personnes, qui touchent une aide minimale à Genève et pratiquement inexistante dans d'autres cantons, entraîne une délinquance de nécessité qui n'est due qu'aux dispositions légales s'appliquant à cette population.

## 2.15 Nationalité suisse et détention avant jugement

Enfin il est intéressant de comparer le pourcentage de mise en détention par permis d'établissement ou concernant les nationaux sur le total de chaque catégorie.

Parmi les nationaux :	13 %	font de la détention avant jugement	(n=32)
Parmi les permis N :	76 %	" " " " " "	(n=17)
Parmi les permis C « étranger » :	68 %	" " " " " "	(n=28) <sup>50</sup>

Le nombre d'individus des autres groupes étant très faible, les chiffres sont très peu significatifs. Nous donnons toutefois ces chiffres :

Parmi les permis L	25 %	font de la détention avant jugement	(n=4)
Parmi les permis G	0 %	" " " " " "	(n=1)
Parmi les permis B	17 %	" " " " " "	(n=7)
Parmi les « en attente de renvoi »	60 %	" " " " " "	(n=6)
Parmi les « sans permis »	90 %	" " " " " "	(n=89)

Au vu de ces données, il semble que le « risque de fuite » soit un des facteurs prépondérants pour la mise en détention avant jugement.

### 3. La Chambre d'accusation

Lors de trois audiences observées, nous avons pu assister aux débats concernant 48 cas individuels de prolongation du mandat d'arrêt. Dans 28 cas, il s'agissait de la première prolongation du mandat d'arrêt (art. 146 CPPGE). Les quarante-huit cas faisant l'objet d'une décision de la Chambre d'accusation se répartissent ainsi :

prolongation de moins d'un mois	1
prolongation d'un mois	8
prolongation de deux mois	16
prolongation de trois mois	20
liberté sous caution	3

On observe donc que dans trois cas sur quatre la prolongation est de deux, voire de trois mois, ce qui est le maximum (art. 35 al. 3 CPPGE), et renouvelable.

Nous avons observé le passage des inculpés devant cette juridiction et, durant une audience, chronométré le temps consacré à chaque cas. Si l'on excepte deux dossiers qui ont fait l'objet d'une délibération hors salle d'audience, les débats

<sup>50</sup> Nous constatons donc une grande inégalité de traitement concernant la détention avant jugement entre les nationaux et les étrangers. Nous nous étonnons à ce propos que la Suisse n'ait curieusement pas ratifié le Protocole 12 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, qui stipule en son article 1er :

1 *La jouissance de tout droit prévu par la loi doit être assurée, sans discrimination aucune, fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation.*

2 *Nul ne peut faire l'objet d'une discrimination de la part d'une autorité publique quelle qu'elle soit fondée notamment sur les motifs mentionnés au paragraphe 1.*

Dans son rapport sur la Suisse, publié en mars 2007, le Rapporteur Spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, Doudou Diène, fait d'ailleurs état d'une « dynamique raciste et xénophobe » en Suisse. (Document UN A/HRC/4/19).

devant la Chambre d'accusation ont duré en moyenne cinq minutes pour dix-sept dossiers pour lesquels l'inculpé était présent, voire assisté d'un avocat.

Lors de la prolongation du mandat pourtant, le CPPGE stipule que « la Chambre entend les parties et les conseils qui comparaissent » (art. 186 CPPGE).

« Cette disposition (...) prévoit que l'inculpé aura le droit d'être entendu »<sup>51</sup>. Ce qui n'est manifestement pas respecté.

Dans la mesure où nous avons pu le déterminer, à savoir pour trente et un détenus, dix-sept étaient assistés d'un avocat stagiaire<sup>52</sup>, huit d'un avocat de choix et six par l'avocat de permanence : dans vingt et un dossiers, l'avocat ne fait que s'en rapporter à justice, sans plaider. Quelques-uns tentent de plaider des délais de un, voire de deux mois, sans beaucoup de succès. La Chambre ne les suit généralement pas.

Nous avons été surpris par certaines prolongations du mandat d'arrêt pour trois mois, sollicitées par certains juges d'instruction, alors que les inculpés venaient d'être arrêtés. Autrement dit, le juge d'instruction semble d'emblée convaincu qu'il lui faudra plus de temps que les huit jours du mandat d'arrêt initial pour mener l'instruction. Il semble donc que dans ces cas, non rares (neuf cas sur vingt-huit premières prolongations), la volonté du législateur d'imposer d'abord un délai de huit jours à épuiser pour juger de la situation, ne soit pas respectée et que des « prolongations de confort » soient immédiatement sollicitées dans presque un cas sur trois. Ce qui est curieux, car on sait que ces demandes font suite à un premier interrogatoire du juge d'instruction, dont l'étendue est également très limitée dans le temps (cf. II. 2 Cohorte des arrestations du 1<sup>er</sup> au 31 janvier 2007).

Nous retrouvons une significative absence de certains inculpés qui refusent de se présenter devant la Chambre d'accusation, situation corroborée par les entretiens avec les détenus dont la durée de détention est supérieure à douze mois. Sur quarante-huit cas observés, onze inculpés ne se présentent pas (23 %) à l'audience, refusant le transport, les conditions d'attente<sup>53</sup> ou redoutent la comparution, la considérant comme inutile, vu les conditions dans lesquelles se passent les auditions des inculpés détenus.

Les décisions de la Chambre d'accusation marquent une nette préférence pour la prolongation maximum de trois mois (20 cas), puis de deux mois (16 cas), et d'un mois (8 cas).

Une seule décision détermine le délai en jours (15 jours), à la veille d'une audience de jugement déjà appointée pour cet inculpé.

<sup>51</sup> D. Poncet : le nouveau Code de procédure pénal genevois annoté, Georg, Genève, 1978, art. 186, p. 265.

<sup>52</sup> Le Tribunal fédéral a eu l'occasion de se pencher sur la défense d'un inculpé assisté d'un avocat stagiaire pour savoir si cette condition réalise celles qu'impose l'art. 6, §1 et 3 lit. c CEDH. Il l'a admise, mais la question méritait examen (ATF 126 I p. 194).

<sup>53</sup> Voir « Des députés dénoncent les cagibis du Palais », Tribune de Genève, 10 et 11 mars 2007. p. 21.

Elle prend trois décisions de mise en liberté sous caution de Fr. 50'000.-, caution supérieure aux offres faites dans les plaidoiries des avocats de ces trois inculpés.

Enfin, la Chambre d'accusation ne semble pas utiliser les sûretés pourtant prévues par l'art. 156 al. 3 CPPGE, ni les obligations de l'art. 157 CPPGE. Ce même article prévoit qu'un service officiel ou privé peut être chargé d'apporter son assistance à l'inculpé. Cette disposition est, à notre connaissance, restée lettre morte.

Le fonctionnement de la Chambre d'accusation appelle quelques remarques en rapport avec les modifications qu'elle a subies en 1993.

Jusqu'à-là, et hormis les cas où pouvaient s'appliquer les dispositions spéciales de la LAVI, ses débats étaient publics, et c'est principalement les journalistes qui assuraient alors une présence garantissant quelque peu la transparence de ces débats.

En 1993, la Chambre d'accusation fait l'objet d'une réforme qui se devait assez symbolique. Vu l'importance de cette juridiction, et afin de renforcer son autorité, la Chambre d'accusation est transférée à la Cour de justice pour lui assurer le concours de magistrats chevronnés au prétexte de la complexité toujours croissante, d'affaires pénales économiques et internationales. Dans ce sillage, les assesseurs laïques devaient disparaître<sup>54</sup>.

D'autre part, le huis clos fut proposé comme possibilité à la demande de l'inculpé ou de la victime, justifié par la protection de la présomption d'innocence et de la sphère privée des parties. La réforme fut un demi-échec. Les assesseurs laïques furent maintenus, et la très grande majorité des comparutions se fait à huis clos<sup>55</sup>. Pour avoir assisté à quelques audiences de la Chambre d'accusation et pris note des arguments invoqués lors des débats du Grand Conseil en 1993, tant en faveur du huis clos qu'en faveur d'une audience publique, nous pensons utile de poser la question de la légitimité de ce huis clos.

Fonctionnant ainsi en vase clos, sans regards extérieurs, elle donne fortement l'impression d'une chambre d'enregistrement, suivant à la lettre les requêtes des juges d'instruction, soutenues par le Parquet.

Le huis clos a d'autres effets : les avocats chevronnés n'y viennent plus plaider, car sans auditoire, et délèguent majoritairement des avocats-stagiaires qui s'en rapportent à justice, à défaut d'avoir le courage d'affronter une juridiction à l'allure fortement consensuelle (Parquet, assesseurs et Président). Les débats hors de la salle d'audience sont rares pour le contrôle de la durée de détention, et il est patent que ni les avocats présents, ni les juges ne connaissent les dossiers des nouveaux détenus présentés pour une première prolongation.

<sup>54</sup> PL 6791-A. Mémorial du Grand Conseil des 17 septembre et 10 octobre 1993.

<sup>55</sup> Cf. formulaire de demande de huis clos soumis aux détenus (voir annexe 18). Par manque d'information suffisamment complète, les détenus cochent systématiquement la case « audience sans public » (45 sur 51 comparutions ont eu lieu à huis clos).

Ses décisions, par ailleurs, ne distinguent que faiblement les différentes ou essentielles motivations d'une prolongation du mandat d'arrêt. De ce point de vue, la qualité juridique que l'on pourrait attendre des décisions d'une juridiction ayant le rang de la Cour de justice, n'est pas atteinte. La première Cour de droit public du Tribunal fédéral, qui reçoit les recours sur ordonnance de la Chambre d'accusation, a eu l'occasion, à plusieurs reprises, de pointer des faiblesses de motivation dans les ordonnances de la Chambre d'accusation genevoise (pour ne prendre que des exemples récents, cf. 1P18/2005/col du 31 janvier 2005, 1P 198/2006/col du 25 avril 2006, 1P 215/2006/col du 5 mai 2006, 1P 220/2006/col du 5 mai 2006, 1P 415/2006/col du 24 juillet 2006, 1 P 202/2006/viz du 25 septembre 2006 et 1 B 10/2007/col du 26 février 2007).

Ses décisions font généralement appel à toutes les conditions du mandat d'arrêt (art. 33 CPPGE) et évoquent successivement les charges suffisantes, la gravité de l'infraction, le danger de fuite, de collusion et de réitération et l'intérêt de l'instruction, pour n'en oublier aucune<sup>56</sup>.

#### 4. Détention avant jugement de plus de douze mois au 7 février 2007

Nous avons pu nous entretenir avec seize hommes et deux femmes, mais trois détenus, également en détention depuis plus de douze mois, étaient dans d'autres prisons suisses pour diverses raisons. Ils n'ont pas été entendus. Tombent également dans cette observation, huit condamnés, encore à Champ-Dollon et qui ont également fait plus de douze mois de détention.

##### A. Hommes

###### 4.1 Durée de la détention

12-18 mois .	7 détenus
18-24 mois :	7 détenus
Plus de 24 mois :	2 détenus

###### 4.2 Fréquences des audiences d'instruction

Bien que cette moyenne calculée sur le total des audiences d'instruction telle que rapportée par les détenus n'ait qu'une signification très relative, on note une moyenne de 8 audiences pour des détenus depuis plus de douze mois. 4 détenus signalent 5 audiences ou moins pour des durées de détention de 15 à 22 mois.

Pour mémoire, le CPPGE impose une audition par mois, au moins, pour les inculpés en instruction (art. 148 CPPGE). Sans sanction, cette disposition n'est manifestement pas respectée. Il s'agit pourtant d'un des mécanismes prévus par le législateur « afin d'éviter la stagnation éventuelle d'une procédure »<sup>57</sup>.

<sup>56</sup> Pour une description théorique de la procédure et des décisions devant la Chambre d'accusation, cf. C. Murbach : La détention provisoire au regard de la jurisprudence actuelle et du futur CPPS, SJ 2007, n° 1, p. 1-49.

<sup>57</sup> Op. cit. note 51 ad art. 148 al. 1. p. 215.

#### 4.3 Nationalité

Suisse :	6 détenus
Etrangers domiciliés en Suisse avec permis C :	5 détenus
Etrangers sans domicile connu, mais en Suisse :	4 détenus
Etrangers :	1 détenu

#### 4.4 Nature des incriminations

Homicides :	3 (+ 2 femmes)
Intégrité sexuelle :	4
Liberté	1
Abus de confiance, escroquerie	1
LFStup	7

Si l'on ajoute à cet effectif, les deux femmes inculpées d'homicide (voir ci-après), on remarque que ces longues détentions affectent en priorité les inculpés d'infractions à la LFStup, d'infractions contre la vie et contre l'intégrité sexuelle.

#### 4.5 Complexité

7 inculpés le sont dans des affaires complexes, impliquant plusieurs participants, certains détenus étant hors de Genève pour éviter la collusion, voire à l'étranger dans le cadre de commissions rogatoires.

#### 4.6 Séjours antécédents à Champ-Dollon

Trois détenus ont déjà fait des séjours à Champ-Dollon. Un détenu a déjà été condamné dans le canton de Vaud

#### 4.7 Expertises

##### a) psychiatriques

Sept détenus ont fait l'objet d'une expertise psychiatrique. Avec les deux détentions de femmes (avec expertise psychiatrique achevée ou ordonnée), on relève que sur dix-huit prévenus, la moitié fait l'objet, de la part du juge d'instruction ou sur demande d'un avocat ou du Parquet, d'une expertise psychiatrique.

##### b) crédibilité

Le dossier d'un détenu fait l'objet d'une expertise en crédibilité.



#### 4.8 Séjours hors Champ-Dollon

Cinq détenus (et les deux femmes) ont fait un ou plusieurs séjours à l'UCP, ou qu'à l'UCH. Un détenu commente son séjour à l'UCP en disant : « Cela m'a convaincu de ne pas y retourner ».

#### 4.9 Avocats

Sept détenus ont des avocats d'office, dont les honoraires sont pris en charge par l'assistance juridique.

Neuf détenus (plus les deux femmes) ont des avocats de choix.

#### 4.10 Jugements agendés prochainement (réquisitions et ordonnances de renvoi établies)

Dix détenus connaissent la date de l'audience de jugement pour laquelle ils sont convoqués (Cour d'assises), c'est-à-dire dans les deux prochains mois.

#### 4.11 Contrôle de la détention

Le contrôle formel de la durée du mandat d'arrêt de trois mois, renouvelable, semble respecté, tous les détenus mentionnant un nombre d'audiences de prolongation en rapport avec la durée de leur détention avant jugement.

En revanche, nous avons enregistré de multiples plaintes concernant le fonctionnement général de ce contrôle.

Sur seize détenus, huit mentionnent qu'ils n'y vont plus : « C'est inutile », « Ca ne sert à rien » (trois détenus), « Ils ne nous laissent pas parler », « Cela dure trois minutes », « Cela me fait peur d'y aller ».

Ces critiques doivent être prises au sérieux, car elles visent l'ensemble du processus de contrôle. Départ très matinal de Champ-Dollon, sans petit déjeuner, transfert en fourgonnette au confort très relatif, attente de plusieurs heures dans les cellules du Palais de justice, retour à Champ-Dollon après le déjeuner, sont les éléments mentionnés à plusieurs reprises, outre les conditions strictes de la comparution (cf. II.3 : la Chambre d'accusation).

Quatre détenus ont tenté de une à trois demandes de mise en liberté, deux détenus ont tenté à plus de trois reprises la même démarche, sans succès.

#### 4.12 Trois détenus sont isolés depuis de nombreux mois, à leur demande, et vraisemblablement à cause de la nature des délits qui leur sont reprochés. L'un d'entre eux ne sort pas en promenade depuis vingt-trois mois.

Un détenu, père de deux enfants en bas âge, prétend ne pas pouvoir recevoir trois personnes en visite et s'en plaint.

Plusieurs détenus ayant fait l'objet d'une expertise psychiatrique évoquent une certaine superficialité de ce travail (deux visites d'une demi-heure par le psychiatre, par exemple), voire la longueur du processus, et le retard qu'il entraîne sur la durée de l'instruction, donc de la détention avant jugement.

## **B. Femmes**

Deux femmes sont en détention avant jugement. Leurs cas sont connus car toutes deux inculpées d'homicide.

L'une est détenue depuis décembre 2003, et a passé quatorze fois devant la Chambre d'accusation, dont une demande de mise en liberté refusée. En 25 mois, elle n'a participé, selon ses dires, qu'à trois ou quatre audiences d'instruction. Elle a fait l'objet de trois expertises psychiatriques et a fait plusieurs séjours de moyenne durée à l'UCP/Belle-Idée.

Une autre femme est détenue depuis mars 2005, a refusé de se rendre aux audiences de prolongation du mandat d'arrêt devant la Chambre d'accusation. Elle pense que cela ne sert à rien. L'instruction de son dossier a justifié de très nombreuses audiences devant le juge d'instruction. Elle a fait plusieurs séjours assez longs (plusieurs mois) à l'UCP/Belle-Idée. Une expertise psychiatrique a été ordonnée, mais non encore entreprise.

## **C. Détenus jugés**

Six condamnés en novembre et décembre 2006 sont encore en détention le 7 février 2007 à Champ-Dollon. Deux ont été condamnés en juillet et septembre 2006. Sept ont été condamnés par le Tribunal de police à des peines de trois à cinq ans, pour infractions à la Loi fédérale sur les stupéfiants et ont fait recours.

Un condamné par la Cour d'assises n'est pas encore au bénéfice d'un jugement exécutoire à la date mentionnée.

Un seul de ces détenus a eu un contact avec le SAPEM. Il a été condamné le 13 décembre 2006.

Tous sont étrangers, et la plupart sont « sans domicile connu ». Quatre ont subi, en Suisse ou en France, des échecs à leurs demandes d'asile. Ils n'ont fait aucune demande de mise en liberté provisoire.

## **5. Comparaisons Bâle-Ville / Genève**

- 5.1 Nous avons évoqué cette comparaison possible entre Bâle-Ville et Genève qui doit bien sûr tenir compte d'une population résidente de valeur différente :

Bâle-Ville 186'000 habitants

Genève 440'000 habitants

Selon les données de la conférence des directions des Départements de justice et police<sup>58</sup>, les effectifs de fonctionnaires de police bénéficiant d'une formation de base complète sont de :

Bâle-Ville 731 fonctionnaires  
Genève 1270 fonctionnaires

Selon ces données le ratio « fonctionnaire de police par habitant » est légèrement plus élevé à Bâle-Ville qu'à Genève (0,39 et 0,28).

Le nombre des condamnations pénales enregistrées annuellement est plus élevé rapporté au nombre d'habitants à Bâle-Ville, qu'à Genève (respectivement 2 ‰ et 1 ‰).

Bâle-Ville 4084  
Genève 5032<sup>59</sup>

La comparaison des effectifs de magistrats n'a pas pu se faire valablement, compte tenu d'importantes différences dans l'organisation et les compétences des différents décideurs de justice.

## 5.2 Fréquence de la détention avant jugement

A Genève, le 46 % des jugements pénaux sont précédés d'une détention avant jugement. A Bâle-Ville, cette même proportion est de 32 %.

De plus, nous pouvons noter qu'à la date des relevés des effectifs de détenus avant jugement dans les deux cantons, les chiffres sont très différents (31/8/06 et 6/9/06).

Bâle-Ville 72 détenus  
Genève 280 détenus

Ce qui donne des taux d'incarcération fort différents : 0,3 ‰ à Bâle-Ville et 0,6 ‰ à Genève.

## 5.3 Durée de la détention avant jugement

Aux deux dates très proches auxquelles ont été faites la collecte de données concernant les durées de détention avant jugement dans les deux cantons (pour Bâle-Ville le 6/9/06 et pour Genève le 31/8/06), les quartiles ne présentent pas de différences notables.

<sup>58</sup> Communiqués via l'OFS le 28/8/06

<sup>59</sup> OFS, Condamnations selon la sanction principale depuis 1984, par canton pour GE / BS, établis au 31/8/2006 (voir annexe 19).

	GE	BS
1 <sup>er</sup> quartile	28	33
2 <sup>ème</sup> quartile	90	77
3 <sup>ème</sup> quartile	189	206

Pour Genève, la moyenne de durée de détention est de 141 jours et la médiane (2<sup>ème</sup> quartile) est à 90 jours.

Pour Bâle-Ville, la moyenne de durée est de 140 jours et la médiane est à 77 jours.

C'est toutefois durant les premiers jours de détention que les données des deux cantons divergent assez radicalement. Ce qu'annoncent déjà les relevés statistiques de l'OFS qui donnent une médiane à 2 jours pour Bâle-Ville, sur le seul ensemble limité aux condamnations prononcées en 2005.

Le calcul des moyennes de durée de détention distingué pour les peines prononcées avec sursis et sans sursis en 2004 indique très clairement qu'à Bâle-Ville, les détenus présentant un profil vraisemblable de sursitaires, sont beaucoup plus rapidement libérés qu'à Genève.

Durée de détention avant jugement (en jours) à Genève et à Bâle (2004) pour les personnes condamnées à une peine ferme ou à un sursis (pourcentages cumulés)<sup>60</sup> :

	Genève		Bâle	
	avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis
10 jours	10 %	76 %	20 %	80 %
30 jours	53 %	80 %	63 %	83 %
90 jours	74 %	86 %	81 %	87 %

Les graphiques de régression traçant les courbes d'effectifs de détenus libérés selon l'écoulement du temps démontrent clairement ce phénomène non négligeable<sup>61</sup>.

En deux jours, sur 100 personnes arrêtées, les détenus qui vont ultérieurement obtenir une condamnation assortie du sursis sont libérés, à Bâle-Ville, dans une proportion de 77 %. Il faut attendre 7 jours à Genève pour retrouver la même proportion sur de futurs sursitaires.

<sup>60</sup> Voir annexe 19.

<sup>61</sup> Voir les graphiques (Condamnés avec/sans sursis – nombre de jours de détention (voir annexes 20 et 21)).

Ce qui permet de déterminer et de localiser un phénomène particulier à Genève qui se résume à une certaine lenteur à libérer, après arrestation, des sursitaires potentiels, dont le nombre, faut-il le rappeler, est important puisqu'il constitue, depuis plusieurs années plus de 50 % des condamnés à des peines privatives de liberté à Genève.

Les graphiques cités sont expliqués par les données suivantes.

A Genève, les détenus ultérieurement condamnés avec sursis (en 2004) présentent la régression suivante, au fil de l'avancement de la durée de détention avant jugement (N=1496) :

- font 1 jour de détention	49 %
- <b>font 2 jours de détention</b>	<b>59 % (+ 10 %)</b>
- font 7 jours de détention	78 % (+ 19 %)

A Bâle-Ville, pour le même type de détenus, les données sont les suivantes (N=836) :

- font 1 jour de détention	46 %
- <b>font 2 jours de détention</b>	<b>77 % (+ 31 %)</b>
- font 7 jours de détention	87 % (+ 10 %)

A Genève, les détenus ultérieurement condamnés à des peines sans sursis (en 2004) présentent la régression suivante au fil de l'avancement de la durée de détention avant jugement (N=973) :

- font 1 jour de détention	19 %
- <b>font 2 jours de détention</b>	<b>29 % (+ 10 %)</b>
- font 7 jours de détention	64 % (+ 35 %)

A Bâle-Ville, pour le même type de détenus, les données sont les suivantes (N=361) :

- font 1 jour de détention	43 %
- <b>font 2 jours de détention</b>	<b>68 % (+ 25 %)</b>
- font 7 jours de détention	80 % (+ 12 %) <sup>62</sup>

<sup>62</sup> Données extraites des communications de l'OFS, concernant les comparaisons entre Bâle-Ville et Genève.

### III. Notes complémentaires

#### 1. L'avocat à la police et à l'instruction

Dès le début de son activité, le CPT a développé de sérieux arguments en faveur de l'accès à un avocat dès la première heure de privation de liberté par les forces de l'ordre, y compris dans les ca39-45

s de crimes et délits graves. Il a eu l'occasion de réitérer cette exigence dans de nombreux rapports faisant suite à des inspections dans plusieurs pays européens qui nous sont voisins (par ex. : Italie, France). Il s'explique par le fait que la période qui suit immédiatement la privation de liberté est celle où le risque d'intimidation et de mauvais traitements physiques, mais aussi psychologiques, est le plus grand et la possibilité offerte aux personnes gardées à vue d'accéder à un avocat dès le début de la privation de liberté est l'une des garanties fondamentales contre les mauvais traitements (CPT, Les normes du CPT, édition 2004, CPT/1/E(2002) 1-REV 2004, p. 6 : « L'accès à un avocat pour les personnes détenues par la police devrait comprendre le droit de prendre contact avec celui-ci et d'avoir sa visite, tout comme en principe, le droit pour la personne concernée de bénéficier de la présence de l'avocat durant les interrogatoires ».

Pour un rappel récent de cette exigence, cf. Rapport au Gouvernement de l'Italie par le Comité européen pour la prévention de la torture ou traitements inhumains ou dégradants, du 21 novembre au 3 décembre 2004, du 27 avril 2006 : « Le CPT recommande que (...) toutes les personnes privées de liberté par les forces de l'ordre bénéficient du droit à l'accès à un avocat, dès le tout début de la privation de liberté. Le droit à l'accès à un avocat doit être octroyé non seulement aux personnes soupçonnées d'avoir commis une infraction pénale, mais à quiconque est dans l'obligation légale de se rendre dans un établissement des forces de l'ordre et de rester à leur disposition ». (Rapport susmentionné § 23, p. 18)

**Il s'agirait, en adoptant ce principe, d'anticiper simplement sur l'introduction du Code de procédure pénale suisse qui prévoit le défenseur dès l'arrestation provisoire par la police ( art. 218 al. 2 et 156 CPPS).**

#### 2. Surpopulation et accroissement du parc pénitentiaire

**« Accroître la capacité du parc pénitentiaire ne constitue pas, en soi, une solution durable au problème du surpeuplement. Faire face à ce problème exige une stratégie cohérente couvrant tant l'admission dans la prison que la remise en liberté, pour garantir que l'emprisonnement soit vraiment la mesure du dernier recours. Ceci implique, en premier lieu, de mettre l'accent sur des mesures autres que la privation de liberté dans la période précédant l'imposition d'une sanction** et, en second lieu, l'adoption de mesures qui facilitent la réintégration dans la société des personnes qui ont été privées de liberté ». Rapport au Gouvernement de l'Italie par le Comité européen pour la prévention de la torture ou traitements inhumains ou dégradants, du 21 novembre au 3 décembre 2004, du 27 avril 2006, § 73, p. 37.

### 3. Expertises psychiatriques en responsabilité pénale

L'Institut universitaire de médecine légale centralise la plupart des demandes d'expertises en responsabilité et en assure une supervision directe par un médecin expérimenté. On note toutefois que le juge d'instruction et le Paquet peuvent également mandater des experts « indépendants », par préférence et pouvant alors apparaître comme des experts « de confiance ».

Selon le professeur T. Harding (directeur de l'IUML), le délai usuel de reddition de tels rapports est de trois mois, après assermentation de l'expert par le juge d'instruction. Des détenus et des avocats évoquent des délais plus longs dans certains cas.

Par manque de temps, nous n'avons pas pu faire de relevé détaillé concernant le respect de ce délai, mais certains détenus ayant fait plus de 12 mois de détention avant jugement, attribuent leur longue détention, notamment à la durée de l'expertise (cf. II.4. Détenus avant jugement de plus de 12 mois au 7 février 2007).

Les mandats pour expertises psychiatriques comportent tous des questions sur la responsabilité de l'auteur au moment des actes (art. 10 et 11 aCP), et parfois des questions sur l'opportunité du prononcé d'une mesure art. 43-44 aCP).

Voici leur nombre et leurs conséquences :

	Expertises sollicitées via IUML <sup>63</sup>	Jugements avec responsabilité restreinte <sup>64</sup>	Mesures <sup>65</sup>
2002	54	14	9
2003	57	11	13
2004	58	14	9
2005	59	8	19
2006	75		

<sup>63</sup> Communication du professeur T. Harding, du 18.12.2006

<sup>64</sup> OFS, Condamnations genevoises pour responsabilité restreinte (art. 11 aCP)

<sup>65</sup> OFS, T 1 Condamnations selon la sanction principale, depuis 1984. Etat de la banque de données au 31.8.06

#### **IV. Quelques exemples d'usage de la détention utilisée à des fins certainement détournées de ses fonctions**

Suite à la publicité, bien involontaire de la part des experts, donnée à la présente étude, de nombreuses personnes nous ont signalé des situations pénales, telles que présentées par les intéressés, pouvant prêter à quelques interrogations, concernant exclusivement l'utilisation de l'arrestation et de la détention avant jugement. Pour certains cas, nous avons pris la peine d'obtenir les documents judiciaires relatifs à ces procédures. Quelques-unes sont ici résumées de façon aussi brève que possible, mais elles permettent de déterminer que les cas dans lesquels la détention est utilisée exclusivement pour faire pression sur des inculpés, ne sont de loin pas inexistantes. Ce sont ces cas qu'une des personnes concernées a qualifié de « prison-pression ».

##### **Cas de Monsieur L. P.**

La famille P est composée d'un père, veuf et de plusieurs enfants adultes, et en hoirie suite au décès de leur mère. Cette succession non encore close, occasionnant des tensions au sein de la famille, singulièrement entre le père et les enfants, une curatelle est envisagée et le curateur hors famille est nommé par la Chambre des tutelles en avril 2005. Le curateur D. P. est rapidement en conflit avec certains enfants de G. P. et n'hésite pas à dénoncer des faits relevant, selon lui du droit pénal : violation de domicile, dommage à la propriété, contrainte, abus de confiance et gestion déloyale, dénonciation visant principalement L. P. qui continuait à s'occuper de la gestion des immeubles de l'hoirie et prenait des décisions la concernant, de même d'ailleurs qu'à s'occuper d'une maison familiale, domicile de son père alors hospitalisé.

En mai et juin 2005, Monsieur L. P. est entendu par la police ; une ordonnance de saisie conservatoire, signifiée à L. P. sous peine de l'art. 292 CP, n'est pas respectée. L. P. fait l'objet d'une ordonnance de condamnation le 25 août 2005 à une amende de Fr. 2000.- pour infraction à l'art. 292 CP.

D. P. est nommé tuteur de Monsieur G. P. et prend en main la totalité de la gestion des biens de son tuteur, constituée en partie des biens faisant partie de la succession de son épouse. Une succession de conflits envenime gravement les relations entre le tuteur D. P. et les enfants de la famille P.

Monsieur L. P. est arrêté le 3 mars 2006 pour dommage à la propriété, contrainte et violation de domicile, les faits portant sur des changements de serrures dans la maison familiale, la non reddition de dossiers concernant la gestion des immeubles de la succession, à son propriétaire G. P., alors hospitalisé, et pour l'occupation prétendument illégale de la maison familiale par Monsieur L. P. D'autres faits d'importance similaire font l'objet d'une inculpation complémentaire.

Monsieur L. P. est mis en liberté provisoire le 16 mai 2006, après plus de deux mois de détention provisoire. Il n'est, à ce jour, pas jugé et l'ordonnance de condamnation du 25 août 2005 a été mise à néant, Monsieur L. P. étant acquitté du chef d'inculpation de l'art. 292 CP.

Monsieur L. P. est décédé au début du mois de mars 2007.

##### **Cas de Madame M. S.**

Madame M. S., soixante ans, épouse d'un citoyen suisse, domiciliée à Genève depuis 1985, titulaire d'un permis C, mère de trois enfants majeurs suisses et domiciliés en Suisse, a été inculpée le 20 juin 2002, sous le coup de différentes accusations relatives notamment à des retraits de fonds exécutés avec procuration et à la demande de son époux sur le compte d'une S.I., dont il était administrateur, président et actionnaire principal. Madame M. S. a été arrêtée, menottée à la fin d'une audience d'instruction et détenue à Champ-Dollon du 20 juin au 18 juillet 2002. Elle a fait l'objet d'une ordonnance de condamnation signée par le Procureur général le 5 mai 2006, contre laquelle il a été fait opposition. A ce jour, Madame M. S. ne fait l'objet d'aucun jugement définitif. Les conditions de son arrestation sont



clairement liées au fait qu'elle n'a pas voulu répondre à certaines questions posées par le juge d'instruction suppléant. Il est à noter que son mari, décédé le 29 avril 2004, a « bénéficié » d'un conseil légal dès 2000, puis à la demande de ce conseil légal, mis sous tutelle à la fin 2001. Le fils du défunt mari a entrepris de multiples procédures pour attaquer, de différentes façons, le remariage de son père avec Madame M. S., ceci toutefois sans succès. Il a également initié la procédure pénale qui a conduit à l'arrestation de Madame M. S.. La famille S. est fortunée (biens immobiliers), et c'est également dans ce dossier que se retrouve D. P., conseil légal, puis à sa demande, nommé tuteur de Monsieur M. S..

D'autres procédures sont en cours. Des biens importants ont été saisis, ce qui ne semble pas totalement étranger aux mesures prises par le tuteur, saisies qui compromettent actuellement sérieusement les conditions de vie de Madame M. S..

### **Cas de Monsieur L. S.**

En 2001, le conseil d'un organisme privé bénéficiant de subventions du Canton, a décidé de mettre en réserve, sur un compte spécial des sommes provenant de dons et legs. En 2003, confronté à des difficultés financières personnelles qu'il ne pensait que temporaires, L.S., président depuis 1998 de l'organisme, a disposé de ces sommes par des prélèvements effectués avec l'aide d'un autre membre du Conseil, cosignataire de ces prélèvements.

Le 8 juin 2005, conformément à ses engagements pris le 30 mai, L.S. rembourse l'intégralité des sommes dues intérêts compris soit Frs 236 500. Le Conseil avait pris l'engagement de ne pas déposer plainte si ce délai était respecté. L.S. a également démissionné le 7 juin du Conseil de l'organisme.

Le 23 juin 2005, sur suggestion de son avocat, L.S. écrit directement au Procureur pour dénoncer lui-même ces faits, précisant que lui et son avocat sont à disposition pour information.

Le 24 juin 2005, le Conseil de l'organisme adresse au Procureur une dénonciation, pour abus de confiance, gestion déloyale, escroquerie, faux dans les titres.

Le mercredi 10 octobre 2005, à 7h15, la Police judiciaire débarque au domicile de L.S. pour une visite domiciliaire, suivie d'une autre dans les bureaux de L.S. Après avoir fouillé tout le bureau, la police emporte 2 ordinateurs et plusieurs cartons de documents concernant l'ensemble des activités de L.S. et de sa société.

L.S. est ensuite emmené à 12h à Carl Vogt où l'interrogatoire dure jusqu'à 21h : L.S. nie tous les faits qui lui sont reprochés sauf ceux qu'il a lui-même dénoncés au Procureur. L.S. découvre alors que depuis le dépôt de la plainte le 24 juin une instruction complète a été menée à son insu, avec audition de plusieurs témoins, sans qu'à aucun moment il n'ait lui-même été interrogé ou entendu. Le juge a informé toutes les banques de Genève de l'ouverture d'une procédure pénale « des chefs d'escroquerie, abus de confiance et gestion déloyale, à l'encontre de L.S. ».

A 19h, un mandat d'amener est signifié à L.S. sur demande du juge d'instruction, avec qui la Police était en contact permanent durant toute la journée.

Le jeudi 11 octobre 2005, L.S. est amené à 8h15 au Palais, menotté, pour être entendu à 10h par le juge et se voir signifier son inculpation et un mandat d'arrêt sur les faits déjà signifiés la veille par la Police : L.S. continue de nier tout sauf l'usage déjà reconnu des fonds de l'organisme (remboursés avant le dépôt de la dénonciation).

Le mardi 18 octobre, nouvelle audition par le juge en prévision du passage en Chambre d'Accusation.

Le vendredi 21 octobre, devant la Chambre d'Accusation, le juge demande le maintien en détention provisoire pour 3 mois pour les « besoins de l'instruction, risque de collusion et risque de fuite ». L'instruction est pourtant ouverte depuis près de 4 mois, et L.S. jamais interrogé, n'a pas pris la fuite ni eu de contact ou exercé de pressions sur les plaignants. En outre, L.S. est résident en Suisse depuis 1974, permis C, marié avec une Suisse. Ses 3 enfants nés en Suisse, dont 2 y vivent, français de naissance, sont naturalisés suisses. Il est propriétaire de son appartement et a toujours exercé depuis plus de 30 ans

son activité professionnelle en Suisse, en particulier à travers sa propre société constituée en 1983. Le Parquet insiste sur la « gravité des faits » et fait état des « dettes » : la Chambre d'Accusation décide le maintien en détention pour 2 mois.

Le 31 octobre, convocation du juge avec déplacement à pied (non menotté) du palais au bureau de L.S., avec le juge, la greffière et 2 inspecteurs, pour saisie de documents et dossiers supplémentaires.

Il faudra encore attendre plusieurs semaines et plusieurs auditions et confrontations pour que le juge accepte d'envisager une libération.

Le 30 novembre 2005 le juge accèdera à la demande de libération de L.S. et de ses avocats, avec une caution de Frs 100'000 pour pallier le « risque de fuite ». La libération intervient donc le 30 novembre 2005 après 7 semaines de détention.

Pendant 2 mois, la société de L.S., qui n'avait plus de personnel depuis septembre 2005, est restée bloquée et silencieuse, sans réponse possible aux clients, appels téléphoniques et courriers.

Après de nouvelles audiences et confrontations entre janvier et mars 2006, la caution sera remboursée en mars 2006. Le 28 juin 2006, les plaignants retireront leur constitution de partie civile, sans retirer la plainte elle-même.

A ce jour, la clôture de l'instruction n'a pas été prononcée et L.S. ne connaît pas encore l'issue de la procédure. L.S. reçoit toujours des « mandats de comparution » en qualité d'« inculpé », pour les actes de procédure instruits occasionnellement par le Juge.

### **Cas de Monsieur P.-A. W.**

Avocat ayant géré un « business center » et ayant été accusé d'escroquerie par métier pour ne pas avoir versé ses loyers alors qu'il encaissait ceux de ses sous-locataires.

Il a été arrêté le 27 mars 2003 et relaxé le 7 février 2005. Il n'a plus eu de nouvelles de l'instruction depuis sa relaxe.

### **Cas de Monsieur P. W.**

En 1996, M. P. W. a été arrêté et a passé 4 mois de détention avant jugement pour une affaire de stupéfiants dans laquelle il avait été accusé de vente de cocaïne. Il n'a plus aucune nouvelle de cette procédure pénale.

### **Cas de A**

A a été arrêté une première fois en décembre 1992. Il a passé huit mois de détention avant jugement pour divers chefs d'inculpation relevant de la criminalité économique. Relaxé en août 1993, il n'a plus jamais été contacté par le Palais de justice. Relancé par l'avocat de A en 2001, juste après l'échéance de prescription desdites infractions, le Parquet a classé l'affaire et informé l'avocat en question par téléphone que s'il recourait contre ledit classement, le juge émettrait une ordonnance de condamnation pour une infraction non encore prescrite.

A a été arrêté une seconde fois en août 2004 et relaxé en février 2005. Il a passé six mois de détention avant jugement pour divers chefs d'inculpation de criminalité économique. A ce jour, il n'a plus de nouvelles de l'instruction relative aux inculpations mentionnées ci-dessus.

## Cas de Monsieur X

Un Chilien, env. 30 à 35 ans, a été arrêté le 10.10.05 à Genève : il aurait été soi-disant reconnu, « identifié », comme l'auteur du vol d'un porte-monnaie (contenant CHF 10 et € 35) perpétré à Genève début septembre.

Les tampons sur son passeport en faisant foi, il était alors à Barcelone et n'est arrivé à Genève que le 23.09. Venu dans la région française pour affaires professionnelles, il logeait dans un hôtel à Annemasse et se rendait à Genève pour la première fois le 10.10.2005.

Lors de son arrestation, il a nié mais n'a pas pu se défendre correctement, ne parlant pas français mais seulement espagnol, italien et un peu anglais. Il a montré son passeport et les tampons, mais on lui a répondu que ceux-ci étaient faux. Il a prétendu avoir été violenté par la police : yeux bandés, coups de poings au ventre, mains écrasées contre un mur. On lui a refusé l'assistance d'un avocat. Il a été condamné à un mois de prison ferme.

Il a été empêché de contacter sa famille au Chili, et en particulier sa femme qui a accouché pendant qu'il était en prison à Genève. Il a été libéré le 8.11.2005.

## V. Propositions relatives aux procédures des mandats d'amener et d'arrêt

1. Anticiper les modifications qu'introduira le CPPS, notamment aux art. 125 al. 1 et 156 al. 1 qui postulent l'assistance d'un défenseur dès les premiers instants de la procédure. Autrement dit, envisager des permanences d'avocats à disposition des personnes prévenues arrêtées provisoirement par la police<sup>66</sup>. Les obstacles pratiques ne paraissent pas insurmontables, au vu des méthodes actuelles de communication (fax, mobile, pc et courriel). Le Rapport de B. Ziegler du 28 février 2007 insiste particulièrement sur ce point, au § 8.1.3, p. 46.
2. Une permanence d'avocats devrait être à disposition des prévenus, à l'instruction, leur permettant d'être assistés dès la première audience, ce qui ne fait que consacrer ce qui devra être établi par la suite dans le cadre du futur CPPS.
3. Cette permanence d'avocats pourrait faciliter l'élection de domicile de certains prévenus, garantissant la notification d'une ordonnance de jugement, ou tout autre acte de procédure, surtout pour de potentiels sursitaires dont la détention n'est pas souhaitable et vraisemblablement inutile, ainsi que pour ceux qui ne seront certainement pas condamnés à une peine privative de liberté (jours-amende et travail d'intérêt général).

Des locaux, à vrai dire assez peu avenants, sont déjà à disposition des avocats à l'Instruction et aux VPJ.

4. Le système de permanence d'avocats devrait être à l'initiative d'une continuité dans la défense des personnes ainsi assistées, et soumises aux étapes successives de l'arrestation, du mandat d'arrêt et de ses ultérieures prolongations.
5. Le système de permanence à un seul juge d'instruction pendant une semaine est insatisfaisant. Le juge d'instruction est dans l'impossibilité de remplir ses missions même préliminaires mais portant sur les faits de l'inculpation et sur les nécessités de l'instruction (détention, remise en liberté, autres garanties, sûretés, etc.) dans le délai de huit jours. Deux juges de permanence sont indispensables pour accomplir les tâches qui leur incombent dans le cadre du délai de huit jours, où doit être déterminée la nécessité ou non d'une privation de liberté prolongée.
6. L'accès de tous les greffiers de l'Instruction au casier judiciaire informatisé (art. 365 CP) doit être garanti, au moins six jours sur sept.

---

<sup>66</sup> Syndicat de la Magistrature : Une autre justice est possible. 40 propositions du Syndicat de la Magistrature, proposition 24 : « Prévoir la possibilité d'une assistance effective des personnes gardées à vue par l'avocat tout au long de la garde à vue, dès la première heure, sans exception » (Paris, le 16 mars 2006, [http://www.syndicat-magistrature.org/IMG/pdf/2006\\_audition\\_sm\\_outreau.pdf](http://www.syndicat-magistrature.org/IMG/pdf/2006_audition_sm_outreau.pdf)).

7. Les prolongations du mandat d'arrêt devraient intervenir le plus tard possible dans la limite légale, après l'arrestation. De fréquentes « prolongations de confort » sont l'indice d'une incapacité matérielle de la part des juges d'instruction de permanence, de réaliser en huit jours, l'essentiel des investigations nécessaires à la décision de détention. Mais le délai de huit jours doit être impérativement respecté.
8. Les juges d'instruction doivent user de leurs compétences pour délivrer des ordonnances de condamnation, ceci par souci d'économie et de célérité, au lieu de stocker des dossiers qui sont ensuite transférés au Parquet pour décision ultérieure, qui peut être également une ordonnance de condamnation ou une ordonnance de renvoi.
9. Les ordonnances de condamnation frappant des prévenus non encore assistés d'un avocat devraient être traduites, en cas de nécessité, et les voies de recours à disposition ainsi que les délais de recours mentionnés dans la langue du condamné.
10. La procédure de nomination des avocats d'office ne doit pas être retardée par la demande de l'assistance judiciaire. Pour une personne détenue, le délai d'une semaine devrait être impérativement respecté. On pourrait prendre modèle sur la pratique instaurée en faveur de la défense d'étrangers en détention administrative.
11. Le mandat d'arrêt décerné par le juge d'instruction doit être motivé de façon précise. Son argumentation devrait ainsi permettre une défense opportune, et éviter des impressions d'arbitraire qui se dégagent de certaines décisions évoquant, sans distinction, toutes les raisons légales de la privation de liberté. Les faiblesses de telles décisions se répercutent ensuite sur les décisions de la Chambre d'accusation, qui fait sienne, très souvent, les argumentations du juge d'instruction.
12. Le risque de fuite, très souvent évoqué, ne se justifie que pour une partie minoritaire des cas traités à l'Instruction. On rappellera opportunément la Recommandation du Conseil de l'Europe citée en préambule de ce rapport. « Le fait que la personne visée n'est pas ressortissante du pays où l'infraction est censée avoir été commise ou n'a aucun autre lien avec celui-ci, n'est pas, en soi, suffisant pour conclure qu'il y a risque de fuite ».
13. La réforme de la Chambre d'accusation, ébauchée en 1993, devrait être menée à terme. Elle devrait, compte tenu de son rôle capital dans le contrôle de la privation de liberté, être exclusivement composée de magistrats issus de la Cour de justice. On rappellera que ces décisions vont, en appel, devant la Première Cour de droit public du TF.
14. La fréquence des audiences de la Chambre d'accusation relatives aux prolongations du mandat d'arrêt devrait être portée à trois audiences par semaine.

15. La Chambre d'accusation devrait systématiquement siéger en audience publique. Il y va de la transparence de ses décisions, restant pourtant compatibles avec la protection de la personnalité et la présomption d'innocence<sup>67</sup>.
16. Les exceptions prévues par la LAVI ne devraient plus être prises en considération (huis clos en faveur de la victime) pour la prolongation du mandat d'arrêt, car la partie civile ne devrait plus être autorisée à se présenter à de telles audiences.
17. L'organisation officielle des audiences de la Chambre d'accusation devrait faciliter la présence systématique des avocats de choix ou commis d'office aux audiences appointées pour leurs clients détenus. La permanence organisée par l'ODA n'apparaît que de faible portée pour la défense des prévenus.
18. La Chambre d'accusation n'a pas l'obligation de décider sur le siège. Certains dossiers pourraient requérir un délai de réflexion et une connaissance plus approfondie des éléments relatifs à l'opportunité d'une prolongation de la privation de liberté.
19. La grande majorité des infractions reportées devant la Chambre d'accusation est de faible, voire de moyenne gravité. Le CPPGE met à la disposition de la Chambre d'accusation d'autres contrôles possibles que la privation de liberté. Ces sûretés ne sont pratiquement jamais utilisées. Il ne semble y avoir que la détention ou la liberté provisoire, ce qui ne s'accorde pas avec toutes les nuances de contrôle qu'a envisagé le législateur et qui pourraient répondre à une grande variété de situations légales diverses (nationaux domiciliés en Suisse, étrangers avec permis C domiciliés en Suisse, étrangers avec un domicile connu à l'étranger, etc.).
20. Il faut accroître les ressources humaines pour contribuer à la résolution des problèmes posés par des nouveaux moyens de preuves (assez systématiquement utilisés dans certaines formes de délinquance). La traduction et la dactylographie des écoutes téléphoniques retardent fréquemment les procédures d'instruction.
21. Les expertises en responsabilité et de crédibilité décernés par les juges d'instruction, dans des affaires concernant des personnes détenues, devraient être conduites avec une diligence accrue.
22. Réduire autant que faire se peut les délais d'attente entre Chambre d'accusation, ordonnances de renvoi et juridictions de jugement. A ce sujet, les compétences récemment limitées du TP (deux ans de peine privative de liberté) peuvent avoir des incidences graves en augmentant considérablement les stocks de dossiers en attente au Greffe de la Cour correctionnelle. Pour y parer, il devrait être envisagé de multiplier les audiences du TP, et de transformer la Cour correctionnelle en juridiction permanente.

---

<sup>67</sup> Syndicat de la Magistrature : Une autre justice est possible. 40 propositions du Syndicat de la Magistrature. Cf. proposition 7 : « Confier le contentieux de la détention provisoire et du contrôle judiciaire à une collégialité statuant publiquement » (Paris, le 16 mars 2006, [http://www.syndicat-magistrature.org/IMG/pdf/2006\\_audition\\_sm\\_outreau.pdf](http://www.syndicat-magistrature.org/IMG/pdf/2006_audition_sm_outreau.pdf)).

23. Le prélèvement ADN quasi systématique, même s'il est fait selon les prescriptions légales (Loi fédérale sur l'utilisation de profils d'ADN dans les procédures pénales et sur l'identification de personnes inconnues ou disparues datant du 20 juin 2003) apparaît disproportionné à teneur des infractions auxquelles il est associé.
24. La mise en vigueur anticipée du système d'indemnisation pour détention excessive (prévu aux art. 437 et 438 CPPS<sup>68</sup>) notamment dans l'hypothèse d'une privation de liberté suivie d'un classement, d'une condamnation à des jours amende (art. 34 CP) ou d'une durée de détention excédant la peine prononcée, devrait être envisagée, ceci malgré l'effet pervers que ce système pourrait entraîner, à savoir la multiplication de condamnations couvrant systématiquement la durée de détention avant jugement<sup>69</sup>.
25. La situation des personnes dites « NEM » doit être améliorée afin qu'elles ne tombent pas dans une délinquance de nécessité. Lors de l'entrée en vigueur des dispositions de la nouvelle Loi sur l'asile relative à l'assistance sociale au profit des personnes déboutées (en 2008), les autorités ne devront pas placer ces personnes dans une situation analogue à celle des NEM actuels, au risque de voir s'amplifier cette délinquance de nécessité, chez ces personnes aujourd'hui en très petit nombre dans les cas analysés.

---

<sup>68</sup> FF 2006, p. 1312 et ss. et 1373 et ss..

<sup>69</sup> Il ne serait guère souhaitable que, par le jeu de nouvelles possibilité d'indemnisation, les durées de détention avant jugement et les durées de peines soient encore plus fortement corrélées. On sait en effet que par les deux phénomènes connus de l'anticipation et de la prédétermination, ces deux durées (détention et peine) sont liées par un significatif et élevé coefficient de corrélation, particulièrement à Genève (cf. Les données établies en 1969 par C.-N. Robert, op. cit. n. 18 p. 111 et pour 1988. par B.-D. von Pollern, op. cit. n. 18. En 2004, ce taux de corrélation s'établit pour Genève, à 0.730 pour les sursitaires et à 0.841 pour les condamnés sans sursis, toutes deux valeurs toujours très significatives et élevées).

## Annexe 1

## EFFECTIFS DE LA POPULATION CARCÉRALE\*:

Année	Entrées	Nuitées	Effectif (Hommes + Femmes)		Effectif (Femmes)	
			Moyen	Maximum	Moyen	Maximum
1977	CREATION DE LA PRISON DE CHAMP-DOLLON					
1980	1'868	52'189	143,00	176	10,90	20
1981	2'005	60'715	166,30	196	15,10	23
1982	2'137	75'044	205,60	239	17,00	28
1983	2'271	87'554	239,90	273	20,20	31
1984	2'496	105'875	290,10	333	19,80	29
1985	2'580	102'001	279,40	329	25,70	37
1986	2'464	101'755	278,80	351	27,50	42
1987	2'003	100'933	276,50	312	26,80	34
1988	1'981	99'211	271,80	302	34,70	48
1989	2'280	95'561	261,80	313	30,00	37
1990	2'475	112'398	307,90	375	42,60	53
1991	2'496	126'049	345,30	398	39,40	47
1992	2'279	131'047	359,00	389	36,00	49
1993	2'275	119'433	327,20	394	28,60	39
1994	2'356	107'333	294,10	332	30,30	45
1995	2'094	79'015	216,50	264	19,80	28
1996	2'074	78'742	215,70	239	16,10	31
1997	2'465	98'007	268,50	335	21,10	33
1998	2'695	108'393	297,00	349	19,60	33
1999	2'780	120'341	329,70	389	29,30	37
2000	2'467	119'073	326,22	366	25,25	33
2001	2'467	117'648	322,32	367	20,88	31
2002	2'843	127'710	349,89	386	23,75	35
2003	2'551	125'479	343,77	399	23,20	32
2004 (avec Croisée)	2'492	152'310	416,14	482	25,60	34
2005	2'453	159'746	437,66	479	26,47	35
2006	2'391	172'368	472,20	504	27,10	35 (avec prison la Tuilière)

\* Données fournies par la Direction de la prison de Champ-Dollon



*Date de dépôt: 29 octobre 2007*

*Messagerie*

## **Rapport**

**de la commission des visiteurs officiels du Grand Conseil sur  
l'avis d'experts mandatés par le Bureau du Grand Conseil  
concernant la pétition des détenus de Champ-Dollon de mars  
2006**

# **Seconde partie**



Annexe 2

**PHOTOGRAPHIE DE CHAMP-DOLLON**  
**LE 31.08.2006**

**Alexandra SIGRIST**

## Table des matières

### Préalable méthodologique

#### Informations générales

- Graphique 1. Répartition des prévenus selon l'âge
- Graphique 2. Nationalité des prévenus
- Graphique 3. Domicile des prévenus.
- Graphique 4. Domicile déclaré des prévenus étrangers en fonction du statut de leur séjour.
- Graphique 5. Motifs d'inculpation des prévenus.
- Graphique 6. Représentation des biens juridiques protégés atteints dans les incriminations CP chez les prévenus.
- Graphique 7. Part des différentes infractions au sein des atteintes au patrimoine dans les inculpations des prévenus.
- Graphique 8. Part des différentes infractions au sein des atteintes à la vie / intégrité corporelle dans les inculpations des prévenus.
- Graphique 9. Part des différentes infractions au sein des atteintes à l'intégrité sexuelle dans les inculpations des prévenus.
- Graphique 10. Représentation des origines dans les inculpations prononcées notamment pour LStup.
- Graphique 11. Proportion des inculpations pour LStup par origine.
- Graphique 12. Autorités de condamnation.
- Graphique 13. Durée de la peine prononcée et durée du solde de peine.
- Graphique 14. Durée de l'attente de transfert en pénitencier au 31.08.2006 pour les condamnés en exécution de peine (dits condamnés "normaux").
- Graphique 15. Durée des peines privatives de liberté prononcées (condamnés "pas reçu")
- Graphique 16. Durée du solde de peine fictif des condamnés "pas reçu".
- Graphique 17. Temps écoulé depuis la condamnation des condamnés "pas reçu" le 31.08.2006.
- Graphique 18. Proportion d'expulsions judiciaires prononcées selon l'origine.

#### Détention provisoire

##### Durée de la détention provisoire des prévenus

- Graphique 19. Quartiles – durée de la détention provisoire en jours pour les 280 prévenus.
- Graphique 20. Détention provisoire des prévenus. Comparaison des trois quartiles avec et sans prise en compte de certaines données extrêmes.
- Graphique 21. Durée de la détention provisoire des prévenus au 31.08.2006.
- Graphique 22. Prévenus en détention provisoire > 1 an – Motifs d'inculpation.

## Durée de la détention provisoire des condamnés

Graphique 23. Durée de la détention provisoire des condamnés en exécution de peine au 31.08.2006.

Graphique 24. Représentation des autorités de condamnation selon la durée de la détention provisoire effectuée par les condamnés "normaux".

Graphique 25. Durée de la peine des condamnés en exécution de peine au 31.08.2006, en rapport avec la durée de la détention provisoire effectuée (données disponibles pour 91 condamnés).

Graphique 26. Durée de la détention provisoire pour le total des condamnés, soit les 97 condamnés "normaux" et les 69 "pas reçu".

Graphique 27. Motifs de condamnation des 16 condamnés ayant effectué plus d'un an de détention provisoire.

## Préalable méthodologique

Nous avons travaillé sur les écrous de Champ-Dollon au 31.08.2006, données fournies par le Greffe de l'établissement.

Les articles du Code pénal suisse cité, sont ceux de l'ancien code.

Nous avons calculé la durée de détention provisoire depuis la date d'entrée à Champ-Dollon, qui correspond le plus souvent à la date du mandat d'arrêt. Elle ne comprend donc pas les 24h du mandat d'amener.

D'autre part, nous avons calculé les jours de détention et non les nuits. Donc selon notre méthode de calcul, un détenu entré le 1er juin à Champ-Dollon et ressorti le 2 juin a effectué 2 jours de détention provisoire.

Pour des raisons de facilité de saisie, nous avons considéré tous les détenus ayant été condamnés comme des condamnés, sans prendre en compte le fait que certains étaient en recours ou que le délai de recours n'était pas échu, et que donc légalement les détenus dans cette situation doivent encore être considérés comme prévenus. Nous avons toutefois mentionné avec précision de quels condamnés nous traitons dans le rapport.

Quelques détenus étaient en déplacement dans une autre prison le jour de l'enquête, mais apparaissant toujours dans les fichiers de Champ-Dollon: ils ont été comptabilisés. (NB: un détenu peut être placé temporairement dans une prison pour éviter le risque de collusion avec un ou des coinceulés, pour des raisons de bagarre, etc.)

- Les peines, dont il est question dans le présente rapport, sous le chapitre des condamnés sont bien évidemment des peines de privation de liberté sans sursis.

En cas de sursis révoqué ou de réintégration après libération conditionnelle, les durées y afférentes n'ont pas été incluses dans la durée de la peine prononcée, mais laissées à part. D'autre part, les données concernant la révocation de sursis et la réintégration ne sont pas utiles en soi puisque nous ne savons pas le nombre de condamnés ayant un sursis ou un solde de peine d'une précédente condamnation.

- Nous devons préalablement mentionner que les tentatives n'ont pas été relevées comme telles, mais comme infraction consommée. En effet, les informations au sujet des tentatives étaient lapidaires: c'est pourquoi nous n'avons pas tenu compte de cette catégorie. Il est donc important de se souvenir à la lecture des tableaux suivants que le nombre d'infractions relevé concerne l'ensemble des infractions tentées et consommées.

## I. Informations générales

L'enquête a été menée en date du 6 septembre 2006 et portait, pour des raisons pratiques, sur l'état d'occupation de Champ-Dollon le 31.08.2006 à minuit.

A ce jour, 493 personnes (463 hommes, 30 femmes) étaient détenues dans l'établissement, ce qui représente un taux d'occupation de 178 %, puisque la prison a un effectif théorique de 276 places.

Sur les 493 détenus, on dénombrait:

Prévenus: 298 (60 %) (275 hommes ; 23 femmes)  
 Condamnés: 195 (40 %) (188 hommes ; 7 femmes)

Il faut toutefois distinguer les condamnés en plusieurs catégories:

Condamnés en exécution de peine au 31.08.2006 (i.e. délai de recours échu ou décision sur recours rendue). Il y en avait 97 au 31.08.2006.

Condamnés dont le délai de recours n'est pas échu le 31.08.2006. Il y en avait 40 au 31.08.2006.

Condamnés en procédure de recours. Cette donnée n'était connue de Champ-Dollon que lorsqu'il s'agissait d'un recours déposé contre une ordonnance de condamnation.

4 détenus étaient dans une telle procédure le 31.08.2006.

4. Condamnés "pas reçu". Cette dénomination utilisée pour les détenus ayant été condamnés mais dont l'avis définitif de condamnation n'avait pas encore été envoyé par le Ministère public au Greffe de Champ-Dollon. Cette absence d'envoi peut s'expliquer par le fait que le condamné a déposé recours contre un jugement autre qu'une ordonnance de condamnation ou que le détenu n'a pas déposé recours mais que le Ministère public accuse un certain retard dans l'envoi des avis.

69 détenus se trouvaient dans cette situation le 31.08.2006.

5. Condamnés concordataires (i.e. détenu condamné dans un autre canton et placé à Champ-Dollon en vertu du concordat latin). Il y en avait 6 le 31.08.2006.

Légalement, les condamnés de catégorie 2,3,4, sont encore des prévenus puisque leur jugement n'est pas encore exécutoire, ce qui représente 109 détenus dont le statut était un statut hybride de condamné - prévenu.

Localisation de l'ensemble des détenus

91 % des détenus se trouvaient dans le bâtiment de Champ-Dollon, le pourcentage restant étant des secteurs annexes et vingt détenus étaient en déplacement.

Champ-Dollon	449
Pâquerette	10
Unité carcérale psychiatrique (UCP)	9
Unité cellulaire de l'Hôpital Cantonal (UCH)	2
Violons du Palais de justice	3

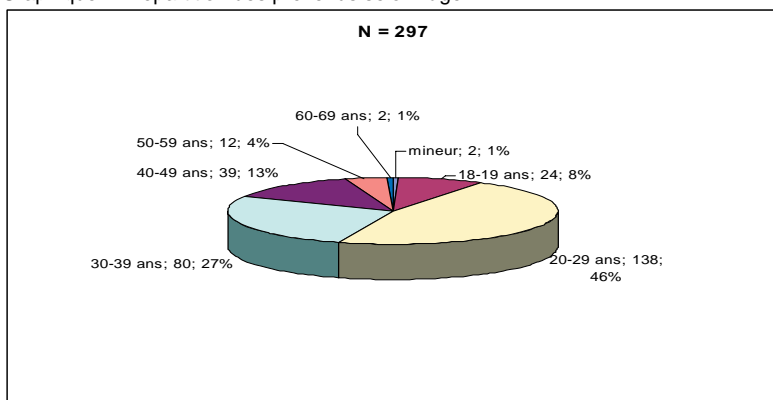
Ajoutons pour être tout à fait complets, que 12 personnes étaient détenues, par mandat d'amener décerné par l'Officier de police, dans les violons de l'Hôtel de police, les violons du poste de police des Pâquis et les violons de la Brigade de Sécurité routière. Nous n'avons pu obtenir toutes les informations que nous souhaitions pour ces personnes, à savoir notamment les infractions reprochées, nous n'incluons donc pas ces personnes dans nos calculs.

Nous allons concentrer nos observations sur les prévenus exclusivement, sauf lorsque la comparaison avec les condamnés peut présenter un intérêt.

#### Age des prévenus

L'âge moyen des détenus était de 30 ans, et plus de 75 % des détenus étaient âgés entre 20 et 40 ans. En outre, il faut noter que deux mineurs âgés l'un de 16 ans, l'autre de 17 ans, étaient placés à Champ-Dollon sur ordre du Tribunal de la Jeunesse.

Graphique 1. Répartition des prévenus selon l'âge.

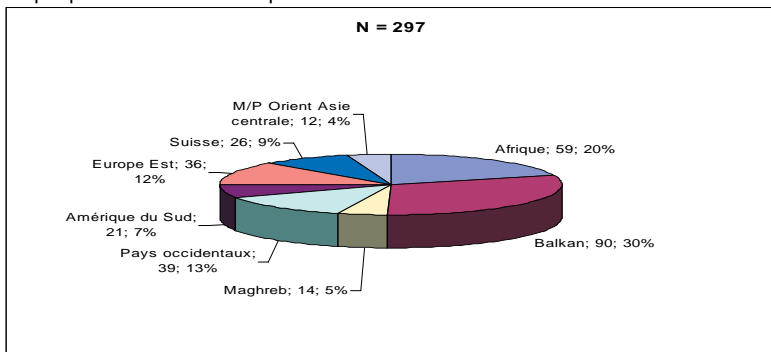


#### Nationalité

448 détenus étaient de nationalité étrangère (91 %) et 45 de nationalité suisse. Il faut préciser ici que les nationalités relevées sont celles ayant été données par les détenus lors de leur audition par la police. De nombreuses personnes ne possédant pas de papiers d'identité, la nationalité n'a donc pas toujours pu être attestée.



Graphique 2. Nationalité des prévenus.



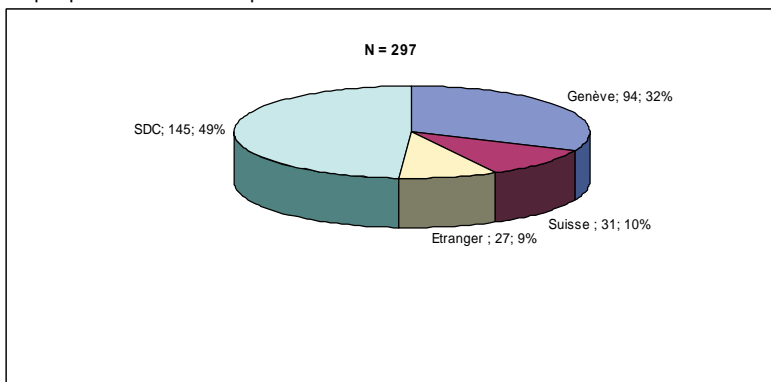
Les ressortissants d'Afrique et des Balkans sont les deux groupes les plus représentés puisqu'ils représentent au total 50 % des prévenus. 9 % des prévenus sont de nationalité suisse.

### Domicile

Nous avons utilisé les données fournies par les détenus lors de leur arrestation. Il s'agit donc de leur "domicile" tel qu'ils l'ont déclaré.

La moitié des prévenus étaient sans domicile connu (SDC), un tiers était domicilié à Genève.

Graphique 3. Domicile des prévenus.



Nous verrons ci-dessous le domicile déclaré des détenus étrangers selon le statut de leur séjour, légal ou illégal.

### Statut du séjour

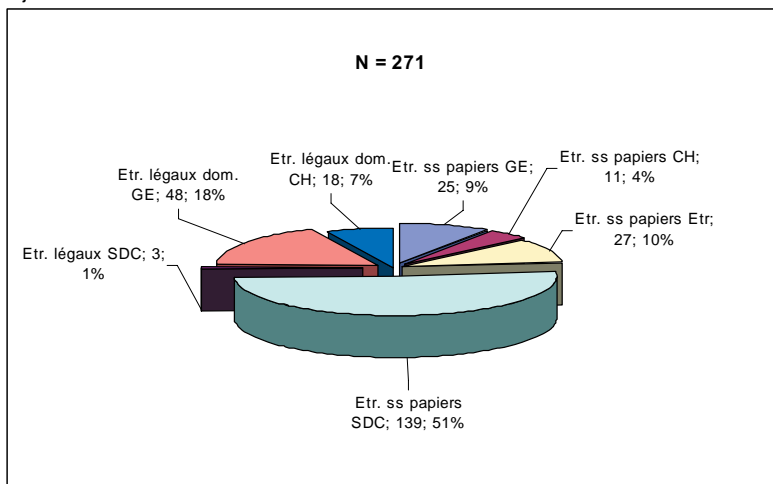
Le graphique 4 montre le domicile déclaré des prévenus étrangers en fonction du statut de leur séjour à Genève (légal ou illégal). Nous constatons que sur les 271 prévenus étrangers, seuls un quart était en possession d'une autorisation de séjour sur territoire suisse. Plus de la moitié d'entre eux n'étaient pas en possession d'une autorisation de séjour en Suisse et étaient sans domicile connu (SDC), soit sans domicile connu des services officiels du canton. Le quart restant avait aussi un séjour illégal en Suisse mais avaient indiqué une adresse en Suisse aux services de police.

Il faut noter que nous avons vérifié auprès de l'Office cantonal de la population de Genève les données concernant les étrangers sans papiers se disant domiciliés à Genève ou dans un autre canton. Ces vérifications nous ont permis d'exclure de nos calculs un certain nombre de personnes qui étaient bel et bien possesseurs d'une autorisation de séjour, ce qui n'avait pas été relevé par la police au stade de l'enquête. Nous sommes donc relativement sûrs qu'il y avait, le 31.08.2006, 92 personnes ayant déclaré un "domicile" mais n'ayant pas d'autorisation de séjour en Suisse, dont 67 avaient une adresse à Genève et 24 dans un autre canton.

Il faut mentionner que parmi les 69 prévenus de nationalité étrangère ayant une autorisation de séjour sur territoire suisse, 30 étaient en possession d'un permis C, ce qui représente une proportion étonnamment élevée lorsque l'on sait que le permis C est celui qui présente le plus de garanties quant au séjour sur le territoire suisse.

En ce qui concerne la représentation des requérants d'asile dans la population de Champ-Dollon, notons qu'il y avait 12 détenus en possession d'un permis N, 3 avaient sur eux au moment de leur arrestation une décision de non entrée en matière (NEM), et 16 avaient une décision de refus d'asile. Au total, il y avait donc 31 détenus ayant engagé une procédure de demande d'asile (que celle-ci ait abouti ou non, ou qu'elle soit encore en cours), ce qui représente 11 % des prévenus étrangers.

Graphique 4. Domicile déclaré des prévenus étrangers en fonction du statut de leur séjour.



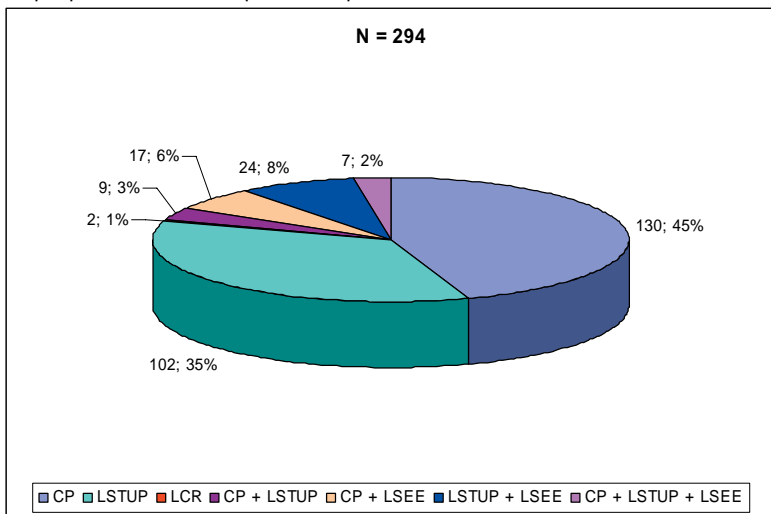
### Séjours antécédents

Les deux tiers des prévenus effectuaient leur premier séjour en détention à Champ-Dollon. 14 détenus avaient déjà effectué plus de 5 séjours à Champ-Dollon.

### Type d'infractions commises

Le graphique 5 illustre le pourcentage de motifs d'inculpation des prévenus en fonction de la ou des lois violées. Les données nous manquaient pour 3 prévenus, raison pour laquelle le calcul est basé sur 294 et non 297 personnes. Nous avons renoncé à faire figurer dans le schéma toutes les combinaisons CP / LStup / LSEE / LCR qui se retrouvent dans les motifs d'inculpation, certaines catégories étant trop peu importantes pour être mentionnées. Nous n'avons gardé que les principales catégories.

Graphique 5. Motifs d'inculpation des prévenus.



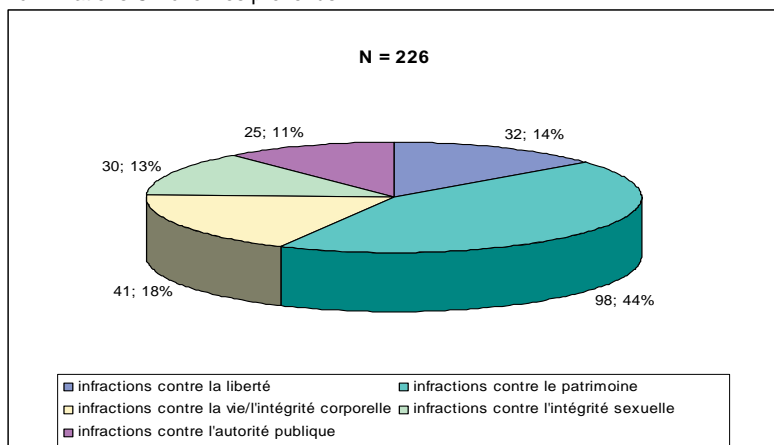
On remarque que la plus grande partie des prévenus (45 %) sont inculpés pour infractions au Code pénal seulement ou à la LStup uniquement (35 %). 24 détenus étaient inculpés pour infractions à la LStup + LSEE.

Il faut noter que seuls 2 détenus étaient inculpés pour infractions à la LCR uniquement.

Nous ne sommes pas en mesure de définir de quelles infractions à la LCR / LStup / LSEE il s'agit, puisque ces données ne sont pas transmises à Champ-Dollon. Les articles précis ne sont mentionnés que pour les infractions au Code pénal.

En ce qui concerne à présent les infractions au Code pénal, nous avons relevé 226 incriminations pour l'ensemble des prévenus. Près de la moitié d'entre elles concernent le patrimoine; la liberté, l'intégrité sexuelle et l'autorité publique ayant une représentation plus faible. Les infractions contre la vie ou l'intégrité corporelle concernent près de 20 % des inculpations.

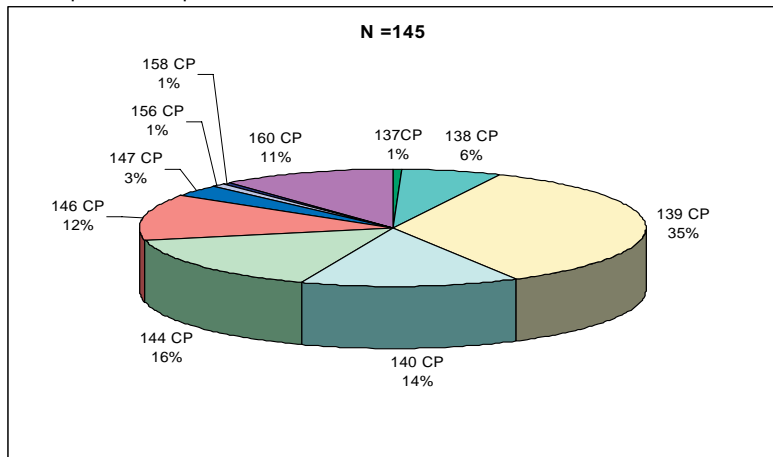
Graphique 6. Représentation des biens juridiques protégés atteints dans les incriminations CP chez les prévenus.



Comme nous l'avons mentionné en introduction, il convient de se souvenir que les incriminations peuvent aussi bien concerner des infractions tentées que consommées, puisqu'il ne nous a pas été possible d'accéder systématiquement à ces précisions.

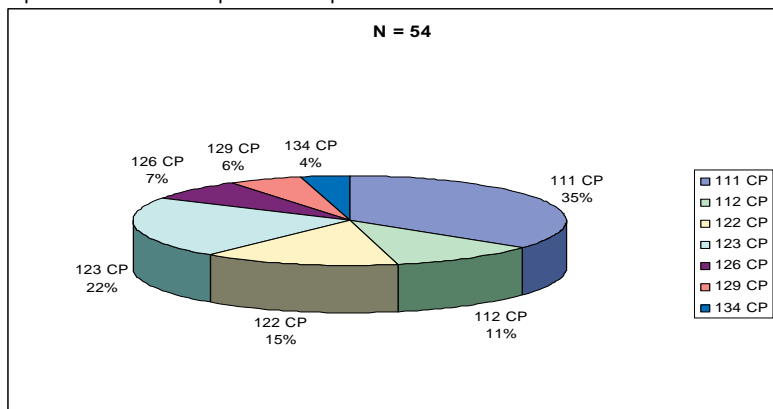
Le graphique 7 nous indique sans grande surprise que les infractions au patrimoine sont réalisées dans la moitié des cas par le vol (139 CP) ou le brigandage (140 CP). Les dommages à la propriété (144 CP) concernent 16 % des cas.

Graphique 7. Part des différentes infractions au sein des atteintes au patrimoine dans les inculpations des prévenus.



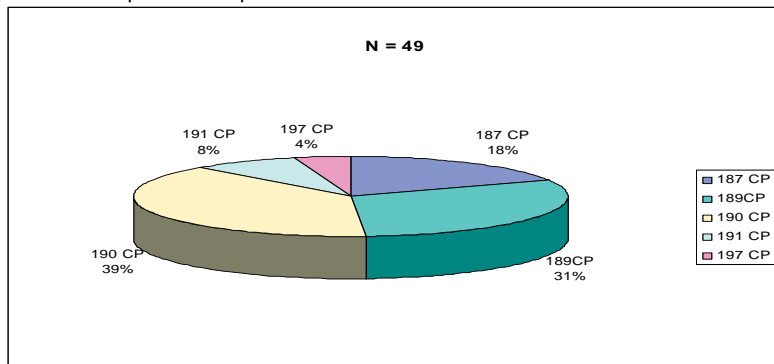
Les infractions contre la vie et l'intégrité corporelle sont les plus fréquemment commises après celles contre le patrimoine (54 inculpations). Dans 25 cas il s'agit d'atteintes à la vie et 20 motifs d'inculpation concernent des lésions corporelles simples ou graves. Il faut préciser que dans les motifs d'inculpation, 112 CP (assassinat) figure très souvent de manière subsidiaire à 111 CP (homicide). Le même acte peut donc à ce stade de la procédure être à la fois qualifié d'homicide et d'assassinat.

Graphique 8. Part des différentes infractions au sein des atteintes à la vie / intégrité corporelle dans les inculpations des prévenus.



Même si le nombre de motifs d'inculpation concernant l'intégrité sexuelle est relativement faible (49), il nous a paru intéressant de préciser qu'il s'agit pour 40 % (19 cas) d'entre elles de viol (190 CP) et dans 30 % des cas (15 cas) de contrainte sexuelle (189 CP).

Graphique 9. Part des différentes infractions au sein des atteintes à l'intégrité sexuelle dans les inculpations des prévenus.



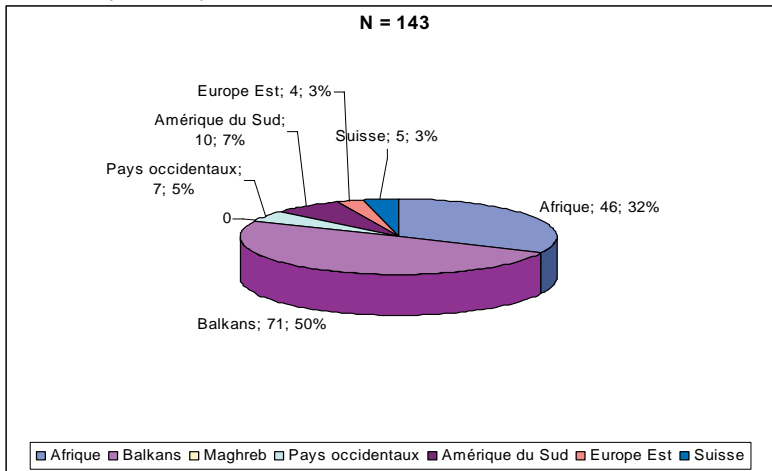
On peut encore mentionner 25 infractions contre l'autorité publique, dont 8 ruptures de ban (art. 291 CP) et 17 cas d'opposition aux actes de l'autorité avec ou sans violence (285, 286 CP).

#### Proportion d'étrangers dans les incriminations LStup

Etant donné que les étrangers sont 10 fois plus représentés à Champ-Dollon que les Suisses, nous n'avons pas jugé nécessaire de rechercher la proportion de chaque catégorie pour chaque type d'infraction du Code pénal. Elle suit en effet la proportion générale (90% d'étrangers – 10 % de Suisses). Toutefois, il nous a semblé intéressant de montrer comment les nationalités sont représentées chez les prévenus d'infractions à la Loi sur les stupéfiants; en effet, la LStup est très largement représentée dans toutes les catégories de notre analyse. Notons qu'il s'agit de toutes les inculpations prononcées pour LStup, mais n'excluant pas qu'il y ait d'autres infractions retenues (CP, LCR, LSEE).

Dans le graphique ci-dessous nous constatons que les trois quarts des incriminations pour LStup concernent des ressortissants d'Afrique et des Balkans. Il faut préciser que les ressortissants des Balkans, et d'Afrique sont les plus nombreux de manière générale.

Graphique 10. Représentation des origines dans les inculpations prononcées notamment pour LStup.

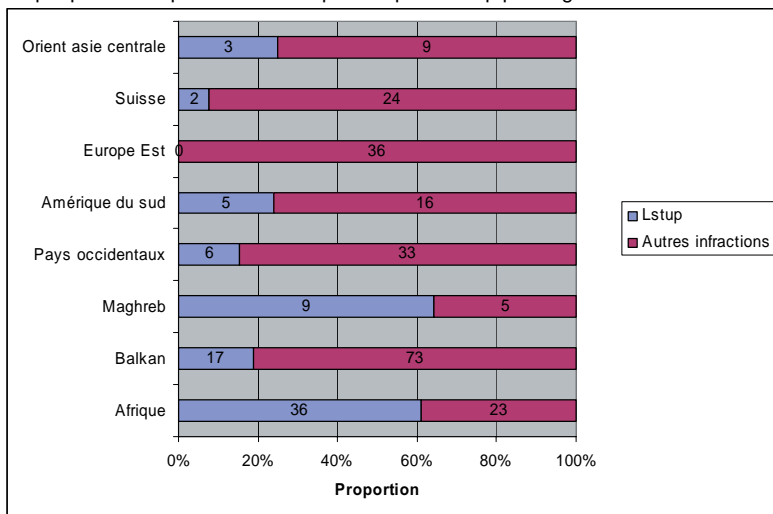


Le graphique 11 montre la proportion des inculpations pour LStup à l'intérieur de chaque groupe de ressortissants. A nouveau, il convient de se souvenir que les ressortissants des Balkans et d'Afrique sont les deux groupes les plus représentés de manière générale.

Il faut donc tenir compte des valeurs indiquées à l'intérieur des barres du graphique 11. De plus, il s'agit ici des inculpations mentionnant notamment la LStup et non pas exclusivement.

50 % des ressortissants du Maghreb et d'Afrique sont inculpés pour infraction exclusivement à la LStup. Chez les Suisses, ce pourcentage est d'environ 10 %.

Graphique 11. Proportion des inculpations pour LStup par origine.



#### Statut des détenus

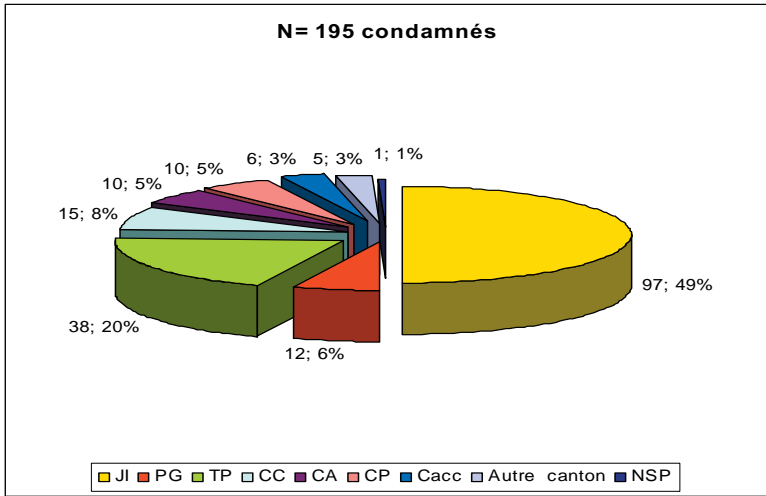
60 % des détenus se trouvaient en détention provisoire le 31.08.2006, et 40 % étaient condamnés, soit 189 personnes (toutes catégories de condamnés confondues, cf. p.2. Il faut y ajouter 1 prévenu et 6 condamnés placés à Champ-Dollon sur la base du Concordat latin, comme nous le verrons ci-après.

La moitié des personnes condamnées l'étaient par ordonnance de condamnation du Juge d'instruction ou du Procureur Général et un quart par jugement du Tribunal de police (Graphique 12).

Sept personnes au total, soit 6 condamnés et 1 prévenu, venaient d'un autre canton et se trouvaient à Genève en application du Concordat sur l'exécution des peines et mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons romands et du Tessin (RS GE E 4 55), 4 d'entre eux étaient placés à la Pâquerette, 1 à l'UCP, 1 à l'UCH, et 1 à Champ-Dollon.



Graphique 12. Autorités de condamnation.



JI : Juge d'instruction  
 PG : Procureur Général  
 CC: Cour correctionnelle  
 CA: Cour d'Assises  
 CP: Chambre pénale  
 Cacc: Chambre d'accusation

### Types de sanctions prononcées

#### Mesures

15 détenus étaient internés pour une durée indéterminée selon la mesure prévue par l'ancien article 43 CP, et pour 13 d'entre eux cette mesure avait été prononcée par le canton de Genève.

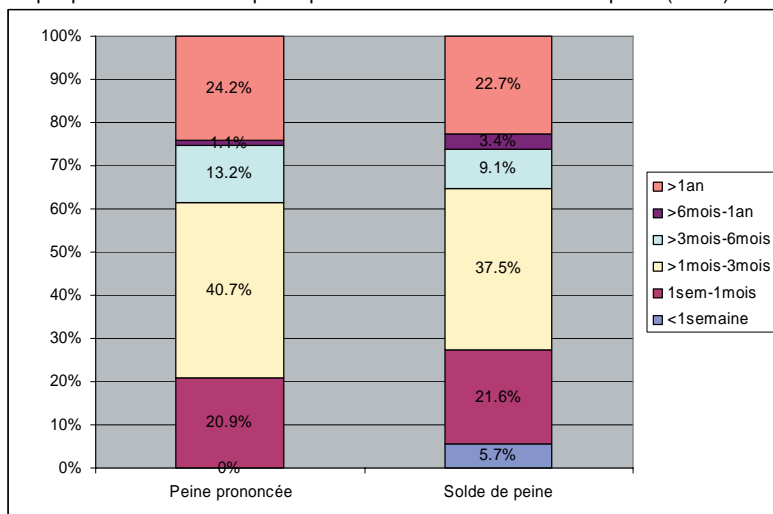
#### Peines

Quant aux peines privatives de liberté prononcées, la moyenne ne nous est pas d'une grande utilité car elle subit la forte influence de deux condamnations à vie (calculées à 99 ans) et de deux condamnations à 15 ans de détention. En enlevant les deux condamnations à vie du total, nous obtenons une moyenne de 534 jours de peines de détention prononcées; la médiane se place à 122 jours de détention. La durée la plus basse est de 10 jours et la plus élevée (hormis les condamnations à vie) est de 15 ans.

Le graphique 13 met en comparaison la durée des peines prononcées pour les condamnés en exécution de peine au 31.08.2006 et le solde de peine qu'il leur restait à effectuer après déduction de la durée de détention provisoire.

Sur les 88 condamnés en exécution de peine au 31.08.2006 pour lesquels nous avons la totalité des informations nécessaires, nous pouvons dire que 60 % ont été condamnés à une peine privative de liberté de 3 mois ou moins. De même, la durée du solde de peine que le détenu a encore à effectuer après déduction de la durée de détention provisoire est de moins de 3 mois dans 65 % des cas. Selon le règlement sur le régime intérieur de la prison et le statut des personnes incarcérées (RS GE F 1 50.04), les condamnés à de courtes peines (soit moins de 3 mois, ou dont le solde de peine n'excède pas 3 mois) ne sont pas transférés dans un pénitencier pour l'exécution, mais exécutent leur peine à Champ-Dollon.

Graphique 13. Durée de la peine prononcée et durée du solde de peine (N=88).

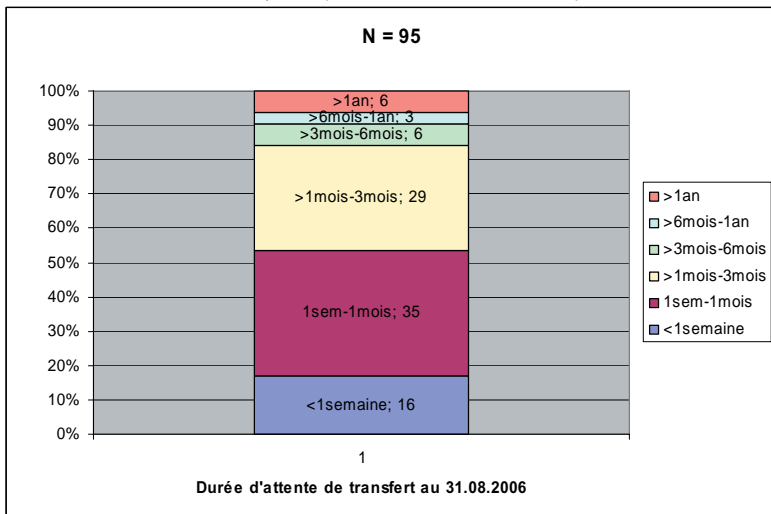


Les détenus ayant un solde de peine privative de liberté supérieur à 3 mois à effectuer devraient être transférés le plus rapidement possible dans un établissement pénitentiaire réservé à l'exécution de peine. Or, le 31.08.2006, 31 détenus avaient un solde de peine supérieur à 3 mois à effectuer et se trouvaient encore à Champ-Dollon. Sur ces 31 condamnés, 15 attendaient leur transfert dans un établissement approprié depuis plus de 3 mois. Sur la totalité de ces 95 condamnés en exécution de peine pour lesquels nous avons toutes les données nécessaires, nous pouvons dire qu'au 31.08.2006, ils attendaient depuis 70 jours en moyenne leur transfert dans un établissement pénitentiaire d'exécution de peine (graphique 14).

De même, le 31.08.2006, 20 condamnés avaient un solde de peine supérieur à 1 année à effectuer et n'avaient pas encore été transférés dans l'établissement pénitentiaire adéquat. Sur ces 20 condamnés, 4 attendaient leur transfert depuis plus de 6 mois. Parmi ces 4 condamnés, un condamné attendait son transfert depuis 534 jours. Son solde de peine étant de 581 jours, il lui restait à effectuer 47 jours de peine privative de liberté le 31.08.2006. Nous pouvons présumer qu'il n'aura pas été transféré dans l'établissement adéquat au cours de ces 47 jours et qu'il aura donc effectué la durée totale de sa peine à Champ-Dollon, soit 913 jours de peine privative de liberté.

Le 31.08.2006, les 20 condamnés susmentionnés attendaient en moyenne leur transfert dans un établissement pénitentiaire adéquat depuis 118 jours. La médiane se situe à 63 jours.

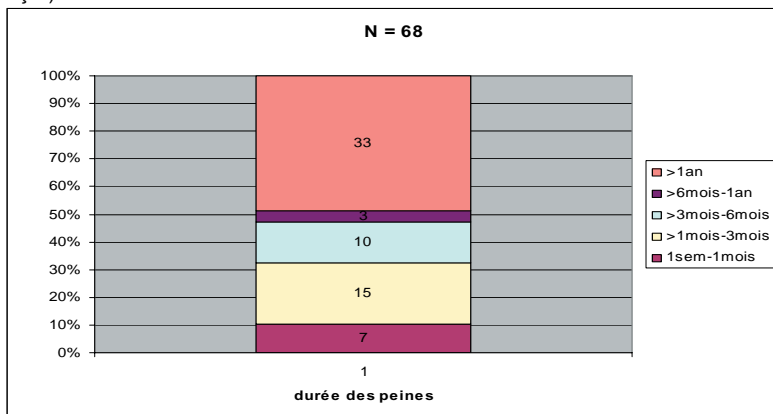
Graphique 14. Durée de l'attente de transfert en pénitencier au 31.08.2006 pour les condamnés en exécution de peine (dits condamnés "normaux").



Nous avons effectué le même type de calculs pour la catégorie des condamnés "pas reçu", soit 69 détenus. Rappelons que sur ces 69 détenus, nous pouvons présumer qu'une grande partie sont en recours, les données que nous mentionnerons ci-dessous sont donc à prendre avec précaution.

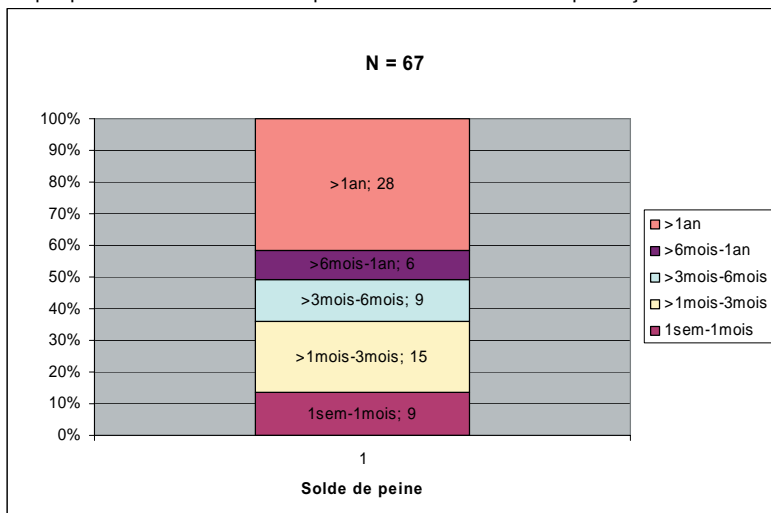
50 % des condamnés "pas reçu" ont été condamnés (sous réserve de recours) à une peine privative de liberté de moins de 6 mois; 31 % l'ont été à une peine de moins de 3 mois comme l'indique le graphique 15.

Graphique 15. Durée des peines privatives de liberté prononcée (condamnés "pas reçu").



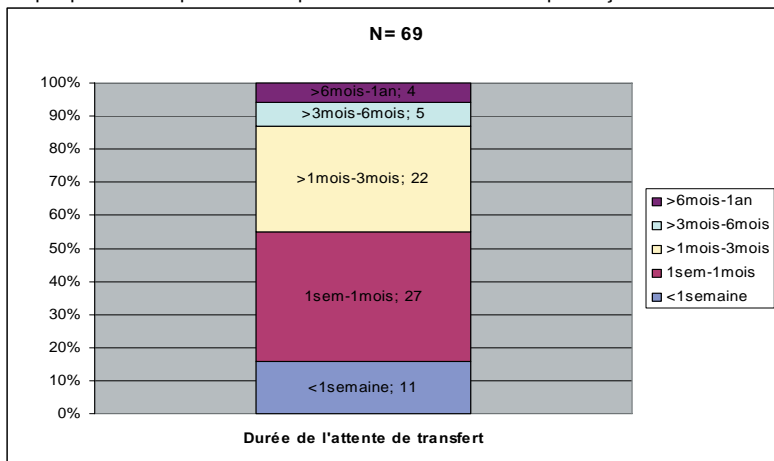
La durée du solde hypothétique de peine à effectuer pour les condamnés "pas reçu" est, pour 35 % des condamnés de moins de 3 mois. 50 % des condamnés "pas reçu" ayant un solde de peine inférieur à 6 mois (cf. graphique 16). Nous parlons de solde de peine hypothétique puisque, normalement, le solde de peine est le résultat de la déduction de détention provisoire de la peine prononcée. Or, pour les condamnés "pas reçu", mentionnons une fois encore que nous avons calculé une fin fictive de détention provisoire au jour de la condamnation (cf. p.15), puisque nous ne savons pas la proportion de ces 69 condamnés qui ont déposé un recours.

Graphique 16. Durée du solde de peine fictif des condamnés "pas reçu".



Nous avons calculé, comme pour les condamnés "normaux", la durée hypothétique d'attente de transfert dans un établissement adéquat (Graphique 17). Encore une fois, il faut garder à l'esprit que ce calcul est totalement fictif, puisque les condamnés "pas reçu" ne bénéficiaient pas encore, le 31.08.2006, d'une condamnation définitive. Leur transfert en établissement d'exécution de peine n'était donc pas encore possible. Toutefois, cela donne une indication sur le laps de temps s'étendant entre la date de condamnation et le 31.08.2006.

Graphique 17. Temps écoulé depuis la condamnation des "pas reçu" et le 31.08.2006

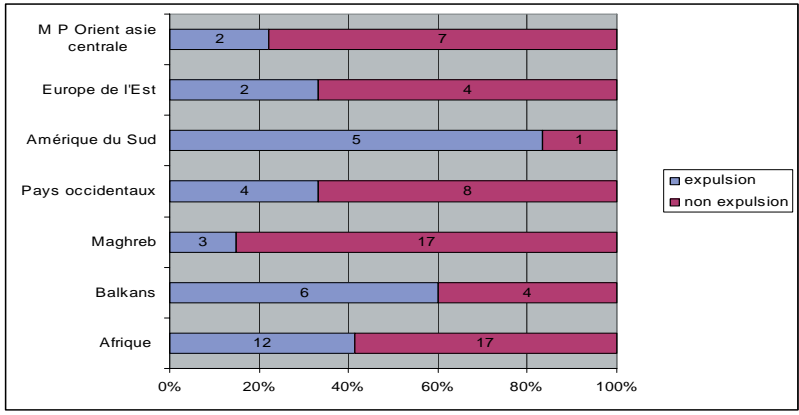


### Expulsion judiciaire

Sur un total de 93 condamnés de nationalité étrangère et en exécution de peine le 31.08.2006, 34 ont été, en plus de leur peine ou mesure<sup>70</sup>, condamnés à une expulsion judiciaire (soit 36 %). La répartition des cas d'expulsion judiciaire par origine, ainsi que le pourcentage qu'elle représente pour chaque origine est représenté dans le graphique 14. En résumé, les ressortissants d'Amérique du Sud ont été proportionnellement le plus touchés par l'expulsion judiciaire, suivis des ressortissants des Balkans et d'Europe de l'Est ainsi que les ressortissants d'Afrique. Les ressortissants du Moyen – Proche Orient / Asie centrale, de l'Europe de l'Est et des pays occidentaux sont ceux qui ont été proportionnellement le moins touchés par une décision d'expulsion judiciaire.

<sup>70</sup> 10 étrangers ont été condamnés à une mesure de l'art. 43 aCP, 2 d'entre eux ont en plus été condamnés à une expulsion judiciaire.

Graphique 18. Proportion d'expulsions judiciaires prononcées par origine.



## II. Détention provisoire

Nous distinguerons dans ce chapitre la détention provisoire des prévenus et celle des condamnés.

Nous devons préliminairement mentionner un problème de transmission d'information entre les Tribunaux et Champ-Dollon: Lorsqu'un prévenu est condamné, aux termes de la loi, il reste prévenu jusqu'à l'échéance de son délai de recours, ou pendant toute la durée du recours, donc tant que le jugement n'est pas encore exécutoire. Dans la pratique, lorsque le détenu est condamné, le Ministère public transmet à Champ-Dollon un avis de condamnation définitive. Ce même avis est transmis au SAPEM qui lui-même enverra à Champ-Dollon un avis de détention. Toute cette procédure peut, bien entendu, subir des retards administratifs dans l'envoi des divers avis. Si le détenu a déposé un recours, Champ-Dollon reçoit cette information, et garde donc le détenu dans la catégorie "prévenu", conformément à la loi.

Cependant, jusqu'à la fin de l'année 2006, le greffe de Champ-Dollon ne recevait l'information du recours déposé que pour les oppositions aux ordonnances de condamnation du JI ou du PG (4 détenus étaient dans une telle procédure le 31.08.2006). Ainsi, nous avons dénombré au 31.08.2006, 69 détenus pour lesquels une condamnation avait été prononcée, information connue de Champ-Dollon, mais pour lesquels le greffe n'avait pas encore reçu l'avis de condamnation définitive. Nous n'avons donc pas pu savoir, au jour de l'enquête, si ces 69 détenus étaient en procédure de recours ou si les avis de condamnation définitive n'étaient pas parvenus pour cause de retard dans l'envoi.

Parmi les 69 détenus pour lesquels aucune condamnation définitive n'était reçue, 25 avaient été condamnés depuis plus de 1 mois et demi, les plus anciennes condamnations datant même de 7 mois. On peut donc formuler l'hypothèse que si l'avis définitif n'était pas encore parvenu, ce n'était pas faute aux lenteurs administratives, mais pour cause de recours déposé. Rappelons que si le détenu était condamné par une juridiction de jugement, Champ-Dollon ne recevait pas l'information du recours.

Nous avons intitulé condamné "pas reçu" ce type hybride de "condamné - prévenu" pour lesquels Champ-Dollon n'a pas encore reçu l'avis de condamnation définitive.

Le problème développé ci-dessus est important puisque Champ-Dollon fait passer les détenus dans la catégorie "condamnés" dès qu'ils reçoivent l'avis de condamnation définitive, corroboré ensuite par l'avis de détention du SAPEM. Dès le jour de sa condamnation, le détenu passe sous le contrôle du Ministère public. Ce qui signifie que les autorisations (téléphones, visites) délivrées par le Juge d'instruction ne sont pas nécessairement reconduites par le Ministère public.

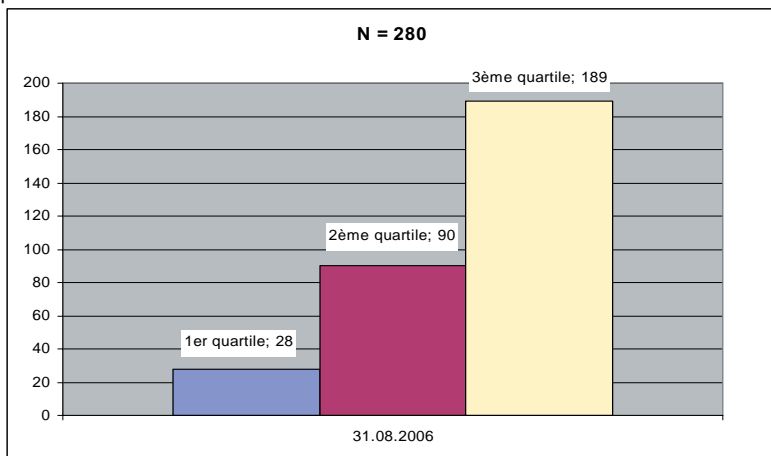


## 1. Durée de la détention provisoire des prévenus

Nous avons calculé la durée de détention provisoire des prévenus au 31.08.2006 (N = 280 prévenus pour lesquelles les données nécessaires étaient disponibles). La très large représentation de la variable ne permet pas de tirer de conclusions claires des différentes moyennes: nous les indiquons donc à titre illustratif.

La durée moyenne est de 141 jours et la médiane se situe à 90 jours. Le 1er quartile se situe à 28 jours et le 3ème quartile à 189 jours (cf. graphique 18, et graphique 19, CD 1). 25 % des prévenus effectuent donc une durée de détention provisoire supérieure à 189 jours.

Graphique 19. Quartiles – durée de la détention provisoire en jours pour les 280 prévenus.



Durée moyenne de détention provisoire chez les prévenus

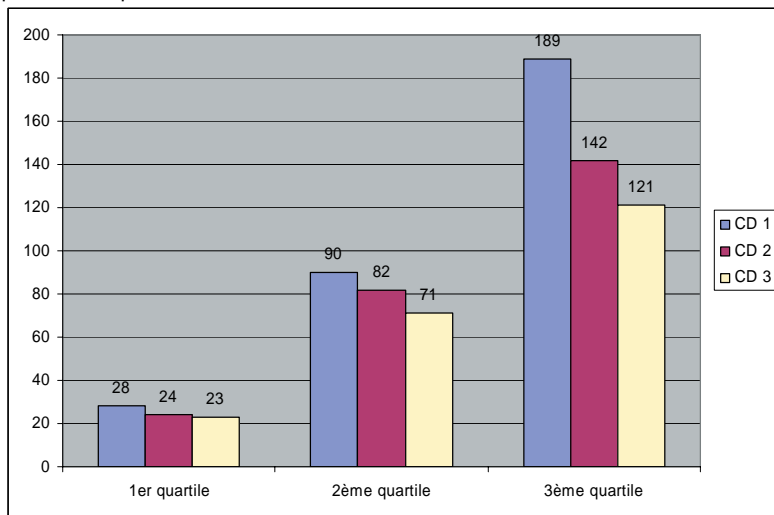
Suisses	138 jours
Etrangers	141 jours

La durée moyenne ci-dessus subit évidemment les valeurs maximales, soit les très longues durées de détention provisoire. En enlevant les 28 prévenus (cf. graphique 19, CD 2) qui au 31.08.2006 avaient une durée de détention provisoire de plus de 360 jours, la moyenne tombe à 100 jours et la médiane à 82 jours. Le 1er quartile se situant, dans cette hypothèse, à 24 jours et le 3ème à 142 jours.

En effectuant le même type de calculs, mais en déduisant cette fois du comptage les 42 détenus ayant, au 31.08.2006, une durée de détention provisoire supérieure à 300 jours

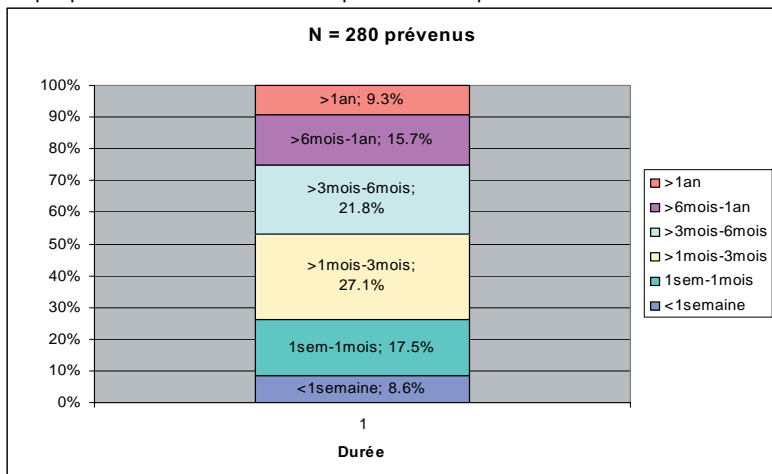
(cf. graphique 19, CD 3), nous obtenons une moyenne à 85 jours de détention provisoire et une médiane à 71 jours. Le 1er quartile se situe à 23 jours et le 3ème à 121 jours.

Graphique 20. Détention provisoire des prévenus. Comparaison des trois quartiles avec prise en compte ou exclusion de certaines valeurs extrêmes.



Nous avons calculé comment se répartissent les durées de détention provisoire des 280 prévenus (18 individus n'ont pu être pris en compte en raison de données manquantes). Le tableau ci-dessous permet de constater que la moitié des prévenus étaient en détention provisoire depuis moins de 3 mois en date du 31.08.2006. Notons finalement que seuls 8,6 % des détenus au 31.08.2006 avaient fait moins d'une semaine de détention provisoire (26 détenus).

Graphique 21. Durée de la détention provisoire des prévenus au 31.08.2006.



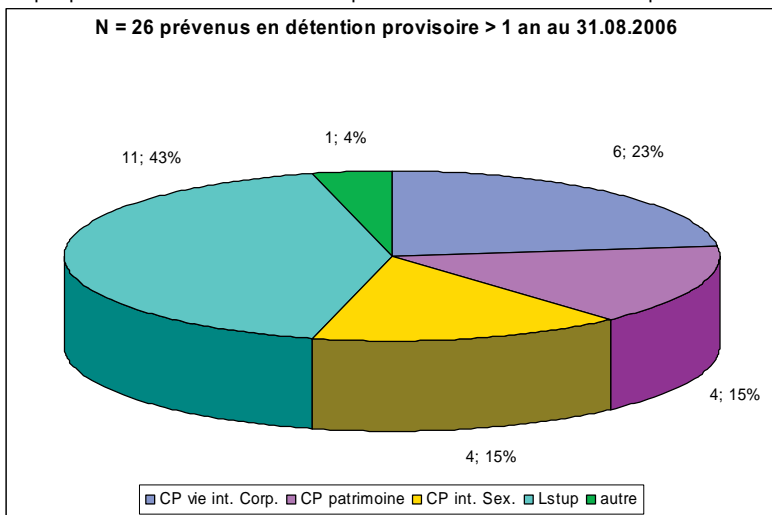
Nous nous sommes donc attachés à connaître le profil des détenus étant en détention provisoire depuis plus d'un an au 31.08.2006. Le schéma suivant montre quel type d'infractions a été commis. La plupart de ces détenus ayant fait l'objet de plusieurs motifs d'inculpation, nous avons décidé de n'en choisir qu'une selon l'importance attribuée selon l'ordre suivant:

1. vie
2. intégrité sexuelle
3. patrimoine
4. LStup
5. LSEE

Ainsi, un détenu qui est inculpé à la fois d'infraction à la vie et au patrimoine est classé dans le schéma ci-dessous dans "CP vie int. corp."

On constate que 11 détenus étant en détention provisoire depuis plus d'une année le sont pour infractions à la LStup et 14 pour infractions au CP (essentiellement des infractions au patrimoine).

Graphique 22. Prévenus en détention provisoire &gt; 1 an – Motifs d'inculpation.



Il faut noter de plus que sur les 11 prévenus d'infractions à la LStup, 10 sont originaires des Balkans / Europe de l'Est, ces derniers étant aussi majoritaires dans les infractions au CP.

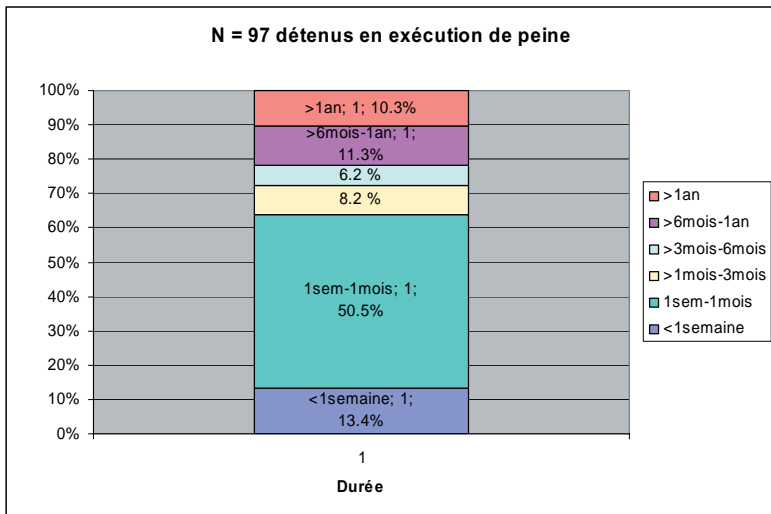
## 2. Durée de la détention provisoire des condamnés

Nous devons ci-dessous introduire la catégorie que nous avons explicitée ci-dessus, à savoir celle des condamnés pour lesquels Champ-Dollon n'a pas encore reçu la condamnation, les "condamnés pas reçu". Pour ces derniers, nous avons déterminé tout à fait fictivement que la fin de détention provisoire est celle de la date de jugement.

La catégorie que nous nommerons "condamnés normaux" est constituée des condamnés qui étaient effectivement en exécution de peine le 31.08.2006. Pour ces derniers, la date de fin de détention provisoire est celle à laquelle Champ-Dollon a reçu un avis de condamnation définitive. C'est évidemment la catégorie la plus fiable: 97 détenus y sont comptabilisés. Sur la totalité des condamnés, 9 détenus n'ont pas été inclus dans quelques-unes de nos statistiques ci-dessous car de trop nombreuses données manquaient à leur sujet (pour chaque graphique, le N est indiqué).

Pour les trois quarts de ces détenus, la durée de détention provisoire n'a pas excédé 3 mois. 10 condamnés ont toutefois effectué plus d'une année de détention provisoire.

Graphique 23. Durée de la détention provisoire des condamnés en exécution de peine au 31.08.2006.



La moyenne se situe à 114 jours, le 1er quartile à 19 jours, la médiane à 25 jours et le 3ème quartile à 155 jours. 25 % des condamnés ont donc effectué plus de 155 jours de détention provisoire. Une fois encore, la distribution de la variable étant très large, ces valeurs ne peuvent pas être utilisées indépendamment d'autres données.

Sur le total des 97 condamnés en exécution de peine, 10 ont effectué une détention provisoire de plus d'un an, dont 2 Africains, 2 ressortissants des pays occidentaux, et 6 ressortissants des Balkans – Europe de l'Est.

7 condamnés ayant effectué plus d'un an de détention provisoire ont été condamnés notamment pour infraction à la LStup, dont 5 uniquement pour infraction à la LStup. Les 3 condamnés restant l'étaient pour infractions au CP (1 patrimoine; 1 vie; 1 intégrité sexuelle). On peut en déduire, avec beaucoup de vraisemblance, que les 7 condamnés pour LStup ont dû l'être pour cas grave (19.2 LStup).

Nous avons encore comparé la durée de la détention provisoire pour les 97 condamnés "normaux" avec la durée de la peine prononcée. Le coefficient de corrélation<sup>71</sup> est très élevé puisqu'il est de 0.87. Nous avons établi le graphique 20 afin d'illustrer nos propos.

<sup>71</sup> Le coefficient de corrélation est la relation linéaire monotone entre deux variables numériques. Ce coefficient varie entre - 1 et + 1 (+ 1 est la mesure de la corrélation positive la plus forte, - 1 est la mesure de la corrélation négative la plus forte. Une corrélation nulle a pour valeur 0).

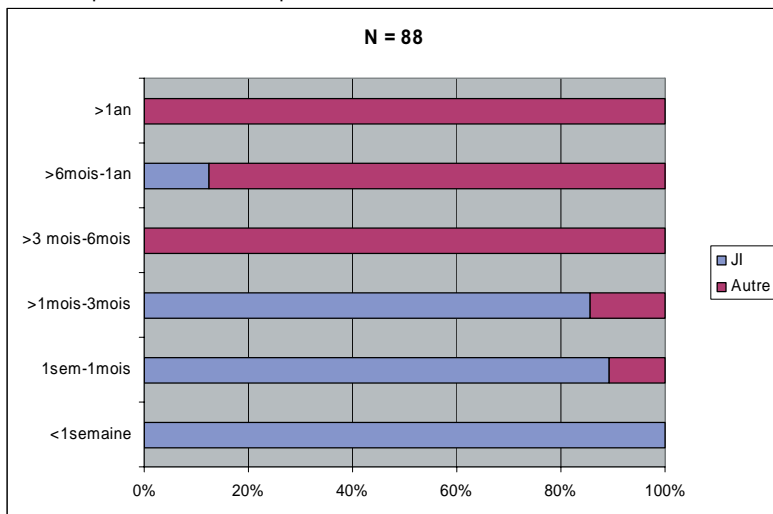
Pour terminer, nous avons sélectionné les 61 condamnés ayant effectué une durée égale ou inférieure à 3 mois et pour lesquels les informations concernant l'autorité de condamnation étaient disponibles. Nous avons constaté que 90 % de ces condamnés l'ont été par ordonnance de condamnation du juge d'instruction.

Parmi les condamnés ayant effectué plus de 3 mois de détention provisoire, les autorités de condamnation sont principalement la Cour Correctionnelle, la Chambre pénale et la Cour d'Assises.

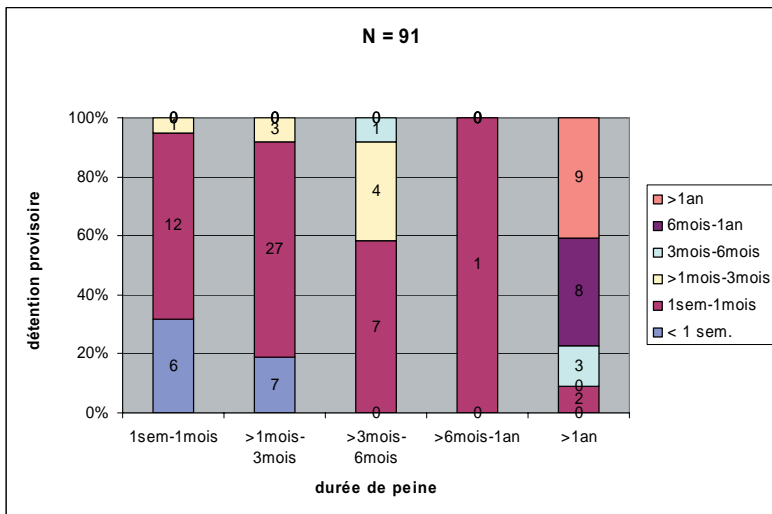
A noter que nous avons effectué notre calcul sur les 97 condamnés "normaux". Or, 11 d'entre eux n'avaient pas de mention concernant l'autorité de condamnation et ont donc été enlevés du calcul. Le nombre d'individus sélectionnés est donc de 88.

Sur le total des 88 condamnés, 70 % ont été condamnés par ordonnance de condamnation du Juge d'Instruction.

Graphique 24. Représentation des autorités de condamnation selon la durée de détention provisoire effectuée par les condamnés "normaux".



Graphique 25. Durée de la peine des condamnés en exécution de peine au 31.08.2006, en rapport avec la durée de la détention provisoire effectuée (données disponibles pour 91 condamnés).



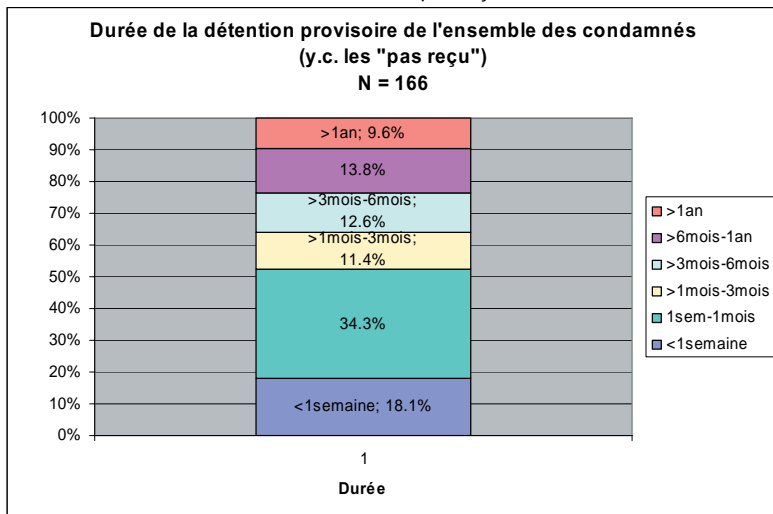
Pour les 69 détenus de la catégorie des "condamnés pas reçu", la moyenne de détention provisoire se situe à environ 186 jours, le 1er quartile à 6,5 jours, la médiane à 84 jours et le 3ème quartile à 182 jours. Notons que la distribution de la variable qui est toujours très large. Il faut toutefois se rappeler que la durée de la détention provisoire pour cette catégorie spéciale de condamnés a été calculée au jour de la condamnation. Les données que nous avons sont relativement basses car nous ne savons pas si ces détenus sont en recours. Leur détention provisoire ne s'arrêtera donc que le jour où le greffe de Champ-Dollon recevra leur avis de condamnation définitive. Nous constatons donc que les données concernant ces 69 "condamnés – prévenus" ne sont pour l'heure pas très fiables. Raison pour laquelle nous n'analyserons pas plus en avant les données les concernant.

Pour l'ensemble des condamnés ("condamnés normaux" et "condamnés pas reçu"), la moyenne de la durée de détention provisoire est de 124 jours. Le premier quartile est de 9 jours, la médiane de 27 jours et le troisième quartile de 171 jours. Cela signifie donc que 25 % de l'ensemble des condamnés ont effectué plus de 171 jours de détention provisoire.

Soulignons que ces données incluent les 69 "condamnés pas reçu", ce qui influence les chiffres concernant l'ensemble des condamnés.

En résumé, 60 % du total des condamnés avait fait moins de 3 mois de détention provisoire. 19 condamnés ont effectué plus d'une année de détention provisoire. Il est important de mettre ces données en lien avec l'autorité de condamnation (cf. graphique 19)

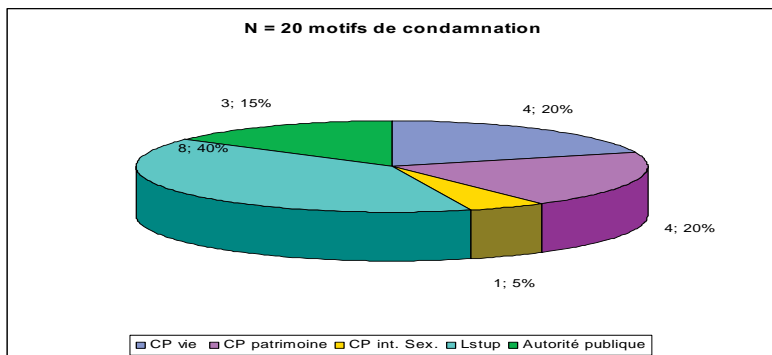
Graphique 26. Durée de la détention provisoire pour le total des condamnés, soit les 97 condamnés "normaux" et les 69 "condamnés pas reçu".



Pour les 19 détenus ayant effectué une durée de détention provisoire de plus d'un an, la répartition par motif de condamnation est sans surprise puisque près de la moitié sont condamnés pour infractions à la LStup, comme le montre le schéma ci-dessous. Viennent ensuite les condamnations pour atteinte à la vie / intégrité corporelle et pour terminer les condamnations pour atteinte au patrimoine

Graphique 27. Motifs de condamnation des 16 condamnés ayant effectué plus d'un an de détention provisoire.

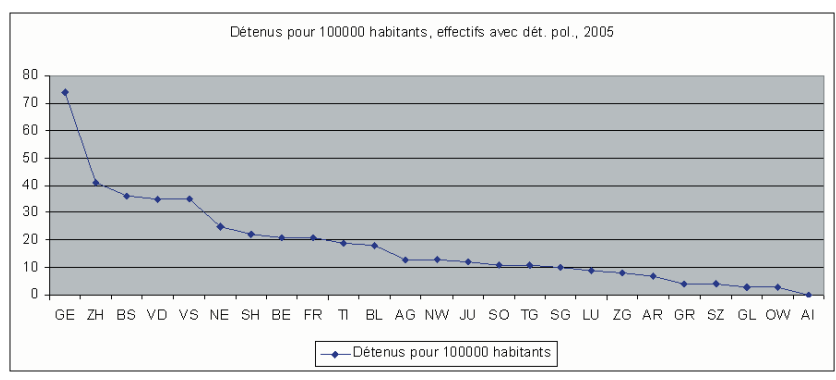




Sur les 8 détenus condamnés pour LStup, 6 l'ont été pour LStup uniquement. Ces 8 condamnés étaient très majoritairement ressortissants des Balkans- Europe de l'Est (7 condamnés). A noter que tous les condamnés originaires des Balkans – Europe de l'Est ayant fait plus d'une année de détention provisoire ont été condamnés pour LStup.

-----

Annexe 3



## Annexe 4

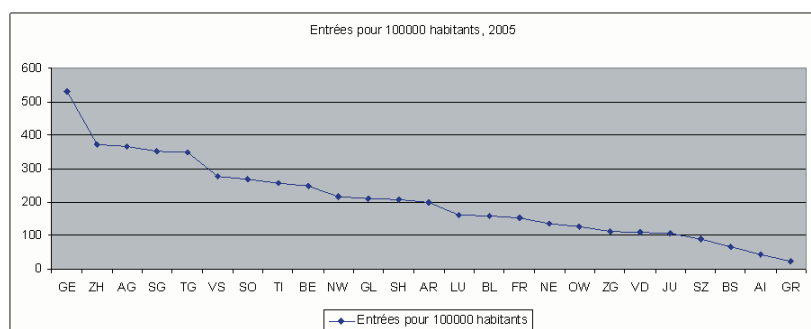
Détention provisoire avec dét. policière, entrées avec dét. policière, 2005,  
par cantons

## Annexe 5

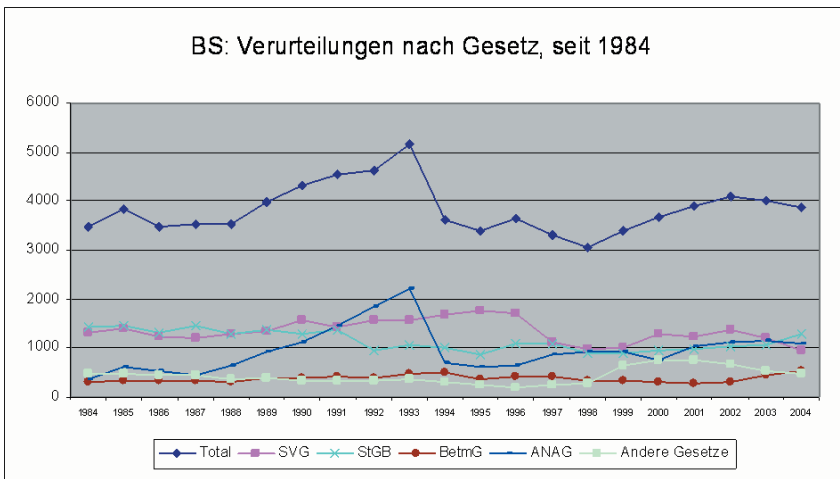
Entrées pour 100'000 habitants par canton										
	2001		2002		2003		2004		2005	
	Nombre d'entrées	Entrées pour 100000 habitants	Nombre d'entrées	Entrées pour 100000 habitants	Nombre d'entrées	Entrées pour 100000 habitants	Nombre d'entrées	Entrées pour 100000 habitants	Nombre d'entrées	Entrées pour 100000 habitants
GE	2254	541	2570	609	2265	529	2305	533	2313	530
ZH	4326	348	4400	350	5121	403	6119	478	4791	371
AG	2042	373	2272	411	2386	427	2542	451	2081	367
SG	1411	312	1394	306	1382	302	1375	299	1620	351
TG	1036	454	1025	447	1051	454	884	379	815	348
VS	527	191	600	215	777	274	797	278	798	276
SO	425	175	520	212	593	241	353	143	661	268
TI	687	221	589	188	705	223	763	239	831	258
BE	1356	142	1468	154	2298	240	1763	183	2389	248
NW	101	268	108	283	103	268	91	235	85	217
GL	72	189	73	191	95	248	155	405	80	210
SH	90	123	137	186	162	218	148	200	155	209
AR	21	143	31	211	27	184	42	286	30	200
LU	606	174	679	193	595	169	686	194	575	162
BL	404	156	402	154	449	171	379	144	421	159
FR	446	184	492	201	523	210	428	170	394	154
NE	242	145	233	139	270	161	273	162	231	136
OW	13	40	35	107	44	133	33	100	42	127
ZG	129	128	162	159	143	139	149	142	120	113
VD	765	120	815	127	746	115	867	132	727	110
JU	102	150	101	149	59	87	72	106	73	108
SZ	32	25	119	90	164	123	231	171	121	89
BS	111	58	133	70	155	81	157	82	126	66
AI	9	17	3	6	0	0	11	21	22	42
GR	26	14	49	26	45	24	47	25	42	22

\* VAUD: il manque les entrées de Bois-Mermet

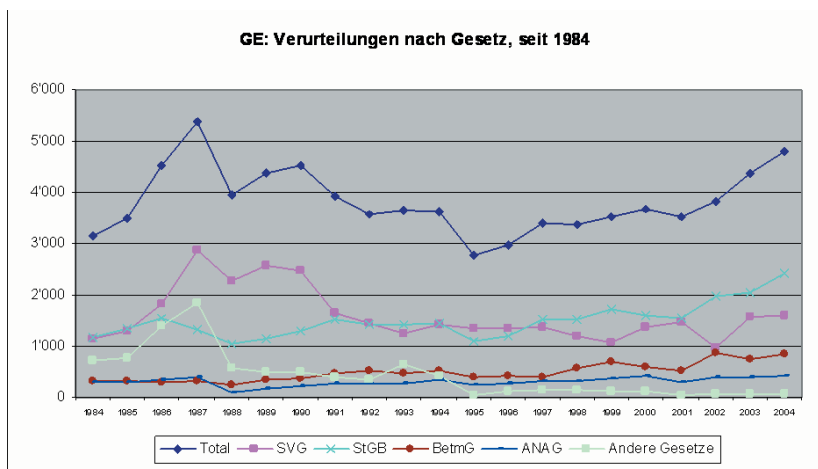
## Annexe 6



Annexe 7

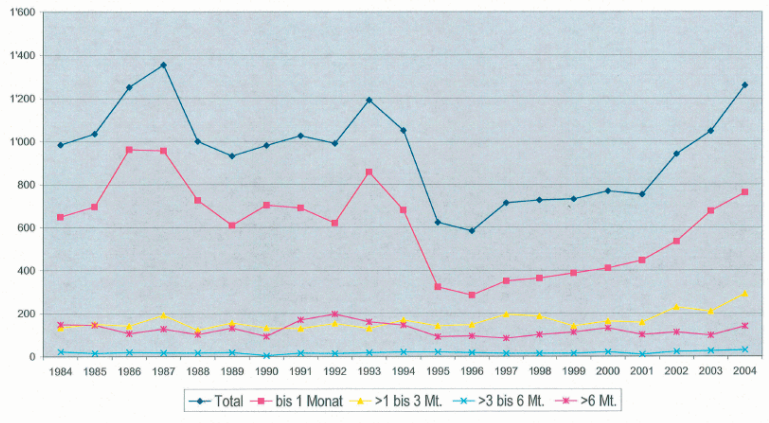


## Annexe 8



Annexe 9

GE: Unbed. FHS nach Strafdauern, seit 1984

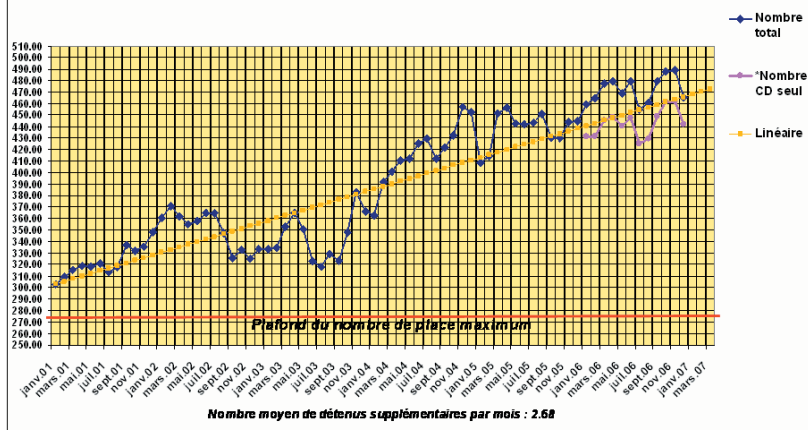




## Annexe 10

## Evolution du nombre moyen mensuel de détenus 2001-2006

Augmentation moyenne par mois : 2.29 détenus



\* Données fournies par la Direction de la prison de Champ-Dollon

## Annexe 11

Evolution du nombre moyen de détenu(e)s  
au cours des douze dernières années\* :

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Total	216.4	215.1	268.6	297.1	328.7	316.2	314.3	339.8	343.7	416.1	437.7	472.2
Hommes	196.6	199.0	247.5	277.5	299.4	290.4	293.4	316.0	320.5	390.5	411.2	445.1
Femmes	19.8	16.1	21.1	19.6	29.3	25.8	20.9	23.8	23.2	25.6	26.5	27.1

\* Données fournies par la Direction de la prison de Champ-Dollon

N° enquête : Annexe 12Année de naissance : Sexe : M  F Nationalité : CH  Etranger  à préciser : .....Domicile : GE  CH  Etranger  à préciser : .....  
SDC 

Emploi :

sans  avec  à préciser : .....

Séjour / établissement en Suisse :

avec permis  à préciser : ..... sans permis  asile renvoi avec délai de départ  NSP Séjours antécédents à CD : oui  non Si oui, nombre: ..... ou mise à disposition du juge GE 

Localisation du détenu :

CD  Pâquerette  UCP  HUG  violons du Palais de Justice Statut du détenu : prévenu  condamné **Prévenu :**

Date du mandat d'amener:.....

Date du mandat d'arrêt:.....

Chambre d'Accusation:.....

**Condamné :**

Date du mandat d'amener:.....

Date du mandat d'arrêt:.....

Chambre d'Accusation:.....

Détenue préventive du.....au.....

Date de la condamnation:.....

Condamnation prononcée par:.....

Délai de recours échu: oui  non actuellement en recours 

Motifs d'inculpation :

CP  .....LStup  .....LCR  .....LFSEE  .....Autre  .....

Motifs de condamnation :

CP  .....LStup  .....LCR  .....LSEE  .....Autre  .....Peine  Mesure Révocation de sursis: oui  non Réintégration ap. condi. oui  non 

Durée de la peine: .....

Expulsion si étranger : oui  non

## Annexe 13

**N° enquête (n° PP) :** \_\_\_\_\_ **N° Séquentiel :** \_\_\_\_\_

**Année de naissance :** \_\_\_\_\_ **Sexe :** M  F

**Nationalité :** CH  Etranger  à préciser : .....

**Domicile :** GE  CH  Etranger  à préciser : .....  
SDC

**Emploi :**

sans  avec  à préciser : .....

**Séjour / établissement en Suisse :**

avec permis  à préciser : ..... sans permis  asile

renvoi avec délai de départ

**Antécédents pénaux :** oui  non

Si oui, nombre: ..... Typologie : .....

.....

.....

**Déroulement de la procédure :**

**-Lieu d'interpellation :** .....

**-OFPOL :**

Date : ..... Heure : .....

Lieu Commissariat  Poste de Police: .....

Avocat demandé : Oui  Non

Décision de mise à disposition du Juge : Oui  Non

(Mise au violon – Greffe de Champ-dollon)

**-Juge d'instruction :**

Nombre d'audition(s) : .....

**1<sup>ère</sup> audition :**

Date : ..... Heure (Arr./Départ) : .....

Durée de l'entretien : .....

Avocat : Oui  Non

-d'office : Oui  Non

Mandat d'arrêt : Oui  Non

Relaxe Oui  Non

Si mise en détention, motifs :

Besoin de l'instruction  Gravité de l'infraction

Risque de réitération  Risque de collusion

Risque de fuite

**2<sup>ème</sup> audition :**

Date : ..... Heure (Arr./Départ) : .....  
 Durée de l'entretien : .....

Avocat : Oui  Non   
 -d'office : Oui  Non

Relaxe : Oui  Non  Date : .....  
 Demande de mise en liberté : Oui  Non   
 -Acceptée   
 -Refusée :   
 -Parquet : -Ordonnance de mise en liberté provisoire   
 -Refus (> Chambre d'accusation)

**3<sup>ème</sup> audition :**

Date : ..... Heure (Arr./Départ) : .....  
 Durée de l'entretien : .....

Avocat : Oui  Non   
 -d'office : Oui  Non

Relaxe : Oui  Non  Date : .....  
 Demande de mise en liberté : Oui  Non   
 -Acceptée   
 -Refusée :   
 -Parquet : -Ordonnance de mise en liberté provisoire   
 -Refus (> Chambre d'accusation)

**Motif(s) d'inculpation :**

CP  .....  
 LStup : Art. 19a  Art. 19-1  Art. 19-2   
 LCR  .....  
 LFSEE  .....  
 Autre  .....

**Chambre d'accusation :**

Date : .....

Avocat  
 -de permanence : Oui  Non   
 -Conseil : Oui  Non

Décision : Prolongation en détention   
 Mise en liberté provisoire

Si maintien en détention, motifs :

Besoin de l'instruction  Gravité de l'infraction   
 Risque de réitération  Risque de collusion   
 Risque de fuite

**Ordonnance de Condamnation**

Parquet  Juge d'instruction   
 Peine : .....

**Soit communiqué au Parquet:** 

Date: .....

**ADN**                      Oui                       Non

---

Remarques : .....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....



Gravité des inculpations .....Risque de récidive .....Risque de collusion .....Risque de fuite .....Intérêt de l'instruction .....

(Si un seul motif, cochez la case correspondante ; Si plusieurs motifs, les hiérarchiser par ordre d'importance ; Si plusieurs motifs non hiérarchisables, les cochez)

**Nombre d'audience(s) d'instruction (Art. 148 CPP-Ge) :****Ordonnance de renvoi par la Chambre d'accusation (art 203 et ss.) :**

-Dates :

-Destinataire :

.....

.....

**Expertises :**-Expertises psychiatriques (en responsabilité)  Dates : .....-Expertise de police scientifique (drogue, balistique...)  Dates : .....-Expertise en crédibilité (victimes ou témoins)  Dates : .....**Séjour QCP :**

1 Dates : ..... 2 Dates : .....

3 Dates : ..... 4 Dates : .....

**Nombre de convocation à l'instruction :****Nom du juge d'instruction :**

.....

**Noms des différents juges en charge de l'affaire :**

.....

.....

**Suspension d'instruction contradictoire (art. 139 CPP-Ge) :**

-Dates :

-Durée :

1 ..... 2 .....

2 ..... 3 .....

3 ..... 4 .....

**Mise au secret (art. 149 CPP-Ge)**

-Dates :

-Durée :

1 ..... 2 .....

2 ..... 3 .....

3 ..... 4 .....

**Remplacement de la détention préventive (art. 156 CPP-Ge) :**-Sûretés 

Montant : .....



Autres garanties ou obligations

Type : .....

---

**Raison(s) vraisemblable(s) de la longueur de la détention préventive :**

.....

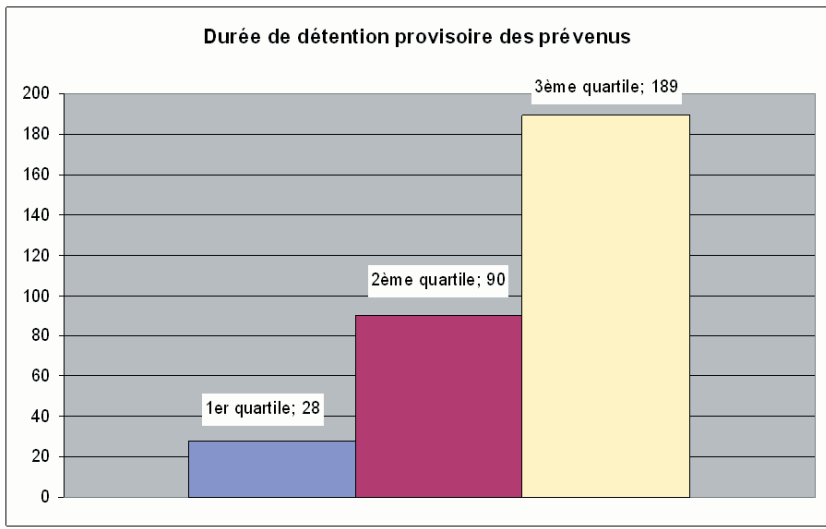
.....

.....

.....

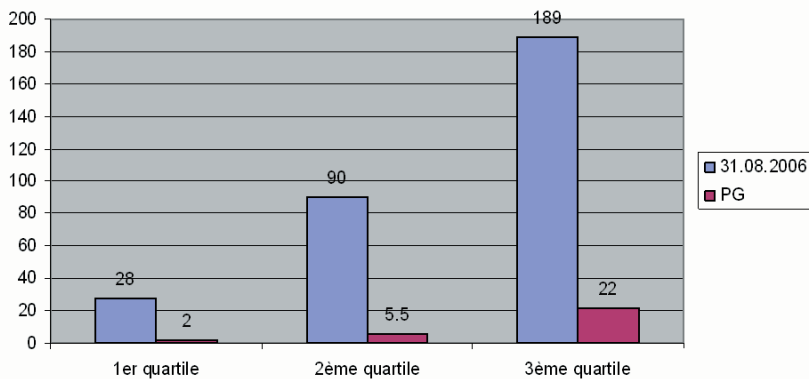
.....

Annexe 15



## Annexe 16

Comparaison des données extraites de la "Position du Pouvoir judiciaire" (08.11.2006) avec les données obtenues à Champ-Dollon le 31.08.2006



## Annexe 17

## Durée de la détention provisoire en nombre de jours (2006)

	Photographie Champ-Dollon 31.08.2006 <b>Prévenus</b> (sur le stock de prévenus) N = 280	Photographie Champ-Dollon 31.08.2006 <b>Condamnés en exécution de peine</b> (sur le stock de condamnés) N = 97	Position du Pouvoir judiciaire. Durée de la détention provisoire pour les <b>2034 entrées à Champ-Dollon jusqu'au 09.10.2006</b>
1 <sup>er</sup> quartile	28	19	2
Médiane	90	25	5.5
3 <sup>ème</sup> quartile	189	155	22

## Annexe 18

C

**AUDIENCE DE LA CHAMBRE D'ACCUSATION****NOM**

Vous êtes convoqué pour la prochaine audience de la Chambre d'accusation.  
Les audiences sont publiques. Toutefois, vous avez le droit de demander que l'audience ait lieu à huis-clos, c'est-à-dire sans public.

Réponse à marquer d'une croix :

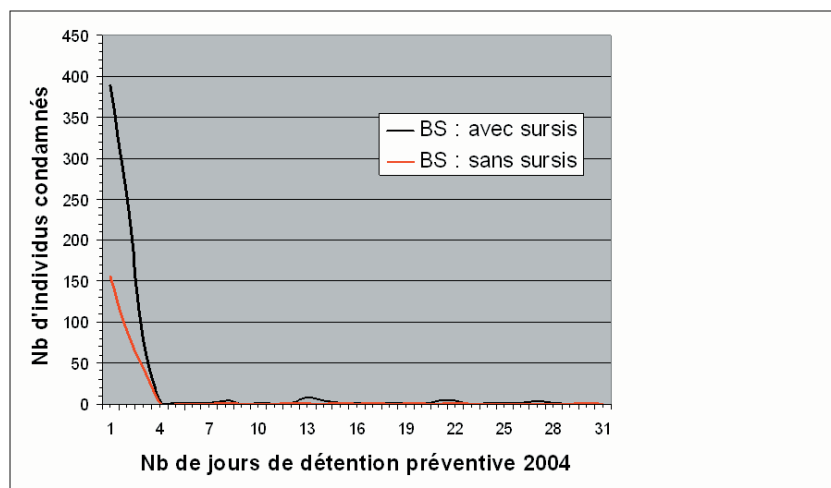
AUDIENCE PUBLIQUE	<input type="checkbox"/>
AUDIENCE SANS PUBLIC	<input type="checkbox"/>
REFUSE DE SE PRESENTER	<input type="checkbox"/>

CHAMP-DOLLON, le 08.02.2007      SIGNATURE : \_\_\_\_\_

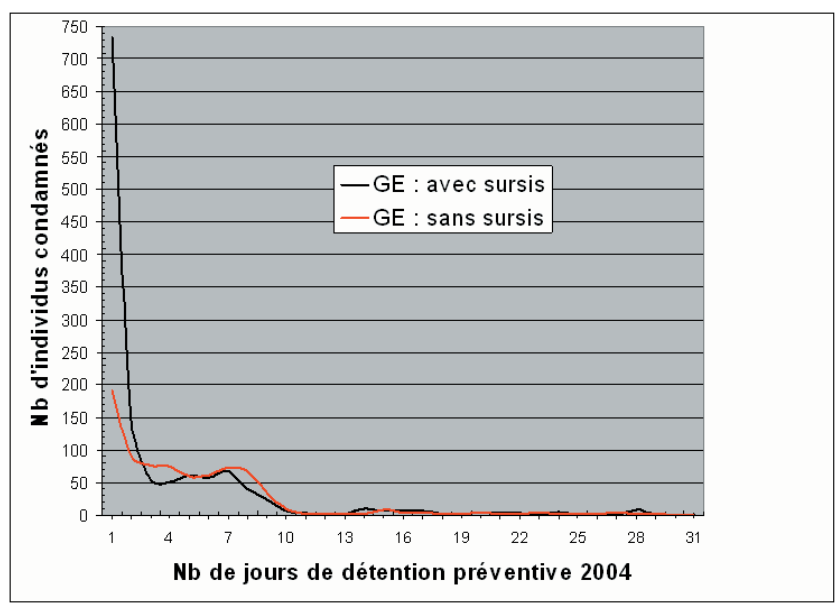
## Annexe 19

Pays	Année												
	Indicateur principal					Indicateur principal de l'Année précédente					Indicateur principal de l'Année précédente		
	U	M	F	F	F	U	M	F	F	F	U	M	F
1994	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1995	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1996	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1997	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1998	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1999	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2000	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2001	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2002	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2003	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2004	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2005	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2006	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2007	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2008	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2009	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2010	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2011	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2012	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2013	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2014	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2015	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2016	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2017	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2018	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2019	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2020	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2021	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2022	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

## Annexe 20



Annexe 21





# PARTIE III

# SURPOPULATION CARCERALE A CHAMP DOLLON

## Table des matières

Préambule	2
Le contexte	2
Méthodes de travail	3
1. La population détenue à Champ-Dollon	4
Mineurs	4
Femmes	5
Condamnés	5
Détenus internés	5
2. Evolution historique de la surpopulation	6
3. La surpopulation et l'infrastructure de Champ-Dollon	7
Cellules	7
Unité femmes	8
Douches	8
Cuisine	9
Parloirs	9
4. La surpopulation et la vie quotidienne	9
Manque d'activités	9
Travail	10
Téléphone	11
Parloirs	11
Service social	11
Formation et enseignement	12
Colis	12
Repas	13
Promenades	13
5. La surpopulation et les détenus	13
6. La surpopulation et le personnel	14
Les effectifs du personnel	14
Les conditions de travail du personnel	15
Le personnel et les détenus	16
7. La surpopulation et la discipline	16
8. La surpopulation et la surcharge administrative	19
Conclusion	19

« Tous les services et activités à l'intérieur d'une prison seront touchés si elle doit prendre en charge plus de prisonniers que le nombre pour lequel elle a été prévue. La qualité générale de la vie dans l'établissement s'en ressentira, et peut-être dans une mesure significative. » CPT, rapport général d'activités n°2 du 13 avril 1992, p ara. 46

## **Préambule**

La prison de Champ-Dollon est la plus grande prison préventive du pays. C'est aussi, et de loin, la plus surpeuplée. Ainsi, depuis des années, le seuil de capacité officielle de 270 places est régulièrement dépassé. Cet état de fait quasi permanent entraîne une banalisation redoutable de cette situation de surpopulation. Or, sous un même terme, la surpopulation recouvre une réalité bien différente sur le terrain, selon que l'on se situe dans un effectif moyen de 350 ou alors de 472 détenus. S'il s'agit là d'une évidence, il nous semble important de la rappeler, en ces temps où des seuils « record » de surpopulation sont franchis de plus en plus souvent et dans des intervalles de plus en plus courts: 400 détenus en 2004, puis 450 en 2005, et enfin le 10 octobre 2006 seuil record de 504 détenus. Le plus inquiétant dans cette progression est le fait que chaque fois qu'un palier est franchi, il constitue un nouveau seuil de surpopulation « acceptable » à partir duquel la progression continue.

C'est dans ce contexte de surpopulation banalisée, et par conséquent quasiment acceptée comme un état de fait, que les experts ont été amenés à examiner les conséquences concrètes de la surpopulation sur les conditions de vie au sein de la prison de Champ-Dollon.

## **Le contexte**

La question de la surpopulation carcérale n'est pourtant pas à l'origine de la pétition présentée par les détenus en mars 2006. En effet, bien qu'intitulée « les droits des prisonniers à la prison de Champ-Dollon, Genève », le texte de la pétition ne contient aucune référence à la prison elle-même, à ses conditions de détention ou à la question de la surpopulation.

Cette question réapparaît pourtant sur le devant de la scène début mai 2006. Le 3 mai, la prison de Champ-Dollon a vécu des troubles lorsqu'une centaine de détenus ont refusé de réintégrer leurs cellules après la promenade. Si certaines des récriminations des détenus rejoignaient les points soulevés dans la pétition (police, justice), d'autres revendications portaient plus directement sur les conditions de détention (accès au téléphone, colis, épicerie, travail). Le lendemain 100 prisonniers d'un autre étage - privés de promenade la veille - ont également refusé de réintégrer leurs cellules et cette fois des déprédations ont été commises, des heurts se sont produits avec les gardiens et trois détenus ont été blessés. Des négociations ont été entamées avec les détenus et le calme a été rétabli. La Direction a mis sur pied un groupe représentatif de « délégués droits de l'homme », servant d'interlocuteur dans les négociations.

Lorsque nous avons démarré notre travail, le climat au sein de la prison était donc extrêmement tendu. Un autre événement grave, qui n'est pas directement lié à la surpopulation, a également eu lieu au début de notre mandat. En juillet 2006, un détenu a mis le feu à sa cellule, ce qui a provoqué son décès et celui du détenu logé dans la cellule au-dessus de la sienne.

Ce rapport n'a pas pour objectif de se pencher sur ces événements ni sur la façon dont ils ont été gérés. Il s'agit plutôt de présenter de façon objective la réalité concrète vécue au sein de la prison de Champ-Dollon et les effets de la surpopulation sur l'ensemble des aspects de la vie quotidienne.

### **Méthodes de travail**

La prison de Champ-Dollon est répartie en quatre zones géographiques distinctes : la prison principale à Thônex, l'unité cellulaire hospitalière (UCH) aux Hôpitaux Universitaires de Genève, l'unité cellulaire psychiatrique (UCP) et les violons du Palais de Justice (VPJ). Dans ce rapport, nous nous concentrons uniquement sur la prison principale de Champ-Dollon.

Au cours de notre mandat, nous avons rencontré le directeur de Champ-Dollon à plusieurs reprises, ainsi que le directeur adjoint et le gardien chef. Une visite de la prison a eu lieu en compagnie du Directeur dans le courant du mois de septembre. Les experts se sont aussi entretenus avec plusieurs gardiens et une surveillante, ainsi qu'avec le responsable du syndicat UCPC pénitentiaire. Des rencontres avec l'administrateur, avec la psychologue pour le personnel ainsi qu'avec la responsable du secteur socio-éducatif ont également eu lieu.

Durant les mois de juillet et août 2006, les experts se sont entretenus en privé, avec 125 détenus hommes. Ces détenus ont été choisis de manière aléatoire sur la liste des détenus et les experts se sont entretenus avec les quatre premières personnes de chaque lettre de l'alphabet<sup>1</sup>. En outre, dix détenus ont été entendus à leur propre demande. Enfin, les experts ont également conduit un entretien de groupe avec les délégués « droits de l'homme » ainsi qu'avec une dizaine de femmes à l'unité femmes. Cinq femmes ont également été entendues individuellement. Enfin, en février 2006, les experts se sont entretenus en privé avec deux détenus du centre de sociothérapie « La Pâquerette ».

Il convient de souligner que la coopération, tant avec la Direction qu'avec le personnel de la prison de Champ-Dollon, a été excellente tout au long de notre mandat.

---

<sup>1</sup> La méthodologie appliquée lors de ces entretiens est expliquée en détail à la partie I du présent rapport (Police).

## 1. La population détenue à Champ Dollon

Aux termes de l'article 1, alinéa 1 du Règlement sur le régime intérieur de la prison et le statut des personnes incarcérées<sup>2</sup>, « la prison de Champ-Dollon est un établissement réservé aux prévenus, soit aux personnes placées en détention préventive. »

L'alinéa 2 précise que la prison reçoit également les personnes :  
condamnées en application du droit pénal ordinaire ou du droit pénal militaire à une peine d'arrêts ou d'emprisonnement de 3 mois au plus, ou qui doivent subir un solde de peine d'une durée inférieure à 3 mois, pour autant qu'elles ne puissent être placées dans un établissement pour des condamnés à de courtes peines ;  
détenues en application du droit pénal administratif ;  
détenues à titre extraditionnel ;  
détenues sur ordre des autorités fédérales.

Enfin, l'alinéa 3 précise, qu'exceptionnellement, elle peut accueillir :

Des adolescents à la demande du Tribunal de la jeunesse ;

Des condamnés autres que ceux mentionnés à l'alinéa 2, lettre a.

Des détenus à la demande de l'autorité d'un autre canton, avec l'accord du directeur.

Aussi, alors que la mission de Champ-Dollon paraît claire – « un établissement réservé aux prévenus » - la réalité est bien plus complexe. Si les prévenus hommes constituent bien la majorité de la population carcérale, la prison accueille en outre une population très diverse soumise à des régimes juridiques variés : des mineurs (jusqu'en mai 2006), des femmes, des condamnés à des courtes peines, des condamnés en attente de transfert et des personnes internées au titre de l'article 43 aCP. Tous ces détenus sont soumis à un seul et même régime de détention qui est celui de la détention préventive. Sachant que ce régime est plus strict que celui de l'exécution de peine, notamment pour les contacts avec l'extérieur, cette situation est source de tension.

### **Mineurs**

Si la détention de mineurs à Champ-Dollon était prévue de manière exceptionnelle, elle est rapidement devenue régulière et permanente, alors même que l'établissement n'est pas adapté pour répondre aux besoins spécifiques des mineurs et que le personnel n'est pas adéquatement formé. En 2005, la prison a accueilli 187 mineurs contre 289 en 2003 et 115 en 1998

La problématique de la présence de mineurs au sein de la prison de Champ-Dollon s'est fait ressentir de manière plus aigüe encore avec l'aggravation de la surpopulation. Aussi, l'on ne peut que saluer la décision du Président du Département des Institutions de ne plus détenir un seul mineur à Champ-Dollon à partir du 4 mai 2006. 3

---

<sup>2</sup> Du 30 septembre 1985.

<sup>3</sup> Voir toutefois sur ce point la Partie II du présent rapport: lors de la photographie de Champ-Dollon au 6 septembre 2006, deux mineurs se trouvaient détenus à Champ-Dollon.

## **Femmes**

La prison de Champ-Dollon dispose d'une unité femmes, conçue à l'origine pour accueillir 26 détenues en détention préventive et qui peut actuellement en accueillir 18 (voir plus loin). Les femmes sont séparées des détenus hommes pour l'ensemble de la vie en détention.

## **Condamnés**

Aux termes du règlement la prison peut accueillir des personnes condamnées à des peines inférieures à trois mois ou qui doivent subir un solde de peine d'une durée inférieure à 3 mois. En outre, les détenus condamnés ayant engagé une procédure d'appel continuent à être détenus à Champ-Dollon. Enfin, les détenus condamnés de manière définitive et qui dépendent du Service d'application des peines et mesures (SAPEM) restent à Champ-Dollon dans l'attente de leur transfert dans un établissement d'exécution de peine concordataire<sup>4</sup>. Les délais d'attente en vue d'un transfert sont actuellement extrêmement longs (de 6 à 12 mois) et pendant cette période condamnés et prévenus se côtoient. Cette situation est défavorable pour tous les détenus et il convient de rappeler qu'elle est contraire aux normes internationales<sup>5</sup>.

## **Détenus internés**

La prison de Champ-Dollon accueille également un certain nombre de détenus soumis à des mesures d'internement au titre de l'article 43 aCP. La prison de Champ-Dollon n'est pas adaptée, ni en moyens et en personnel, pour accueillir ces détenus qui nécessitent un traitement spécifique. Dans un contexte de surpopulation aigüe et chronique, cette inadaptation se pose avec plus d'acuité encore, car il est souvent préférable, voire indispensable, de laisser ces détenus seuls en cellule.

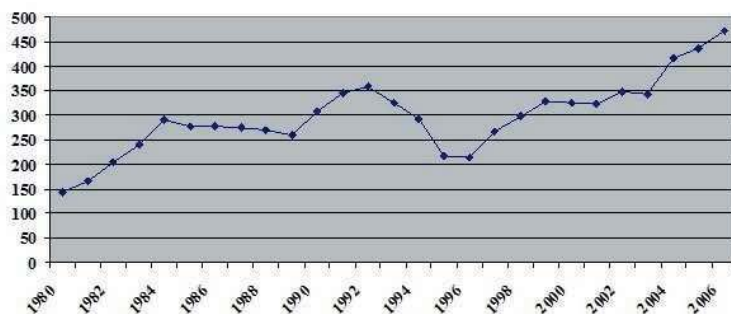
---

<sup>4</sup> Certains détenus se trouvent dans un flou juridique, car bien que définitivement condamnés par les tribunaux, leur dossier n'a pas encore été transféré au SAPEM. Le délai de transmission entre le palais de justice et le SAPEM serait de 4 à 5 semaines, ce qui est très préjudiciable pour les détenus.

<sup>5</sup> Voir par exemple l'article 10 para. 2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques : « Les prévenus sont, sauf dans des circonstances exceptionnelles, séparés des condamnés et sont soumis à un régime distinct, approprié à leur condition de personnes non condamnées ».

## 2. Evolution historique de la surpopulation

Graphique 1 : Evolution du nombre moyen de détenus, 1980-2006



Source : Prison de Champ-Dollon

Pendant les premières années de fonctionnement et jusqu'au début des années 1990, le nombre moyen de détenus par année reste proche de la capacité officielle de 270 détenus. En 1992, le nombre moyen de détenus passe à 359 puis retombe en dessous du seuil de capacité entre 1995 et 1997. Depuis 10 ans, l'effectif moyen augmente de façon continue mais avec une accélération nette à partir d'octobre 2003.

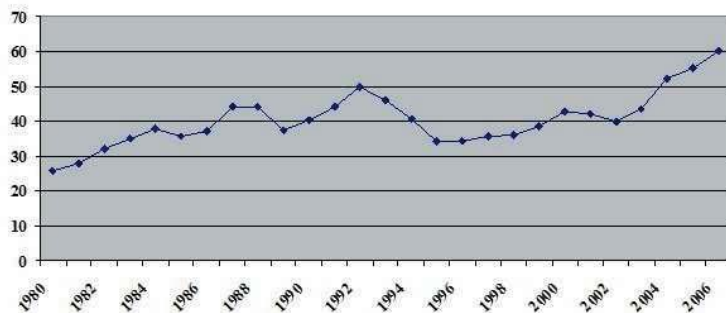
Tableau 1 : Effectif moyen de détenus et nombre d'entrées, de 1980 à 2006

	Effectif moyen	Entrées
1980-1987	234	2'546
1988-1993	312	2'297
1994-2000	278	2'418
2001	322	2'467
2002	350	2'843
2003	344	2'551
2004	416	2'492
2005	438	2'453
2006	472	2'391

Le nombre d'entrées restant relativement stable, l'augmentation de l'effectif moyen est uniquement due à une augmentation considérable de la durée du séjour moyen.

<sup>6</sup> Les détenus résidant à l'UCP et à l'UCH sont comptabilisés dans l'effectif moyen. Ils conservent leur lit à Champ-Dollon car leur séjour dans ces lieux est de courte durée. Les femmes, qui sont envoyées à La Tuilière sont comptabilisées dans les effectifs de Champ-Dollon bien que n'étant pas physiquement à la prison.

Graphique 2 : Durée du séjour moyen, de 1980 à 2006



Source : prison de Champ-Dollon

### 3. La surpopulation et l'infrastructure de Champ-Dollon

La prison de Champ-Dollon a été conçue pour accueillir 270 détenus. Le bâtiment et son infrastructure doivent aujourd'hui faire face à une population moyenne de 472 détenus. Quelles sont les principales difficultés et les adaptations nécessaires pour répondre à cette situation ?

Architecturalement, la prison de Champ-Dollon est composée d'un bâtiment administratif, et d'un bâtiment « de détention » de 4 étages. Seuls trois étages sont effectivement réservés à la détention de la population carcérale de Champ-Dollon. Le 4e étage est en effet occupé par le service médical, ainsi que par La Pâquerette, un établissement de sociothérapie de 11 places, tous deux directement rattachés aux HUG7.

Tous les espaces libres ont été réaménagés et sont utilisés par la prison. Les parloirs pour les avocats, le parloir pour les visites, les bureaux du service social, et la salle d'enseignement sont en nombre nettement insuffisant pour répondre aux demandes et aux besoins de la population carcérale actuelle.

#### Cellules

Chaque étage est divisé en deux unités, communément appelées Unités Nord et Unités Sud, comprenant 34 cellules. Ces unités sont encore divisées en deux sous-unités.

<sup>7</sup> La Pâquerette est un établissement géré de façon tout à fait indépendante de la prison de Champ-Dollon. C'est un établissement destiné à l'exécution des peines de détenus atteints de désordres graves de la personnalité. Toutefois, étant situé dans les mêmes bâtiments que Champ-Dollon, les détenus de La Pâquerette doivent subir les effets de la surpopulation et sont soumis au même régime de détention préventive (par exemple pour les parloirs de visite). Les détenus de la Pâquerette sont toutefois comptabilisés dans la population carcérale de la prison de Champ-Dollon et les gardiens et surveillantes sont également rattachés à l'effectif total du personnel de Champ-Dollon.



Dans la conception d'origine de la prison, les cellules étaient de 1, 3 ou 5 places. Cependant, pour faire face à l'accroissement de la population, des lits superposés ont été ajoutés dans les cellules à 1 et à 3 places, lesquelles accueillent désormais respectivement deux et cinq détenus.

Nombre de cellules	Nombre de lits	Taille des cellules
141 cellules à 1 place (2 lits)	282	12,24 m2 soit 6,12 m2/pers.
38 cellules à 3 places (5 lits)	190	25,25 m2 soit 5,05 m2
3 cellules à 5 places (5 lits)	15	38,25 m2, soit 7,65 m2/pers.
Total : 270 places	Total : 487 lits	

Avec leur taux d'occupation actuel, la taille des cellules ne répond plus aux normes fédérales en matière de construction lesquelles recommandent un minimum de 10 m2 pour des cellules individuelles et 22m2 pour des cellules à 3 lits8.

### **Unité femmes**

L'un des aménagements les plus importants en termes d'infrastructure a été la restructuration de l'unité femmes afin de décharger les unités hommes. Au départ, les femmes occupaient toute l'unité Nord du 3e étage, qui était divisée entre le secteur cellulaire d'un côté et le secteur atelier de l'autre. L'unité disposait ainsi de 14 cellules à 1 place et de 4 cellules à 3 places et pouvait accueillir 26 détenues. En novembre 2005, les femmes ont été regroupées dans une sous-unité, communément appelée « unité de vie » comprenant à la fois les ateliers et les cellules. Elles ne disposent désormais plus que de 9 cellules avec un lit superposé, soit 18 places. En revanche, 42 places supplémentaires ont ainsi pu être dégagées pour les hommes.

Cette solution, censée être provisoire, n'a toutefois guère eu l'effet escompté car les places ainsi libérées pour décharger les unités hommes ont rapidement été considérées comme des places supplémentaires et occupées de façon permanente. Ce sont finalement les femmes qui font les frais de ce réaménagement car il n'y a plus assez de places pour les femmes, l'effectif moyen de détenues s'élevant à 27 femmes en 2006. Si des accords ont été établis avec la prison de La Tuilière afin qu'elle accueille une dizaine de détenues de Champ Dollon, cela n'est pas toujours suffisant pour faire face aux arrivées. Ainsi, le jour de notre visite, deux matelas avaient dû être installés à même le sol pour accueillir les détenues arrivées la veille.

### **Douches**

Bien que la gestion de l'accès aux douches soit problématique, chaque détenu peut encore bénéficier d'une douche quotidienne. Toutefois, chaque unité ne dispose que de 9 douches, soit une douche pour 9 détenus environ. Le nombre de douches par jour est

<sup>8</sup> Manuel des constructions dans le domaine de l'exécution des peines et mesures – établissements adultes, Office fédéral de la justice, , p. 41, chiffre B.6.2.1.

donc très élevé ce qui pose de sérieux problèmes d'humidité, voire parfois d'accès à l'eau chaude.

### **Cuisine**

La cuisine a été conçue pour préparer des repas pour 270 détenus et si de nombreux aménagements et investissements ont été réalisés pour permettre la préparation du nombre de repas nécessaires, la cuisine est actuellement saturée. Des rénovations importantes seraient nécessaires.

### **Parloirs**

Le maintien de contacts réguliers avec l'extérieur, et notamment avec la famille, est essentiel, dans une perspective de réinsertion. Les modalités des visites doivent permettre de maintenir et de développer des relations familiales aussi normales que possible<sup>9</sup>. L'unique parloir pour les visites est une salle commune comprenant des tables, permettant à neuf détenus simultanément de rencontrer un ou deux visiteurs au maximum. La taille et l'aménagement de la salle ne sont pas adéquats pour recevoir des visites, notamment des enfants.

## **4. La surpopulation et la vie quotidienne**

La surpopulation, au-delà des problèmes de promiscuité, entraîne des conséquences importantes sur l'ensemble de la vie quotidienne au sein de la prison. Le principal problème pour les détenus est le manque d'activités et l'attente de plus en plus longue pour avoir accès aux activités et autres prestations. Sachant qu'en détention la notion du temps est perçue de manière différente, l'impact des délais d'attente est considérable sur les conditions de vie.

### **Manque d'activités**

Selon les Règles pénitentiaires européennes<sup>10</sup> « le régime prévu pour tous les détenus doit offrir un programme d'activités variés » (Règle 25.1). Le commentaire accompagnant le texte précise qu'« il est inacceptable, par exemple, que les détenus passent 23h sur 24 dans leur cellule ». Le CPT s'est également prononcé sur la question et « considère que l'objectif devrait être d'assurer que les détenus dans les établissements de détention provisoire soient en mesure de passer une partie raisonnable de la journée (8 heures ou plus) hors de leur cellule, occupés à des activités motivantes de nature variée »<sup>11</sup>.

La situation à Champ-Dollon est bien loin de répondre à ces recommandations internationales. Ainsi, les détenus des unités Nord de Champ-Dollon passent 23h par jour à l'intérieur de leur cellule. Ils ne sortent que pour leur promenade quotidienne en

<sup>9</sup> Recommandation Rec(2006)2 sur les Règles pénitentiaires européennes, adoptées par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 11 janvier 2006, Règle 24.4.

<sup>10</sup> Recommandation Rec(2006)2 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, adoptée le 11 janvier 2006.

<sup>11</sup> 2<sup>e</sup> rapport général d'activités du CPT du 13 avril 1992, §47.

plein air, pour les douches et pour toute conduite interne (parloir, service médical ou social ou autre). Ils ont également accès à la salle de gym, 1h par semaine.

Après deux mois, les nouveaux arrivants primaires peuvent demander à être transférés dans les unités Sud. Dans ces unités, en sus de la promenade quotidienne, les repas peuvent être pris en commun sur l'étage de 11h à 12h15 et de 17h à 18h30. Aussi, les détenus, même s'ils n'ont ni travail ni formation, peuvent passer au minimum 3h45 par jour à l'extérieur de la cellule.

### Travail

La prison de Champ-Dollon dispose de 14 ateliers qui totalisent 151 places de travail (dont 17 pour l'unité femmes). En 2006, ces places permettent de procurer du travail à environ 30% de l'effectif moyen des hommes contre 45% en 1998. Pour obtenir une place de travail, les détenus doivent faire une demande écrite auprès du sous-chef détention, lequel établit une liste d'attente. L'accès au travail se fait ensuite de façon chronologique selon l'ordre d'inscription. Actuellement, le délai d'attente entre le moment de l'inscription et l'accès à une place de travail est d'environ 5 mois. L'inscription immédiate sur la liste d'attente dès le moment de l'arrivée revêt donc une importance particulière, ce dont les détenus n'ont pas toujours conscience, soit parce qu'ils conservent l'espoir d'un séjour de courte durée, soit parce qu'ils n'ont pas parfaitement compris la procédure. La brochure d'information remise aux détenus à l'arrivée pourrait être plus explicite sur ce point en précisant par exemple qu'« une attente de plusieurs mois – après le dépôt de la demande - est inévitable ».

Tableau 2 : Places de travail à Champ-Dollon, en 2006

Ateliers	Nombre de place	But / Production
Cuisine	30	Confection repas
Reliure	20	Divers produits de papeterie
Démontage	20	Env. 15 t / mois
Buanderie	18	Env. 7.5 t / mois
Nettoyeurs	17	Nettoyage sur l'étage
Créatifs de l'unité femmes	17	Couture, bois, céramique
Peinture	6	Entretien bâtiment
Entretien	6	Entretien intérieur et extérieur
Travail en cellule	6	Divers
Menuiserie	2	Construction, réparation
Bibliothèque	2	Gestion / mise à disposition livres
Ferblanterie	2	Sanitaires, réparation
PC / TV	4	Location, entretien
Sport	1	Nettoyeur / env. 20'000 détenus au sport / année
<b>Total</b>	<b>151</b>	

Source : prison de Champ-Dollon

### **Téléphone**

Chaque détenu a le droit d'effectuer un coup de téléphone d'une durée de 15 minutes, toutes les deux semaines, à condition d'avoir obtenu l'autorisation préalable du juge d'instruction ou du Parquet et de disposer du solde d'argent nécessaire sur son compte.

Or, la prison de Champ-Dollon ne compte qu'un seul combiné de téléphone pour les détenus. Tous les appels doivent en effet être écoutés et enregistrés pour répondre aux éventuelles demandes des autorités judiciaires. Cette situation est de plus en plus problématique dans un contexte de surpopulation car le nombre de demandes d'appels téléphoniques explose et la liste d'attente s'allonge. Ainsi, aux trois jours d'attente nécessaires en moyenne pour obtenir l'autorisation préalable, il faut désormais ajouter le temps de trouver une place disponible. Ainsi, le délai d'attente entre le moment de la demande et le moment de l'appel téléphonique s'élève actuellement entre 15 et 20 jours en moyenne. La priorité est donnée aux détenus, notamment étrangers, qui ne peuvent recevoir de visites.<sup>12</sup>

### **Parloirs**

Les détenus ont droit à une heure de visite par semaine, avec au maximum 2 personnes. Il appartient à la personne visiteuse de solliciter l'autorisation auprès de l'autorité judiciaire puis de prendre rendez-vous auprès du service des visites de la prison de Champ-Dollon. Le détenu est informé la veille. Il est actuellement possible pour les familles d'obtenir un rendez-vous dans la semaine. Si la surpopulation n'exerce pas beaucoup d'effets sur les visites, c'est principalement en raison du fait que la majorité des détenus de Champ-Dollon sont des étrangers qui n'ont pas de famille sur place.

### **Service social**

Le service social ne dépend pas de la prison de Champ-Dollon mais est directement rattaché au Service de Probation et d'Insertion. Il a pour mission de parer au choc de l'incarcération, de favoriser le maintien du lien avec l'extérieur et de préparer la sortie. Dirigé par la responsable du secteur socio-éducatif, le service compte 5 assistants sociaux (dont trois à temps partiel). Le manque de locaux est patent ici également, le secteur socio-éducatif ne disposant que de quatre bureaux. L'un des assistants doit donc changer de bureau en fonction du temps de présence de ses collègues.

Etant donné ces conditions de travail, l'aggravation de la surpopulation a posé un véritable dilemme aux membres du service social. Pour pouvoir continuer à faire un travail de qualité alors que la liste d'attente s'allonge, le service social a dû procéder à une révision drastique et douloureuse de son mode de fonctionnement et a décidé d'établir des priorités. Les détenus ont été divisés entre « primaires » et « récidivistes » et le service social a décidé de s'adresser en priorité aux délinquants primaires. Ceux-ci peuvent bénéficier du soutien global du service social qui, par le biais d'entretiens individuels dans les locaux du service, permet d'aborder l'ensemble des problèmes, aussi bien liés à l'entrée en prison qu'à la sortie. Pour le reste de la population, à savoir

---

<sup>12</sup> Il est toutefois possible de « réserver » jusqu'à 4 coups de téléphone à l'avance, à condition d'avoir les autorisations de l'autorité judiciaire.

les récidivistes, le service social a dû se résoudre à adopter une approche minimaliste. La responsable du service social se rend désormais directement dans les étages, accompagnée d'un gardien, une matinée par mois et rencontre une trentaine de détenus afin de tenter de répondre aux demandes les plus basiques et de proposer les solutions les plus réalistes. La situation actuelle est loin d'être satisfaisante et permet simplement de parer au plus pressé.

En 2006, le service social a assuré 3'711 entretiens d'une durée de 30 à 45 minutes, auprès de 1'046 personnes.

### **Formation et enseignement**

La formation est l'une des missions du service social, qui délivre des cours de base et assure un soutien pour les formations à distance. Toutefois, ce service ne compte que deux enseignants à 60% chacun. Un groupe de trois bénévoles vient également en appui, tous les mardis matins, assurer des leçons de français et de mathématiques. Au manque flagrant de ressources humaines, s'ajoute le manque de locaux. La prison de Champ-Dollon ne dispose que d'une seule salle d'enseignement - de dimension très réduite - qui peut au maximum accueillir un groupe de quatre détenus pour des cours d'informatique. Tous les autres cours doivent donc être dispensés individuellement. Les bénévoles assurent ainsi leurs cours dans les bureaux des éducateurs du service social.

Les détenus qui souhaitent suivre des cours doivent s'inscrire auprès du service social. Afin de répondre aux demandes, le service social a décidé de donner priorité aux détenus qui ont un réel besoin de travail et d'orientation, notamment les plus jeunes. Il faut actuellement compter six mois d'attente pour pouvoir suivre des cours de formation ou d'enseignement.

Le service social a également renforcé les liens avec l'Office de formation et d'orientation professionnelle, dont une personne vient régulièrement à la prison pour effectuer différents tests d'intérêt et de capacité.

En 2006, 1104 heures de cours ont été dispensées à 152 personnes.

### **Colis**

Les colis, pour des raisons de sécurité, ne peuvent être délivrés qu'après contrôle. Avec l'augmentation considérable de la population carcérale à Champ-Dollon, le personnel n'était plus en mesure d'effectuer ces contrôles de façon satisfaisante. Aussi, en 2005, il a été décidé de limiter la réception des colis à 4 périodes par année : deux semaines début mars, début juin, début septembre et début décembre.

Les détenus peuvent recevoir un colis de 5kg par semaine ou deux colis totalisant 5 kilos. La réduction du nombre de colis a eu un impact direct sur l'augmentation des achats à l'épicerie (cf. ci-dessous).

L'envoi de colis contenant des cigarettes continue à être autorisé toute l'année.

### **Repas**

Dans un contexte de surpopulation aigüe, la gestion des repas représente un défi particulier, non seulement en termes de préparation mais aussi en termes de distribution. Il convient de noter que Champ-Dollon consacre 9,26 CHF par détenu pour les trois repas quotidiens.

Ainsi, des mesures ont été prises pour simplifier la gestion des menus. Si les détenus disposent toujours de trois menus à choix (normal/végétarien/sans porc), le choix s'effectue désormais de façon définitive dès l'arrivée et non plus de façon hebdomadaire.

La distribution des repas a aussi été simplifiée. Ainsi le petit-déjeuner est distribué avec le repas du soir, seule l'eau chaude pour le café ou le thé est distribuée le matin. Depuis fin 2006, les détenus disposent d'un frigo dans les cellules qui leur permet de stocker les produits frais, notamment les produits laitiers.

A noter que les horaires des repas (7h – 11h30 – 17h) restent très décalés par rapport à la vie à l'extérieur, mais ceci n'est pas lié à la question de la surpopulation.

### **Promenades**

L'heure quotidienne de promenade était organisée par étage, ce qui signifiait que quelques 80 détenus se retrouvaient ensemble sur le terrain de foot, situé au Nord. Cette situation n'était pas sans créer des problèmes de sécurité et de tensions entre détenus. Aussi, au 1er février 2007, la Direction de Champ-Dollon a décidé de diviser les promenades de chaque étage entre unités Nord et unités Sud. Les promenades ont désormais lieu de façon séparées sur deux terrains distincts: le terrain de foot au Sud et le terrain de basket au Nord.

## **5. La surpopulation et les détenus**

Malgré ces conditions de détention difficiles et qui vont en se péjorant, il est assez surprenant de constater que les détenus ne se plaignent pas particulièrement de la situation de surpopulation. Il convient d'ailleurs de rappeler que ce point ne figurait pas dans la pétition présentée par les détenus en mars 2006. Au cours des entretiens réalisés en été 2006 auprès de 125 détenus, la majorité des réponses recueillies est plutôt positive, même s'il convient de souligner que tous les détenus ne se sont pas prononcés sur la question.

Ainsi, deux détenus considèrent que les conditions de détention sont très bonnes, voire excellentes (« meilleure prison de Suisse », « ici, c'est l'hôtel ») et 43 considèrent que les conditions sont bonnes et correctes.

Les principales critiques recueillies portent sur les points suivants :

Aucune information à l'arrivée	13	15
Pas assez de travail		11
Surpopulation		7
Pas assez d'exercices en plein air		5
Pas assez d'accès au téléphone		5
23h/jour en cellule		2
Nourriture		2
Trop de bagarres entre détenus		2
Epicerie trop chère		1
Pas assez de visites		1
Pas de séparation entre les prévenus et les condamnés		1

## 6. La surpopulation et le personnel

Le personnel joue un rôle capital dans la bonne gestion d'un établissement pénitentiaire. Or, dans un climat de surpopulation aiguë et chronique, le personnel est mis à rude épreuve. Alors que le ratio personnel/détenu se dégrade, les tensions augmentent et la mission même du personnel se transforme.

### *Les effectifs du personnel*

Alors que la surpopulation de Champ-Dollon s'aggrave depuis plusieurs années, les effectifs du personnel ne suivent pas une augmentation proportionnée.

Tableau 3 : Effectifs du personnel<sup>14</sup>

	1996	2000	2006
Direction	5	5	5
Gardiens et stagiaires	129	178	174
Surveillantes et stagiaires <sup>15</sup>	16	21	30
Secteur administratif	1116	16	1617 (+ 6 occupations temporaires)

<sup>13</sup> Les détenus ne recevaient qu'une feuille d'information d'une page renvoyant pour l'essentiel au canal d'information interne diffusé sur les télévisions, en français uniquement. Une nouvelle brochure qui présente l'ensemble des informations nécessaires pour les arrivants a été éditée en octobre 2006 et distribuée en français, anglais, allemand, espagnol et italien.

<sup>14</sup> Ne sont comptabilisés ici que les effectifs de la prison de Champ-Dollon. Certaines statistiques parfois utilisées englobent l'effectif total des personnels et incluent les agents travaillant dans les autres lieux géographiques dépendant de Champ-Dollon (11 à La Pâquerette, 10 aux UCH, 6 aux UCP, 2 aux VPJ et 8 à La Clairière).

<sup>15</sup> Jusqu'en 2003, date à laquelle la mixité du personnel a été introduite, les surveillantes ne travaillaient qu'au sein de l'unité femme.

<sup>16</sup> Y compris 1 enseignant et 2 animateurs pédagogiques qui dépendaient à l'époque du secteur administratif avant que cette fonction ne soit transférée au service social.

Il en résulte, une dégradation considérable du ratio personnel/détenu au cours des dix dernières années : en 1996, on comptait un gardien/surveillante pour 1,48 détenu tandis qu'en 2006 on compte un gardien/surveillante pour 2,3 détenus<sup>18</sup>.

Non seulement les effectifs n'ont pas suivi l'augmentation de la population carcérale, mais en outre Champ-Dollon doit faire face actuellement à une situation particulière. En effet, de nombreux gardiens ayant débuté leur carrière lors de l'ouverture de la prison, en 1977, vont partir à la retraite au cours des deux prochaines années. Ainsi, 22 départs à la retraite sont prévus pour 2007 et 20 pour 2008.

Ces départs ont été relativement bien anticipés par les autorités qui ont engagé un processus de remplacement dès l'année 2000. Toutefois, cette anticipation ne permet pas de résoudre pleinement le problème en raison des difficultés de recrutement du personnel. 102 nouveaux agents pénitentiaires ont été engagé depuis 2000 (81 hommes et 21 femmes) et il était prévu d'en engager 120. Le problème se posera surtout de manière aigüe début 2008, avec 20 départs prévus dans les 6 premiers mois à une période où les stagiaires seront encore en formation.

Le sous-effectif actuel allié au manque d'expérience du personnel plus jeune entrant en fonction est problématique. Le processus de recrutement devrait se poursuivre après la fin des séries de départ à la retraite.

### ***Les conditions de travail du personnel***

La dégradation des conditions de détention due à l'aggravation de la surpopulation entraîne une dégradation correspondante des conditions de travail du personnel. Les gardiens et les surveillantes se plaignent de ne « plus avoir de temps pour rien » et de « courir tout le temps ». Le personnel est en effet appelé à effectuer un grand nombre de conduites internes, ce qui se fait bien souvent au détriment du contact personnel avec les détenus. Ainsi, en 2006, le total des conduites internes s'élève à 37'995 soit 151 détenus par jour<sup>19</sup>.

Cette situation se traduit par un certain épuisement professionnel du personnel. Ainsi, il ressort d'une étude réalisée par la psychologue de Champ-Dollon, que le personnel, bien qu'aimant son métier et se sentant à l'aise dans ses contacts avec les détenus, a le sentiment d'une dégradation de la profession. Cette dégradation est perçue comme étant le résultat d'une part d'un manque de soutien de la hiérarchie et d'autre part d'un manque de respect de la part des détenus<sup>20</sup>.

L'engagement d'une psychologue pour le personnel, en 2000, constitue un élément positif allant dans le sens d'un meilleur soutien du personnel. Toutefois, rencontrer la

<sup>17</sup> La psychologue pour le personnel ainsi que l'animatrice socio-culturelle pour l'unité femmes sont comptabilisées dans le personnel administratif.

<sup>18</sup> A titre de comparaison, la prison de Bois-Mermet dans le canton de Vaud compte 52 postes pour 100 détenus (soit 1 agent pour 1,78 détenus) et la prison de La Tuilière compte 45 postes pour 82 places (1 agent pour 1,8 détenus).

<sup>19</sup> Avec un effectif moyen de 472 détenus, cela ne représente que 80 conduites par détenus en 2006.

<sup>20</sup> Questionnaire effectué en mars 2006 par la psychologue pour le personnel. Sur 234 questionnaires distribués, la psychologue a reçu 87% de réponses.



psychologue repose pour l'instant sur une démarche individuelle et volontaire de la part du gardien ou de la surveillante. Une telle démarche n'est pas évidente et intervient parfois tardivement. Face à un stress professionnel qui s'accroît, il pourrait donc être judicieux de proposer en plus une supervision de groupe (par brigade par exemple), régulière et obligatoire, qui pourrait avoir un impact préventif et constituer un sas de décompression pour le personnel.

En outre, dans le cas d'incidents graves, tels que les émeutes du mois de mai ou encore l'incendie de juillet 2006, il paraît indispensable que tous les acteurs directement impliqués dans de tels événements traumatiques fassent non seulement l'objet d'un debriefing immédiat mais bénéficient d'un suivi psychologique à plus longue durée.

### **Le personnel et les détenus**

L'appréciation subjective de l'attitude et du comportement des gardiens par les détenus est dans l'ensemble positive. Ainsi, parmi les réponses obtenues lors des entretiens en privé menés avec les détenus, les commentaires suivants ont été obtenus :

Comportement du personnel	
Très bon	25
Bon (« normal », « correct »)	60
« des bons et des mauvais »	15
Mauvais (« racistes »)	2
Principales critiques	
Réaction trop lente des gardiens	4
Trop de bagarres entre détenus sans intervention des gardiens	2
Manque de discipline/laxisme	2

## **7. La surpopulation et la discipline**

La prison de Champ-Dollon compte 9 cellules de réflexion (ou cellules fortes) qui peuvent être utilisées à titre de sanction.

En cas d'infraction disciplinaire de la part d'un détenu, le sous-chef peut décider de le placer en cellule forte. Le Directeur entend ensuite le détenu, puis lui signifie sa sanction, qui peut aller jusqu'à 5 jours de cellules forte. Au-delà de 5 jours et jusqu'à 10 jours, la décision doit être prise par le Président du Département des Institutions.

Tableau 4 : Nombre d'actes ayant fait l'objet d'une sanction disciplinaire

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Tentative d'évasion	11	3	3	1	13	9
Incendie	3	1	1	2	1	5
Bagarres	73	107	104	107	135	113
Aggression sur détenus	21	16	1	12	10	16
Insultes sur détenus	3	2	5	2	-	2
Insultes, menaces sur le personnel	27	41	52	47	48	52
Aggression sur le personnel	6	2	11	8	10	10
Déprédation de matériel	6	11	13	4	7	6
Refus d'obtempérer	8	22	23	20	31	30
Trouble de l'ordre	9	8	6	5	25	27
Indiscipline	14	14	15	22	5	17
Vol	-	5	5	4	4	3
Abus d'alarme	-	-	-	2	6	4
Abus de sonnette	3	3	5	14	13	14
Autres	11	3	7	-	-	7 (5 pour émeutes)
TOTAL	195	238	251	250	308	315

On considère souvent que l'augmentation de la surpopulation entraîne nécessairement une augmentation des actes de violence et d'indiscipline de la part des détenus. Entre 2001 et 2006, on observe effectivement une augmentation du nombre d'actes faisant l'objet d'une sanction disciplinaire. Toutefois, cette augmentation reste proportionnelle à l'augmentation de la population carcérale et il ne semble pas qu'il y ait une aggravation de la violence ou une véritable dégradation de la discipline.

On constate toutefois que si l'augmentation concerne surtout les bagarres entre détenus, d'autres actes comme les refus d'obtempérer et les troubles de l'ordre augmentent également de façon considérable. Enfin, les insultes et menaces concernant le personnel sont également en croissance. Il convient toutefois de noter que les faits rapportés concernent parfois plusieurs catégories d'actes et ne sont comptabilisés ici qu'une seule fois. Le choix de la catégorie dans laquelle ils ont été placés peut être subjectif<sup>21</sup>.

Si l'on examine le tableau des sanctions prononcées, on constate le nombre élevé de sanctions de moins de 24h, à l'exception notable de l'année 2006. Dans le même

<sup>21</sup> Exemple : « Refus d'obtempérer, insultes envers le personnel, abus de sonnette », comptabilisé sous « refus d'obtempérer ».

temps, on observe une tendance à l'augmentation de la durée des sanctions, ce qui peut signifier que les actes à l'origine des sanctions sont plus graves. Ainsi en 2006 par exemple, cinq « bagarres » et deux cas de déprédation de matériel ont été sanctionnés par 5 jours de cellule forte alors que les années précédentes seuls les cas de d'agression ou de tentative d'évasion faisaient l'objet de telles sanctions. Il convient toutefois de noter que l'année 2006 a été une année un peu particulière en raison des émeutes du mois de mai.

Tableau 5: Sanctions par nombre de jours de cellule forte

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Moins de 12h <sup>22</sup>	21	35	24	46	41	19
de 12h à 24h	20	33	27	34	44	19
Plus de 24h <sup>23</sup>	8	8	15	25	16	11
1 jour	79 (1,5j)	66 (1,5j)	95	67	104	119
2 jours	40	51	50 (2,5)	41	57	61
3 jours	11	25	22	17	23	33
4 jours	2	9	2	5	2	9
5 jours	10	9	8	8	12	32
6 jours	-	-	-	-	1	-
7 jours	-	-	-	-	3	5
8 jours	-	-	1	-	-	1
9 jours	-	-	-	-	-	-
10 jours <sup>24</sup>	4	1	5	6	5	8
Total <sup>25</sup>	195	238	249	249	308	317

Tableau 6 : Pourcentage des sanctions de 1 jour ou moins de 24h et de 5 à 10 jours<sup>26</sup>

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
1 jour ou - de 24h	63%	56%	59%	59%	60%	50%
5 à 10 jours	7%	4%	6%	6%	7%	15%

<sup>22</sup> Le minimum est de 2h.

<sup>23</sup> On trouve parfois des sanctions prononcées en heures qui sont de plus de 2 jours (39h voire même 69h en 2004 ou 80h en 2005).

<sup>24</sup> Les sanctions de 10 jours de cellules fortes sont prononcées suite à des agressions sur le personnel ou sur des codétenus ou encore suite à des tentatives d'évasion. En 2006, 4 sanctions de 10 jours sont prononcées pour « émeute » et une pour « incitation à émeute ».

<sup>25</sup> La différence de total entre les deux tableaux s'explique par le fait qu'il arrive que les jours de sanction ne soient pas indiqués dans le listing des sanctions disciplinaires.

<sup>26</sup> Les sanctions de plus de 24h n'ont pas été comptabilisées avec les sanctions de 1 jour ou moins de 24h.

## 8. La surpopulation et la surcharge administrative

L'augmentation régulière du nombre de détenus accueillis par la prison de Champ-Dollon et la sévère surpopulation actuelle exercent également des conséquences directes sur le fonctionnement administratif et financier de l'établissement.

Le service administratif est en charge de la gestion des comptes individuels des détenus. Dès son arrivée à Champ-Dollon, un compte personnel est ouvert pour chaque détenu, sur lequel lui ou ses visiteurs peuvent verser de l'argent. Pour les détenus qui travaillent, un tiers de la rémunération est également versée sur ce compte. Le détenu peut utiliser cet argent pour ses achats à l'épicerie et pour effectuer des téléphones. Un relevé mensuel lui est envoyé et tout mouvement du compte fait l'objet d'un relevé écrit. Le service administratif gère ainsi en moyenne 25 opérations par jour effectuées directement au guichet par les visiteurs.

Le personnel administratif est aussi en charge de la gestion de l'épicerie qui compte 650 articles. Les visites peuvent effectuer des commandes tous les jours tandis que les détenus peuvent effectuer une commande par semaine. Le service administratif reçoit une moyenne hebdomadaire de près de 300 commandes (255 effectuées par les détenus et 40 par les visites). Les commandes d'épicerie ont considérablement augmenté depuis que les colis ne sont plus autorisés tout au long de l'année.

Comme en témoigne le tableau 3 ci-dessus, la dotation en personnel administratif n'a pas changé depuis 6 ans malgré la surcharge de travail due à l'augmentation de l'effectif moyen de détenus. Le service fonctionne actuellement grâce à l'engagement de six personnes au bénéfice de programmes d'occupation temporaire du Chômage. Cette situation n'est guère satisfaisante à moyen terme et la dotation en personnel du secteur administratif de la prison de Champ-Dollon devrait être revue à la hausse pour tenir compte de la surcharge de travail due à la surpopulation.

## Conclusion

La prison de Champ-Dollon se situe au bout de la chaîne du système d'administration de la justice : la Direction, le personnel et même les détenus ne font que subir la surpopulation sur laquelle ils n'ont pas de prise. Il serait donc vain de vouloir présenter ici des propositions pour réduire la surpopulation. Quant aux propositions concernant la gestion même de la surpopulation, la Direction et l'ensemble du personnel ont fait et continuent à faire les preuves de leur engagement. Toutefois, si la surpopulation est actuellement gérée au mieux, cela ne signifie pas qu'elle devienne acceptable. Il faut souligner ici qu'avec un effectif moyen de 472 détenus, la prison atteint actuellement les limites de ce qui est gérable et supportable.

Si le simple agrandissement du parc pénitentiaire ne constitue pas en soi une solution au problème de surpopulation<sup>27</sup>, la construction d'établissements spécialisés permettrait toutefois d'agir sur l'une des contraintes actuelles de Champ-Dollon, à savoir l'hétérogénéité de la population carcérale.

<sup>27</sup> CPT, rapport général d'activités n°1, du 3 septembre 2001, §28.

Ainsi, la construction d'un nouvel établissement d'exécution de peines, La Brenaz, dont l'ouverture est prévue en 2008, devrait permettre de mettre fin à la mixité entre prévenus et condamnés. Dans le même sens, le projet Curabilis – de création d'un établissement concordataire destiné aux personnes en mesure d'internement - doit rester un objectif prioritaire de la planification pénitentiaire.

Enfin, le groupe de travail qui planche sur la restructuration de Champ-Dollon a abandonné le projet de construction d'un étage supplémentaire au profit d'un projet plus intéressant, à savoir la rénovation du bâtiment administratif de la prison. Ce projet permettrait de répondre à de nombreux besoins et manques identifiés dans ce rapport : création de nouvelles salles d'enseignement, nouvelle cuisine qui permettrait de libérer de l'espace dans le bâtiment « détention » pour un atelier, des parloirs plus nombreux pour les visites et notamment un parloir pour les enfants, davantage de parloirs avocats, création d'une salle polyvalente pouvant servir de lieu de culte. L'approbation et la réalisation de ce projet permettrait non seulement d'améliorer considérablement les conditions de détention, mais contribuerait aussi à replacer l'accent sur l'une des missions de la prison, à savoir agir en faveur de la réinsertion des personnes détenues.

**ANNEXE GENERALE :**

**PETITION DES DETENUS DE CHAMP-DOLLON**

le: 27.03.06

**PREAVIS AU DIRECTEUR DE CHAMP-DOLLON**

Nous, prisonniers de Champ-Dollon, nous adressons à vous afin de vous exprimer notre intention.

Nous avons décidé vous demander en tant que Directeur de cet établissement de contacter et d'amener à la prison de Champ-Dollon les organismes suivants:

- Une commission du Grand Conseil Genevois
- Une délégation de la Ligue Suisse des Droits de l'Homme
- Une équipe de journalistes et de télé

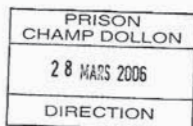
Si ces demandes ne sont pas prises en compte par vous jusqu'au 10 avril 2006 nous prisonniers de Champ-Dollon entrerons en grève de la faim à durée indéterminée à partir de cette date.

En espérant que cette demande attirera une attention particulière de votre part, nous attendons au plus vite de vos nouvelles.

C

Détenus de Champ-Dollon  
Prison de Champ-Dollon  
Ch de Champ-Dollon 22  
1226 Thônex

Thônex, le 30 janvier 2006



Ligue Suisse des Droits de L'homme  
A qui de droit  
Section de Genève  
Rue des Savoises 15  
1205 Genève

### Les droits des prisonniers à la prison de Champ-Dollon , Genève

Mesdames, Messieurs,

Nous nous permettons de vous écrire, suite au mécontentement de la grande majorité des personnes détenues à Champ-Dollon, en particulier les détenus originaires des pays de l'Europe de l'Est et d'Afrique du Sud.

En règle générale, depuis plusieurs années, nous avons beaucoup de problèmes de communications et de compréhension avec le système judiciaire Genevois, et en particulier avec la Police qui n'effectue pas correctement leurs enquêtes, et bafoue souvent volontairement ces dernières.

Nous ne comptons plus le nombre de personnes maltraitées physiquement et psychologiquement, lors d'arrestations musclées ainsi que des interrogatoires agressifs fait par la Police genevoise. Ceci n'est que **la partie visible de l'iceberg**.

**La partie cachée de l'iceberg**, connue surtout par les protagonistes de ces problèmes, à savoir, les Juges d'Instruction, les représentants du Parquet et nous même, sont tous les arrangements tacites passés entre la Police, les Juges d'Instruction, lesquels mènent l'enquête comme bon leurs semblent, avec complicité, en étant partial et pas objectif dans leurs déductions.

Il va s'en dire, que nous, les détenus, et une partie des avocats de la place de Genève protestons sans relâche contre ces manières de procéder, mais sans succès, nous nous heurtons chaque fois contre un mur, et restons sans explication et aucune réponse à nos diverses demandes et craintes.

Revenons sur ces divers points, pour que vous compreniez mieux la situation actuelle, et les divers problèmes que nous encourons quotidiennement:



## 1. Police

Lors d'arrestations, la Police n'hésite pas à employer la force et à maltraiter physiquement les personnes soupçonnées de s'adonner à un trafic de stupéfiants ou de cambriolage, et ceci sans preuve mais simplement avec la conviction que les personnes visées sont de toutes manières coupables.

Pour beaucoup de ces cas, des plaintes ont été déposées, et des non-lieux ont été prononcés par les tribunaux adéquats. Quant aux interventions musclées de la Police, il a été simplement stipulé que ces derniers n'avaient pas eu le choix, et obligé d'utiliser la force, car les présumés coupables (innocents) ont soi-disant opposés une grande résistance à la Police. Nous ne pouvons plus accepter cette manière musclée de procéder.

## 2. Instruction.

Commence alors la partie instruction de l'affaire, un Juge prend l'affaire en mains et c'est là que le bas blesse. En effet, en règle générale, les personnes originaires des Pays cités dans le 1<sup>er</sup> paragraphe, dure beaucoup plus longtemps que les citoyens Suisses ou les personnes faisant partie de l'Union Européenne.

Il est reproché régulièrement aux autorités d'instruction de refuser systématiquement une demande de liberté provisoire, toujours au personnes citées dans le 1<sup>er</sup> paragraphe, sous prétexte de "risque de fuite, ou risque de réitération, alors que la plupart de ces prévenus sont au bénéfice d'un permis d'établissement Suisse valable, mais au contraire accepter pour les prévenus venant d'autres pays.

Nous reprochons également au Juge de mener son instruction d'une façon partielle, alors qu'il devrait être impartial, et qu'avant même d'avoir tous les éléments en mains, il nous a déjà condamnés. Durant l'instruction, tous nos arguments sont systématiquement contestés par le Juge. Par contre, le juge ne prend en compte que les dires de la Police, sans que ces derniers ne fournissent de preuves de leurs arguments, la parole de ces derniers lui suffit pour tirer des conclusions et il ne tient jamais compte de nos arguments.

Dans beaucoup de cas, les enquêtes de la Police ne sont pas complètes et vite liquidées, se traduisant par des dossiers incomplets, et de lourdes condamnations, aucunement fondées, sans preuve, mais simplement élaborées sur des éléments incomplets et des déductions complètement fausses.

Un autre point très important reproché au Juge, est la durée de ces enquêtes bafouées, ceci certainement dû à la montagne de travail et le surmenage de ce dernier, mais qui en aucun cas ne doit être assumée par les détenus.

Ces enquêtes durent en moyenne huit mois, et parfois plus, ce qui donne des surprises étonnantes lors des procès.

Nous vous citons quelques cas concrets qui se sont passés à Champ-Dollon:

1. Un prévenu est resté en détention préventive plus d'une année, et a été condamné à une peine de moins d'une année.
2. Un autre est resté 16 mois en détention préventive a été condamné à 6 mois de prison, puis a été renvoyé très vite dans son pays d'origine de peur qu'il demande des dommages et intérêts pour les 10 mois de surplus qu'il a subit.

### **EXEMPLES CONCRETS**

3. La justice reconnaît Antonin Patriku coupable d'infraction à la LStup, le condamne à la peine de deux mois d'emprisonnement, sous déduction d'un an, trois mois et vingt huit jours de détention préventive. Le met au bénéfice du sursis et fixe la durée du délai d'épreuve à cinq ans. Prononce l'expulsion judiciaire du territoire de la Suisse pour une durée de 5 ans.
4. La justice reconnaît Nuri Sinami coupable de délit contre la Lstup, le condamne à la peine de quatre mois d'emprisonnement sous déduction d'un an et huit jours de détention préventive. Prononce le sursis et fixe la durée du délai d'épreuve à cinq ans. Prononce son expulsion judiciaire du territoire de la Suisse pour une durée de 5 ans.
5. La justice reconnaît Ersab Jashari coupable de délit contre la Lstup, le condamne à la peine de six mois d'emprisonnement, sous déduction d'un an et huit jour de détention préventive. Prononce le sursis et fixe la durée du délai d'épreuve à cinq ans. Prononce son expulsion du territoire de la Suisse pour une durée de cinq ans.

**Que fait la justice, pour les mois passer en trop, en préventive, par ces personnes, en aucun cas cette dernière ne parle de quelconque dédommagement ?**

La liste est très longue, mais nous pourrons vous en donner encore beaucoup d'autre si vous avez la possibilité de venir vous rendre compte de la réalité sur place à Champ-Dollon.

Dans l'espoir que cette missive attirera votre attention, que vous preniez bonnes notes de ce qui précède, et dans l'attente de vos prochaines nouvelles, nous vous prions de bien vouloir accepter, Mesdames, Messieurs, l'assurance de nos respectueuses salutations.

**PS: Document lu et approuvé par les personnes signataires  
Annexe: liste des personnes signataires, détenus à Champ-Dollon.**

## Les médecins face aux excès policiers

Le Temps  
24.04.07

Le service médical de la prison de Champ-Dollon doit-il se montrer plus attentif aux lésions présentées par les détenus lors de leur arrivée et plus actif dans la dénonciation des violences policières?

Critiquée par le rapport d'experts, présenté la semaine dernière et consacré notamment aux allégations de mauvais traitements, l'unité de médecine pénitentiaire ne restera pas insensible au constat de ses insuffisances. Le docteur Hans Wolff, tout nouveau responsable de l'équipe, reconnaît que des améliorations sont souhaitables tant en matière de détection de traces de coups que de suivi des dossiers.

L'avis d'experts tombe à un moment où le service connaît une restructuration qui inquiète nombre d'observateurs. Le « modèle genevois » d'une prise en charge globale du détenu, qui s'était même imposé au-delà des frontières, a été abandonné au profit d'une division entre soins somatiques et psychiatriques.

► Page 10

## Régions

# L'embarras des médecins de Champ-Dollon face aux violences policières

**Genève** Les experts, mandatés par le Grand Conseil, n'ont pas épargné le service médical de la prison. Son nouveau responsable, le docteur Hans Wolff, mène une réflexion pour améliorer la détection des mauvais traitements

Fati Mansour

Le service médical de Champ-Dollon doit-il se montrer plus attentif aux détections traumatiques présentées par les détenus lors de leur arrivée et plus actif dans la dénonciation d'éventuelles violences infligées par les forces de l'ordre? C'est en tout cas l'avis exprimé par les experts dans le rapport consacré aux pratiques judiciaires et policières (1) du 19.04.2007. Ces critiques interviennent alors que la médecine pénitentiaire subit une restructuration – un démantèlement, diront certains – qui suscite d'autres inquiétudes (lire ci-dessous). Jour d'horton.

## Confidentialité

Les dysfonctionnements relevés par le docteur Jean-Pierre Restellini, chargé de recueillir les allégations de traitements policiers, sont multiples. Ce représentant de la Suisse au Comité européen pour la prévention de la torture (CPT) regrette tout d'abord que le premier examen effectué par une infirmière se fasse sur le pas de porte de la cellule, en présence d'un gardien et d'autres pensionnaires. Entretien ainsi mené ne bénéficie d'aucune confidentialité.

Excepté certains en soulignant que certaines allégations de mauvais traitements, pourtant dûment consignées par les infirmières, « disparaissent » ou sont édulcorées dans les dossiers après la consultation avec le médecin. En fait, des dénonciations à la direction de la police, sont, chiffres à l'appui, exceptionnels. Ainsi, sur 38 cas d'allégations de violence, 14 ont été relevés lors du premier examen. Parmi ceux-ci, 4 ont at-



PHOTO: J. HORTON

tiré l'attention ultérieure des médecins de la prison et un seul cas a été transmis à la cheffe de la police.

## Question d'éthique

La question de la dénonciation aux autorités est délicate. Elle divise ceux qui pensent que le consentement du patient-prévenu est un préalable nécessaire à cette démarche (c'est l'option pragmatique), et ceux qui estiment au contraire que le médecin doit prendre plus d'initiative.

Jean-Pierre Restellini défend une position très proactive: «Le service médical d'une prison doit largement contribuer à mettre en lumière les mauvais traitements

afin de jouer un rôle de garde-fou. Le militaire pour une dénonciation quasiment automatique après information du patient qui ne pourrait s'y opposer que si le crime commis lui risque grave. Ce volontarisme, susceptible de mettre à mal le secret médical, ne va pas toujours de soi. Certains médecins craignent aussi de devoir passer plus de temps à déposer devant les tribunaux qu'à effectuer leur travail de soignant.

Les propositions de l'expert (mettre à disposition un local pour le premier entretien, s'assurer que le certificat médical contient aussi l'ensemble des premières constatations de l'infirmière, banir l'autocensure et choisir

une stratégie plus offensive) sont-elles suivies d'effet?

## Réflexion en cours

Sur le terrain, c'est une toute nouvelle équipe qui hérite de ce brûlot. Responsable de l'unité de médecine pénitentiaire depuis le 1er avril dernier, le docteur Hans Wolff n'est pas insensible aux conclusions d'un rapport dont il loue volontiers les qualités et l'approche méthodologique.

Les conditions du premier entretien en cellule sont à ses yeux véritablement problématiques, tant pour la détection de coups que pour celle d'éventuelles maladies transmissibles. « Nous sommes en train de réfléchir avec le

directeur de la prison pour trouver un nouveau cadre à cette consultation. Il faut encore résoudre des problèmes de local, de conduire par les gardiens et de réactiver alors que tout le monde est déjà surchargé. Mais ce rapport nous donne du poids pour avancer, précise le docteur Wolff.

La surcharge est également l'argument avancé pour expliquer le faible nombre de cas répertoriés. « On peut imaginer que, dans de telles conditions, l'équipe a privilégié les soins au détriment des rapports », ajoute le médecin adjoint responsable. Tout en précisant: « On va tout faire pour mieux suivre les détenus et détecter les traces de violences. »

## Absence de réaction

D'autres facteurs peuvent également entrer en ligne de compte pour comprendre la démotivation du personnel médical. Tout d'abord, une description trop détaillée par des allégués a pu, par le passé, jouer de mauvais tours à des détenus qui, changeant de version en cours de route, ont été taxés de menteurs. Enfin, l'absence de réaction de la hiérarchie policière à la lecture de ces rapports a fini par convaincre certains patients de leur inutilité. Un contact plus direct avec le commissaire à la déontologie Louis Gaillard pourrait à l'avenir modifier cet état d'esprit.

Sur les conditions de la dénonciation, Hans Wolff reste d'avis que l'accord du patient est indispensable. « Le médical est au service de la personne et ne doit pas accomplir un acte contre sa volonté. Visiblement, peu de détenus sont enclins à se retourner contre la police. Là encore, il faudra travailler sur les causes de cette réticence.

## La fin du «modèle genevois» pour la médecine pénitentiaire

### Les soins aux détenus divisés en deux unités

La décision de l'Hôpital n'a fait l'objet d'aucune publicité mais elle a beaucoup secoué ceux qui gravitent autour de la prison. Après trois ans d'entretien et de flottement dans la désignation du nouveau chef du service de médecine pénitentiaire – et à défaut d'avoir trouvé la perle rare qui comblerait toutes les qualités nécessaires à ce poste –, la direction des HDG a choisi de diviser le service et de placer soins psychiatriques et somatiques sous des responsabilités différentes.

Une véritable hérésie pour tous les descendants du charismatique professeur Jacques Bernheim qui avait su, à la fin des années 70, imposer à Genève le modèle d'une prise en charge globale du détenu, sous la houlette d'un patron capable de tenir tête aux autorités.

Un modèle qui avait suscité l'admiration dans les autres cantons et même au-delà des frontières. Le professeur Timothy Harding, directeur de l'Institut de médecine légale, qui a aussi longtemps œuvré à la tête dudit service, fait part de son scepticisme: « Je regrette la décision de démantèlement mais j'espère que les

nouveaux responsables trouveront un mode de travail qui permette de suivre au mieux une population présentant des pathologies souvent multiples. »

### Complexe coordination

Désormais, l'unité de médecine pénitentiaire (qui occupe des soins en prison et au quartier cellulaire de l'Hôpital), dirigée par Hans Wolff – lequel a déjà une expérience des populations migrantes et défavorisées –, dépend du service de premier recours du Département de médecine communautaire, avec à sa tête le professeur Jean-Michel Gaspoz.

La psychiatrie pénitentiaire (quartier cellulaire de Belle-Ide, à la Clairière) sera dirigée dès le 1er juin prochain par le docteur Aricl Eytan et placée sous la houlette du Département de psychiatrie du professeur Pandelis Giannakopoulos.

Pour assurer la coordination entre les deux unités, promouvoir une politique de soins concertée et surtout faire le lien avec l'administration, le politique et le procureur général, les HDG ont choisi de nommer l'ancien infirmier-chef de la prison Pierre Brennenstahl à la tête de ce qui

s'appelle désormais le Centre de médecine pénitentiaire. « C'est la première fois qu'un expérimenté une telle structure transversale, de surcroît dirigée par un non-médecin, commente Bernard Gesson, directeur des HDG.

L'organigramme est ainsi passablement complexifié mais tout le monde tente de rester optimiste. « Il y a de bonnes raisons de penser que les personnes choisies seront ouvertes à une bonne collaboration. Les problèmes sont suffisamment délicats pour que les gens se comprennent de manière responsable, estime le professeur Gaspoz. Fa.M.



République et canton de Genève  
**POUVOIR JUDICIAIRE**

Genève, le 9 mai 2007

**NOTE RELATIVE A L'AVIS D'EXPERTS  
 MANDATES PAR LE BUREAU DU  
 GRAND CONSEIL A L'ATTENTION DE  
 SA COMMISSION DES VISITEURS  
 OFFICIELS**

Réf : Détenition avant jugement

**Les questions que la population se pose :**

- A Genève la détention préventive est-elle utilisée à bon escient ?
- La suroccupation de Champ-Dollon est-elle le fait des décisions de justice ?
- La Justice est-elle trop lente ?
- Y a-t-il d'autres moyens que la prison préventive ?

**Les messages forts**

*Sur l'avis d'experts:*

**Préambule**

- 1. La partie II "Détenition avant jugement" est de mauvaise facture**
  - 1.1 Les erreurs méthodologiques et les légèretés
  - 1.2 Les erreurs de droit
  - 1.3 Les jugements de valeurs orientés
  - 1.4 Le cadre de la mission des experts est outrepassé
- 2. Les chiffres et comparaisons servent les conclusions, encore faut-il servir l'ensemble des chiffres**
  - 2.1 les procédures et les formes de détention
  - 2.2 la comparaison avec le canton de Bâle-Ville
- 3. La question des ressources**

*Sur la position du Pouvoir judiciaire (cf. annexe 1):*

- 4. Le Pouvoir judiciaire n'a pas attendu l'avis d'experts pour agir**
- 5. La position du Pouvoir Judiciaire sur les propositions de l'expert, partie II**

*Sur les questions de base:*

- 6. Le profil de Genève détermine l'usage de la détention préventive en fonction de facteurs socio-économiques, géographiques, de criminalité type, de politique criminelle et de typologie d'auteurs d'infractions**
- 7. La Justice lente et poussiéreuse: la part de vérité.**

**Conclusions**





## Préambule

Le Pouvoir judiciaire (PJ) ne peut qu'adhérer à l'initiative du Grand Conseil, en sa Commission des visiteurs officiels, de s'inquiéter de la suroccupation de la prison de Champ-Dollon.

L'avis d'experts et ses fondements scientifiques sont malheureusement d'inégale valeur. On comprend immédiatement que chaque expert s'est consacré à une partie de l'avis sans qu'il y ait eu de véritable concertation entre eux ni de regard critique croisé.

## 1. La partie II "Détenue avant jugement" est de mauvaise facture

### 1.1 Les erreurs méthodologiques et les légèretés

Au titre des erreurs méthodologiques on relèvera la question de:

- l'échantillon sur un jour = comparaison statistique erronée

Une grande partie de l'analyse des experts se fonde sur l'analyse d'une population de détenus observée le 31 août 2006. Les experts décrivent les caractéristiques de cette population en lui donnant un caractère plus ou moins explicite d'échantillon "représentatif" de la détention avant jugement. En privilégiant une observation sur un jour, on rencontre à coup sûr les détenus de longue durée (365 jours et plus), mais on n'a qu'une chance sur 182,5 d'y rencontrer un détenu qui ne passe que 2 jours à Champ-Dollon, les séjours de courte durée présentant par définition un taux de rotation très important. Dans l'échantillon proposé par les experts, les détenus de longue durée sont donc largement surreprésentés par rapport à la population qui effectivement compose l'effectif "moyen" de Champ-Dollon et donc tous les calculs de moyenne s'en trouvent faussés. C'est un peu comme si, en voulant déterminer l'âge moyen d'une population, on se concentrait sur les pensionnaires des EMS.

Tout l'argumentaire développé en p.18 et 19 de la partie II sur l'échantillon du 31 août 2006 est biaisé par cette faille méthodologique. Ce qui est encore plus étonnant, c'est que les auteurs persistent dans leur erreur d'interprétation en prétendant que "...pour 50% de la population concernée (détenus avant jugement) la durée n'excède pas 90 jours". Oui, si la population est celle observée sur un jour. Non, s'il s'agit de connaître les caractéristiques de la population ayant passé par Champ-Dollon sur une année. D'ailleurs, les auteurs conviennent fort justement que le médian (durée de séjour maximal pour 50% des détentions préventives) calculé par le PJ (5,5 jours) est très proche de celui de l'OFS (p. 20), à savoir 4 jours. Il est de ce fait injustifié et dangereux de produire un tableau visant à comparer la réalité d'un jour à celle d'une année (cf. annexe 16 de l'avis d'experts).

Au titre des légèretés on relèvera :

- Le rapport d'expertise fait totalement abstraction des victimes présumées des infractions (le détenu avant jugement étant lui-même au bénéfice de la présomption d'innocence). Or, la raison d'être de tout système judiciaire et carcéral est de garantir la sécurité et l'ordre publics par la poursuite et la répression des infractions (art. 1 CPP), dont la reconnaissance et la protection des victimes - actuelles ou potentielles - est le corollaire essentiel, quelles que soient les conséquences de la poursuite pénale, dont la surpopulation carcérale en cause. La sensibilité du législateur en la matière est d'ailleurs avérée (cf. notamment toute la législation suisse et cantonale LAVI)
- L'expert a assisté, non pas aux audiences des 6, 9 et 13 **janvier** 2007, mais à celles des 6, 9 et 13 **février** 2007 (il devait encore assister à une quatrième audience, le 15 février, mais il y a renoncé de sa propre initiative) (avis page 15). Il ne peut ainsi pas y avoir, a priori et sauf exceptions (notamment pour l'audience du 6.2.07), de liens entre la "cohorte" de personnes ayant fait l'objet d'un mandat d'arrêt, suivies pendant 15 jours par l'expert en janvier 2007, et les détenus pour lesquels il a assisté aux débats de la Chambre d'Accusation, en février 2007.



Malgré les explications données sur l'organisation de la Chambre d'Accusation à l'expert, celui-ci se borne à évoquer le déroulement de l'audience, occultant tout le travail de préparation qui se fait en amont et qui permet, il est vrai, de cadencer l'audience (avis, page 31).

Le Président de la Chambre d'Accusation prend toujours connaissance de toute la procédure la veille de l'audience. Les juges assesseurs en prennent connaissance à l'audience. Dans les cas où il n'y a pas une évidence, d'entrée de cause, au vu du dossier et après les interventions des parties, sur la décision à prendre, la suspension de l'audience pour une délibération est la règle et le contenu du dossier est, alors, à nouveau examiné.

- L'expert examine la situation de l'inculpé comme si seuls les dires de celui-ci sont à considérer et que tout le reste du dossier serait inexistant. Ainsi, il surévalue la nécessité d'écoute de l'inculpé *in vivo* (pendant l'audience) par rapport à l'étude du dossier et à l'apport des autres acteurs à la procédure.

- L'expert cite sept cas pour l'exemple d'une détention préventive "utilisée à des fins certainement détournées de ses fonctions" (pages 41 à 44 de l'avis). On recherchera en vain dans la brève introduction et dans ces exemples ce qui fonde le "certainement" au-delà du procès d'intention. Les situations sont rapportées sans aucune distance ni recul, relatant des discussions sans vérification ni analyse.

Le Pouvoir judiciaire a identifié ces situations et a constaté l'abîme entre la description faite et la réalité. Cela est si choquant qu'une des personnes entendues par l'expert a écrit au Juge d'instruction pour lui faire part de ses regrets (cas de M. L.S.). Il a également été constaté que, dans un autre cas, la détention préventive a été confirmée par le Tribunal fédéral à 6 reprises (cas P.-A. W.). Dans un troisième cas (cas X), le détenu a bénéficié d'interprètes tout au long de la procédure, a été dénoncé par son complice dont des images vidéo étaient disponibles, a reconnu les faits et avait des antécédents du même type dans d'autres pays.

- Il apparaît que, pour déterminer le nombre d'audiences tenues pour un cas donné lors de détentions préventives de plus de 12 mois, l'expert se fonde sur le *souvenir* de l'inculpé (questionnaire). Il eut été plus sérieux de vérifier cette information auprès du Pouvoir judiciaire (pages 15 et 32 ch. 4.2 de l'avis).

- Il est dans la pratique - notoire - des avocats de ne jamais accepter d'élection de domicile en matière pénale, pour des détenus domiciliés à l'étranger, au vu de la difficulté, par la suite, de leur transmettre les décisions notifiées à leurs conseils. Ignorer cela, c'est être déconnecté de la réalité (page 28 ch. 2.13 de l'avis).

## 1.2 Les erreurs de droit

### Une confusion dans l'usage de la terminologie juridique

L'expert confond ou utilise indistinctement les notions légales de :

- mandat d'arrêt/mandat d'amener,
- demande de prolongation de la détention préventive/demande de mise en liberté,
- interpellation/arrestation.

Par exemple page 24 de l'avis ch. 2.4: le mandat d'amener est d'abord décerné par l'officier de police (OFPOL) pour lui-même et ce dernier a ensuite 24h pour auditionner le prévenu et décider s'il y a lieu de le mettre à disposition du Juge d'instruction..

### Des écarts par rapport à la loi et à la jurisprudence du Tribunal fédéral (cf. Procédure pénale genevoise - Chambre d'accusation, in SJ 2007 II pages 1 et ss)

- L'expert n'a pas compris l'articulation des art. 33 et 38 CPP, d'une part, et 33 à 35 CPP, d'autre part, soit, entre le mandat d'amener de l'OFPOL (d'une durée de 24 h), qu'il qualifie faussement d'*arrestation* au lieu d'*interpellation*", et le mandat d'arrêt du Juge d'instruction, à partir duquel l'intéressé est "arrêté" (et inculpé). Ce second mandat fait seul partir le délai de 8 jours à l'issue duquel la prolongation de la détention avant jugement doit être demandée à la Chambre d'accusation. (pages 24, ch. 2.4 et 26 ch. 2.11 de l'avis).



En pleine méconnaissance de la loi (et de la Cst. GE art. 15 et 17 not.), l'expert en conclut, à tort, que l'intéressé est *de jure* en détention illégale lorsqu'il comparait devant la Chambre d'accusation le 9ème jour après son interpellation par l'OFPOL. Il va même jusqu'à prétendre que personne (Juge d'instruction, Parquet, avocats, Chambre d'accusation) ne semble s'en soucier. Il en irait de même pour toutes les ordonnances de condamnation rendues le 9<sup>ème</sup> jour. C'est inacceptable.

- L'expert ignore la jurisprudence du Tribunal fédéral en matière de motivation des demandes de prolongations de détention (par les juges d'instruction) et des ordonnances de prolongations elles-mêmes (par la Chambre d'Accusation). En effet une motivation succincte, voire un renvoi à une motivation antérieure est suffisante. Nul besoin de recopier le casier judiciaire pour évoquer les antécédents de l'inculpé, par exemple.

Par ailleurs, le Tribunal fédéral a approuvé la motivation des décisions de la Chambre d'accusation faisant référence à celles des requêtes de prolongation du Juge d'instruction (et non pas du mandat d'arrêt comme mentionné, par erreur, par l'expert), si ces requêtes sont motivées. (page 25 ch. 2.6 de l'avis).

- L'expert méconnaît aussi le fait que le dossier est consultable par les avocats et les parties en tout temps. La notion de "pièces essentielles" qu'il évoque n'existe, en effet, que pour les cas temporaires de procédures en supersuspension de l'instruction contradictoire et en suspension de la communication du dossier, mesures nécessitant une ordonnance motivée du Juge d'instruction (art. 142 al. 3 et 4 CPP). Ces cas sont d'ailleurs peu fréquents.

### 1.3 Les jugements de valeurs orientés

Les déductions faites par l'expert sont orientées, sans aucun souci de cohérence ou même de simple logique. Entre autres exemples, le fait qu'un avocat s'en remette à justice n'est pas nécessairement un signe de négligence ou de manque de "courage" devant la Chambre d'accusation, mais peut-être d'une lecture du dossier dont il déduit qu'il serait vain, voire contreproductif, de s'opposer à une demande de prolongation.

L'expert indique que la question de l'assistance d'un avocat est mal posée par l'Officier de police (OFPOL) au détenu. Aucun raisonnement ne vient étayer une telle affirmation (page 24 ch. 2.4 et 25 ch. 2.8 de l'avis).

Prétendre que l'absence de l'avocat est anormale devant le Juge d'instruction, revient à dire qu'il faut enlever son libre arbitre à l'inculpé et rendre cette présence obligatoire en toute circonstance avec les frais qui en découlent (page 25 ch. 2.9 de l'avis).

Dans la longue liste des cas qu'il évoque ( page 27 de l'avis), l'appréciation de l'expert quant à la gravité des faits et à la valeur des antécédents est visiblement déconnectée de toute réalité. Tout d'abord s'agit-il de *la plupart des cas* ou seulement de *certaines dossiers* qui sont très incertains ou non complexes? Sur les 31 dossiers présentés 10 sont sans antécédents. Quelle analyse? Aucune. Par, ailleurs, comment imaginer une seule seconde que 1,5 kg de cocaïne est une affaire banale tout comme une tentative de meurtre, un viol, et des actes d'ordre sexuels avec des enfants? Enfin, la légèreté avec laquelle l'expert prend en compte le nombre des antécédents pénaux, sans même en apprécier la nature, ne saurait être suivie.

La notion sociologique de la "délinquance de nécessité" évoquée par l'expert n'engage que lui (page 28, ch. 2.14 de l'avis) et n'est pas gratifiante pour tous ceux qui à Genève œuvrent dans le domaine social privé ou public. Cette situation fonderait la criminalité des requérants d'asile en attente de renvoi (10% alors qu'au ch. 2.2. page 23 de l'avis, ils sont 7%). Ainsi pour des raisons sociologiques, il y aurait lieu de laisser ce type de délinquants agir et ne pas faire usage de la détention avant jugement. Il y a là des raccourcis que le PJ ne saurait emprunter sans violer la loi.

Nous laissons aux avocats le soin de répondre aux assertions :

- qu'ils ne plaignent que pour le public et non pour leurs clients ou les Juges,
- qu'ils ne lisent pas les dossiers et les méconnaissent,
- qu'ils sont craintifs devant les tribunaux et se rapportent à justice,





- qu'ils ne se rendent pas aux audiences,
- que les avocats de la permanence par devant la Chambre d'Accusation sont faibles

La notion avancée par l'expert de *prolongation de confort* à de quoi laisser songeur (page 30 de l'avis), ce d'autant qu'il tire cette conclusion de l'observation de détenus qu'il a suivis à l'instruction du 1<sup>er</sup> au 31 janvier 2007, et qui, en grande partie n'ont pas passé devant la Chambre d'accusation pendant les 3 audiences de février 2007 auxquelles l'expert a assisté.

Selon l'expert, il faudrait épuiser les 8 jours de la compétence d'arrêt du Juge d'instruction avant de songer à une prolongation de la détention. Dans l'absolu cela est exact et les Juges d'instruction s'y emploient fortement, la preuve étant les nombreuses affaires dont le problème de la détention est réglé en 8 jours (76% selon l'expert en janvier 2007). Sans ironie on rappellera que la semaine de compte sept jours dont cinq ouvrables. Le mandat d'arrêt décerné n'est valable que 8 fois 24 heures. C'est ce mandat qui vaut titre de détention, et, une fois échu, la personne doit, en principe, être relaxée. Ainsi la prolongation doit être requise pendant ce délai. Matériellement, cela veut dire qu'il faut tenir compte des week-end ainsi que de l'organisation de la Chambre d'accusation, qui siège deux fois par semaine et devant laquelle les dossiers doivent être déposés la veille de ses audiences, à midi au plus tard.

En conséquence et par hypothèse, la personne arrêtée le samedi à 15h00 devra voir sa prolongation requise pour le jeudi suivant à midi, soit moins de 5 jours après son arrestation ! Précisons encore que, dans notre exemple, sur ces 5 jours, 2 jours tombent sur le week-end et que si la Chambre d'Accusation siègeait trois fois par semaine, cela ne changerait rien.

Enfin la notification des décisions judiciaires fait partie des actes de procédure justifiant la détention de personnes présentant un risque de fuite et la détention avant jugement a aussi pour objectif de garantir la représentation de l'inculpé à son jugement ainsi que l'exécution de celui-ci.

Ce système peut assurément être amélioré mais cela suppose des moyens que nous examinerons sous point 5 : position du PJ sur les propositions de l'expert.

#### **1.4 Le cadre de la mission des experts est outrepassé.**

A plusieurs reprises, l'expert a outrepassé le cadre de sa mission, étant rappelé qu'il a été mandaté par la Commission des visiteurs officiels du Grand Conseil (CVGC). Or, cette commission a la compétence d'examiner les conditions de détention dans tous les lieux de privation de liberté mais n'a pas celle d'examiner le contenu de l'instruction ou des décisions prises dans des procédures concernant des personnes privées de liberté (art. 227 de la Loi portant règlement du Grand Conseil - LRGC, B 1 01)

Au titre d'exemples (à nouveau, non exhaustifs...) d'appréciation par l'expert des décisions des magistrats, alors que cette appréciation échappe pourtant à la compétence de sa mandante, on voudra bien se référer aux pages 25 (ch. 2.6 et 2.9), 27, 28 (ch. 2.12 et 2.13), 32 (1er &) et 46 (ch. 12) de l'avis.

On ne comprend pas en quoi la critique de l'expert sur les prélèvements d'ADN est pertinente ici, étant précisé qu'il s'agit de l'application du droit fédéral, n'ayant aucune incidence sur la détention avant jugement (page 25 ch. 2.7 de l'avis).

### **2. Les chiffres et comparaisons servent les conclusions, encore faut-il utiliser l'ensemble des chiffres pour des conclusions fondées**

#### **2.1 Les procédures et les formes de détention**

- Il faut rappeler d'emblée deux chiffres :

- 60% d'augmentation des procédures pénales en 10 ans;
- 8% seulement d'augmentation des mandats d'arrêt durant la même période.



En effet, on est passé de 13'010 procédures en 1996 à 20'168 en 2005 (en 2006: 18'940 procédures pour 2633 mandats) alors les mandats d'arrêts n'augmentaient, eux, que dans une faible proportion, (2229 en 1996 à 2541 en 2005, soit +8%), on enregistre même une baisse de 10% si l'on prend le chiffre de 1998. C'est une preuve de l'effort considérable fait par le PJ pour juguler l'augmentation de la détention avant jugement.

- Il faut ensuite constater avec l'expert lui-même (pages 18, 20, 21 de l'avis) qu'une partie non négligeable (environ un quart) de la population carcérale n'est plus détenue avant jugement définitif, vocation première de Champ-Dollon, mais exécute une peine ferme.

- Il faut donc insister, à cet égard, sur la pénurie de places disponibles dans les établissements d'exécution, aussi bien pour les courtes peines que pour les longues peines, état de fait sur lequel le PJ n'a aucune maîtrise. On relèvera également le nombre insuffisant de places de détention permettant d'assurer des soins.

- Il faut rappeler que la Chambre d'accusation remplit sa mission. Elle accepte plus d'un tiers des demandes de mises en liberté qui lui sont soumises. Ses décisions sont rarement attaquées et très exceptionnellement cassées (0.03%). De plus, les très rares ordonnances de la Chambre d'accusation cassées par le Tribunal fédéral pour défaut de motivation ont été remotivées correctement et les intéressés sont demeurés en détention avant jugement. Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et le 30 juin 2006, sur les 6309 ordonnances rendues par la Chambre d'accusation en matière de détention préventive, 35 ont fait l'objet d'un recours au Tribunal fédéral, seuls 2 de ces recours ont été admis et 11 ont été admis partiellement par un renvoi devant la Chambre d'accusation (cf. position du PJ du 8 novembre 2006 pages 13 et 14)

- La photographie de Champ-Dollon au 31.08.06 fait état de 90% de ressortissants étrangers dont 50% sans domicile connu et de 25% sans autorisation de séjour donnant une adresse en Suisse. On recherche en vain dans l'avis de l'expert une analyse de ce fait et une distance critique. Par exemple, combien de ces 25% habitent chez "une copine" où on ne retrouve même pas une chaussette leur appartenant ? (page 17 ch. 1.3 et 1.4 de l'avis). La même remarque vaut pour l'examen de la cohorte des dossiers de janvier 2007 (page 22 de l'avis).

- Si Genève se singularise par sa lutte contre le trafic de stupéfiants (34% des présents à Champ-Dollon le 31.08.06) cela ne correspond-il pas à une nécessité locale? Aucune remarque à ce sujet, on oublie le flux de pétitions de quartier dont l'Exécutif et le Grand Conseil sont saisis sur les désagréments, l'insécurité, la criminalité induite, causés par le trafic de drogue aux pieds des immeubles et dans les rues. L'expert oublie aussi qu'il existe une loi fédérale sur les stupéfiants que les autorités judiciaires genevoises ont pour devoir d'appliquer. Les drogues dites douces sont des stupéfiants (avis page 17 ch. 1.7 de l'avis).

- Aucune analyse n'est faite quant à l'usage de l'ordonnance de condamnation, alors que, par ce moyen, pour près de la moitié des personnes entendues par le Juge d'instruction de permanence, ce dernier fonctionne comme un Juge des flagrants délits (page 18 ch. 1.6 de l'avis)

- L'expert indique que 70 personnes ont été relaxées par les Juges d'instruction, sur les 191 arrêtées du mois de janvier 2007, et que 70 ordonnances de condamnation ont été prononcées dans les 8 jours du mandat d'arrêt. Il n'en tire toutefois aucune conséquence et ne relève pas la rapidité de traitement de ces cas (page 24 ch. 2.5 de l'avis). Pourtant, cela signifie que 140 dossiers sur 191, soit 73% des cas, ne posent plus de problème de détention avant jugement (sous réserve des oppositions aux ordonnances de condamnation). Il faut ajouter à cela que de nombreuses relaxes sont encore intervenues dans les 8 jours dès l'arrestation par le Juge d'instruction, de sorte qu'au terme de ce délai, seuls 31 cas ont été soumis à la Chambre d'accusation.

- Enfin, dans ce contexte, il faut rappeler le recours accru du Ministère public aux ordonnances de condamnation sans détention avant jugement (cf. position du PJ du 8.11.2006 page 10)



## 2.2 La comparaison avec le canton de Bâle-Ville

L'idée de cette comparaison est tout à fait pertinente, ce canton ayant certaines caractéristiques proches du nôtre. L'Office fédéral des statistiques (OFS) s'y est d'ailleurs intéressé et les experts y font abondamment référence. Plusieurs remarques s'imposent cependant :

### Remarque 1

Il est troublant de constater à quel point les experts, qui ont pourtant bénéficié d'un large accès aux statistiques fédérales, n'en ont pas fait un meilleur usage. A fin février 2007, un communiqué de presse de l'OFS attirait l'attention sur les pratiques des cantons en matière de détention préventive (annexe p.1 et ss). Cette étude fort bien étayée démontre que Genève, avec le canton de Bâle-Ville et celui de Zurich forme un groupe de 3 cantons avec des spécificités comparables, soit un recours élevé à la détention préventive (33% des condamnations), mais une proportion importante de séjours de courte durée (50% des détenus passent moins de 2 jours en prison - pour Genève c'est moins de 5 jours).

L'OFS démontre que cette situation est à mettre en parallèle avec le type de population concerné. Pour ces 3 cantons, 57% des détentions avant jugement, en moyenne, concernent des étrangers avec domicile à l'étranger (pour Genève, cette proportion est même de 67% !), alors que cette proportion n'est que de 30% dans les autres cantons. L'OFS conclut que la proportion élevée de détention avant jugement est à mettre en relation avec le risque élevé de fuite. Donner ce type d'information dans le cadre du présent avis d'experts devait relever d'une rigueur scientifique élémentaire mais n'a pas été fait (cf. annexe 2).

Il eut, en effet, été utile de positionner d'emblée Genève dans cet ensemble aux caractéristiques très spécifiques, qui éclaire sous un autre jour les différences importantes entre Genève et les autres cantons suisses.

A Bâle-Ville, le classement en opportunité n'existe pas (cf. art. 21 et 109 CPP-BS). Cela peut expliquer qu'il y ait à Bâle près de 2 fois plus de condamnations par 1000 habitants qu'à Genève... et que donc en proportion, nous ayons plus de détention avant jugement. Nous ne trouvons, dans le rapport, aucune réflexion ou explication relative à cette importante différence.

### Remarque 2

Dans le chapitre consacré au type de délinquance (page 17, pt 1.5 de l'avis), les auteurs comparent le taux d'inculpation, observé sur l'échantillon du 31 août 2007 pour infractions à la LStup, au taux suisse pour ces mêmes infractions, mais par rapport à l'ensemble des condamnations sur une année et tirent des conclusions pour Genève. Là encore, il ne s'agit pas du tout de populations comparables, les deux échantillons n'ayant pas les mêmes caractéristiques.

Toutefois, la comparaison avec Bâle-Ville est possible. Le tableau T19.3.2.2.2 de l'OFS (Annexe2, p.6) montre qu'en 2005, les condamnations pour infraction à la LStup représentent 15.4% de l'ensemble des condamnations à Genève pour 9.7% à Bâle (moyenne suisse à 11,7%). Genève se situe donc bien dans une proportion "raisonnablement" supérieure à la moyenne suisse dans ce domaine. Mais si l'on prend par exemple les condamnations pour infraction à la LSEE, le tableau est totalement inversé, à savoir : 7,4 % à Genève, alors qu'elles représentent 36,8% à Bâle (moyenne suisse à 11,5%). Si donc "...Genève se singularise par une proportion importante de poursuites pour infractions à la LStup" (rapport p.17, point 1.5), il serait objectif de préciser que Bâle pour sa part se distingue par une proportion importante de poursuites au titre de la LSEE (Bâle et Zurich cumulent 40% de l'ensemble des condamnations de toute la Suisse au titre des infractions à la LSEE, annexe p.6).

La sensibilité genevoise fait que la détention administrative de personne détenues dans l'attente de leur expulsion en application de la LSEE est sous utilisée. On pourrait donc résoudre partiellement le problème de Champ-Dollon en remplissant Frambois!

Ainsi à Bâle-Ville, il y a eu, en 2005, 733 ordres de mise en détention administrative LSEE (source: Verwaltungsbericht 2005 de BS - p. 261: <http://www.regierungsrat.bs.ch/verwaltungsbericht-2005.pdf>).





A Genève, à la même période, il y en a eu 90, soit 643 de moins! (source: rapport d'activité 2005 de la police - p. 35: <http://www.geneve.ch/police/doc/statistiques/rapport-activite-police-2005.pdf>).

Une analyse plus globale aurait (eu) l'avantage de restituer une image plus nuancée de la politique de poursuite pénale à Genève, comparativement à celle de Bâle, et inversement.

### **3. La question des ressources (cf. annexe 3)**

Les tableaux présentés par les experts, tirés d'une étude comparative de l'OFS montrent clairement qu'une fois arrêtés, les prévenus bénéficient de procédures de libération plus rapides à Bâle-Ville qu'à Genève. C'est une réalité qui vaut la peine d'être analysée.

Les experts s'y emploient et procèdent à une comparaison des effectifs. Pour la police, les ratios respectifs « fonctionnaires de police/habitant » sont de 0,28% à GE pour 0,39% à Bâle. Les auteurs parlent d'un ratio « légèrement plus élevé » à Bâle qu'à Genève (p.36, ch. 5.1 de l'avis). A-t-on conscience que cet écart signifie que si Genève devait disposer d'un effectif de police équivalent, il faudrait augmenter ses ressources de 40%, soit de près de 500 postes *équivalents temps plein* (480)! Ce constat est d'autant plus important que la durée de l'instruction dépend en (bonne) partie de la rapidité des investigations de la police judiciaire. 500 policiers de plus pour faire de la prévention ou enquêter, c'est très important !

Les experts n'ont, en revanche, pas pu (voulu?) se donner les moyens de comparer les effectifs de la justice, « *compte tenu d'importantes différences dans l'organisation et les compétences des différents décideurs de justice* » (p.36, ch. 5.1 de l'avis). On peut toutefois mettre en rapport les postes de magistrats des autorités de poursuite pénale bâloises avec ceux de Genève qui regroupent les magistrats du Ministère public, de l'Instruction et du Tribunal de la jeunesse, pour avoir deux structures aux missions comparables. Il y a 29 magistrats (ETP) à Genève pour 29,70 à Bâle-Ville. Cela signifie que pour être à un niveau équivalent de Bâle, Genève devrait multiplier son effectif par 2,5 (+ 42 ETP) et bénéficier de plus de 70 de magistrats dans la filière de poursuite pénale. Exprimé de manière différente, **pour deux magistrats des autorités de poursuite pénale à Genève, Bâle-Ville en compte cinq!** Cette comparaison ne tient pas compte des autres types de postes, parce que le Ministère public de Bâle bénéficie également d'un très fort appoint en forces de police judiciaire, dont une partie est d'ailleurs directement sous sa responsabilité (Bâle-Ville: 21 commissaires, Genève: 6 commissaires).

Si l'on étend cette comparaison des effectifs de magistrats à l'ensemble de la filière pénale (autorités de poursuite et jugement de fond en 1<sup>ère</sup> instance), Bâle bénéficie de 41,55 ETP de magistrats (sans tenir compte de 15 juges ordinaires qui ne sont pas sous contrat permanent et qui échappent de ce fait au décompte des effectifs mais qui travaillent!) pour 35 ETP de magistrats à Genève, soit un ratio de 2,3 magistrats pour 10'000 habitants à Bâle-Ville contre un ratio de 0,8 à Genève. Il faudrait donc près de 100 Magistrats (98) à Genève pour avoir le même ratio.

Même si l'indicateur de la population résidente ne peut pas induire une proportionnalité équivalente en matière d'infractions pénales (les étrangers avec résidence hors de Suisse n'ayant pas un poids proportionnel à la population résidente), ces données comparatives peuvent tout de même servir de base d'analyse en matière d'efficacité et d'efficience.

Il est regrettable que le rapport d'experts qui détaille certains éléments de manière très approfondie, accorde si peu de poids à la comparaison des ressources, voire à celle des modes d'organisation.

### **4. Le Pouvoir judiciaire n'a pas attendu l'avis d'experts pour agir**

Depuis longtemps, le PJ s'est préoccupé, à l'époque, avec le Département de Justice et Police de la surpopulation carcérale à Champ-Dollon. Récemment, suite aux événements intervenus en 2006, il a pris les mesures qui lui ont paru prioritaires, notamment dans le but d'infécher la durée de détention avant jugement.



Nous citons les plus importantes :

- le PJ a proposé de modifier la loi fixant le nombre de juges d'instruction et d'en porter le nombre à 17, soit la création de deux postes supplémentaires;
- le Tribunal de police a organisé 9 audiences mensuelles destinées aux détenus afin de réduire les délais de convocation, ce sans ressources supplémentaires en 2006 et de passer à 12 audiences par mois en 2007. Ces délais de convocation devraient passer ainsi en dessous de 15 jours pour les audiences avec détenus (avec toutefois la nécessité d'augmenter les mêmes délais pour les autres types d'audience);
- les Chambres pénales de la Cour de justice proposent des modifications législatives simples pour accélérer le traitement des procédures (cf. position du PJ du 8.11.2006 pages 16 et 17);
- le nombre des audiences des Cours Correctionnelles et d'Assises va être doublé par un recours accru aux juges suppléants.

## **5. La position du Pouvoir judiciaire sur les propositions de l'expert**

### Proposition n° 1, avocats à la police :

La présence de l'avocat à la police sera facultative à teneur du projet de CPPS dont l'entrée en vigueur est prévue en 2010. De ce fait, le prévenu sera encore libre de vouloir ou pas l'assistance d'un avocat. La mise en place d'un système de permanence ne va pas de soi dans la mesure où il s'agit d'assurer la présence d'avocats 24h/24 et 7j/7. Par ailleurs, des aménagements de locaux sont à prévoir. Toutefois, il s'agit surtout de prévoir la formation de la police à cette nouvelle situation. Ainsi, le délai au 1<sup>er</sup> janvier 2010 ne sera pas trop long pour cette préparation et on voit mal comment l'anticiper. Il faudra aussi considérer les coûts d'une telle nouveauté (notamment AJ).

### Proposition n° 2, permanence d'avocats à l'instruction :

Cette permanence est envisageable mais il s'agit de la prévoir 7j/7. Par ailleurs, est-ce à l'Etat d'organiser cela ou aux ordres professionnels étant précisé que tout avocat devrait pouvoir être appelé? Ici aussi la présence de l'avocat est le fait du choix du prévenu. Ici également le temps d'organisation et d'évaluation des coûts est à envisager pour 2010. Il y a lieu de relever que dans l'état actuel, sur requête du prévenu, un avocat peut déjà être appelé lors de la première audience d'instruction (art 107 A CPP).

### Proposition n° 3, élection de domicile chez les avocats :

En matière pénale, les avocats acceptent rarement une élection de domicile en leur étude compte tenu des difficultés que cela leur cause par la suite. Dans ce contexte, la proposition n'est pas réaliste.

### Proposition n° 4, suivi du dossier par l'avocat de permanence :

Cette proposition pose la question délicate de la "répartition du marché" dans le cadre des affaires de permanence. En effet, si l'avocat assurant une permanence devait assurer le suivi de toutes les affaires, il obtiendrait un monopole de fait, mais aurait de la peine à assumer tous ces mandats, sans compter que le détenu a le droit de choisir son avocat. C'est d'ailleurs pour cela que la permanence actuelle auprès de la Chambre d'accusation prévoit que l'avocat ne suivra pas le dossier au-delà de la première audience de prolongation.

### Proposition n° 5, répartition de la semaine de permanence des Juges d'instruction :

L'organisation actuelle, selon laquelle un Juge d'instruction assure une semaine de permanence du vendredi au vendredi, est assurément lourde et difficile pour le Juge et le personnel. Il faut savoir que dans la dernière décennie, plusieurs modes de répartition de la permanence ont été pratiqués (semaine coupée en deux, deux Juges de permanence en même temps, commencer par le week-end ou finir par le week-end), pour revenir à chaque fois à la semaine de permanence entière. Cela était dû au fait que, plus on découpe la semaine, plus la cadence d'une permanence à l'autre, compte tenu du nombre de Juges d'instruction, est élevée et difficile à soutenir. Par ailleurs, l'instruction doit aussi être en phase avec la police qui est organisée en "grande semaine" pour pouvoir disposer des inspecteurs qui ont connu de l'affaire dès le départ.



Dans la mesure où le projet de loi prévoyant deux Juges d'instruction supplémentaires devait être adopté, l'organisation des permanences pourra être revue.

Proposition n° 6, accès au casier judiciaire :

Cet accès est techniquement possible aujourd'hui. Toutefois, des lourdeurs administratives qu'il y a lieu de résoudre avec Berne, freinent l'accès généralisé au casier judiciaire en tout temps et par tout greffier ou Juge. Des contacts suivis sont en cours.

Proposition n° 7, demande de prolongation à la limite du délai de 8 jours :

Sauf évidence, les Juges d'instruction requièrent déjà aujourd'hui la prolongation de la détention le plus tard possible, tenant compte des week-ends et des audiences de la Chambre d'accusation. Ce n'est pas parce que le Juge d'instruction requiert une prolongation, qu'il n'a pas accompli en 8 jours les actes d'investigation nécessaires pour se déterminer sur la nécessité d'une détention. Au contraire, ce sont ces actes accomplis qui le fondent à requérir la prolongation. Le 76% des situations de détention résolues en janvier 2007, dans le délai de 8 jours du mandat d'arrêt, selon l'expert, le démontrent.

Proposition n° 8, usage des ordonnances de condamnation par les Juges d'instruction :

Les Juges d'instruction font un large usage de l'instrument "ordonnance de condamnation". En 2004, 2005 et 2006, pour respectivement 2'668, 2'720 et 2'832 nouvelles procédures, ce sont 1'321, 1'339 et 1'569 ordonnances de condamnation qui ont été rendues par les Juges d'instruction. Ce sont ainsi environ la moitié des procédures qui trouvent leur issue.

Dans certains dossiers, il est nécessaire de laisser au Parquet l'appréciation de la suite de la procédure (classement en opportunité, ordonnance de condamnation ou renvoi en jugement). En effet, d'autres dossiers peuvent être en cours devant cette autorité et il s'agit de joindre le tout pour un jugement d'ensemble. Dans d'autres dossiers encore, l'appréciation du Juge d'instruction ou du Parquet n'est pas nécessairement la même et c'est le Parquet qui a la maîtrise de la poursuite pénale.

Proposition n° 9, traduction des ordonnances de condamnation :

Les ordonnances de condamnation sont notifiées à l'inculpé avec l'assistance d'un interprète si celui-ci ne parle pas le français, que l'inculpé soit assisté d'un avocat ou non. La proposition a donc déjà cours. On pourrait imaginer que le dispositif de l'ordonnance, mentionnant les voies de recours, soit remis en traduction écrite au condamné. Cela suppose des moyens et un coût supplémentaires.

Proposition n° 10, nomination d'office :

Actuellement, ce n'est même pas le délai d'une semaine proposé qui est utilisé pour la nomination d'un avocat d'office requis par l'inculpé, mais pratiquement de 24 heures sauf week-ends. La proposition est donc déjà largement appliquée.

Proposition n° 11, motivation du mandat d'arrêt :

Conformément à la jurisprudence du Tribunal fédéral, la motivation du mandat d'arrêt peut être succincte. Il ne faut en effet pas confondre le mandat d'arrêt avec la demande de prolongation de détention qui doit être motivée et sur laquelle la Chambre d'accusation peut s'appuyer pour prolonger cette détention avant jugement. Certes, même les demandes de prolongation ne sont pas nécessairement longuement motivées, puisqu'elles peuvent s'appuyer sur des éléments du dossier auquel elles font référence.

Proposition n° 12, prise en compte du risque de fuite :

Le risque de fuite doit être examiné de manière concrète de cas en cas. Le Tribunal fédéral a souvent reconnu l'appréciation de la Chambre d'accusation et des Juges d'instruction par rapport à ce risque. L'expert a relevé lui-même 90% de population étrangère à Champ-Dollon le 31 août 2006 et la forte proportion de personnes sans attaches avec la Suisse. Dans ce contexte, on voit mal concrètement comment ne pas retenir un risque de fuite alors que les personnes ne sont plus joignables en cas de libération. Il sera rappelé que la présence de l'inculpé à son jugement et pour l'exécution de la peine, justifie aussi la détention avant jugement. Il faut encore relever que la vérification d'un domicile annoncé à l'étranger prendrait plus de temps que celui nécessaire au prononcé d'une ordonnance de condamnation et à sa notification au détenu.





Proposition n° 13, magistrats de carrière à la Chambre d'accusation :

La proposition est assurément intéressante, encore faut-il pouvoir disposer des ressources nécessaires. Le Tribunal des mesures de contraintes prévu pour 2010 devrait apporter une réponse dans ce sens. Il faudra toutefois peut-être admettre qu'un Juge unique examine la première demande de prolongation de détention avant jugement, si l'on veut éviter une explosion des coûts.

Proposition n° 14, trois audiences par semaine de la Chambre d'accusation :

Cette proposition peut être envisageable mais suppose que le Juge de permanence à la Chambre d'accusation ne traite plus aucun recours ordinaire pendant son mois de permanence, traitement déjà difficile avec deux audiences par semaine. Ainsi, cette audience hebdomadaire supplémentaire nécessiterait des forces supplémentaires.

Proposition n° 15, audience publique de la Chambre d'accusation :

Le choix par l'inculpé de la possibilité de l'huis-clos avait été introduit par le Grand Conseil dans un souci de protection de la personnalité. Le projet de CPPS prévoit d'ailleurs l'audience non publique dans tous les cas (art. 224 al. 1 projet de CPPS). Il apparaît donc illusoire aujourd'hui de vouloir revenir en arrière.

Proposition n° 16, les victimes écartées de la problématique de la détention :

Cette proposition va à l'encontre de la sensibilité du législateur reprenant celle du public quant à la protection des intérêts des victimes et à leur écoute. Si certes, les victimes n'ont pas à se prononcer sur la détention, elles peuvent orienter le Juge, notamment sur les risques de collusion et de réitération. Il s'agit là d'éléments de faits pour lesquels la victime peut apporter des preuves. Le projet de CPPS prévoit déjà que la partie plaignante n'est pas admise par devant le Tribunal des mesures de contrainte.

Proposition n° 17, faciliter la présence des avocats à la Chambre d'accusation :

Chaque fois qu'un avocat est constitué ou nommé d'office, celui-ci est avisé au plus tard la veille, en début d'après-midi, de l'audience qui va avoir lieu. La décision d'être présent à l'audience lui appartient. Lorsqu'aucun avocat n'est nommé ou constitué et que l'inculpé en souhaite un pour l'audience, la permanence des avocats assure la défense. L'affirmation que cette permanence apparaît de faible portée pour la défense des prévenus, est gratuite et non étayée. Par ailleurs, la Chambre d'accusation a organisé le déroulement de ses audiences aux fins de faciliter la présence des avocats et l'huissier dispose des téléphones directs de ceux-ci pour les appeler.

Proposition n° 18, décision reportée de la Chambre d'accusation :

La proposition méconnaît le fait que le mandat d'arrêt du Juge d'instruction est un titre de détention valable 8 x 24 heures et qu'à l'échéance de celui-ci, il doit être remplacé par la décision de la Chambre d'accusation. Ainsi d'une part, l'expert souhaite que le Juge d'instruction saisisse la Chambre d'accusation à la fin du délai de 8 jours, mais d'autre part, suggère que cette dernière puisse reporter sa décision. Cela est évidemment contradictoire puisque la prochaine audience utile de la Chambre d'accusation, lors de laquelle elle pourrait prononcer sa décision après avoir gardé le dossier à jurer, serait hors délai.

Proposition n° 19, usage des alternatives à la détention préventive :

L'affirmation que la grande majorité des infractions portées devant la Chambre d'accusation est de faible, voire de moyenne gravité, laisse pantois lorsqu'on examine la liste établie par l'expert lui-même (page 27 de l'avis). En effet, dans de nombreux cas visés, il existe de multiples antécédents pénaux ou les faits sont manifestement graves (1,5 kilos de cocaïne, viol, abus sexuel avec enfant, multiples infractions, etc.). Cela n'occulte pas la question des moyens alternatifs à la détention préventive. Ce qu'il faut toutefois retenir, c'est que la mise en place de moyens alternatifs de contrôle prend du temps et qu'il s'agit de s'assurer qu'ils seront respectés. C'est dans ce contexte que la jurisprudence parle de manière constante de "sortie préparée". Il n'y a donc pas une sous-utilisation des mesures alternatives étant précisé que l'on peut toujours faire mieux. Dans ce sens, par exemple l'usage des bracelets électroniques pourrait être étendu à la détention préventive, ce que prévoit d'ailleurs le projet de CPPS.

Par ailleurs, la Chambre d'accusation doit libérer le détenu sans condition ni sûretés si la demande de prolongation de la détention préventive n'est pas acceptée. C'est toutefois



uniquement dans le cadre d'une demande de mise en liberté provisoire que de telles conditions ou sûretés peuvent être fixées.

De plus, en l'état actuel de la législation, si une personne ainsi libérée ne respecte pas les conditions et règles de conduite imposées, elle ne peut pas être réincarcérée sauf faits nouveaux qui fonderaient par exemple, le risque de réitération (le projet de CPPS règle cette question).

Proposition n° 20, accroître les ressources :

La complication des moyens de procédure et l'explosion des moyens techniques font effectivement que du temps précieux doit être consacré à dépeuiller des données et à traiter des problèmes de procédure. Il est donc inévitable que des ressources humaines supplémentaires soient nécessaires pour traiter ces aspects.

Proposition n° 21, délai des expertises :

La raison d'être des expertises est de soumettre à un expert un problème technique complexe que le Juge n'a pas les compétences d'apprécier lui-même. Il est ainsi contre-productif d'exiger de l'expert d'effectuer son travail "à la va-vite". Actuellement, les délais de réponses des experts sont raisonnables (environ 3 mois). Certainement qu'avec plus de moyens, un léger gain de temps est possible. Via l'IUML de nombreuses expertises psychiatriques sont requises notamment en application du nouveau droit de la partie générale du code pénal. L'institut est débordé et peine à trouver des experts.

Proposition n° 22, réduire le délai d'attente entre le renvoi et l'audience de jugement :

Le choix de limiter la compétence de condamnation du TP à deux ans au lieu de cinq ans a manifestement provoqué l'engorgement de la Cour de justice. Des mesures ont déjà été prises par le TP et la Cour pour tenter de résoudre le problème. Toutefois, multiplier les audiences du TP et faire de la Cour correctionnelle une juridiction permanente, nécessite des ressources supplémentaires.

Proposition n° 23, prélèvements d'ADN :

On ne voit pas très bien ce que fait cette proposition ici, dans la mesure où elle n'a strictement aucune incidence sur la détention avant jugement. Par ailleurs, ces prélèvements répondent aux exigences de la législation fédérale.

Proposition n° 24, mise en vigueur anticipée du système d'indemnisation du projet de CPPS :

Un système d'indemnisation existe déjà aujourd'hui à Genève, après un acquittement ou un non lieu. Le projet de CPPS étend cette indemnisation aux mesures de contraintes illicites. Il est peu vraisemblable que l'on rencontre de nombreuses détentions préventives illicites à Genève, même dans l'hypothèse où la détention préventive serait de plus longue durée que la peine infligée. Il convient de rappeler que ces cas sont aujourd'hui déjà rares. Ainsi la condition du classement de la procédure ou de la durée de la détention avant jugement ne sera pas suffisante pour bénéficier d'une indemnité (message du Conseil fédéral 05.092 ad article 439).

Enfin, il apparaît peu opportun d'anticiper le nouveau code de procédure fédérale, dans la mesure où il faudra que l'application de ces dispositions trouve leur place dans un système d'ensemble cohérent que le législateur cantonal doit encore étudier.

Proposition n° 25, améliorer la situation des "Non Entrées en Matière" (NEM) :

Il s'agit là d'une proposition sociale qui ne concerne pas la détention préventive et le Pouvoir judiciaire. Quoiqu'il en soit, on ne saurait partager l'avis de l'expert quant à la délinquance de nécessité qu'il évoque, tant cela est contraire à tous les efforts sociaux que Genève entreprend en la matière. Il est éventuellement possible d'adopter la solution bâloise et de faire un usage intensif de la détention administrative. Toutefois, cela ne semble pas aller dans le sens des considérations de l'expert.

**6. Le profil de Genève détermine l'usage de la détention avant jugement en fonction des facteurs suivants :**

- socio-économiques,
- géographiques,
- criminalité type,
- sensibilité politique et choix de politique criminelle,
- types d'auteurs d'infractions.





Établir une comparaison entre la politique pénale genevoise et bâloise a du sens, du fait que bon nombre de facteurs socio-économiques ou géographiques se recoupent entre ces deux régions frontalières. Les analyses de l'OFS concourent à identifier des pôles de politique pénale convergents. Genève, avec Bâle et Zurich forment un de ces pôles (forte criminalité, proportion élevée de détenus étrangers en préventive sans domicile en Suisse, proportion élevée de séjours courts en préventive avec des médians allant de 2 à 4 jours).

Cependant, à l'intérieur même de ce pôle, certaines différences émergent de manière notable. Alors qu'elle est de 52% à Bâle et Zurich, la proportion d'étrangers en détention préventive à Genève, sans domicile en Suisse, est de 67%. Enfin, on l'a vu, la répartition des types de condamnations peut varier fortement d'un canton à l'autre, ou dans notre cas, d'une région (romande) à l'autre (suisse allemande), sous l'influence de sensibilités politiques différentes.

L'ensemble de ces facteurs mériterait une analyse plus approfondie, que faute de moyens, nous ne pouvons pas mener. Mais il est probable qu'il y a plus de raisons de garder en détention préventive un étranger inculpé pour une infraction (répétée) à la Lstup qu'un étranger inculpé pour une infraction à la LSEE.

### **7. La Justice lente et poussiéreuse: la part de vérité.**

Contrairement à ce que pourrait laisser croire l'avis d'experts, la justice travaille rapidement dans la plupart des cas. Pour le ¾ des affaires, les durées de détention préventive n'ont que peu augmenté ces dernières années. La moyenne des détentions préventives s'est allongée dans les affaires qui se terminent par une ordonnance de condamnation (de 9 à 13 jours).

Il n'en demeure pas moins que le dernier quart des dossiers pose problème et c'est celui-ci qui remplit Champ-Dollon. Une des raisons majeures, qui se base sur des indicateurs fiables, est que les affaires sont de plus en plus complexes. C'est ainsi que le nombre de convocations a augmenté de manière effarante à l'Instruction, parce que le nombre moyen d'intervenants par affaire a considérablement augmenté. Il en va de même pour le nombre d'actes requis par les parties ou encore les interventions de celles-ci.

En aval dans la procédure, le recours à des expertises toujours plus nombreuses (et coûteuses) peut freiner d'autant le prononcé du jugement. Dans ces phases, les instances pénales sont dépendantes des délais requis par les laboratoires/experts concernés.

Il importe donc d'examiner dans le futur le degré de coordination de l'ensemble des intervenants et d'envisager des alternatives utiles à l'organisation actuelle des ressources et aux modalités de traitement des procédures. Il est bien évident qu'une affaire traitée avec jury nécessite des disponibilités et une logistique bien plus importantes qu'une affaire traitée sans jury. Certains de ces éléments sont d'ailleurs examinés dans le cadre de la future unification de la procédure pénale.

### **8. Conclusion**

Le Pouvoir judiciaire salue les efforts fournis par les experts pour présenter une situation aussi complète que possible quant à la politique pénale et plus particulièrement la politique de détention avant jugement. Nul doute que cette étude contribuera à alimenter une réflexion sur les améliorations possibles, notamment en matière de modèles d'organisation, de collaboration et d'échange d'information avec les instances pénitentiaires et plus encore avec la police judiciaire, à l'image de ce qui se pratique ailleurs. Il importe néanmoins de reconnaître certaines réalités propres à Genève et de se projeter vers l'avenir en adaptant les choix à nos besoins propres.

La surpopulation carcérale à Genève tient notamment au fait que les solutions pour les placements à long terme (exécutions anticipées de peine, exécution de peine, cas spéciaux) sont rares, y compris dans le cadre des conventions inter-cantoniales. La réalisation d'une prison d'exécution de peine dédiée aux détenus genevois, est en voie de réalisation (La Brenaz). Si l'on se réfère aux statistiques de ces dernières 10 années, l'on sait déjà que les 60 places prévues seront insuffisantes. Les récentes modifications du code pénal ne contribueront vraisemblablement pas au changement de situation en matière de détention avant jugement. Il faut donc anticiper.



La justice genevoise est engorgée, ce qui ralentit le traitement des procédures et contribue à la surpopulation carcérale. Les quelques comparaisons de ressources et les benchmark que nous pratiquons depuis plusieurs années, le montrent : en comparaison inter-cantonale, le Pouvoir judiciaire genevois est largement sous-doté, et pas seulement dans la filière pénale.

En matière de politique pénale, notre canton doit reconnaître ses spécificités : canton frontière, ville internationale dotée d'un aéroport, place financière, qualité de vie reconnue, grande attractivité donc un flux d'étrangers importants.

L'organisation et l'allocation des ressources de l'Etat de Genève doivent être repensées pour préparer l'avenir : à l'horizon 2010, l'unification de la procédure pénale, mais aussi de la procédure civile, au niveau fédéral modifiera en profondeur l'organisation judiciaire. Le chantier est gigantesque et le temps compté.

La coordination, voire l'interaction entre les différents pouvoirs de l'Etat, doivent être améliorées. A l'image d'un canton comme Bâle-Ville, où une partie de la police judiciaire et de la police scientifique travaillent sous l'égide du Ministère public, une meilleure collaboration, pour plus d'efficacité et d'efficience, doit être préconisée à Genève.

Daniel ZAPPELLI  
Procureur général

Annexes :

1. Position du Pouvoir judiciaire du 8 de novembre 2006

2. Communiqué de presse de l'OFS du 27 février 2007 + Tableau OFS T.19.3.2.2.2

3. Tableau statistique des autorités de poursuite pénale pour les cantons de GE, ZH et BS

RÉPUBLIQUE ET



CANTON DE GENEVE

## Détention préventive à Genève

# Position du Pouvoir judiciaire

à l'attention de la Commission des visiteurs  
du Grand Conseil

Genève - 8 novembre 2006

## TABLE DES MATIERES

Préambule	p. 2
Procédures pénales et mandats d'arrêts entre 2001 et 2005	p. 3
Evolution de la détention préventive entre 2002 et 2006	p. 6
Constats par juridiction et propositions de mesures	p. 10
> Ministère public	p. 10
> Instruction	p. 11
> Chambre d'accusation	p. 12
> Tribunal de police	p. 14
> Chambres pénales	p. 15
Comparaison intercantonale	p. 18
Remarques finales	p. 19
Annexes	
> Annexe 1 : actes et interventions du Pouvoir judiciaire pour lutter contre une surcharge de Champ-Dollon	
> Annexe 2 : autorités de poursuite pénale - comparaison intercantonale	

## **Préambule**

Le Pouvoir judiciaire a été récemment interpellé par la Commission des Visiteurs du Grand Conseil sur le sujet de la problématique du taux d'occupation de la prison de Champ-Dollon (plus de 460 détenus en moyenne en 2006).

Egalement préoccupé par cette situation, le Pouvoir judiciaire a mis sur pied un groupe de travail afin d'analyser les causes de l'augmentation du nombre de détenus en détention préventive et, le cas échéant, de proposer toute solution utile à cet égard, ce dans le strict respect des dispositions légales qu'il incombe constitutionnellement aux Juridictions pénales d'appliquer en ce domaine.

## **Population de Champ-Dollon**

Il convient d'emblée de relever que Champ-Dollon est supposé n'accueillir que des personnes en détention préventive. Dans les faits, cet établissement abrite actuellement environ une centaine de détenus qui ne sont pas en détention préventive ou qui ne dépendent pas de Genève. Il s'agit principalement de personnes qui exécutent leur peine ou sont internées (art. 43 CP) après condamnation définitive, comme cela résulte, à la date du 4 octobre 2006, à titre d'exemple récent, des données chiffrées communiquées par la Direction de Champ-Dollon :

496 détenus (469 hommes, 27 femmes dont 6 femmes placées à la prison de Lonay)

246 détenus en détention préventive;  
151 détenus en attente de jugement ou en recours;

### **397 détenus**

77 détenus en exécution de peine;  
11 détenus internés (art. 43 CP);  
8 détenus sous l'autorité d'un autre canton;  
3 détenus sous l'autorité de l'Office fédéral de la Justice.

### **99 détenus**

En d'autres termes, **une personne sur cinq**, détenue à Champ-Dollon à cette date-là, ne devait pas s'y trouver (88 personnes) ou dépendait d'autorités judiciaires fédérales ou d'autres cantons (11 personnes).

## Procédures pénales et mandats d'arrêt entre 2001 et 2005

### L'augmentation du nombre des procédures pénales

Le nombre de nouvelles procédures pénales concernant les adultes a considérablement augmenté ces dix dernières années, passant de 13'010 procédures en 1996 à 20'168 en 2005, soit une progression de plus de 60%.

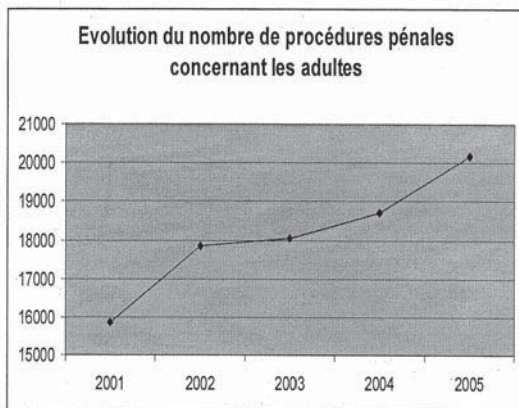
Parallèlement, le nombre de nouvelles procédures pénales des mineurs est passé de 1'317 en 1996 à 2'024 en 2005, soit également une augmentation de plus de 53%.

Pour se limiter aux cinq dernières années :

Le nombre de nouvelles procédures pénales concernant les adultes est passé de 15'584 procédures en 2001 à 20'168 en 2005, soit une augmentation de 27%.

Parallèlement, le nombre des nouvelles procédures pénales des mineurs est passé de 1'795 en 2001 à 2'024 en 2005, soit une augmentation de 12%.

Tableau 1



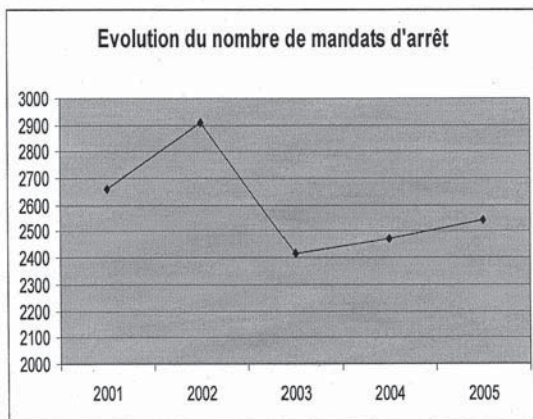
### L'évolution des mandats d'arrêt entre 2001 et 2005

Alors que le nombre de procédures pénales a augmenté dans les proportions susmentionnées, le nombre de mandats d'arrêt décernés par les juges d'instruction a fortement diminué, puis est quasiment resté stable.

En effet, en 2001, 2'660 mandats d'arrêt ont été décernés. En 2002, ce chiffre a augmenté à 2'908, pour retomber à 2'541 en 2005. Entre 2003 et 2005, le nombre de mises en détention a légèrement augmenté (+ 5,7%).

Globalement, par rapport à 2002, la diminution du nombre de mandats d'arrêt a été de l'ordre de 13%.

Tableau 2



Cette diminution est notamment le résultat de mesures sérieuses prises par le Pouvoir judiciaire pour maîtriser la problématique de la détention préventive, en particulier grâce au prononcé d'ordonnances de condamnation par le Ministère public sans le recours à la détention préventive.

Le détail de ces mesures figure dans l'annexe n° 1 (*Actes et interventions du Pouvoir judiciaire pour lutter contre une surcharge de la prison de Champ-Dollon*).

Ce qui est apparemment paradoxal, c'est que nonobstant la diminution du nombre de mandats d'arrêt, l'effectif moyen de Champ-Dollon est passé de 350 détenus en 2002 à 438 détenus en 2005 (+ 27,5% selon le rapport 2005 de Champ-Dollon).

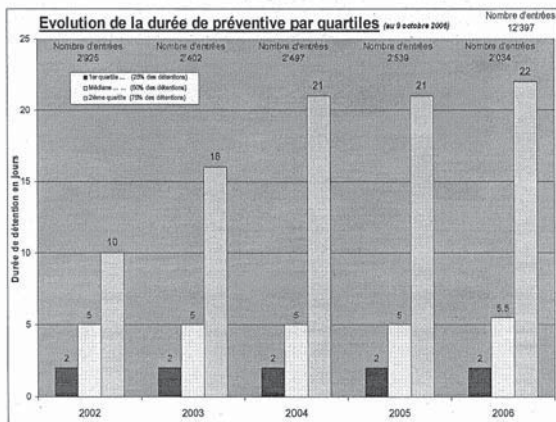


## Evolution de la détention préventive entre 2002 et 2006

### La durée de la détention préventive

Les tableaux 3, 4 et 5 ci-après détaillent la durée de la détention préventive entre 2002 et 2006 (état au 9 octobre pour cette dernière année).

Tableau 3

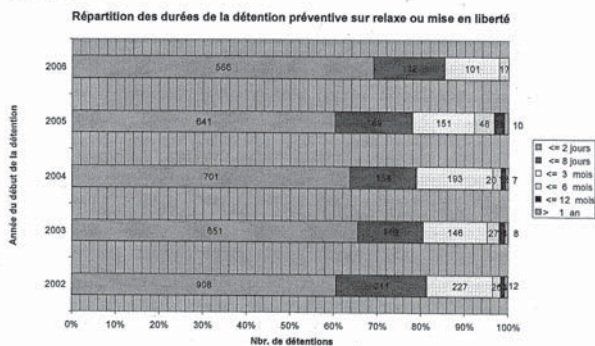


### Commentaire du tableau 3

La moyenne de la durée de la détention préventive n'est pas une donnée suffisamment informative, dès lors que les très nombreuses courtes détentions préventives faussent la perception des plus rares détentions préventives de longue durée. Ladite durée a ainsi été distribuée en quartiles (respectivement 25, 50 et 75% des détentions concernées).

On constate que pour 50% de la population concernée (1200 à 1250 détenus à titre préventif), la durée n'excède guère 5 jours (médian de la population). Il s'agit d'une constante depuis plusieurs années. Il en est de même pour le premier quartile : 25% des cas sont réglés avant 2 jours. Cela signifie que les relaxes et les ordonnances de condamnation interviennent rapidement quand les conditions s'y prêtent (comme cela résulte des tableaux 4 et 5 ci-après).

Tableau 4

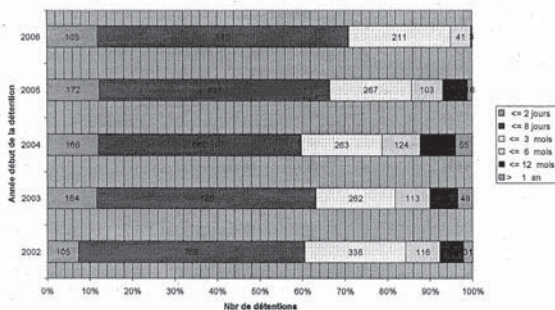
Commentaire du tableau 4

La proportion des personnes libérées ou relaxées dans les 2 jours - respectivement dans les 8 jours - reste sensiblement la même (60%, respectivement 80%) entre 2002 et 2005.

Au-delà, on assiste à un doublement de la proportion des personnes dont la détention préventive dure entre 3 et 12 mois.

Tableau 5

## Répartition de la durée de la détention préventive (sur Jugement exécutoire)

Commentaire du tableau 5

Les courtes durées de détention préventive (2 jours et 8 jours) représentent aujourd'hui une proportion plus importante dans les jugements exécutoires: on est passé de 8 à 12% entre 2002 et 2005 pour les jugements dans un délai de 2 jours et de 60 à 66% pour les jugements dans un délai de 8 jours.

**Ceci montre que le Pouvoir judiciaire traite les affaires simples dans un délai de plus en plus court.**

Comme cela résulte du tableau 3, c'est pour le troisième quartile de la population de détenus que la durée s'est allongée. En effet, en 2002, 75% des détentions ne dépassaient pas 10 jours alors que ce délai est passé à 21 jours en 2005. Cela signifie que pour environ 600 détenus (la part située entre 50 et 75%) la durée de détention s'est allongée de 1 à 11 jours entre 2002 et aujourd'hui.

L'impact d'une telle augmentation sur l'effectif moyen des personnes détenues en préventive peut se traduire, du fait d'un important effet de levier, par un accroissement compris entre 10 à 20 places par an. Ce constat est encore plus aggravant pour les détentions dépassant 21 jours (dernier quartile de la population de détenus, soit entre 75% et 100%).

Les détentions préventives de plus de 3 mois sont essentiellement dues à la difficulté croissante des affaires, notamment financières et à caractère international, à l'augmentation du nombre des intervenants dans les procédures, au nombre d'actes d'instruction requis par les parties et au nombre de recours déposés par celles-ci, à la nécessité d'ordonner de plus en plus d'expertises, aux nouvelles obligations imposées par la législation ainsi qu'à l'explosion du nombre de personnes convoquées.

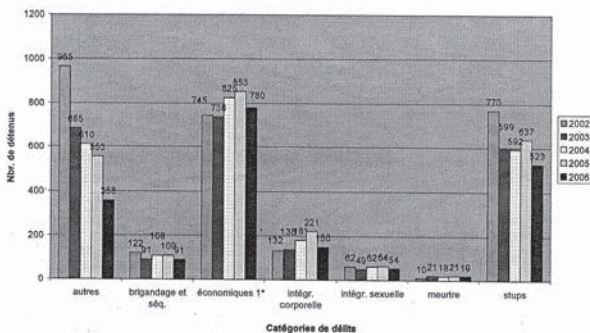
Ces situations complexes ont nécessité un maintien en détention préventive et représentent une population de détenus (+ de 300 par année) qui, à elle seule, dépasse la capacité d'accueil originale de Champ-Dollon (270 à la construction).

L'évolution de l'ensemble des chiffres sus indiqués permet de constater que :

- les cas simples sont traités plus rapidement que par le passé, malgré l'augmentation globale de la charge de travail.
- les cas d'infractions plus graves ou complexes, du ressort de la Cour d'assises, des Cours correctionnelles avec ou sans jury et du Tribunal de police, ainsi que des instances de recours ou d'appel (Chambre pénale et Cour de cassation), nécessitent un temps de traitement plus long, comme l'illustre le tableau ci-après.

Tableau 6

Détenus en préventive en fonction des catégories de délits



(\*) selon art. 137;138;139;141;141.2;142; 143;143.2;145;146;147;148;158;165; 170;251;309bis;314;322ter;322quater4 du Code

Commentaire du tableau 6

Les délits économiques et ceux liés aux stupéfiants sont en augmentation constante, tout comme les infractions portant atteinte à l'intégrité corporelle et sexuelle. Ces catégories d'affaires sont souvent complexes et impliquent fréquemment de nombreux inculpés, nécessitant ainsi une instruction longue et ardue

## Constats par juridiction et propositions de mesures

L'analyse statistique précitée montre dans quelle mesure l'évolution des procédures pénales a pu, en partie, être absorbée et ce, la plupart du temps sans augmentation des ressources. Il y a cependant une limite à ces adaptations si, tant au niveau des ressources qu'au niveau procédural, des modifications ne sont pas envisagées.

Le tableau joint en annexe 2 permet de présenter des comparaisons intercantonaales relatives aux moyens dévolus aux autorités de poursuite pénale.

Pour ce qui concerne les aspects procéduraux, voici les constats et propositions, juridiction par juridiction.

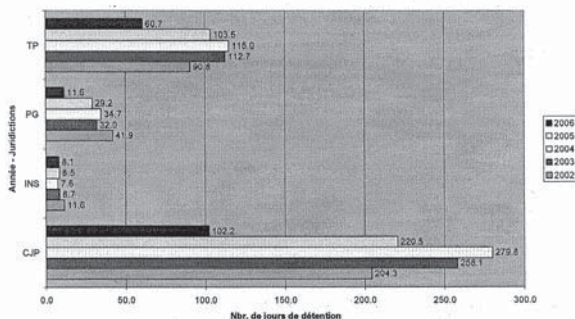
### Ministère public

Malgré le nombre de procédures dont il doit connaître (actuellement 20'000 procédures nouvelles par an) et l'augmentation de celles-ci (plus de 60% en 10 ans), le Parquet traite plus de cas en conduisant lui-même l'enquête préliminaire (soit en renonçant à recourir au juge d'instruction) et en rendant des ordonnances de condamnation sans détention préventive.

S'agissant de dossiers des personnes en détention préventive, le Parquet s'est attaché à en réduire le temps de traitement, comme l'illustre le tableau suivant :

**Tableau 7**

**Durée moyenne de la détention préventive jusqu'au jugement exécutoire**



### Commentaire du tableau 7

Ce tableau détaille les durées moyennes de détention selon l'instance qui rend la décision. A noter que la chambre pénale de la Cour de justice (C.J.P) est l'instance de recours du Tribunal de police (TP). Elle intègre de ce fait la durée moyenne du traitement au TP. Alors que le Parquet et l'Instruction réduisent la durée moyenne de traitement de leurs décisions entre 2002 et 2005 (de 42 jours à 29 jours pour le Parquet qui a modifié sa pratique en 2003 et de 12 à 8,5 pour l'Instruction), le TP et la C.J.P qui ont en charge les dossiers plus complexes, augmentent leur durée moyenne de traitement dans le même intervalle (de 91 à 104 jours pour le TP et de 204 jours à 220,5 jours pour la C.J.P). A noter qu'en 2006, ces durées moyennes se sont considérablement réduites.

La diminution de la durée du traitement des procédures concernant des détenus tient à deux facteurs. Le traitement rapide par voie d'ordonnances de condamnation et, pour les dossiers devant passer devant une instance de jugement, l'astreinte faite aux magistrats du Parquet de saisir, sauf cas exceptionnels, les juridictions de jugement dans un délai maximum de 1 mois, qui, dans la pratique, est beaucoup plus court.

### Proposition

**Compte tenu de ses effectifs actuels, augmentés en 2003 par le Grand Conseil, le Ministère public n'apparaît pas en mesure d'accroître - plus encore - son efficacité pour réduire le temps de traitement de ses dossiers, notamment concernant les détenus. Une aide ponctuelle pourrait être envisagée si le Ministère public, à l'instar des autres juridictions, disposait de suppléants.**

### Instruction

Le nombre des procédures (détenus et non détenus) traités par l'Instruction est passé de 3'139 en 2001 à 3'307 en 2002. A la suite de l'augmentation du nombre des magistrats du Parquet et des mesures prises par ce dernier, le nombre de dossiers confiés à l'Instruction a sensiblement diminué pour se stabiliser à 2'760 en moyenne pour la période de 2003 à 2005, retrouvant ainsi la moyenne de 1996. L'année 2006 laisse toutefois prévoir une augmentation des dossiers.

Par ailleurs les efforts consentis ces dernières années par la police (Officiers de police) et le Parquet pour traiter à leur niveau les cas simples ont pour conséquence que les affaires transmises à l'Instruction sont les plus graves et/ou les plus compliquées.

Malgré cela, la durée de la détention préventive pour les cas où cette juridiction rend des ordonnances de condamnation a légèrement diminué (cf. tableau 7 supra).

En revanche, dans les autres procédures, la durée moyenne de la détention préventive a augmenté au fil des ans.

Les causes identifiées sont essentiellement à rechercher dans :

- la complexité croissante des procédures, notamment des affaires financières à caractère international, mais aussi par l'imbrication de réseaux internationaux du crime
- l'augmentation du nombre des participants (inculpés, parties civiles, témoins) par procédure,
- le nombre d'actes requis par les parties

- le nombre de recours interjetés contre les décisions des juges d'instruction,
- la psychiatisation et le nécessaire recours à de multiples experts en cours d'instruction, notamment pour apprécier le degré de dangerosité des expertisés ou la fiabilité des déclarations des victimes mineures d'abus sexuels,
- la promulgation de nouvelles lois entraînant de nouvelles obligations procédurales pour les juges, telles que la loi fédérale sur les écoutes téléphoniques, la loi fédérale sur les agents infiltrés, la loi fédérale sur les fichiers ADN, etc.,
- et surtout l'explosion du nombre de convocations, qui a passé de 17'256 en 2001 à 26'333 en 2005 (après un pic de 29'420 en 2003), soit une augmentation de plus de 52%.

En conséquence le temps disponible pour les juges d'instruction pour traiter les dossiers de détenus est diminué, étant rappelé que le nombre de magistrats instructeurs n'a pas varié depuis 16 ans, soit depuis 1990.

#### Proposition

Le Pouvoir judiciaire a conséquemment proposé de modifier la loi fixant le nombre de juges d'instruction et d'en porter le nombre à 17, soit la création de deux postes supplémentaires de magistrats instructeurs. Ce projet de loi a été déposé en main du Conseil d'Etat et il appartient à ce dernier de saisir le Grand Conseil.

#### Chambre d'accusation

La Chambre d'accusation, rattachée à la Cour de justice, siège, en matière de détention préventive, avec un juge professionnel de cette juridiction et deux juges assesseurs laïcs. Actuellement, 3 magistrats de la Cour de justice président, à tour de rôle, pendant un mois, les audiences de la Chambre.

La Chambre d'accusation est l'autorité de dernière instance cantonale qui statue sur les prolongations de détention sollicitées par les Juges d'instruction et le Ministère public ainsi que sur les demandes de mise en liberté provisoires que les détenus peuvent déposer en tout temps ou à la suite du refus du Juge d'instruction de les mettre en liberté provisoire.

A teneur de l'art. 154 du Code de procédure pénale genevois (CPP), la mise en liberté ne peut être refusée que si la gravité de l'infraction l'exige (lit. a), les circonstances font penser qu'il y a un danger de fuite, de collusion, de nouvelle infraction (lit. b) ou si l'intérêt de l'instruction l'exige (lit. c).

Par ailleurs, la mise en liberté provisoire peut être accordée moyennant sûretés ou obligations (art. 155 CP), les sûretés ayant pour but de garantir la présence de l'inculpé aux actes de la procédure et sa soumission au jugement (art. 156 al. 1 CPP), les obligations pouvant consister en une astreinte à résider en un lieu déterminé, à se présenter régulièrement à un office déterminé, à s'abstenir de certains actes ou à suivre un traitement médical (art. 157 al. 1 CPP).



La Chambre d'accusation doit ainsi traiter avec un soin particulier les infractions les plus graves (assassinat, meurtre, pédophilie, viol, brigandage, trafic de drogues dures, etc.) pour éviter que l'inculpé libéré ne prenne pas la fuite et/ou pour s'assurer qu'il respectera effectivement les obligations qui lui sont imposées afin de prévenir, en particulier, le risque de le voir récidiver.

La Chambre d'accusation siège deux fois par semaine, les mardis et vendredis dès 9h00. Les prolongations de détention et les demandes de mise en liberté provisoire peuvent être déposées jusqu'à la veille à midi de l'une de ces deux audiences. Lesdites demandes, quel que soit leur nombre, sont toujours traitées à la plus prochaine audience, étant précisé qu'un détenu peut déposer une demande de mise en liberté provisoire en tout temps et autant de fois qu'il le veut. Le Tribunal fédéral a considéré que la pratique de la Chambre d'accusation respectait pleinement la Convention européenne des droits de l'homme et les normes de procédures cantonales (arrêts du TF 1P.570/2003 du 20 octobre 2003; 1P.429/2002 du 23 septembre 2002; 1P.165/2006 du 19 avril 2006).

La Chambre d'accusation rend quasiment toujours sur le siège ses ordonnances en matière de prolongation de détention ou de mise en liberté provisoire, et si rarement, elle en garde à juger, elle rend ses décisions à cet égard à sa plus prochaine audience.

**Il apparaît ainsi que les demandes de prolongation de détention et de mise en liberté provisoire ne peuvent être traitées plus rapidement par la Chambre d'accusation qu'elles ne le sont actuellement.**

Le nombre de demandes de prolongations de détention soumises par l'Instruction et le Parquet à la Chambre d'accusation a été de 1178 en 2003, de 1455 en 2004, de 1399 en 2005 et de 1254 en 2006 (au 30 septembre)

En 2003, la Chambre a rejeté 18 demandes de prolongation de détention (soit le 1,5%), 26 en 2004 (soit le 1,8%), 35 en 2005 (soit le 2,5%) et 24 en 2006 (au 30 septembre, soit le 1,9%).

Elle a également fait l'objet de 227 demandes de mise en liberté provisoire en 2003, de 247 en 2004, de 300 en 2005 et de 249 en 2006 (au 30 septembre). Elle en a accepté 83 en 2003 (soit le 36,5%), 76 en 2004 (soit le 31%), 135 en 2005 (soit le 45%) et 78 en 2006 (au 30 septembre, soit le 30,5%).

En 2003, le Tribunal fédéral a été saisi de 8 recours contre les décisions de la Chambre d'accusation en matière de détention préventive. Il a admis totalement (c'est-à-dire ordonnant la mise en liberté provisoire immédiate du prévenu) 1 recours, a renvoyé 2 affaires à l'autorité cantonale pour nouvelle décision (essentiellement pour complètement de la motivation) et a rejeté totalement 5 recours. En 2004, le Tribunal fédéral a été saisi de 6 recours, n'en a admis totalement aucun, a admis partiellement 2 recours et en rejeté totalement 4. En 2005, il a été saisi de 14 recours, n'en a admis totalement aucun, a renvoyé 5 affaires à l'autorité cantonale pour nouvelle décision et a rejeté totalement 9 recours. En 2006 (au 30 juin), ces chiffres ont été, respectivement, de 7, 1, 2 et 4.

Ainsi :

- sur les 5286 demandes de prolongations de détention qui lui ont été soumises en 2003, 2004, 2005 et 2006 (au 30 septembre), la Chambre d'accusation n'en a rejeté que 103, soit le 1.9%.



- sur les 1023 demandes de mises en liberté provisoire dont elle a eu à connaître en 2003, 2004, 2005 et 2006 (au 30 septembre), la Chambre d'accusation en a accepté 370, soit le 36,1%.
- sur les 6309 ordonnances qu'elle a rendues en matière de détention préventive en 2003, 2004, 2005 et 2006 (au 30 juin), 35 ont fait l'objet de recours et 2 recourants ont été mis en liberté immédiate par le Tribunal fédéral, ce qui correspond à un taux de 0,03%.

**Les chiffres précités montrent que la Chambre d'accusation, contrairement à certaines idées reçues, accepte plus du tiers des demandes de mises en liberté provisoire qui lui sont soumises.**

La Chambre d'accusation est également l'autorité (de dernière instance cantonale) qui, sur la base des réquisitions du Parquet, renvoie les inculpés - détenus provisoirement ou non - devant la Cour d'assises ainsi que devant les Cours correctionnelles avec et sans jury. A cet égard, elle tient une audience hebdomadaire et fait passer en priorité les inculpés détenus.

Le délai moyen pour que la cause d'un inculpé détenu soit appointée à une audience de renvoi de la Chambre d'accusation est, depuis la communication des réquisitions du Parquet, de 3 semaines environ. S'il n'y a pas de contestation des réquisitions du Parquet, l'ordonnance est rendue sur le siège. Dans le cas contraire, l'affaire est gardée à juger et la décision rendue, en principe, dans un délai d'une semaine.

#### **Proposition**

**Pour raccourcir cette procédure de renvoi en jugement, il pourrait être envisagé de prévoir la tenue d'audiences supplémentaires, consacrées aux détenus.**

**En l'état actuel de la situation, la Chambre d'accusation ne voit pas quelles autres mesures seraient susceptibles d'être prises pour accélérer les procédures.**

#### **Tribunal de police**

Les dossiers concernant des personnes détenues à Champ-Dollon sont attribués au Tribunal de police (TP) soit sur la base des feuilles d'envoi rédigées par le Ministère public, soit sur celles des oppositions dont peuvent faire l'objet les ordonnances de condamnation rendues par le Juge d'instruction ou par le Procureur général.

Le TP est composé de 6 demi-chambres qui siègent à raison de 2 audiences par semaine chacune, soit 12 demi-journées d'audiences hebdomadaires. Il convient de rappeler que pour quatre juges en charge du Tribunal de police, cette charge est partagée avec celle qu'ils occupent au Tribunal des baux et loyers.

La seule question de la pénurie chronique de salles disponibles fait d'ailleurs généralement obstacle à l'organisation à court terme d'une telle audience.

Les délais de convocation des parties sont de quatorze jours (art. 220 al. 3 CPP); s'agissant des détenus, on peut partir du point de vue qu'ils seront généralement d'accord d'être convoqués à 24 heures (art. 220 al. 4 CPP).

Le TP s'est vu attribuer 2750 causes en 2005 et en a traité 2690, soit des chiffres en augmentation de plus de 30% par rapport à ceux de 2001.

A ce facteur purement quantitatif s'est ajoutée une évolution "qualitative" de certaines causes. Ainsi l'année 2005 a vu l'attribution au TP de nombreux dossiers d'un réseau de trafiquants de stupéfiants. Une autre filière a été démantelée à la fin 2005 et ses protagonistes ont été et demeurent traduits notamment devant le TP.

### **Propositions**

**Le TP a décidé d'augmenter le nombre d'audiences mensuelles destinées aux détenus, passant à 9 audiences. Cette mesure a permis de réduire les délais de convocation des détenus, qui sont, pour l'ensemble de l'année jusqu'au 16 octobre 2006, de 30 jours dans 24 % des cas, et de 2 mois au maximum dans 85 % des cas.**

**Par ailleurs, le TP a également décidé récemment de traiter prioritairement, durant les mois de novembre et décembre 2006, les dossiers de personnes détenues, au détriment des autres affaires. Il s'agit d'une mesure exceptionnelle qui n'est praticable qu'en raison de la prochaine entrée en vigueur du nouveau CP, avec les conséquences techniques qui en découlent concernant le traitement des dossiers usuels. Cette mesure est accompagnée de la décision d'augmenter à 12 par mois, dès 2007, les audiences concernant les détenus. Les délais de traitement passeront ainsi probablement à 15 jours, voire moins, pour la majeure partie de ces dossiers.**

Il va sans dire que l'augmentation du nombre des audiences dévolues aux détenus implique une diminution équivalente du nombre des audiences consacrées à des personnes non détenues et un nouvel allongement des délais de traitement de ces derniers.

Il faut enfin noter que la modification du code pénal entrant en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2007 (avec la création du TAPEM) ne pourra qu'avoir une influence limitée, difficilement chiffrable aujourd'hui - le but de la détention préventive étant différent de celui de l'exécution des peines - sur la diminution des détentions préventives de courte durée, liées à des infractions mineures.

### **Chambres pénales**

Les Chambres pénales regroupent la Cour d'assises et les Cours correctionnelles avec et sans Jury, ainsi que la Chambre pénale de la Cour de Justice fonctionnant en tant que juridiction d'appel des jugements du Tribunal de police.

La problématique que connaissent la Cour d'assises et les Cours correctionnelles tient à l'impossibilité d'augmenter le nombre d'audiences mensuelles, compte tenu de ce que :

- la Cour d'assises et la Cour correctionnelle avec jury, présidées par un seul magistrat de carrière, nécessitent le recours à la procédure lourde de la convocation des jurés qui en pratique pour des raisons évidentes, ne sont pas appelés à siéger pendant les vacances scolaires.
- La Cour correctionnelle sans jury impose que siègent ensemble trois juges de carrière. L'on constate depuis quelques années que la Cour correctionnelle sans jury est de plus en plus choisie par les accusés, ce qui implique une mobilisation accrue des juges, à laquelle il a été remédié par le recours à un juge suppléant, ce qui permet à l'un des juges de carrière de traiter les autres dossiers pénaux.

Par ailleurs, la future réduction des compétences du Tribunal de police en matière de stupéfiants (de 5 ans à 2 ans), entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007, aura pour effet un prolongement sensible des procédures:

1. Le Ministère public devra obligatoirement passer par la Chambre d'accusation, phase n'existant pas à ce jour.
2. Les débats devant la Cour correctionnelle, en raison des dispositions de procédure particulières les régissant, seront nécessairement plus longs que devant le Tribunal de police et exigent la présence impérative d'un représentant du Ministère public. Si l'accusé choisit la Cour correctionnelle siégeant avec le jury, on peut estimer que le temps d'audience sera quatre fois supérieur au temps d'audience devant le Tribunal de police (par exemple deux jours en lieu et place d'une demi-journée), les jurés ne connaissant pas le dossier, contrairement aux juges professionnels, l'audition des inspecteurs de la brigade des stupéfiants devenant alors indispensable, et les plaidoiries se déroulant obligatoirement en deux "tours", ce qui représente deux délibérations et une double motivation.

Le jury genevois, contrairement aux jurys des rares cantons connaissant encore cette institution, a la compétence exclusive pour apprécier seul la culpabilité de l'accusé, compétence qui nécessite un temps considérable, les citoyens n'étant pas habitués à la délibération et à la prise de décisions, avec motivation selon les critères et exigences du Tribunal fédéral.

### **Propositions**

**Différentes modifications législatives, a priori simples, permettraient d'améliorer l'efficacité de la Chambre pénale et donc d'accélérer le traitement des procédures:**

- Selon l'article 242 CPP, l'appel se fait par déclaration écrite non motivée. Cette disposition procédurale est source de perte de temps, dans la mesure où le magistrat qui préside l'audience prépare les dossiers sans savoir quelle partie du jugement, dont est appel, est contestée. Il ne serait pas excessif de demander aux justiciables, généralement représentés par avocat, de motiver sommairement l'appel, sans que le délai pour le former doive être modifié.
- L'article 244 CPP prévoit que lorsque l'une des parties le requiert, les témoins sont entendus de nouveau et il peut en être cité d'autres, sans aucune restriction. Cette disposition est source de ralentissement de la procédure. Il est fréquent que la réaudition de témoins soit sollicitée dans l'unique but de faire confirmer à un témoin des déclarations déjà faites précédemment. Cette pratique engendre des pertes de temps considérables qui empêchent la Chambre pénale de se consacrer à d'autres affaires portées devant elle. Il paraît en conséquence indispensable que l'audition des témoins déjà entendus, tout comme l'audition de nouveaux témoins, doive être motivée et que soit donnée à la Chambre pénale la faculté de refuser de procéder à de telles auditions, ce d'autant plus que, de manière générale, elle peut procéder à une appréciation anticipée des preuves.

- A l'heure actuelle, et contrairement à ce qui prévaut en France, la Chambre pénale est soumise à l'interdiction de la "reformatio in pejus" (impossibilité d'aggravation de la peine en cas d'appel de l'accusé). Cela entraîne forcément une multiplication des appels, puisque les appelants n'encourent pas le risque d'une sanction aggravée, et partant une prolongation de leur statut de détenus préventifs. Il conviendrait de supprimer cette interdiction.
- S'agissant de la procédure devant la Cour correctionnelle siégeant sans le concours du jury, il conviendrait d'introduire la règle des plaidoiries en un seul tour, ce qui permettrait une meilleure planification des audiences, la longueur de celles-ci étant largement dictée par la nécessité ou non de procéder à une délibération, avec rédaction d'un verdict, puis à une seconde, suivie des considérants sur la peine.

## Comparaison intercantonale

L'Office fédéral de la statistique ne disposant que de données très générales sur la détention préventive, il n'existe pas à l'heure actuelle d'indicateurs de données suffisamment développés pour mener à bien une étude comparative entre cantons. De plus, certains cantons appliquent **des mesures d'exécution anticipée de la peine (MEAP)** qui peuvent toucher jusqu'à un quart de la population en détention préventive (525 MEAP pour 1877 DP en Suisse lors du comptage journalier de 2005).

Cependant, le Pouvoir judiciaire a pu obtenir des chiffres fiables du canton de Vaud en matière de détention préventive. Le tableau suivant indique la répartition des détentions préventives (cumulé entre parenthèses) selon la durée, entre la prison de la Croisée (VD) et Genève (chiffres 2005).

**Tableau 8 : Durée de la détention préventive entre Vaud et Genève**

canton	1-7 jours	8-30 jours	31 à 90 jours	3-6 mois	+ 6 mois
VD	57%	19,5% (78,5%)	11% (87,5%)	4,5% (92%)	8% (100%)
GE	62%*	23,5%* (85,5%)		6% (91,5%)	8,5% (100%)

(\* il s'agit d'une estimation statistique : les données dont nous disposons sont : après 5 jours : 50% des cas réglés ; après 8 jours : 69% des cas réglés)

Ce tableau montre qu'on peut distinguer quatre périodes :

- dans un premier temps, la détention préventive à Genève est plus courte que dans le canton de Vaud en proportion (env. 62% de cas réglés sous 7 jours à Genève contre 57% pour Vaud)
- la seconde période de détention (entre 8 et 90 jours) est moins longue dans le canton de Vaud (30% contre 23,5% à Genève). Jusqu'à 90 jours, 87,5% des détentions préventives ont pris fin dans le canton de Vaud contre 85,5% dans le canton de Genève, soit une différence de 2%.
- entre 3 et 6 mois, les deux cantons se retrouvent pratiquement à égalité (92% de détentions provisoires terminées)
- au-delà de 6 mois, on observe une proportion résiduelle semblable entre Vaud et Genève (8 - 8,5%).

Cette comparaison montre une répartition similaire des durées de détention préventive entre les deux cantons, étant relevé que la proportion de détenus de nationalité étrangère sans attache avec la Suisse est beaucoup plus élevée à Genève.

### Remarques finales

Le Pouvoir judiciaire tient à préciser que la question de la surpopulation carcérale de Champ-Dollon n'est pas nouvelle puisque l'effectif moyen de Champ Dollon a dépassé la première fois le nombre de places disponibles en 1984 (290) et n'a plus été sous le maximum de 270 détenus, sauf en 1989 (261) et de 1995 à 1997 (216/215/268). En 1991, on était à 345 détenus et en 1992 à 359 détenus. Ainsi, depuis de très nombreuses années, et en tout cas depuis 1998, la problématique reste entière, faute pour les Autorités compétentes d'avoir pris les mesures qui s'imposaient pour remédier à une situation largement prévisible, mesures consistant, pour l'essentiel, en l'augmentation de la capacité d'accueil de Champ-Dollon et/ou la construction d'un autre établissement de détention préventive.

Quelles qu'aient été les causes de cette inaction, la situation actuelle de surpopulation carcérale n'est pas imputable au Pouvoir judiciaire, dont les instances pénales doivent faire face à une augmentation de la criminalité avec des moyens notablement insuffisants et remplir, en matière de lutte contre ladite criminalité, les obligations que lui imposent les Constitutions genevoise et fédérale ainsi que les lois pénales fédérales,

En particulier, elles doivent veiller à l'aboutissement des enquêtes diligentées et à ce que les personnes inculpées ne fassent ni disparaître des preuves ou le produit de leurs infractions, ni ne se soustraient à la procédure et à leur jugement en prenant la fuite ou encore ne perpétuent pas de nouveaux crimes ou délits, soit des comportements que seules la détention préventive et les mesures de substitution prévues par la loi, permettent d'empêcher.

Dans ce cadre-là, le Pouvoir judiciaire est prêt à continuer à prendre les mesures, essentiellement d'ordre structurel et organisationnel, propres à diminuer le nombre de détenus préventivement, ce qui suppose, en particulier, comme cela a été indiqué plus haut, des modifications d'ordre législatif, ainsi qu'une augmentation significative de ses moyens.

*Le Pouvoir judiciaire se tient bien évidemment à disposition de la Commission des visiteurs du Grand Conseil pour tout renseignement supplémentaire qu'elle souhaiterait.*

Ainsi fait au Palais de Justice, le 8 novembre 2006

Le Procureur général

Daniel Zappelli

**Annexes**

**Annexe 1**

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE



POUVOIR JUDICIAIRE

**PROCUREUR GÉNÉRAL**Place du Bourg-de-Four 1  
Case postale 3565  
1211 Genève 3

Palais de justice, le 14 juillet 2006

Tél. : +41 22 327 26 00

Fax : +41 22 327 01 11

**Actes et interventions du Pouvoir Judiciaire pour lutter contre une surcharge de la Prison de Champ-Dollon**

Depuis plusieurs années, le taux d'occupation de la prison de Champ-Dollon atteint des records.

Or, depuis plusieurs années, le Pouvoir judiciaire a décidé de mesures destinées à limiter autant que possible le nombre de personnes détenues à Champ-Dollon et la durée de la détention, ceci dans le respect des lois et de la sécurité publique.

Le premier accent a été mis sur l'amélioration de l'information sur l'état d'occupation de la prison: le taux d'occupation est transmis quotidiennement au Parquet et à l'Instruction par messagerie électronique.

Ces mesures concrètes sont les suivantes

**A. Mesures portant sur le nombre de personnes détenues****Au niveau du Parquet**

1. Ralentissement de certaines opérations de police (Task Force, Brigade de la sécurité routière, interventions ciblées, etc)
2. Pour les petites affaires, le Parquet fonctionne comme tribunal des flagrants délits: il prononce des ordonnances de condamnation (OCPG) immédiatement pour éviter que les personnes interpellées n'aillent à Champ-Dollon.

Conséquences:

- a. Forte augmentation des OCPG (2100 en 2000, 3400 en 2005).
- b. Les personnes condamnées ne font donc pas de détention préventive.



#### Au niveau de l'Instruction

3. Acceptation de ne plus envoyer des détenus à Champ-Dolion après 17h00, sauf cas exceptionnels, et de les détenir dans les violons du Palais de Justice. Ces lieux ont été aménagés sur demande insistante du Pouvoir judiciaire auprès de l'ex-DJPS - et de la police. Ils sont ouverts 24/24h et 7/7 jours.
4. Renforcement du juge d'instruction de permanence par des suppléants ou collègues en cas de besoin d'actes urgents permettant une mise en liberté.
5. Contacts entre les Juges d'instruction et les Officiers de police de permanence instaurés au quotidien.
6. Acceptation de placement de détenus dans d'autres cantons malgré les inconvénients pour l'instruction de l'affaire

Ces mesures ont abouti à une **restriction de l'usage des arrestations au fil des ans, qui sont restées stables (2600 environ) de 1996 à 2005, alors que le nombre de procédures passait de 13'000 à 20'000 dans le même temps.**

#### **B. Mesures portant sur la durée de la détention**

##### Au niveau des juges d'instruction

7. Prononcés d'ordonnances de condamnation par les juges d'instruction (OCINS) lors de la première audience ou dans les 24h.
8. Interventions auprès de l'Institut Universitaire médico-légal pour accélérer les expertises.
9. Interventions auprès des experts psychiatres pour activer le rendu d'expertises.

##### Au niveau du Parquet

10. Une fois le dossier communiqué par le Juge d'instruction, traitement rapide par voie d'ordonnance de condamnation ou renvoi rapide des détenus devant les autorités de jugement (essentiellement en volume devant le Tribunal de police).

##### Au niveau du Tribunal de police

11. Acceptation du Tribunal de police, sur requête du Procureur général, d'augmenter de manière permanente le nombre d'audiences consacrées à des détenus, y compris pendant l'été, de façon à réduire les délais de convocation et par voie de conséquence la durée de la détention préventive.

Au niveau de la Cour correctionnelle

12. Audiences supplémentaires de la Cour Correctionnelle avec et sans jury

Au niveau du Pouvoir judiciaire

13. Projet de loi qui vient d'être déposé en mains du Conseil d'Etat demandant deux juges d'instruction supplémentaires

**C. Mesures portant sur l'exécution des peines**

14. Acceptation par le Procureur général de l'ensemble des cas dans lesquels des personnes condamnées demandent à pouvoir exécuter leurs peines sous forme d'arrêt domiciliaires contrôlés par "bracelets électronique"

Il faut relever des éléments qui ajoutent du temps aux procédures et sur lesquels le Pouvoir judiciaire n'a que peu de prise: l'augmentation des affaires complexes (financières), de celles impliquant un grand nombre de détenus (réseaux de stupéfiants ou de vols) ou des affaires de famille, qui réclament de l'écoute et de la sensibilité.

Enfin, les actes d'instruction demandés par les parties sont également en augmentation tout comme les recours. Il faut relever que le nombre de parties et personnes entendues par affaire est en forte augmentation (17'200 personnes convoquées en 2001, 26'300 personnes convoquées en 2005).

Le Procureur général

Daniel ZAPPELLI

## Annexe 2

Autorités de poursuite pénale - comparaison intercantonale					
		Genève	Vaud	Berne	Zürich
Nombre d'habitants:		441'000	650'800	967'400	1'263'000
Ratios par nombre d'habitant:		1.00	1.48	2.19	2.86
Autorités de poursuite pénale (adultes et mineurs)	Magistrats	29	38	62.6	125.5
	Ratios par nombre d'ETP	1.00	1.29	2.16	4.33
	Secrétaires juristes + autres spécialistes	9.76	47.8	5	80.7
	Ratios par nombre d'ETP	1.00	4.90	0.51	8.27
	Greffes	66.62	61.0	104.8	166.8
	Ratios par nombre d'ETP	1.00	0.92	1.57	2.50
	ETP total	105.38	145.3	172.3	373
Ratios par nombre d'ETP	1.00	1.39	1.64	3.54	



Genève, le 9 mai 2007

## INFORMATION A LA PRESSE

### RELATIVE A L'AVIS D'EXPERTS MANDATES PAR LE BUREAU DU GRAND CONSEIL

Réf: Détenation avant jugement

Le Pouvoir judiciaire, après avoir pris connaissance du rapport des experts mandatés par le Bureau du Grand Conseil concernant la pétition des détenus de Champ-Dollon de mars 2006, tient à saluer les efforts fournis par les experts pour présenter le contexte actuel de surpopulation carcérale.

Il faut toutefois souligner que l'avis d'experts et ses fondements scientifiques sont d'inégale valeur.

Dans une note adressée au Président de la Commission des visiteurs officiels et à la Présidente du Grand Conseil, le Pouvoir judiciaire attire l'attention des autorités législatives et exécutives sur de nombreuses erreurs et approximations qui affaiblissent la partie II du rapport intitulée "Détenation avant jugement". Ces faiblesses concernent le manque de cohérence des choix méthodologiques, l'exploitation orientée de données statistiques et - plus surprenant, parce que rédigée par un professeur de droit - l'interprétation erronée de dispositions légales et la méconnaissance de l'organisation judiciaire des cantons, notamment de Genève et Bâle-Ville.

L'énumération systématique de l'ensemble des erreurs, des approximations ainsi que des oublis, volontaires ou non, serait fastidieuse et ne contribuerait pas à ce que de vraies solutions soient trouvées aux problèmes réels qui se posent.

Quelques exemples tout de même :

#### Comparaison statistique erronée

C'est le cas, par exemple, si l'on s'avisait de prendre comme échantillon statistique les pensionnaires d'un EMS pour en déduire la moyenne d'âge de la population dans son ensemble.

C'est exactement ce que l'expert a fait : en partant de l'observation de la population présente à Champ-Dollon un jour donné (le 31 août 2006), il tire des conclusions statistiques sur l'ensemble de la population qui passe à Champ Dollon, année après année. Or, la population présente sur un jour n'est en aucun cas représentative de l'ancienneté moyenne des résidents à Champ Dollon. En effet, lors d'une seule observation journalière, on rencontre bien évidemment tous les détenus qui se trouvent à Champ Dollon depuis 365 jours ou plus, mais on ne rencontre qu'une infime partie de ceux qui n'y passent que 2 à 5 jours. Tout calcul de moyenne de durée de la détention à partir de cet échantillon est donc biaisé...et les conclusions qui s'y rapportent erronées.

#### Comparaison des ressources entre Bâle-Ville et Genève

Bien qu'incomplète (les ressources judiciaires ne sont pas comparées, alors que les données sont disponibles), l'information de l'expert est significative : comparant le ratio "forces de police/population résidente" l'auteur relève de "légères différences" entre Bâle et Genève, soit un ratio de 3,9 pour mille à Bâle contre un ratio de 2,8 pour mille à Genève. Cette "légère" différence fait que si Genève devait se doter d'un **effectif policier proportionnellement équivalent à celui de Bâle-Ville, il faudrait créer près de 500 postes de policiers supplémentaires dans notre canton!**

Le même ratio, que l'expert n'a pas examiné, s'agissant des magistrats des autorités de poursuite pénale, montre que pour deux magistrats genevois, il y a en cinq à Bâle-Ville; **un rééquilibrage supposerait la création à Genève de 42 nouveaux postes de magistrats pour les seules autorités de poursuite pénale.**

### La victimisation de l'inculpé

L'expert examine la situation de l'inculpé comme si seuls les dires de celui-ci étaient à considérer, au mépris du contenu du dossier. Ainsi, pour déterminer le nombre d'audiences tenues par détenu, lors de détentions préventives de plus de 12 mois, l'expert se fonde sur le seul souvenir de l'inculpé. C'est ignorer tout le travail de ceux qui instruisent le dossier et c'est oublier que, **dans une procédure pénale, la victime n'est pas l'inculpé.**

### Ce que le rapport ne dit pas

Le Pouvoir judiciaire est aussi préoccupé - et ce depuis longtemps - par le fait que Champ Dollon ne répond plus aux besoins actuels de notre canton. Pourquoi ?

L'OFS a publié récemment une analyse poussée de la détention préventive en Suisse. Elle démontre clairement qu'**avec Bâle-Ville et Zürich, Genève connaît une forte proportion de détentions préventives courtes**, si l'on considère l'ensemble des jugements rendus. L'expert, qui dispose pourtant de toutes ces données, n'avance aucune explication à cette situation. Or, l'OFS analyse très clairement la spécificité de ce groupe de 3 cantons, et en particulier de Genève, qui se distinguent des autres cantons par la proportion élevée d'étrangers sans domicile en Suisse que l'on garde en prison (2 sur 3 à Genève) pour éviter le risque de fuite avant le jugement.

### Nos propositions

Nous détaillons notre position sur les propositions de l'expert dans la note adressée aux députés. C'est avec eux et le gouvernement que nous en débattons. Cette position s'inspire d'ailleurs en bonne partie du rapport étayé que nous avons transmis le 8 novembre 2006 à la Commission des visiteurs officiels et auquel l'expert s'est parfois référé, mais malheureusement pour des comparaisons erronées.

A votre attention, quelques propositions plus générales:

La surpopulation carcérale à Genève tient notamment au fait que les solutions pour les placements à long terme (exécutions anticipées de peine, exécution de peine, cas spéciaux) sont rares, y compris dans le cadre des conventions inter-cantoniales. La réalisation d'une prison d'exécution de peine dédiée aux détenus genevois, sur sol genevois est en voie de réalisation (La Brenaz). Si l'on se réfère aux statistiques de ces 10 dernières années l'on sait déjà que les 60 places prévues seront insuffisantes. Les récentes modifications du code pénal ne contribueront vraisemblablement pas au changement de situation en matière de détention avant jugement. Il faut donc anticiper.

La justice genevoise est engorgée, ce qui ralentit le traitement des dossiers et contribue à la surpopulation carcérale. Les quelques comparaisons de ressources et les benchmark que nous pratiquons depuis plusieurs années, le montrent : **en comparaison inter-cantonale, le Pouvoir judiciaire genevois est largement sous-doté**, et pas seulement dans la filière pénale. Il faut donc redéfinir les priorités de l'Etat et revoir l'allocation de ses ressources ( "justice" = 1.31% du budget de fonctionnement 2007)

Notre canton doit :

- reconnaître ses spécificités : canton frontière, ville internationale dotée d'un aéroport, place financière, qualité de vie reconnue, grande attractivité donc flux d'étrangers importants;
- préparer l'avenir : **à l'horizon 2010, l'unification de la procédure pénale**, ainsi que celle de la procédure civile, au niveau fédéral modifieront en profondeur l'organisation judiciaire. **Le chantier est gigantesque et le temps compté;**
- améliorer la coordination, voire l'interaction avec les différents pouvoirs de l'Etat. A l'image d'un canton comme Bâle-Ville, où une partie de la police judiciaire et de la police scientifique travaillent sous l'égide du Ministère public, une meilleure collaboration, pour plus d'efficacité et d'efficience, doit être préconisée à Genève.

Daniel ZAPPELLI  
Procureur général



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI  
Office fédéral de la statistique OFS

## Communiqué de presse

Embargo: 27.02.2007, 9:15

### 19 Criminalité et droit pénal

N° 0351-0702-50

Enquête sur la privation de liberté

### Détention préventive : fortes différences dans les pratiques cantonales

Neuchâtel, 27.02.2007 (OFS) – Le 6 septembre 2006, 5888 personnes étaient détenues dans les prisons de Suisse. Un tiers d'entre elles se trouvait en détention préventive. 80% des prévenus étaient de nationalité étrangère et 55% de ces derniers étaient dépourvus de permis de séjour. Alors que cette proportion est en augmentation depuis 2004, celle des étrangers au bénéfice d'un permis de séjour est en diminution. Dans les cantons de Bâle-Ville, Genève et Zürich le recours à la détention préventive est important (33% des condamnations) et le séjour médian est de courte durée (2 jours). Dans ces cantons, en 2005, dans le cas des condamnations où la durée de la détention préventive n'a pas excédé 2 jours, 83% des personnes étaient étrangères et plus de la moitié d'entre elles avaient été condamnées pour une infraction à la loi sur le séjour et l'établissement des étrangers (LSEE). Ce sont les principaux résultats de l'enquête sur la privation de liberté réalisée par l'Office fédéral de la statistique (OFS).

L'enquête sur la privation de liberté a été réalisée dans les 119 établissements et institutions destinés à la privation de liberté relevant des départements cantonaux de justice et police. Le jour du relevé, 5888 des 6741 places de détention étaient occupées. Le taux d'occupation de 87% était de 6 points inférieur à celui de 2005. Cette diminution est le résultat conjoint d'une diminution de 3% de l'effectif des détenus et d'une augmentation de 3% de la capacité d'accueil. L'augmentation de la capacité de 158 places est due pour 80% à des modifications structurelles (ouverture d'établissements, agrandissements) et pour 20% à des ajustements conjoncturels (ajout de lits dans les cellules). Parmi la population en détention, 63% se trouvaient en exécution de peine, 31% étaient en préventive, 5% étaient détenus en vue d'extradition ou d'expulsion et 1% l'était pour d'autres motifs. Le poids respectif des différents types de détention est stable depuis 2001.



Communiqué de presse OFS

### Étrangers en préventive, une population hétérogène

L'enquête sur la privation de liberté consacre un volet entier à la détention préventive. Il s'agit du seul relevé qui tienne compte de l'ensemble des prévenus, qu'ils soient ensuite condamnés ou non. L'effectif de 1808 prévenus était composé de 21% de Suisses, 20% d'étrangers au bénéfice d'un permis de séjour, 15% de requérants d'asile ou de personnes admises à titre provisoire et de 44% d'étrangers dépourvus de permis de séjour (frontaliers, illégaux, touristes).

Alors que la part des Suisses en préventive est stable depuis 2001, celle des d'étrangers bénéficiant d'un permis de séjour a diminué de plus de 13 points depuis 2004. Sur la même période, la part des étrangers sans permis a augmenté d'un peu plus de 10 points.

### Importance déterminante du permis de séjour

L'observation des condamnations pénales prononcées en 2005 montre que plus un canton a recours à la détention préventive, plus la durée médiane de détention est courte. Dans le groupe des cantons dont la durée médiane est longue (25 jours) ainsi que dans celui des cantons qui ont une durée médiane intermédiaire (8 jours), la répartition des prévenus selon le statut de séjour est similaire. La part des Suisses et celle des étrangers bénéficiant d'un permis de séjour sont toutes deux légèrement inférieures à 25%. Celle des requérants d'asile est d'environ 20% et les étrangers sans permis de séjour représentent un peu plus de 30% des prévenus.

En revanche, dans le groupe des cantons ayant une durée médiane en détention préventive courte (2 jours) et un usage important de la détention préventive (33% des condamnations), plus de la moitié de l'effectif des prévenus est constituée d'étrangers sans permis de séjour (57%). Les 43% restants sont répartis entre 17% de Suisses, 17% d'étrangers avec autorisation de séjour et 9% de requérants d'asile. L'analyse des condamnations pénales montre que dans ce groupe de cantons (BS GE ZH), lorsque la détention préventive n'a pas excédé 2 jours, 83% des condamnations concernent des étrangers et la moitié d'entre eux (51%) ont été condamnés pour une infraction à la loi sur le séjour et l'établissement des étrangers (LSEE). Dans ces cantons, une proportion importante des détentions préventives prononcées concerne des infractions de moindre gravité dont les suspects présentent un risque de fuite élevé en raison de leur absence de statut de séjour.

OFFICE FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE  
Service de presse

GE Données de référence les plus importantes de l'enquête sur la privation de liberté et la détention préventive.

avec les données de comparaison 2001-2005.

	21.03.2001	04.09.2002	03.09.2003	01.09.2004	07.09.2005	06.09.2006
Capacite_officielle_Sum						
	381	377	376	400	400	400
Capacité pour 100000	91.51	89.3	87.87	92.54	91.59	...
Effectif total	398	390	393	510	529	584
Effectif pour 100000	95.59	92.37	91.84	117.99	121.13	...
Taux de femmes (en %)	7.5	6.9	5.3	5.7	7	5.8
Taux d'étrangers (en %)	...	...	...	84.1	87.3	87.6
Taux de mineurs (en %)	2.8	2.8	1.8	1.4	0	0.2
Détention sur ordre de police	0	0	0	0	0	...
Détention préventive	267	244	233	257	324	385
Exécution anticipée de la peine	1	0	0	0	0	...
Exécution de peine	123	135	144	227	183	176
Détention en vue d'extradition ou d'expulsion	7	11	9	16	20	20
Privation de liberté à des fins d'assistance et autres types de détention	0	0	7	10	2	3
Taux d'occupation total	104.5	103.4	104.5	127.5	132.3	146

GE Détention préventive selon le sexe, 2001-2005

		21.03.2001	04.09.2002	03.09.2003	01.09.2004	07.09.2005	06.09.2006
Total	absolut	267	244	233	257	324	385
	%	100	100	100	100	100	100
Männer	absolut	242	224	219	242	298	358
	%	90.6	91.8	94	94.2	92	93
Frauen	absolut	25	20	14	15	26	27
	%	9.4	8.2	6	5.8	8	7

GE Prévenus selon le statut de séjour et l'âge

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Schweizer (in %)	17.6	16.8	17.6	13.6	9.9	9.6
in der Schweiz wohnhafte Ausländer (in %)	27.3	32	28.3	16	12	15.3
Asylbewerber (in %)	...	...	...	20.2	5.9	8.1
Ausländer mit Wohnsitz Ausland (in %)	55.1	51.2	54.1	50.2	72.2	67
unter 18 Jahren	...	10	7	7	0	1
18 bis 24 Jahre	108	107	78	97	122	134
älter als 24 Jahre	159	127	148	153	202	250



BS Données de référence les plus importantes de l'enquête sur la privation de liberté et la détention préventive

avec les données de comparaison 2001-2005

	21.03.2001	04.09.2002	03.09.2003	01.09.2004	07.09.2005	06.09.2006
Capacité officielle_Sum	303	283	247	259	272	272
Capacité pour 100000	158.55	149.52	129.51	133.54	142.76	...
Effectif total	185	171	159	196	191	173
Effectif pour 100000	96.8	89.74	83.37	102.65	100.24	...
Taux de femmes (en %)	5.4	6.4	10.7	6.6	5.2	6.4
Taux d'étrangers (en %)	...	...	...	84.7	75.4	78.6
Taux de mineurs (en %)	3.2	4.7	5.7	5.6	2.1	4
Détention sur ordre de police	9	3	1	4	8	9
Détention préventive	50	54	84	83	61	72
Exécution anticipée de la peine	39	15	6	6	10	5
Exécution de peine	70	70	50	34	55	44
Détention en vue d'extradition ou d'expulsion	22	29	18	69	57	43
Privation de liberté à des fins d'assistance et autres types de détention	1	0	0	0	0	...
Taux d'occupation total	61.1	60.4	64.4	76.9	70.2	63.6

BS Détention préventive selon le sexe, 2001-2005

		21.03.2001	04.09.2002	03.09.2003	01.09.2004	07.09.2005	06.09.2006
Total	absolut	50	54	84	83	61	72
	%	100	100	100	100	100	100
Männer	absolut	47	51	74	74	58	65
	%	94	94.4	88.1	89.2	95.1	90.3
Frauen	absolut	3	3	10	9	3	7
	%	6	5.6	11.9	10.8	4.9	9.7

BS Provenus selon le statut de séjour et l'âge

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Schweizer (in %)	19.8	14.5	15.3	17.2	20.6	22.5
in der Schweiz wohnhafte Ausländer (in %)	36	41.6	47.6	47.2	30.4	16.9
Asylbewerber (in %)	...	...	...	0	13.6	9
Ausländer mit Wohnsitz Ausland (in %)	44.3	43.9	37.1	35.6	35.4	52
unter 18 Jahren	...	5	7	5	5	3
18 bis 24 Jahre	233	252	310	316	136	138
älter als 24 Jahre	187	142	139	145	365	313

ZH Données de référence les plus importantes de l'enquête sur la privation de liberté et la détention préventive, avec les données de comparaison 2001-2005.

	21.03.2001	04.09.2002	03.09.2003	01.09.2004	07.09.2005	06.09.2006
Capacité officielle_Sum	1532	1492	1493	1549	1609	1604
Capacité pour 100000	123.35	118.61	117.47	120.92	124.49	...
Effectif total	1207	1252	1341	1474	1546	1492
Effectif pour 100000	97.18	99.53	105.51	115.06	119.61	...
Taux de femmes (en %)	5.8	4.9	5.1	6.2	4.4	4.5
Taux d'étrangers (en %)	...	...	...	76.5	73.8	72.1
Taux de mineurs (en %)	1.7	1.7	1.4	1.6	0.8	0.5
Détention sur ordre de police						
	23	12	13	28	27	26
Détention préventive	420	399	450	466	506	454
Exécution anticipée de la peine	95	133	147	168	136	148
Exécution de peine	583	561	604	655	759	750
Détention en vue d'extradition ou d'expulsion						
	86	118	104	130	118	113
Privation de liberté à des fins d'assistance et autres types de détention						
	0	29	23	27	0	1
Taux d'occupation total	78.8	83.9	89.8	95.2	96.1	93

ZH Détention préventive selon le sexe, 2001-2005

		21.03.2001	04.09.2002	03.09.2003	01.09.2004	07.09.2005	06.09.2006
Total	absolut	420	399	450	466	506	454
	%	100	100	100	100	100	100
Männer	absolut	378	370	417	420	476	425
	%	90	92.7	92.7	90.1	94.1	93.6
Frauen	absolut	42	29	33	46	30	29
	%	10	7.3	7.3	9.9	5.9	6.4

ZH Prévenus selon le statut de séjour et l'âge

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Schweizer (in %)	19.8	14.5	15.3	17.2	20.6	22.5
in der Schweiz wohnhafte Ausländer (in %)						
	36	41.6	47.6	47.2	30.4	16.5
Asylbewerber (in %)	...	...	...	0	13.6	9
Ausländer mit Wohnsitz Ausland (in %)	44.3	43.9	37.1	35.6	35.4	52
unter 18 Jahren	...	5	7	5	5	5
18 bis 24 Jahre	233	252	310	316	136	138
älter als 24 Jahre	187	142	133	145	365	313

## Condamnations selon le canton et la loi appliquée, en 2005

T 19.3.2.2.2

Canton qui a rendu le jugement	Condamnations qui mentionnent (aussi) la loi en question										Nombre total de condamnations 2)
	Code pénal		Loi sur la circulation routière		Loi sur les stupéfiants		Loi sur le séjour des étrangers		Autres lois fédérales 1)		
	en nombre	%	en nombre	%	en nombre	%	en nombre	%	en nombre	%	
Total	2952	32.2	4832	52.0	10881	11.7	10723	11.5	7283	7.8	92917
Région germanique	6557	35.0	10056	53.9	2504	13.4	1393	7.4	975	5.2	18731
Genève	2371	51.1	1711	34.0	777	15.4	453	9.0	128	2.5	5032
Vallais	908	26.0	2170	62.1	584	16.7	38	1.1	203	5.8	3487
Vaud	3078	30.2	6215	60.9	1143	11.2	902	8.8	644	6.3	10202
Espace Mittelland	7442	32.6	12312	53.9	3170	13.9	2297	10.1	2357	10.3	22838
Berna	3767	31.9	6840	58.0	1680	14.3	1132	9.6	1286	10.9	11791
Fribourg	1385	37.3	1801	48.5	462	12.4	449	12.1	453	12.2	3714
Jura	296	23.4	563	44.4	96	7.6	255	20.1	196	15.5	1267
Neuchâtel	1220	37.2	1298	39.6	686	20.9	236	7.2	237	7.2	3281
Soleure	774	27.8	1810	65.0	246	8.8	225	8.1	165	6.6	2785
Suisse du Nord-Ouest	4350	31.4	6782	48.7	1057	7.6	7465	17.8	1348	9.7	13571
Argovie	2562	32.7	4522	57.8	497	6.4	634	10.7	693	8.9	7824
Bas-Campagne	570	29.0	1286	65.5	164	8.4	128	6.5	129	6.6	1963
Bâle-Ville	1218	29.8	954	23.4	396	9.7	1503	17.9	526	12.9	4084
Zürich	1664	33.3	6279	44.9	2061	14.7	2501	17.9	758	5.4	14000
Suisse orientale	3428	29.8	6397	55.7	1185	10.3	1207	10.5	1417	9.7	11488
Appenzell Rh.-Ext.	114	42.2	124	45.9	26	9.6	14	5.2	28	10.4	270
Appenzell Rh.-Int.	27	43.5	29	46.8	4	6.5	8	12.9	5	8.1	62
Glaris	127	41.4	139	45.3	64	20.8	6	2.0	19	6.2	307
Grisons	579	24.6	1616	68.7	228	9.7	110	4.7	148	6.3	2352
Saint-Gall	1704	34.9	2451	50.2	606	12.4	600	12.3	402	8.2	4882
Schaffhouse	391	30.3	464	35.9	108	8.4	85	6.6	424	32.8	1291
Thurgovie	486	20.9	1574	67.7	149	6.4	384	16.5	91	3.9	2324
Suisse centrale	2722	28.6	4868	52.7	511	6.5	585	7.5	464	6.0	7758
Lucerne	1370	32.8	2268	54.2	346	8.3	485	11.6	245	5.9	4183
Nidwald	77	23.1	243	73.0	13	3.9	5	1.5	27	8.1	333
Obwald	120	34.8	215	62.3	11	3.2	4	1.2	18	5.2	345
Schwytz	208	29.9	459	65.9	65	9.3	24	3.4	56	8.0	696
Uri	41	4.4	895	95.5	6	0.6	2	0.2	17	1.8	937
Valais	406	32.1	788	62.3	70	5.5	85	5.1	101	8.0	1264
Vesrain	1280	33.4	1802	48.1	362	11.8	275	8.3	258	7.7	3333
Autres tribunaux 3)	9	1.0	16	1.8	1	0.1	0	-	8	0.7	898

1) Sans condamnations pour infraction au Code pénal militaire

2) Etant donné qu'une condamnation peut se rapporter à plusieurs lois, la somme est supérieure à 100%, ainsi qu'au nombre total de condamnations.

3) Tribunal fédéral, tribunaux militaires

Etat de la banque de données au 30.8.2006

Office fédéral de la statistique, Statistique des condamnations pénales

Renseignements: 032 713 52 40, crime@bfs.admin.ch

© OFS - Encyclopédie statistique de la Suisse

Données démographiques et budgétaires			
	Genève	Zurich	Bâle-Ville
Nombre d'habitants:	445'300	1'250'000	187'400
Ratios par nombre d'habitant:	1.00	2.81	0.42
<b>Budget 2007 :</b>			
Charges cantonales (mio)	7'184.00	11'386.00	3'871.80
Coût par habitant (mille):	16.13	9.11	20.66
Recettes cantonales (mio)	6'982.90	11'098.50	3'924.80
Charges périmètre "justice" équivalent Genève (mio)	94.37	326.70	60.54
Recettes périmètre "justice" équivalent Genève (mio)	26.87	70.71	23.53
ratio budgétaire "justice"/Etat	1.31%	2.87%	1.56%
<b>statistiques autorités de poursuite pénale (y compris mineurs)</b>			
Magistrats	29.00	125.50	29.70
Secrétaire juristes + autres spécialistes	9.30	79.80	35.00
Administration	66.05	167.70	42.30
ETP total	104.35	373.00	107.00

ratios			
magistrats	100.00%	154.17%	243.36%
spécialistes	100.00%	305.68%	894.27%
administration	100.00%	90.45%	152.18%

Cela signifie que :

pour **1 procureur + 1 juge d'instruction à GE** : ZH compte **3 procureurs et BS**  
 compte **5 procureurs**

NOTA BENE

**Canton de Zurich** : 53 ETP "Police" démarrent leur carrière policière en tant que greffiers au ministère public. Ils ne sont pas compris dans les effectifs ci-dessus, car ils émargent au budget de la Police.

**Canton de Bâle-Ville** : 21 ETP "commissaires" travaillent avec les procureurs ou sous la responsabilité d'un directeur de techniques d'investigation. Ils émargent au budget du ministère public. De plus, 96 ETP "Police" sont associés au ministère public, mais ne sont pas compris dans les effectifs ci-dessus, car ils émargent au budget de la Police.

## ANNEXE 7.7

Annexe 7.7

GR  
 20.09.07  
 X  
 X  
 X  
 Visiter  
 M. C. F.

Jean-Pierre RESTELLINI  
 Dr med., lic. iur.  
 Médecine légale et médecine interne FMH  
 Membre suisse du CPT / Conseil de l'Europe  
 Chemin des Failles 21 - CH-1232 CONFIGNON  
 Tél.: +41 (0)22 757 65 69  
 Fax : +41 (0)22 757 50 24  
 email: [jp.restellini@bluewin.ch](mailto:jp.restellini@bluewin.ch)  
[Jean-Pierre.RESTELLINI@coe.int](mailto:Jean-Pierre.RESTELLINI@coe.int)



Monsieur Alberto Velasco  
 Président le la Commission des  
 Visiteurs officiels  
 2, rue de l'Hôtel-de-Ville  
 Case postale 3970  
 1211 Genève 3

Les Diablerets, le 5 août 2007

**Concerne :** votre courrier du 9 mai dernier

Monsieur le Président,

Dans votre courrier susmentionné vous me demandiez mes commentaires à propos de la réaction dans les médias de M. Laurent Moutinot, conseiller d'Etat, après la publication de notre rapport.

Concernant les conditions des arrestations policières, Monsieur Moutinot avait notamment estimé que les allégations que nous avons recueillies auprès des détenus interviewés étaient « exagérées ». Par ailleurs, il avait mis en doute l'authenticité du cas de « submarino », arguant du fait que les poubelles des services de police ne pouvaient matériellement pas avoir servi à une telle torture.

Comme vous vous en souviendrez, j'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer longuement sur le sujet lors de notre audition par votre commission en date du 23 mai dernier. C'est bien volontiers néanmoins que je vous réexpose par écrit la synthèse de mes commentaires, tout en les assortissant de la copie d'un courrier que nous avait adressé M. Louis Gaillard, Commissaire à la déontologie, le 2 avril 2007 et dont je vous recommande vivement la lecture attentive ! A noter que ce dernier m'a formellement autorisé à vous l'adresser.



1. Tout d'abord, il me semble indispensable de réagir aux reproches qui nous été faits de ne pas avoir entendu les policiers mis en cause par les détenus. Il faut premièrement rappeler que votre commission nous avait demandé de nous garder de toute approche de type « enquête de police », en d'autres termes de procéder à des d'auditions / confrontations de policiers « suspects ». Par ailleurs, hormis quelque cas précis, les détenus étaient incapables de nommer ceux qui les avaient mal traités. Par conséquent ce travail d'enquête judiciaire non seulement ne relevait pas de notre compétence, mais de plus eut nécessité d'entendre plusieurs centaines de policiers. Lorsqu'on se rappelle, les difficultés majeures que nous avons rencontrées simplement pour accéder aux dossiers de police, et que l'on sait qu'aujourd'hui tout interview d'un policier ne peut se faire qu'en présence d'un membre de l'Etat Major, il est facile de s'imaginer que la mission eut été tout simplement impossible !
2. La méthode de travail que nous avons utilisée est celle du CPT (Conseil de l'Europe). La procédure n'est pas contradictoire, mais elle s'entoure de précautions qui ont fait leur preuve : confidentialité de l'entretien, anonymat, choix aléatoire des personnes interviewées, technique d'interrogatoires, recoupement des allégations recueillies, examen des constats de lésions traumatiques, etc.
3. Comme nous le rappelions dans le préambule de notre rapport, *« en l'absence de témoignage direct, enquêter sur des allégations de violences policières n'est jamais aisé. Par définition, une allégation reste subjective; c'est une simple affirmation personnelle qui ne permet jamais de se prononcer avec certitude sur la véracité des faits »*.  
  
Cela étant, il est certainement tout aussi subjectif de dire que des allégations sont exagérées !
4. En ce qui concerne les allégations de racket, M. Zappelli, Procureur Général, n'a pas démenti lors de la présentation de notre rapport, que des enquêtes étaient en cours. A noter également que ces allégations avaient été préalablement corroborées par des entretiens que nous avons eus avec différents cadres policiers.
5. Concernant l'allégation de « submarino », dans un premier temps notre intention était plutôt de ne pas la mentionner puisqu'il s'agissait d'une allégation unique. Ce n'est qu'après avoir reçu le courrier susmentionné de M. Louis Gaillard qui lui aussi faisait allusion à un autre cas de « submarino » qu'il nous avons décidé de mentionner également cette allégation.

Le jeune détenu qui nous a exposé son cas parlait certes d'une corbeille à papier. Cela étant, la récusation de cette allégation se basant uniquement sur le type des corbeilles à papier équipant actuellement la police nous semble assez faible. Il est en effet aisé d'imaginer que le stress intense subi par la victime (en l'occurrence un mineur) d'une telle torture, peut lui faire

prendre pour une corbeille à papier un quelconque autre ustensile ayant plus ou moins le même aspect.

6. Enfin, la simple lecture de l'ensemble des observations ci-annexées, formulées par M. le Commissaire à la Déontologie, qui fait notamment état d'autres d'allégations très graves corroborées par des constats lésions traumatiques, montre bien que notre rapport n'est peut-être pas aussi excessif qu'on veut bien le dire.

La réaction du Département des Institutions est d'autant plus surprenante qu'au moment de la conférence de presse précitée, ce dernier était en possession d'une copie des remarques de M. Louis Gaillard.

En espérant avoir répondu à votre attente, tout en restant à votre disposition, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée.



JP Restellini  
Expert

Annexe mentionnée

Cardialement !

**Louis Gaillard**  
Avocat  
B • M • G  
AVOCATS  
Avenue de Champel 8c  
Case Postale 385  
CH - 1211 Genève 12

Tél. : 022 839 49 49  
Fax : 022 839 49 50

E-mail : louis.gaillard@bmglaw.ch

COPIE

Madame  
Barbara Bernath  
Chemin du Creux 8  
1233 Bernex

Monsieur  
Jean-Pierre Restellini  
Chemin des Failles 21B  
1232 Confignon

Monsieur  
Christian-Nils Robert  
Rue de Contamines 4  
1206 Genève

Genève, le 2 avril 2007  
XO174583/LGA/cce

Concerne : **Commissaire à la déontologie**<sup>1</sup>

---

Madame, Messieurs,

Nous nous étions entretenus le 1<sup>er</sup> février 2007 relativement à nos investigations parallèles portant sur des allégations de mauvais traitements par les policiers.

Depuis lors, je me suis entretenu à plusieurs reprises avec Monsieur le docteur Dominique Bertrand, responsable de l'Unité médicale de la prison de Champ-Dollon. Nous avons échangé des informations. J'ai de plus recueilli des observations du Service juridique de la

---

<sup>1</sup> Art. 38 de la Loi sur la police : « Une personne choisie par le Conseil d'Etat hors de l'administration est chargée d'examiner les dénonciations, rapports et constats en matière d'allégations de mauvais traitements. Elle procède, le cas échéant, à des enquêtes administratives préalables et donne son avis au chef du département. »



police. Je suis en mesure aujourd'hui de vous relater plus exactement le problème des constats de lésions traumatiques faisant état de violences policières.

1. Le 30 janvier 2007, le Service juridique de la police m'a remis 161 dossiers selon fiche de transmission du même jour (annexe 1). Examinant ces dossiers, j'ai constaté que, sur ces 161 dossiers, 58 dossiers m'ont été transmis avec un retard de quatre mois à trente mois. Il s'ajoute que cette communication tardive porte sur des dossiers qui ont une caractéristique commune : celle de contenir un constat de lésions traumatiques relatant des allégations par le patient de violences policières.
2. Généralement, le Service juridique de la police me transmet les dossiers quelques semaines après leur établissement. Parfois mais rarement, deux ou trois mois voire exceptionnellement quatre mois peuvent s'écouler entre les faits décrits et la remise du dossier. Des circonstances concrètes (par exemple signature du rapport de police différée du fait de vacances successives, difficulté de reconstituer le dossier) peuvent expliquer ces retards.
3. Dès mon entrée en fonction courant janvier 2005, j'avais été surpris de la communication tardive de dossiers contenant des constats de lésions traumatiques. J'avais relevé ce fait dans la lettre que j'adressais le 17 février 2005 à Madame Micheline Spoerri (annexe 2). L'expérience montre que cette situation n'a pas été maîtrisée.
4. J'ai interpellé le Service juridique de la police sur les raisons de cette non-communication le 23 février 2007 (annexe 3). Celui-ci m'a répondu le 2 mars 2007 (annexe 4). Des explications de nature pratique sont avancées. Elles ont leur part. Mais non pour l'essentiel : le Service juridique a gardé par-devers lui des constats qui se sont accumulés pendant 30 mois, lesquels portaient allégation de violences policières, alors que, durant ce temps, ledit Service a communiqué au commissaire à la déontologie 2900 dossiers<sup>2</sup> qui, à l'évidence, n'avaient pas le même intérêt.
5. J'ai établi un tableau des 58 dossiers transmis tardivement. Il mentionne : (i) la date de l'intervention policière, (ii) et (iii) les nom et prénom de la personne interpellée, (iv) l'indication selon laquelle l'intervention a été le fait de la gendarmerie (G), de la police judiciaire (S) ou de la police de la sécurité internationale (PSI), (v) l'indication que le constat médical fait mention d'allégations de violences policières<sup>3</sup>, (vi) l'indication que le rapport de police fait mention – ou non – d'actes de contrainte de la part de la police, (vii) l'indication que la description des actes de contrainte par la police est compatible – ou non – avec le constat médical, (viii) et (ix) les nom et matricule du policier intervenant et (x) d'éventuelles remarques (annexe 5). Ce tableau doit être compris comme un instrument de travail. Les mentions sont nécessairement

<sup>2</sup> J'ai personnellement reçu 1093 dossiers en 2005 et 1310 dossiers en 2006. Il faut y ajouter les dossiers reçus par Monsieur Olivier Vodoz de juillet à décembre 2004.

<sup>3</sup> La réponse est toujours oui car la condition d'entrée dans le tableau est que le constat fait mention d'allégation de violence policière.

brèves. Mon appréciation quant à la compatibilité entre les constatations médicales et la relation des actes de contrainte est évidemment fragile du fait déjà que je n'ai pas de connaissances médicales. Mais, même imparfait, l'exercice devait être entrepris.

6. Certains dossiers ont suscité dans le tableau ci-joint ces remarques de ma part : « usage de la contrainte vraisemblablement nécessaire », « acte bien décrit et vraisemblablement proportionné », « intervention proportionnée », « faits non accusatoires pour la police », « situation explicable ». Plusieurs dossiers portent dans le tableau cette mention : « Faits peu clairs » ; j'indique par là qu'a priori et jusqu'à meilleure information, il ne me paraît pas que le dossier montre un comportement inapproprié de la Police.
  
7. J'ai eu, ainsi que je l'ai dit, des entretiens avec Monsieur le docteur Dominique Bertrand, responsable de l'Unité médicale de la prison de Champ-Dollon. Ce médecin m'a relaté le mode d'élaboration des constats de lésions traumatiques. Il s'agit d'une procédure mise en place depuis longtemps. Tout nouveau détenu fait l'objet d'une visite médicale d'entrée. Sont identifiés les problèmes de contagion (ex. tuberculose), de pharmacodépendance (ex. diabète) ou de toxicodépendance (ex. indication de méthadone). Le service médical peut aussi identifier des lésions ; celles-ci, si elles sont accompagnées d'allégation d'acte de violence, font l'objet d'un constat manuscrit établi par un médecin (exemple en [annexe 6](#)<sup>4</sup>). Puis, un exemplaire dactylographié est établi. Ce dernier est rédigé selon des exigences élevées d'objectivité et de neutralité. Les plaintes du patient sont considérées comme pouvant être empreintes de subjectivité ou d'éléments non vérifiables. On peut voir cette autocensure par la comparaison entre le constat manuscrit relatif à Monsieur [\(annexe 6\)](#) et la version dactylographiée qui en est résultée ([annexe 7](#)) : la mention manuscrite « plongé tête sous l'eau dans baignoire » ne se retrouve pas dans la version dactylographiée.
  
8. On peut comprendre l'attitude prudente des médecins rédacteurs. Si, dans la version manuscrite qui a priori n'est pas soumise à diffusion, il peut transcrire sans prudence les propos tenus, le médecin ne veut pas s'engager dans le document dactylographié – donc officiel – sur un terrain dont il ne peut faire de vérification. L'idée sous-jacente est aussi que le patient peut déposer plainte pénale, alléguant sa version des faits ; il sera alors utile que le constat relate mais ne relate que ce qui était vérifiable. A noter que la limite de l'objectivité n'est pas toujours aisée à tracer. Ainsi, le patient peut alléguer des « coups de pieds + poings sur tout le corps » ([annexe 6](#)) et le médecin les retranscrire dans le constat dactylographié ainsi : « Il aurait reçu de multiples coups de pieds et de poing sur tout le corps. » ([annexe 7](#))
  
9. Il reste qu'il y a assurément une perte d'information entre le texte manuscrit et sa version dactylographiée. D'autant que l'expérience montre que des prévenus sont réticents à se plaindre des actes de la police, soit qu'ils pensent que leur démarche n'a aucune chance d'aboutir, soit même qu'ils sont persuadés qu'elle se retournera en définitive contre eux. L'autocensure qui gouverne l'établissement du constat de

<sup>4</sup> Cet exemple ne fait pas partie des 58 dossiers communiqués avec retard.

lésions traumatiques devrait être débattue, son fondement n'apparaissant pas toujours satisfaisant.

10. Je note aussi que les constats établis par les médecins de Champ-Dollon portent les termes usuels « *Monsieur X. s'est présenté à notre consultation en déclarant avoir été victime de violences de la part des policiers lors de son arrestation* » sans autre précision. Il s'agit au vrai d'une formule consacrée où le terme « arrestation » n'est pas nécessairement pris dans son acception exacte. Ainsi qu'ils me l'ont déclaré, les experts mis en œuvre par la Commission des visiteurs officiels du Grand Conseil ont recueilli des allégations de violences policières exercées durant les interrogatoires. Vraies ou fausses, ces allégations font naître à l'avenir un besoin de précision dans la transcription des propos des détenus.
11. Je me suis fait remettre tous les projets manuscrits des constats de lésions traumatiques établis ces 30 derniers mois. Ils pourraient nourrir des investigations disciplinaires. Toutefois, et malheureusement, le temps a passé. Les éventuelles preuves ont disparu. Les personnes qui ont formé ces allégations ne sont peut-être plus en Suisse, ou sont-elles injoignables. Les faits à décharge des policiers ne peuvent plus être réunis.
12. Cette situation est très embarrassante. Je prends le dossier (annexe 8) qui a déclaré aux médecins de Champ-Dollon le 25 juillet 2004 « avoir été victime de violences de la part des policiers » ayant « notamment été victime de brûlures avec un briquet », laquelle notation se retrouve dans le projet manuscrit (annexe 9). Les médecins avaient constaté « deux plaies superficielles croûteuses au niveau des régions péri-mamelonnaires des deux côtés, de 1,5 cm de diamètre chacune ». Ces lésions ne s'expliquent pas par l'acte de contrainte décrit dans le rapport de police : « Il a été amené au sol afin d'être menotté pour être acheminé en nos locaux ». Assurément, ces faits, s'ils avaient été communiqués en temps utile, auraient justifié – même sans le dépôt de plainte – une enquête serrée.
13. Autre dossier, celui de Monsieur arrêté le 26 juin 2005 (annexe 10). Le constat médical établi lui par SOS-Médecins indique : « Allégations et plaintes : Le patient déclare : « J'ai reçu un coup de coude par l'agent dans les testicules dans la voiture des agents. » Il se plaint de douleurs électives au niveau du testicule. Examen clinique : (...) Palpation du testicule droit douloureuse avec irradiation au niveau du cordon spermatique à droite. Conclusions : L'examen clinique n'est pas incompatible avec les allégations du patient. » Le rapport de police mentionne : « Usage de la contrainte : A aucun moment, nous n'avons dû faire usage de la contrainte. »
14. Ces faits ne seront jamais éclaircis. Comme non plus la récurrence de certains noms de policiers dans le tableau annexé, et notamment de deux d'entre eux. Ont-ils eu des comportements violents ? Ou sont-ils simplement plus actifs, étant relevé qu'en matière de déontologie, le policier qui ne fait rien est celui qui aura le plus faible risque d'avoir des ennuis ?



15. Dans un dossier relativement récent et qui dès lors ne fait pas partie du lot des 58 dossiers communiqués tardivement, j'ai retrouvé les noms de deux inspecteurs de police qui revenaient plus que d'accoutumée. J'ai sollicité de Monsieur le docteur Dominique Bertrand l'apport du projet manuscrit. Est ainsi apparue l'allégation de la plongée de la tête dans la baignoire par la police (annexe 6 sus-mentionnée), allégation exacte ou inexacte mais en tous les cas non évoquée dans le rapport de police. Depuis lors, et sur ma demande, le Service juridique de la police a fait ouvrir une enquête sur les circonstances de l'interpellation de Monsieur
16. Enfin, je me suis interrogé quant à la question de savoir si les allégations de violences policières concernaient plus la gendarmerie (G), la police judiciaire (S) ou la police de la sécurité internationale (PSI). Aucune ne concerne la police de la sécurité internationale. L'indication « gendarmerie (G) » dans mon tableau (annexe 5) n'est pas toujours significative. Dans le cas d'une arrestation effectuée par la gendarmerie, je ne dispose en effet que du rapport d'arrestation et des procès-verbaux d'auditions par la gendarmerie et non des éventuelles auditions par la police judiciaire, dans l'idée bien entendu qu'après arrestation, il n'y avait plus d'actes de contrainte. Je ne peux donc théoriquement exclure que les allégations de violences policières dans un dossier mentionné « G » aient trait en réalité à des circonstances d'interrogatoires par la police judiciaire.

\*\*\*

Pour l'avenir, il paraît établi que le Commissaire à la déontologie ne peut s'appuyer sur la transparence indubitable du Service juridique de la police : il doit aller aux sources, en se faisant notamment remettre directement les certificats médicaux établis par l'Unité médicale de la Prison de Champ-Dollon ou SOS-Médecins. Il doit aussi évaluer et supprimer, dans la mesure du possible et du raisonnable, les échelons de transmission de l'information jusqu'à lui, échelons fonctionnant - on l'a vu aussi dans le dossier - comme des filtres.

De même, il paraît nécessaire de réévaluer avec l'Unité médicale de la prison de Champ-Dollon les normes de rédaction des constats de lésions traumatiques. L'expérience montre que des violences policières ne suscitent pas de plainte pénale. De tels actes ne peuvent parfois être connus que par les propos tenus par le patient au médecin pour autant bien évidemment que celui-ci soit relevé du secret médical. L'attitude prudente et réservée du médecin rédacteur, telle qu'elle est aujourd'hui observée, peut en effet conduire à l'ignorance par l'autorité de contrôle des allégations de violence policière.

\*\*\*

Vous remerciant de l'attention que vous prêterez à la présente, je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes sentiments distingués.



Louis Gaillard

Annexes : ment.

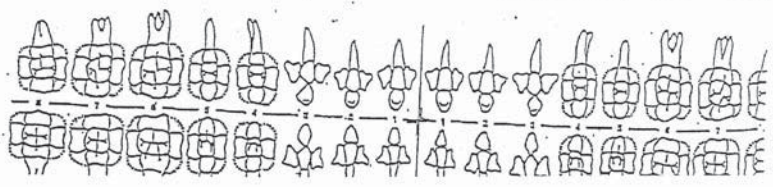
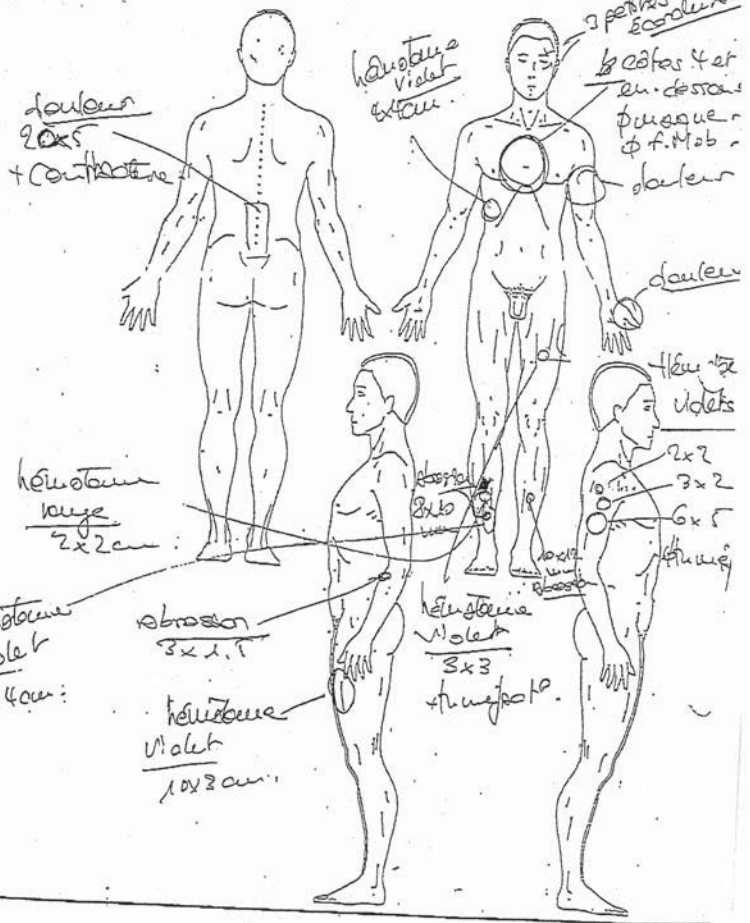
Copie à : Monsieur Bernard Duport, Secrétaire-adjoint du Département des institutions

5. 8. 07  
Post-scriptum concernant les  
annexes du courriel de P. L. Gillan

Pour des raisons techniques  
j'ai dû me limiter à la photocopie  
des annexes 6 et 7.  
Je tiens les autres à votre  
disposition. JPR



IUML C-D



COPIE

Département de médecine communautaire

Service de médecine pénitentiaire

Genève, le 04.12.2006

N/Réf. : DB/JPR/mb

CONSTAT DE LÉSIONS TRAUMATIQUESConcerne :

Monsieur \_\_\_\_\_ est suivi par l'Unité médicale à la prison de Champ-Dollon depuis le

A cette date, \_\_\_\_\_ s'est présenté à notre consultation en déclarant avoir été victime de violences de la part des policiers en date 27.11.2006. Il aurait reçu de multiples coups de pied et de poing sur tout le corps.

L'examen médical a mis en évidence :

- Trois petites abrasions linéaires d'1cm péri-oculaires gauche.
- Une douleur spontanée de tout le grill costal antérieur hormis des côtes 1, 2 et 3, aggravée par la respiration profonde et la palpation, sans lésion externe visible; pas de signe clinique de fracture; pas de trouble ventilatoire.
- Un hématome de couleur violette mesurant 4x4cm sur la paroi thoracique latérale droite, à l'intersection entre la ligne axillaire antérieure et le rebord costal; pas de signe clinique de fracture.
- Une zone douloureuse dorsale basse et lombaire mesurant 20x5cm centrée sur le rachis, associée à une contracture musculaire paravertébrale bilatérale; pas de signe clinique de fracture ni d'atteinte fonctionnelle associée.
- Une douleur spontanée du biceps gauche, sans lésion externe visible; pas de signe d'atteinte fonctionnelle objectivée.
- Une dermabrasion de 3x1,5cm située au pli du coude gauche sans signe clinique de fracture ni d'atteinte fonctionnelle objectivée.
- Une douleur spontanée du pouce gauche aggravée par la mobilisation mais ne la limitant pas; pas de signe clinique de fracture ni d'atteinte fonctionnelle ou neurovasculaire objectivée; aucune lésion externe visible.
- Trois hématomes de couleur violette mesurant respectivement 2x2cm, 3x2cm et 6x5cm longeant la face latérale de l'épaule droite (le plus petit étant le plus proximal); pas de signe clinique de fracture ni d'atteinte fonctionnelle objectivée.
- Un hématome de couleur violette mesurant 10x3cm sur la partie distale du tiers proximal de la face latérale externe de la cuisse gauche; pas de signe clinique de fracture ni d'atteinte fonctionnelle objectivée.



- Un hématome de couleur violette mesurant 3x3cm avec tuméfaction des tissus sous-jacents, situé à la jonction entre le tiers proximal et le tiers moyen de la face antérieure de la cuisse gauche ; pas de signe clinique de fracture ni d'atteinte fonctionnelle objectivée.
- Une abrasion mesurant 10x12mm localisée au centre de la face antérieure de la jambe gauche ; pas de signe clinique de fracture ni d'atteinte fonctionnelle objectivée.
- Un hématome de couleur rouge mesurant 2x2cm localisé au centre de la face antérieure de la jambe droite ; pas de signe clinique de fracture ni d'atteinte fonctionnelle objectivée.
- Un hématome de couleur violette mesurant 10x4cm avec une abrasion centrale mesurant 8x10mm, sur la moitié distale de la face antérieure de la jambe droite ; pas de signe clinique de fracture ni d'atteinte fonctionnelle objectivée.

Un traitement médicamenteux systémique antalgique (Dafalgan) a été prescrit.

Monsieur \_\_\_\_\_ a donné son consentement à l'envoi de ce constat médical au Chef de la police du Département de justice, police et sécurité de la République et Canton de Genève.

*D. Bertrand*

Dr D. BERTRAND  
Médecin adjoint

*J.-P. Rieder*

Dr J.-P. RIEDER  
Médecin interne



RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE

**Grand Conseil**  
 Commission des visiteurs officiels

### Constats et recommandations des experts

#### Tableau récapitulatif des travaux de la Commission

Constats ou recommandations des experts	Número du constat	Page du rapport d'experts	Décisions, recommandations et remarques de la commission
<b>PARTIE I Police et arrestations</b>			
Traduction des documents "police"	1	Partie I Chapitre 9 Point 2 Pages 13 et 14	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts Traducteurs assermentés et en nombre Voir règlement sur les traducteurs-jurés (I 2 46.03) Recommandation de la commission au Conseil d'Etat
Composition des équipes d'intervention (=Désignation des fonctionnaires de police participant à une opération)	2	Partie I Page 14 § 3	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts Identité des intervenants à faire figurer sur les rapports de police Confidentialité nécessaire à l'action de la police Recommandation de la commission au Conseil d'Etat
Désignation des fonctionnaires dans les rapports d'intervention (PV d'interrogatoire)	3	Partie I Page 14 § 3	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts Identité des rédacteurs de rapports Recommandation de la commission au Conseil d'Etat
Mention du lieu et de l'heure des dépositions	4	Partie I Page 14 § 4	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts Rapports mal remplis ou déficience des réponses Recommandations de la commission au Conseil d'Etat
Audition du policier mis en cause en cas d'allégation de mauvais traitement	5	Partie I Page 25	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts Voir cahier des charges du Commissaire à la déontologie Voir PL 8970 Recommandation de la commission au Conseil d'Etat

Constats ou recommandations des experts	Numéro du constat	Page du rapport d'experts	Décisions, recommandations et remarques de la commission
Formation/formation continue du personnel de police	6	Partie I Page 25	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts Présentation de la Commission des visiteurs officiels à l'école de police Voir loi sur la police, article 26A (F 1 05) Voir motion 1588 Mention de l'article 26A de la loi sur la police et rappel de la motion 1588
Création d'une véritable inspection générale des services de police	7	Partie I Page 26	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts Voir règlement interne du Commissariat à la déontologie Voir projet de loi 8970 Voir Commission nationale de la déontologie de la sécurité (France) Recommandation de la commission au Conseil d'Etat Création d'une Commission cantonale de surveillance des fonctionnaires d'autorité (fonctionnaires assermentés) répondant aux critères d'unicité, d'indépendance, de mixité, d'accessibilité et d'efficacité. Avec publicité de ses recommandations.
Relations générales de la population genevoise et la communauté balkanique	8	Partie I Page 26	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts Voir compétences du Bureau de l'intégration Voir loi sur l'intégration des étrangers (A 2 55) et règlement d'application de la loi sur l'intégration des étrangers (A 2 55.01) Recommandation de la commission au Conseil d'Etat
Bilan infirmier d'entrée-absence de confidentialité	9	Partie I Page 21	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts Recommandation de la commission au Conseil d'Etat (département de la santé, département des institutions et DCTI)
Examen du médecin incluant les constatations infirmières et cas échéant les observations de la police	10	Partie I Page 21	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts Voir article du Temps du 24 avril 2007 "L'embarras des médecins de Champ-Dollon face aux violences policières" Recommandation de la commission au Conseil d'Etat (département de la santé et département des institutions)

Constats ou recommandations des experts	Numéro du constat	Page du rapport d'experts	Décisions, recommandations et remarques de la commission
Autocensure du service médical (Constat de lésion traumatique - différence entre la version manuscrite et la version dactylographiée) [perte d'informations]	11	Partie I Page 22	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts Recommandation de la commission au Conseil d'Etat (département de la santé et département des institutions)
Communication des allégations de violences policières par le service médical de la prison au/à la chef(fe) de la police	12	Partie I Page 22	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts Limites du secret médical Voir directives de l'ASSM Recommandation de la commission au Conseil d'Etat (département de la santé et département des institutions)
Encadrement et formation du personnel médical	13	Partie I Page 22	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts Recommandation de la commission au Conseil d'Etat (département de la santé et département des institutions)
<b>PARTIE II Détention avant jugement</b>			
Anticipation des modifications introduites par le CPPS – assistance d'un avocat dès l'arrestation par la police	1	Partie II Page 45	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts Recommandation de la commission au Conseil d'Etat (département des institutions)
Permanence d'avocats à l'instruction	2	Partie II Page 45	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts Recommandation de la commission au Conseil d'Etat (département des institutions)
Election de domicile chez les avocats	3	Partie II Page 45	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts Recommandation de la commission au Conseil d'Etat (département des institutions)
Continuité dans la défense des personnes assistées - suivi du dossier par l'avocat de permanence	4	Partie II Page 45	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts Recommandation de la commission au Conseil d'Etat (département des institutions)
Permanence à deux juges d'instruction	5	Partie II Page 45	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts Voir projet de loi 10038 (augmentation du nombre de juges d'instruction) Recommandation de la commission au Pouvoir judiciaire

Constats ou recommandations des experts	Numéro du constat	Page du rapport d'experts	Décisions, recommandations et remarques de la commission
Accès des greffiers de l'instruction au Casier judiciaire informatisé	6	Partie II Page 45	La commission prend acte du constat/recommandation des experts Voir PL 8972 (modifiant la loi sur l'organisation judiciaire) Recommandation de la commission au Pouvoir judiciaire
Prolongation des mandats d'arrêt aussi tardive que possible dans la limite du délai de 8 jours	7	Partie II Page 46	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts A associer avec la recommandation sur la permanence de deux juges d'instruction Recommandation de la commission au Pouvoir judiciaire
Augmentation du nombre d'ordonnances de condamnation par les juges d'instruction	8	Partie II Page 46	La commission prend acte du constat/recommandation des experts Voir la "Position du Pouvoir judiciaire" Proposition des experts non prise en compte par la commission
Traduction des ordonnances de condamnation frappant des prévenus non assistés d'un avocat	9	Partie II Page 46	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts Voir traduction des documents de police (Partie I constat 1) Recommandation de la commission au Pouvoir judiciaire
Procédure de nomination des avocats d'office - assistance judiciaire	10	Partie II Page 46	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts Recommandation de la commission au Pouvoir judiciaire
Motivation des mandats d'arrêt de l'instruction	11	Partie II Page 46	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts Proposition des experts non prise en compte par la commission
Modération dans l'utilisation du "risque de fuite" par l'instruction	12	Partie II Page 46	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts A traiter avec la recommandation n°19 (Partie II) Recommandation de la commission au Pouvoir judiciaire
Réforme de la Chambre d'accusation	13	Partie II Page 46	Constat/recommandation des experts non pris en compte par la commission Voir la "Position du Pouvoir judiciaire" Proposition des experts non prise en compte par la commission Opposition de la commission à la suppression des juges laïcs



Constats ou recommandations des experts	Numéro du constat	Page du rapport d'experts	Décisions, recommandations et remarques de la commission
Augmentation du nombre d'audiences de la Chambre d'accusation (trois/semaine)	14	Partie II Page 46	Prise en compte du constat/recommandation des experts Recommandation de la commission au Pouvoir judiciaire
Chambre d'accusation Audiences publiques	15	Partie II Page 47	La commission prend acte du constat/recommandation des experts Soutien à la loi actuelle
Présence de la partie civile lors des prolongations de mandats d'arrêt	16	Partie II Page 47	La commission prend acte du constat/recommandation des experts La commission prend acte des futures dispositions du Code de procédure pénale
Présence systématique d'avocats aux audiences de la Chambre d'accusation	17	Partie II Page 47	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts La commission souhaite voir les avocats assister aux audiences de la Chambre d'accusation
Report de certaines décisions de la Chambre d'accusation	18	Partie II Page 47	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts Recommandation de la commission au Pouvoir judiciaire
Alternatives à la détention préventive	19	Partie II Page 47	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts A traiter avec la proposition n°12 (Partie II) Recommandation de la commission au Pouvoir judiciaire
Augmentation des ressources humaines pour contribuer à la résolution des problèmes posés par les nouveaux moyens de preuve	20	Partie II Page 47	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts Recommandation de la commission au Pouvoir judiciaire
Accroissement de la diligence des expertises en responsabilité et en crédibilité	21	Partie II Page 47	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts Recommandation de la commission au Pouvoir judiciaire

Constats ou recommandations des experts	Numéro du constat	Page du rapport d'experts	Décisions, recommandations et remarques de la commission
Réduction des délais d'attente entre la Chambre d'accusation, les ordonnances de renvoi et les juridictions de jugement Multiplication des audiences du Tribunal de police et modification des compétences du Tribunal de police Transformation de la Cour correctionnelle en juridiction permanente	22	Partie II Page 47	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts Voir point de presse du Conseil d'Etat du 27 juin 2007 annonçant le dépôt d'un projet de loi étendant les compétences du Tribunal de police en matière d'infractions à la LFStup La commission se rallie à la position du Conseil d'Etat et renonce à formuler une recommandation. La commission réitère son opposition à la suppression des juges assessesurs laïcs.
Atténuation du recours au prélèvement ADN	23	Partie II Page 48	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts La commission renonce à se prononcer sur la proposition des experts en raison de sa complexité.
Mise en vigueur anticipée du système d'indemnisation pour détention excessive	24	Partie II Page 48	La commission ne prend pas en compte le constat/recommandation des experts
Amélioration de la situation des "NEM"	25	Partie II Page 48	Prise en compte par la commission du constat/recommandation des experts Voir la réponse du Conseil d'Etat à la Q 3614 (R. Gautier) Voir motion 1737
<b>PARTIE III Surpopulation carcérale à Champ-Dollon</b>			
Manque de places à l'unité femmes	1	Partie III Page 8	Prise en compte par la commission du constat des experts Voir Projet Femina (PL 9622) Voir courrier du 26.06.07 de M. Mark Muller concernant l'avancement des projets 9864, 9622 et 9330
Accès aux douches	2	Partie III Pages 8 et 9	Prise en compte par la commission du constat des experts
Saturation de la cuisine	3	Partie III Page 9	Prise en compte par la commission du constat des experts Souhait d'une vision globale des infrastructures
Aménagement des parloirs	4	Partie III Page 9	Prise en compte par la commission du constat des experts

Constats ou recommandations des experts	Numéro du constat	Page du rapport d'experts	Décisions, recommandations et remarques de la commission
Manque d'activités	5	Partie III Page 9	Prise en compte par la commission du constat des experts A traiter avec la formation des détenus (partie III, constat 8) Distinction à opérer entre CD (activités) et La Brenaz (activités + formation)
Manque de combinés téléphoniques pour les détenus	6	Partie III Page 11	Prise en compte par la commission du constat des experts
Fonctionnement du service social	7	Partie III Page 11	Prise en compte par la commission du constat des experts
Formation des détenus	8	Partie III Page 12	Prise en compte par la commission du constat des experts A traiter avec le manque d'activités des détenus (partie III, constat 5)
Colis	9	Partie III Page 12	Constat des experts non pris en compte par la commission
Repas	10	Partie III Page 13	Constat des experts non pris en compte par la commission Voir projet de rénovation de Champ-Dollon (PL 9330)
Promenades	11	Partie III Page 13	Constat des experts non pris en compte par la Commission
Dégradation du ratio personnel/détenu	12	Partie III Page 15	Prise en compte par la commission du constat des experts Voir constat n°13 (Partie III) Demande au Conseil d'Etat d'une projection en matière de recrutement du personnel
Conditions de travail du personnel	13	Partie III Page 15	Prise en compte par la commission du constat des experts Voir constat n°12 (Partie III)
Construction d'établissements spécialisés	14	Partie III Page 19	Prise en compte par la commission du constat des experts Voir PL 9622 (Curabilis et Femina) Voir courrier du 26.06.07 de M. Mark Muller concernant l'avancement des projets 9864, 9622 et 9330



Constats ou recommandations des experts	Numéro du constat	Page du rapport d'experts	Décisions, recommandations et remarques de la commission
Restructuration de Champ-Dollon	15	Partie III Page 20	Prise en compte par la commission du constat des experts Voir PL 9330 (Champ-Dollon) Voir courrier du 26.06.07 de M. Mark Muller concernant l'avancement des projets 9864, 9622 et 9330





